

## UNE INTERVIEW DU CHAH

- Le plan de développement ne sera pas révisé
- L'Iran va essayer de vendre lui-même son pétrole

LIBRE PAGE 19  
NOTRE SUPPLÉMENT EUBOPA

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.30 F

Algérie, 1 DA ; Arabie, 1,20 DA ; Tunisie, 100 m. l.  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 200 r. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 y. ; Liban, 100 L. ; Norvège, 2,70 kr. ; Pays-Bas, 0,30 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,20 kr. ; Suisse, 1 fr. S.S. ; Tch. 20 esc. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 32

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris 20 60872

Tél. 770-91-29

## Le congrès de Moscou

M. BREJNEV REÇOIT M. BERLINGUER

### Le fantôme de M. Dubcek

Le débat de politique générale est achevé au congrès de Moscou. La plupart des orateurs ont, comme on pouvait le prévoir, paraphrasé le rapport de M. Brejnev. Le seul débat véritable, mais il est de taille, a mis aux prises communistes de l'Est et communistes de l'Ouest. Brejnev s'est-il débarrassé de manière feutrée, sans jamais nommer personne, M. Brejnev a signifié aux Espagnols, aux Français et aux Italiens que leur politique était inacceptable du point de vue marxiste-léniniste. Les délégués des partis mis en cause ont réagi en présentant l'existence d'un socialisme différent de celui qui est appliqué en U.R.S.S.

Critique sévère ou simple malice ? M. Pleschauer assure que « l'existence de divergences entre partis communistes ne doit en aucun cas faire obstacle à l'action commune ». M. Berlinguer va plus loin : « Nous sommes favorables à une confrontation ouverte et franche des différentes expériences et positions ». Il est normal que des partis militants dans des sociétés très dissimilaires ne fassent pas tous la même analyse, ne se proposent pas les mêmes objectifs. C'est la thèse constante des Italiens.

Les dirigeants du Kremlin ne l'entendent pas ainsi. Pour eux, un marxisme-léninisme s'en tient à l'internationalisme prolétarien et ne cède pas à l'opportuniste. Qu'importe l'internationalisme prolétarien tel qu'on le conçoit à Moscou ? Que, face à l'ennemi de classe, les travailleurs de tous les pays défendent avec acharnement les réalisations des États socialistes. « Malheureusement », disait M. Brejnev dans son rapport, il est des gens qui commencent à interpréter l'internationalisme de telle manière qu'il en reste pratiquement peu de chose. Il se trouve également des dirigeants qui proposent ouvertement d'en finir avec l'internationalisme. La dernière partie du jugement s'applique à M. Santiago Carrillo, qui, à la fin de 1975, estimait dépassée la notion classique de l'internationalisme. La première partie vise M. Marchais, et, naturellement, les Italiens.

Les dirigeants soviétiques en ont gros sur le cœur lorsqu'ils constatent que les communistes étrangers admettent publiquement que tout ne va pas toujours pour le mieux dans le premier État socialiste du monde, que la démocratie y laisse à désirer et que les droits de l'homme y sont insuffisamment respectés. Le temps n'est plus où le P.C.F. faisait de la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S. « la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien ».

Les communistes orthodoxes ont toujours condamné l'opportuniste. Pourquoi les alliances que nouent les Italiens et les Français sont-elles inadmissibles ? Et pourquoi cette défense soudaine passionnée de l'internationalisme prolétarien ? Quand les États d'Europe orientale en étaient encore au stade de la démocratie populaire, il était de bon ton de mettre sous le boisseau la dictature du prolétariat. Pendant que les communistes se fortifiaient à l'abri d'un front national, les idéologues soviétiques ne trouvaient rien à redire à cette forme d'opportuniste.

D'où vient qu'ils soient excédés par les tendances actuelles ? Fasse encore que des partis frères en quête d'électeurs accablent dans leurs pays l'idée qu'ils s'accommodent d'une démocratie pluraliste garantissant les libertés ! Mais si ne leur est pas permis de croire que c'est là un des avatars possibles du socialisme et de souffler ainsi de mauvaises idées à quelques dirigeants de l'Europe orientale, l'U.R.S.S. a eu suffisamment de mal à « normaliser » la Tchécoslovaquie. Il était essentiel que les chefs des pays fidèles à Moscou s'associent à la condamnation de l'opportuniste. Les dirigeants soviétiques ont tenté une fois encore d'exercer le fantôme de M. Dubcek.

Le vingt-cinquième congrès du parti communiste soviétique a repris lundi matin 1<sup>er</sup> mars ses travaux pour une brève séance au cours de laquelle il a approuvé le rapport d'activité présenté le 24 février par M. Brejnev. Le congrès s'est ajourné ensuite à 15 heures locales (13 heures de Paris) : il lui reste encore à entendre quelques délégués étrangers.

Après l'interruption des travaux du matin, M. Brejnev a reçu M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien. Un communiqué devrait être publié dans l'après-midi sur cette rencontre.

M. Kossyguine devrait présenter mardi son rapport sur le dixième plan quinquennal. Le débat sur l'économie se prolongera jusqu'à jeudi où, dans la soirée, le congrès réuni à huis clos doit élire un nouveau comité central. Celui-ci se réunira à son tour pour désigner le nouveau bureau politique et le secrétaire. La composition du bureau sera annoncée, en principe, vendredi en fin de matinée.

### Soljenitsyne, Georges Marchais et le général Haig

par ALFRED GROSSER

Barbelés et déportations. La répression sanglante de la grève. Les tribunaux au service de l'arbitraire. Bref, le « stalinisme » bien après Staline, bien après la « déstalinisation ».

Voilà ce que dénoncent avec force les terribles derniers chapitres : « Les gouvernements passent, l'arbitraire reste » et « La loi aujourd'hui ». Le tome III de l'Archipel du Goulag (1) ne permet même pas de s'en tenir au frisson rétrospectif. Les modalités ont pu changer, l'horreur a pu s'atténuer. L'essence du système est inchangée. Elle tient, au fond, en une

phrase écrite par un auteur officiel soviétique :

« En résumé, si la restriction à la liberté en vue de renforcer le régime social n'a pas de fondement moral sous le capitalisme, en revanche dans une société socialiste c'est un fait moralement fondé » (2).

Ce n'est pas ce socialisme-là que veulent les partis communistes de France et d'Italie. Pourquoi ne pas les croire ? Parce qu'ils ont si souvent varié dans le passé ? Mais, précédemment, dans le passé, ils se soumettaient avec empressement aux exigences de l'« internationalisme prolétarien », c'est-à-dire aux attitudes changeantes des dirigeants soviétiques.

(1) M. du Seuil, 477 pages.  
(2) L'Archipel du Goulag, la démocratie socialiste. Questions de théorie. Moscou, M. du Front, p. 182.

(Lire la suite page 3.)

### L'émir de Bahreïn en visite officielle à Paris

Le cheikh Issa Ben Salman Al Khalifa, émir de Bahreïn, était attendu, ce lundi après-midi 1<sup>er</sup> mars, à Paris, pour une visite officielle de trois jours. Au cours de son séjour, le cheikh Issa aura deux entretiens avec M. Giscard d'Estaing.

Lundi, en fin de matinée, on apprendait qu'un aéronef à la bombe avait contrainst l'avion à bord duquel se trouvait l'émir de Bahreïn à faire escale à Beyrouth.

(Lire, pages 9 et 10, « Bahreïn, la plume du Golfe ».)

## L'Amérique désenchantée

### I. — Un nouveau climat idéologique

par PAUL FABRA

New-York. — « Alors que les Américains ont dominé la scène internationale pendant au moins cent cinquante ans, et peut-être davantage, que le siècle français aura, comme son nom l'indique, duré un siècle ou à peu près, l'ère américaine aura été la plus courte de l'histoire : elle aura duré trente ans... » On entend souvent cette opinion sous une forme ou sous une autre, dans les cercles intellectuels de New-York.

La presse, et notamment les

revues d'idées, qui sont ici nombreuses et lues (sans doute parce qu'elles sont d'excellente qualité), publient des articles où le « système » américain ne cesse d'être remis en question. Le doute envahissant sur sa capacité à faire face aux problèmes du présent, et encore plus de l'avenir, n'habite pas seulement les « têtes d'œuf ». C'est comme si un certain découragement avait saisi sinon tous les Américains du moins une bonne partie d'entre eux.

Plusieurs études, dont l'une toute récente, qui circule actuellement au sein de l'administration, rendent compte du nouvel état d'esprit. Quel contraste du tout au tout avec l'image traditionnelle qu'on se faisait de ce peuple ! A présent on ne s'attend plus à célébrer le « bicentenaire » de la déclaration d'indépendance, il semble abandonner son indéfectible optimisme, sa

croissance dans le progrès indéfini, sa conviction que demain sera, pour la société en général et pour les individus qui la composent en particulier un jour meilleur qu'aujourd'hui. Le sentiment d'incertitude qu'a sans doute contribué à répandre la récession, et plus encore peut-être le fait qu'elle n'a été prévue par aucun des économistes de l'établissement, a introduit dans tout le corps social une sorte de peur latente.

S'ils sont encore un peuple « dominant », les Américains, dix-huit mois après l'épilogue du scandale du Watergate, dix mois après la constatation de leur totale défaite au Vietnam, ne dominent plus décidément l'impression d'être « sûrs d'eux-mêmes ». Et ils s'interrogent sérieusement ce qui laisse pas de surprendre même visiteurs étrangers — sur leurs chances de rester la « première puissance du monde ».

(Lire la suite page 6.)

### COUPS BAS

L'OFFENSIVE tous azimuts déclenchée par le gouvernement contre le premier secrétaire du parti socialiste justifie-t-elle tout et n'importe quoi ?

M. Mitterrand va en Algérie : il s'entreliera des rapports franco-algériens avec M. Boumedienne. C'est son droit. Si le régime était démocratique, non seulement en droit mais en esprit, son devoir eût été de s'en entretenir, à son retour, avec le président de la République. Mais la façon dont l'opposition est traitée ne l'a jamais incitée à répondre aux avances qui lui ont été faites.

Alors qu'il était encore en Algérie, M. Mitterrand s'est fait d'ailleurs adrester par M. Chirac. Faignant de croire que le premier secrétaire du parti socialiste est allé s'informer de la politique algérienne du gouvernement auprès de M. Boumedienne, il l'a invité à s'en enquérir dès son retour auprès du président de la République.

Le reproche est plaisant lorsqu'on voit la difficulté, l'impossibilité, où se trouvent non seulement l'opposition mais la majorité d'être exactement informées de la politique étrangère, même en commission parlementaire.

Encore faudrait-il savoir qui est responsable des affaires algériennes, qui en traite ou n'en traite pas : M. Jean François-Poncet ou M. Sauvagegrange, M. Chirac ou M. Giscard d'Estaing ? Sans oublier bien entendu M. Pompidou.

La-dessus s'enchaînent une série de répliques qui dépassent en coups bas des lors que le ministre de l'Intérieur s'en mêle. M. Pompidou lance que « ce n'est pas la première affaire de fuites à laquelle aurait été mêlé » M. Mitterrand. Ou le ministre est frappé d'amnésie ou, sachant la vérité, il est malveillant. Pour l'un ou l'autre, l'histoire est la même. M. Mitterrand est totalement étranger à l'affaire de 1954. Il y a osé : d'après du passé du premier secrétaire pour ne pas s'abaisser à en rajouter.

J. F.

(Lire la suite page 18.)

### M. GISCARD D'ESTAING INTERVIENDRA A LA TÉLÉVISION LE 24 MARS

Le président de la République prononcera une allocution télévisée le mercredi 24 mars sur les objectifs de la politique économique en 1976 et sur les significations de la politique de réforme. Il réunira une conférence de presse sur les problèmes de politique intérieure en avril.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 30.)

## SEUIL

### tome 1 l'arrestation

### tome 2 la vie quotidienne

### DERNIER VOLUME tome 3 la résistance



TOME 1 : 33 F / TOME 2 : 36 F

### AU JOUR LE JOUR

#### Poche restante

Voulez bien la preuve que le papier n'est pas sur le point d'être détruit par l'électronique dans la communication humaine : le service postal des États-Unis est tellement surchargé qu'il envisage de limiter la distribution à deux ou trois jours par semaine. Pourquoi ne pas aller plus loin et ne pas la limiter à un jour par an pour chaque usager ? Combien de lettres oubliées se révèlent inutiles ! La poche restante est la solution de bien des problèmes. Quant à la publicité personnelle, si elle est vraiment utile, elle sera tellement commode de la recevoir une fois en un seul paquet qu'on n'aurait même pas besoin de défaire pour l'envoyer à l'usine de récupération !

ROBERT ESCARPI.

### BOULEZ A METZ

## Tant l'on crie IRCAM...

En attendant de pouvoir s'entourer, en 1977, dans ses laboratoires souterrains du Petit-Sebourg qui va ces temps-ci recevoir un toit, l'IRCAM (Institut de recherche et de coordination acoustique-musique), en préfiguration, se promène. Parti du Théâtre d'Orsay en octobre 1974, il est allé successivement à Angers, à Bruxelles, à Grenoble et, la semaine dernière, à Metz, pour des contacts avec le public, expliciter ses objectifs et remplir des tâches d'animation fort nécessaires. Nulle ville n'était mieux préparée à la recevoir que Metz, où, depuis quatre ans avec les Rencontres internationales de musique contemporaine, Claude Lefebvre et Fernand Quattrochi mènent une action exemplaire qui atteint quelque cinquante mille jeunes de la région.

Pour qui suit ces sessions de l'IRCAM (et la présence de Pierre Boulez attire les fanatiques de la

musique d'aujourd'hui comme un aimant, il s'en dégage cependant une certaine impression de malaise, voire quelque inquiétude. On comprend certes que l'IRCAM veuille se faire connaître et se rendre utile avant de pouvoir travailler sur ses objectifs propres, mais une certaine équivoque plane sur ces manifestations.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 30.)

### Le Monde de l'éducation

LE NUMERO DE MARS EST PARU

(Voir page 38.)

مكتبة العالم

## EUROPE

### Espagne

#### La vague d'agitation sociale est la plus importante de ces dernières années

Le capitaine du génie M. Antonio Her-  
reros Robles a été arrêté à Barcelone le  
25 février. Il est soupçonné d'appartenir  
à l'Union démocratique militaire, dont  
neuf membres doivent être jugés le  
8 mars. Père de sept enfants, le capitaine  
est le fils du premier officier qui, lors

de la guerre civile espagnole, avait trouvé  
la mort dans les rangs des troupes fran-  
quistes.  
Il est actuellement aux arrêts  
de rigueur et au secret à la forteresse  
de Figueras, entre Barcelone et la fron-  
tière française. D'après certaines infor-

mations, nous indique notre correspon-  
dant à Madrid, José Antonio Novais, on  
aurait trouvé à son domicile un fichier  
contenant les noms d'un millier d'offi-  
ciers supérieurs et subalternes qui  
seraient membres de l'Union militaire  
démocratique.

De notre envoyé spécial

Madrid. — La cohésion et  
l'autorité du premier gouverne-  
ment du roi Juan Carlos semblent  
sérieusement mises en cause par  
la crise économique, la relance des  
mouvements de grève et des mani-  
festations de rues, qui tendent  
à prendre un tour violent. Le  
samedi 28 février, à Vitoria, de  
nouveaux affrontements ont  
éclaté entre grévistes et policiers.  
Plusieurs centaines d'ouvriers ont  
dressé des barricades dans le  
centre de la ville. Les unités  
d'élite des brigades anti-émeutes  
sont intervenues avec énergie pour  
occuper les points stratégiques.

Plusieurs cités industrielles  
proches de Barcelone sont en état  
virtuel de rébellion. La population  
et les commerçants sont menacés  
parfois les grévistes, comme à  
Sabadell, pour mener à bien des  
opérations « ville morte ». A Bar-  
celone même, l'insécurité grandit  
après les violents heurts de la  
semaine dernière entre ouvriers du  
bâtiment en grève et forces de  
l'ordre. Le conflit des fonction-  
naires municipaux n'est pas réglé,  
bien que le maire, M. Viola —  
dont la démission est réclamée  
par toutes les formations démocra-  
tiques — ait finalement  
accepté de négocier. Le comité de  
grève, qui comprend des pompiers  
et des policiers, est disposé à  
relancer l'action s'il n'obtient  
pas satisfaction à leur tour, les  
mille deux cents ouvriers de Pirelli  
ont amorcé le 28 février un mou-  
vement de débrayage. En Biscaye,  
la garde civile est intervenue pour  
délivrer par la force des travail-  
leurs qui occupent les hauts  
fourneaux de Sestao.

En fait, c'est aux quatre coins  
de la péninsule que des incidents  
plus ou moins sérieux éclatent  
chaque jour : en Galice, dans les  
Asturies — où plusieurs centaines  
de mineurs ont été mis à pied —  
au Pays basque, à Pamplonne  
où trente mille personnes ont  
défilé la semaine dernière, — à  
Séville — où les employés des  
transports municipaux ont  
débrayé. Dans cette dernière ville,  
dix-huit personnes, dont six mem-  
bres du parti socialiste populaire,  
accusées d'avoir organisé la grève,  
ont été appréhendées.

L'agitation sociale, aussi des  
secteurs nouveaux. Un million  
d'élèves sont touchés, ce lundi  
1<sup>er</sup> mars, par une grève d'ensem-  
blants. Les professeurs assistants  
de l'université de Madrid ont  
décidé de ne pas faire cours les  
2 et 3 mars. Ils envisagent de  
s'enfermer dans une faculté, imi-  
tant ainsi une action engagée par  
cinq cents professeurs de l'univer-  
sité de Saragosse. En même  
temps, la police, qui avait été  
retraitée des facultés en janvier,  
menace d'intervenir de nouveau  
dans les locaux universitaires  
tant pour faire respecter les  
interdictions de conférences que  
pour arracher pancartes, affiches  
et proclamations, qui ont refleuré,  
depuis deux mois, sur les murs des  
universités espagnoles.

#### Une situation économique préoccupante

Des signes d'agitation sociale  
se développent dans la banque,  
l'hôtellerie, les transports. Les  
boulangers parviennent à grève tra-  
nquille. Les footballeurs eux-mêmes  
n'échappent pas à cette vague de  
protestations. Le Hollandais  
Cruyff, vedette du Football-Club  
de Barcelone, et d'autres idoles  
réclament publiquement la liberté  
syndicale. Cette démarche prend  
un sens politique évident dans un  
pays où le football passionne les  
foies.

Préoccupés par cette efferve-  
scente, les autorités ont annoncé  
le 29 février que trois conflits  
particulièrement « chauds » pa-  
raissent en voie de règlement :  
la construction, à Barcelone ; les  
camionneurs, dont le mouvement  
généraliste menaçait les approvi-  
sionnements des grandes villes ;  
les transports privés de la pro-  
vince de Madrid. Dans le secteur  
névralgique du bâtiment, les di-  
rigents des syndicats démocra-  
tiques devaient, à Barcelone et  
dans la capitale, discuter l'oppor-  
tunité d'un mot d'ordre de grève  
général au plan national.

Les salaires sont bloqués depuis  
l'année dernière. Le gouvernement  
tolère, cependant, depuis le début  
de cette année, des augmentations  
intérieures à 17 %. Le taux offi-  
ciel d'inflation pour 1975 a été  
de 16,5 %. Mais, dans bien des  
cas, sous la très forte pression  
des grévistes, des augmentations  
de salaires atteignant ces der-  
nières semaines de 20 à 30 % ont  
été accordées. Elles sont d'ailleurs  
encore loin, tout le monde en  
convient, de permettre le réajus-  
tement du niveau de vie.

Jamais l'agitation sociale n'a  
été aussi importante en Espagne  
qu'en ce début 1976. En un seul  
mois, on a compté autant de  
journées de travail perdues qu'en  
cinq années précédentes. Les ouvriers  
ne se contentent pas de demander  
des augmentations de salaires ou  
l'amélioration de leurs conditions  
de travail. Des milliers de per-  
sonnes ont été licenciées pour fait  
de grève depuis le début de l'an-

née. Dans de nombreux secteurs  
c'est pour obtenir leur réintégra-  
tion que la lutte continue ou  
s'amplifie.  
En outre, la tolérance relative  
dont certains partis politiques de  
gauche ont bénéficié depuis trois  
mois a favorisé une vie syndicale  
moins souterraine, et donc plus  
active. Les commissions ouvrières,  
largement dominées par le parti  
communiste, et les autres organi-  
sations syndicales de gauche, de  
tendances socialiste, communiste  
révolutionnaire, gauchiste ou  
indépendante, réclament avec  
ensemble l'amnistie, les libertés  
syndicales et la liberté de négo-  
ciation. Mais, en coulisse, la lutte  
est déjà vive entre les commis-  
sions ouvrières, implantées depuis  
longtemps, et d'autres organisa-  
tions nouvelles, des maintenant,  
de limiter l'influence de ces com-  
missions. Cette concurrence syn-  
dicale, reflet de luttes de partis  
encore clandestins, n'est pas le  
moindre paradoxe de l'Espagne  
d'après Franco.

Pour leur part, de nombreux  
« fonctionnaires » des syndicats  
officiels prennent le vent et  
jouent la carte « ouvrieriste » dans  
l'espoir de sauver une organisa-  
tion verticale dont les principes  
et les structures sont catégorique-  
ment rejetés par les syndi-  
cats démocratiques théoriquement  
clandestins.  
L'agitation sociale se déroule  
sur une toile de fond économique  
préoccupante, sinon grave. Le  
taux de croissance du produit  
national brut n'a été que de 0,3 %  
en 1975. Suite des capotages, stag-  
nation et inflation, hausse de 80 %  
du chômage — qui atteint actuel-  
lement environ 5 % de la popu-  
lation active — chute de la  
production : le premier gouverne-  
ment du roi Juan Carlos a hérité  
d'une situation économique très  
difficile. Il sait que la reprise,  
amorcée dans certains pays occi-  
dentaux, ne touchera pas l'Es-  
pagne avant plusieurs mois.

M. Villar Mir, ministre des

finances, est contesté au sein  
même du cabinet, où certains lui  
reprochent d'avoir imposé une  
dévaluation sans l'accompagner  
de mesures permettant de l'ex-  
ploiter. Accusé par le monde du  
travail d'être l'homme des grandes  
banques et des multinationales,  
M. Villar Mir est aussi critiqué  
par les patrons des petites et  
moyennes entreprises (qui assu-  
rent en Espagne le plus grand  
nombre d'emplois) et par les  
porte-parole des classes moyennes,  
dont le soutien serait pourtant  
essentiel au gouvernement pour  
réussir une politique de réformes.  
Les caisses d'épargne, dont les  
directions représentent assez bien  
les notables de province, sont par-  
ties en guerre contre le ministre,  
dont le plan ne satisfait apparem-  
ment personne. Laborieusement  
mis au point par le gouvernement  
après plusieurs réunions excep-  
tionnelles, ce plan, malgré l'ur-  
gence des mesures à prendre, a  
été, pour partie, adressé aux Cor-  
tès. Pour leur « faire prendre  
conscience de leurs responsabi-  
lités », confient certains ministres.

MARCEL NIEDERGAANG.

### Grande-Bretagne

#### Les conservateurs tendent un rameau d'olivier aux syndicats

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher  
vient de tendre une branche  
d'olivier aux syndicats britan-  
niques. Samedi 28 février, devant  
une assemblée de trade unionistes  
conservateurs à Manchester, le  
leader tory a catégoriquement  
condamné la politique de  
confrontation avec les organisa-  
tions ouvrières dans laquelle le  
gouvernement Heath s'était  
malencontreusement engagé.

La nouvelle stratégie sociale  
des conservateurs a été annoncée  
deux ans très exactement après  
le jour où le prédécesseur de  
Mme Thatcher a perdu les élec-  
tions générales à la suite de sa  
malheureuse épreuve de force  
avec les mineurs.

Les tories reconnaissent que,  
depuis leur échec de février 1974,  
leur parti a gardé dans l'esprit  
du public la réputation d'être  
hostile aux syndicats. A Man-  
chester, Mme Thatcher a fait de  
son mieux pour dissiper ce qu'elle  
appelle un « mythe obscur », in-  
convient de garantir leur emploi  
à ceux des travailleurs qui ont  
de sérieuses « objections de  
conscience » contre l'apparte-  
nance à un syndicat. Tel serait  
spécialement le cas de la  
presse. Même dans ce domaine,  
Mme Thatcher semble compter  
aujourd'hui sur des accords volon-  
taires avec les trade unions plu-  
tôt que sur des garanties légales.

Le programme présenté à Man-  
chester prévoit, d'autre part, une  
aide de l'Etat en vue de faciliter  
les fusions entre syndicats.

Certains silences sont signifi-  
catifs. Personne, à l'assemblée de  
Manchester, n'a parlé de mettre  
fin au paiement des indemnités  
et des prestations sociales de tou-  
tes sortes dont bénéficient les  
grévistes et leurs familles. Dans  
ces conditions, il n'est pas sur-  
prenant qu'aux yeux de l'extrême  
droite conservatrice la nouvelle  
stratégie de Mme Thatcher appa-  
raisse comme une véritable tra-  
hison. Il est vrai que cette initia-  
tive sème aussi la confusion dans  
les rangs de l'extrême gauche, où  
l'on fait état de contacts secrets  
entre les conservateurs et cer-  
tains dirigeants du TUC.

JEAN WETZ.

### Irlande du Nord

#### LONDRES MET FIN AU STATUT DES PRISONNIERS POLITIQUES

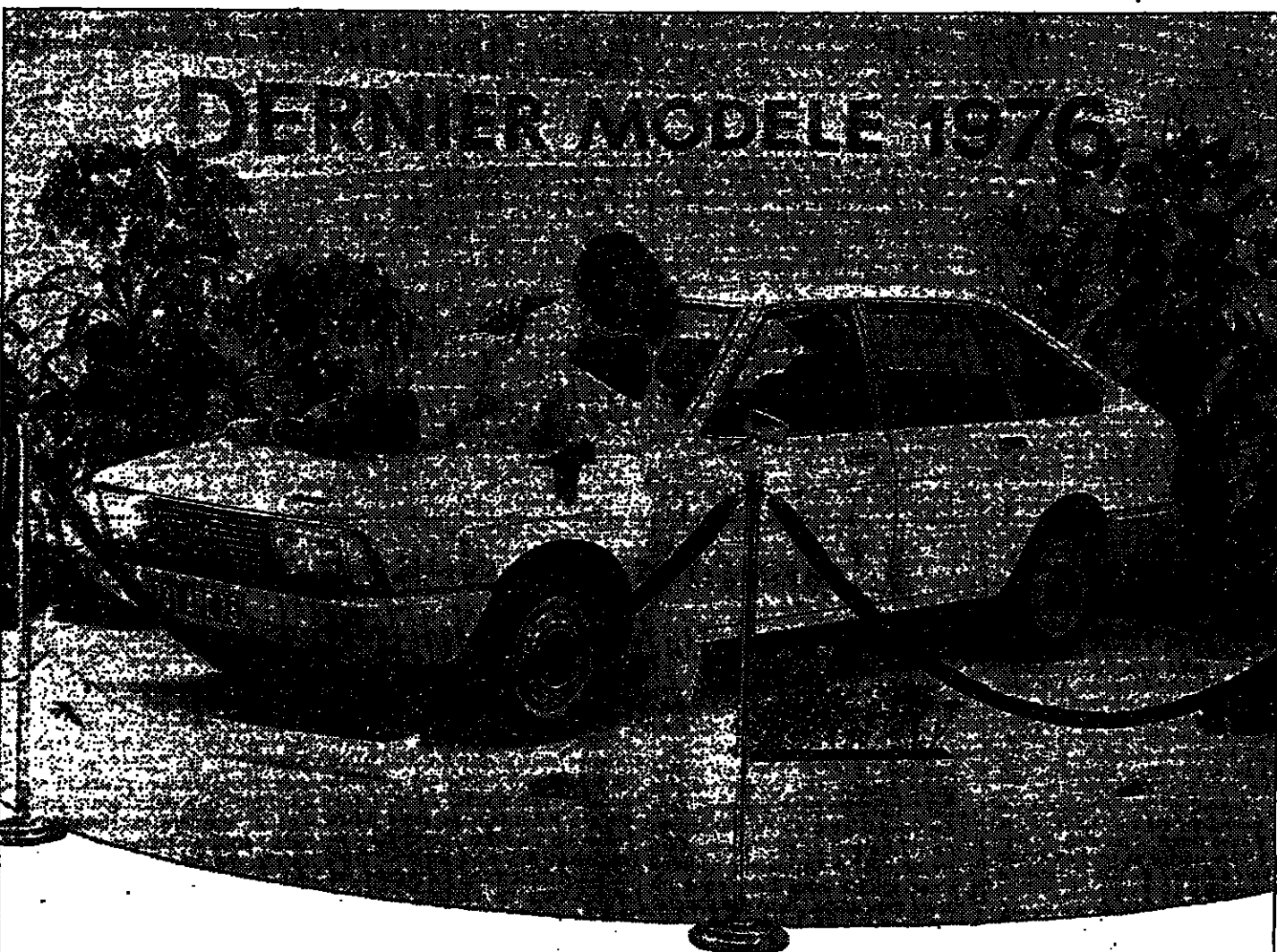
(Correspondance.)

Belfast. — De violents incidents  
ont éclaté au cours du week-end  
en Irlande du Nord, particuliè-  
rement à Belfast. Dimanche  
29 février, plusieurs personnes ont  
été blessées par des engins explo-  
sifs devant deux églises catho-  
liques du comté de Tyrone. Ven-  
dredi soir, un homme avait été  
tué devant un pub de la capi-  
tale, tandis que plusieurs dizaines  
de véhicules, dont cinq autobus,  
étaient incendiés et servaient de  
barricades dans les quartiers pro-  
testants.

Ces actes de violence n'ont pas  
surpris les autorités. Depuis plu-  
sieurs jours des rumeurs circu-  
laient concernant une réaction  
des organisations paramilitaires  
protestantes UDA et UVF. A  
l'application, le 1<sup>er</sup> mars, d'une  
réforme du système pénal en  
Irlande du Nord. A compter de  
ce jour, le statut de prisonnier  
politique, jamais reconnu comme  
tel mais admis depuis 1972 sous  
l'euphémisme de « catégoris  
sion », ne sera plus accordé aux  
nouveaux condamnés. Actuelle-  
ment, il y a quatre-vingt-  
cinq « républicains » (catho-  
liques et cinq cent quatre-vingt-  
sept « loyalistes » (protestants)  
en détention. Pour compenser  
ce changement radical et vider  
les prisons surpeuplées de nou-  
velles remissions de peine, allant  
jusqu'à une réduction de moitié,  
seront comorées à quelque cinq  
cents détenus au cours des quatre  
prochains mois.

Cependant, les organisations  
paramilitaires catholiques et pro-  
testantes n'acceptent pas que  
leurs militants deviennent des  
criminels de droit commun. Leur  
action, insistent-elles, est politi-  
que. Elles voient d'un mauvais  
œil la perte de privilèges qui  
rendaient l'emprisonnement sup-  
portable à leurs membres : pas  
de travail obligatoire, pas d'uni-  
forme, visites et colis autorisés.  
Les républicains et les loyalistes  
se seraient rencontrés secrète-  
ment, il y a quelques jours, afin  
de coordonner leurs protestations,  
mais il ne semble pas qu'ils soient  
parvenus à un accord. L'IRA veut  
développer l'agitation à l'intérieur  
des pénitenciers et a menacé  
d'incendier l'ancien camp d'inter-  
nement de Long-Kesh. L'UDA  
(Ulster Defence Association) et  
l'UVF (Ulster Volunteer Force)  
penchent plutôt pour les mani-  
festations de rue. Les extrémistes  
de l'U.F.F. (Ulster Freedom  
Fighters) ont enlevé pendant  
plusieurs heures, samedi soir, le  
frère du directeur de la prison  
de Belfast.

Cette agitation survient après  
une semaine relativement calme,  
et précède la clôture, mardi  
2 mars, de la deuxième session  
de la Convention constitution-  
nelle. — R. D.



#### Le premier client de la voiture de l'année, c'est nous.

Cela fait combien de temps que vous  
rêvez d'essayer la Simca 1307 ou la 604 automatique?  
A votre prochain voyage, passez chez nous.  
Et partez avec elle. Tout seul. Sans vendeur  
astucieux à vos côtés.

Voyez-vous, chez Avis, nous nous sommes  
dit que louer un véhicule en bon état, c'était bien  
la moindre des choses. Que proposer 11 modèles  
différents, c'était déjà aller un peu plus loin  
que la plupart de nos concurrents. Que limiter à  
moins de huit mois l'âge moyen de nos voitures,  
c'était le contraire d'une solution de facilité.

Mais qu'en plus, pouvoir vous offrir  
le plaisir de prendre, où que vous soyez en Europe,  
le volant d'un tout nouveau modèle, cela illustre  
parfaitement notre philosophie.

Car sans doute l'avez-vous remarqué  
vous-même dans vos propres affaires : de nos jours,  
pour qu'un client soit vraiment content, il faut lui  
donner beaucoup plus que ce qu'il attend.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres  
grandes marques.

**Avis.**  
Profitez de nous.



# LE XXV<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C. DE L'UNION SOVIÉTIQUE

## Tous les délégués ont célébré M. Brejnev

De notre correspondant

Moscou. — Assisté-t-on à un renouveau du culte de la personnalité ? Beaucoup d'observateurs étrangers, non communistes, mais aussi communistes (1) — se posent la question. Tous les orateurs soviétiques qui sont intervenus à la tribune se sont en effet livrés à un hommage parfois éblouissant des « mérites personnels » de M. Leonid Brejnev. L'hommage qui ne va pas sans rappeler certaines pratiques que l'on croyait appartenir au passé. Comme le secrétaire général l'avait fait dans son rapport, la plupart de ses collègues mentionnent certes le principe de la direction collective. Mais ce n'est pas en soi une nouveauté. Ce qui est nouveau, c'est le fait que, dans le parti communiste soviétique, pour ceux qui ont l'habitude de l'agitation et de l'effacement.

les autres, un exemple que nous devons suivre en tout. L'une des plus grandes qualités de Leonid Brejnev, c'est qu'il ne se drape pas dans la toge du système, qu'il ne se pose et n'agit pas à la place des autres, mais qu'il sait créer des conditions dans lesquelles tous peuvent penser en créateurs. Une haute compétence de l'homme, l'esprit concret, l'humanité, l'impitoyabilité de classe, la loyauté, la fermeté de principe, l'art de pénétrer au fond des choses, la capacité d'instaurer un climat de confiance, de respect et d'exigence entre les hommes, c'est ce qui exerce la plus vive admiration, l'enthousiasme et la confiance, telles sont les qualités, parmi bien d'autres, que nous devons emprunter et que nous empruntons à Leonid Brejnev.

Autrefois, on disait que plus le ciel est pur, plus on peut voler haut. Les plus grands ont de la force. Leonid Brejnev est, à nos yeux, un homme politique, un homme d'action, nous voulons, comme disent les poètes, qu'il soit le leader de notre peuple, l'un des plus grands hommes politiques de l'époque moderne dont nous devons suivre l'exemple et éduquer nous-mêmes et éduquer.

### Une immense « modestie »

Bien que plus bref, M. Rachidov, premier secrétaire d'Ouzbékistan, et membre suppléant du bureau politique, n'en fut pas moins enthousiaste. Pour lui, M. Brejnev « est l'homme politique, non seulement le plus éminent, mais aussi le plus influent de notre époque ». Il se distingue par une immense modestie, un brillant talent, l'optimisme révolutionnaire, une ferme position de classe, la bonté d'un homme et le charme personnel. M. Rachidov d'appeler les

penseurs d'Orient et la ressource : « Quand un Etat est gouverné par un homme sage, aimant son peuple, s'attachant à améliorer les destins de son pays, c'est un grand bonheur et pour cet Etat, et pour ce peuple ».

M. Rachidov n'est pas la seule personnalité d'Asie centrale à avoir vanté les « mérites personnels » du secrétaire général. Il faut encore citer tout particulièrement M. Aliev, premier secrétaire d'Azerbaïdjan (pour qui « Leonid Brejnev est l'âme de l'attachement et la recon-

### 80 PRISONNIERS POLITIQUES FONT LA GRÈVE DE LA FAIM

Moscou (A.F.P., Reuters). — Plus de quatre-vingts prisonniers politiques font la grève de la faim dans des prisons et camps de travail d'U.R.S.S. pour protester, à l'occasion du 25<sup>e</sup> congrès du parti communiste soviétique, contre les conditions de détention et la répression des dissidents.

Les signataires de documents en provenance de Vladimir et de camps de travail d'Oural et de la Moravie, remis à des journalistes occidentaux par des dissidents, sont notamment Gabriel Suprun, collaborateur de Soljenitsyne, et l'historien ukrainien Valentin Moroz. L'un des déclarations donne les noms d'une dizaine de prisonniers politiques - de Vladimir qui ont été soumis ou menacés de « répressions psychologiques ».

Les prisonniers réclament une meilleure alimentation (la norme de 1700 calories au régime sévère est réduite, par exemple, à 700 ou 900 calories).

débordante, connaissant la vie à fond, un homme à la grande âme sensible...), et, enfin, M. Gaponov, premier secrétaire de Turkménie.

Des pays baltes, sont aussi venus des éloges. Almas Vooz, premier secrétaire de Lettonie, a salué « l'incorruptible esprit d'initiative, l'énergie débordante et l'immense capacité de travail » de M. Brejnev, tandis que M. Griskavichus, premier secrétaire de Lituanie, s'adressant devant « un homme à la grande âme, qui incarne les plus belles qualités de l'homme, avec un « E » majuscule ». Les hommages ont été rendus également par les représentants de Moldavie (M. Rodion, premier secrétaire), de Leningrad (M. Romanov, responsable de l'organisation du parti pour la région et membre suppléant du bureau politique), d'Ukraine (M. Chicheritski, premier secrétaire), d'Arménie (M. Demirchian, premier secrétaire), de Sibirie (M. Goritschev, premier secrétaire pour la région de Novossibirsk) et de Moscou, bien sûr (M. Grichine, chef de l'organisation du parti pour la capitale).

M. Kostandov, ministre de la chimie, M. Solomentsev, président du conseil des ministres de la Fédération de Russie, etc.) Une mention spéciale doit revenir à M. Tadjelmokov, responsable de l'organisation du Komssomol, qui, après avoir lu un article publié en 1955 dans un petit journal de province, et qui célébrait déjà les mérites du jeune Brejnev, s'est écrié : « Ce fut écrit, camarade, il y a quarante et un ans ! » Puis il tenta de faire mieux que l'auteur anonyme de cet article.

Cette liste n'est pas exhaustive. En fait, aucun orateur n'a oublié de mentionner les « mérites » de M. Brejnev. Cette unanimité contraste curieusement avec la tendance très marquée de tous les participants à ne pas faire allusion à une affaire à laquelle tient pourtant beaucoup le secrétaire général : le projet de nouvelle Constitution, qui devrait permettre, selon lui, de consolider et développer la démocratie soviétique. Comme si, en dépit de tous ses « mérites », M. Brejnev se heurtait toujours à une forte opposition pour faire prévaloir son point de vue sur ce sujet.

JACQUES AMALRIC.

(1) L'« Humanité » publie aussi d'abondantes extraits sur les « éloges à Leonid Brejnev », ce lundi 1<sup>er</sup> mars.

## « Seul l'avenir nous dira si les communistes sont sincères »

déclare M. Olaf Palme

De notre correspondant

Stockholm. — Jusqu'ici assez hésitant sur l'opportunité d'un rapprochement entre sociaux-démocrates et communistes en Europe, M. Olaf Palme, premier ministre suédois, estime aujourd'hui qu'il ne faut pas tomber dans le jeu de la droite et « soupçonner systématiquement les partis communistes d'Europe du Sud de vouloir jeter des ponts entre Moscou et les démocraties occidentales. La crise politique et idéologique que connaissent actuellement ces partis, le renoncement à la dictature du prolétariat et au centralisme, peu attrayant de nos jours, démontrent en définitive le rôle du réformisme comme instrument de la transformation de la société ».

« La dépression économique, a ajouté M. Palme, parlant au P.C. allemand devant une conférence de femmes sociales-démocrates, la plus grave depuis les années 30, devrait normalement les réjouir et leur faire abandonner leurs idées. Or que font-ils ? Ils affirment leurs principes, affirment leur adhésion à la démocratie parlementaire, mais ils refusent de renoncer à la dictature du prolétariat en France dans le cadre de l'union de la gauche. En Italie par le compromis historique. Ce réformisme social-démocrate n'est pas d'ailleurs sans inquiéter les deux super-puissances, qui voient le jeu de dominos menacer et contraindre ».

En fait, M. Palme pense que les socialistes doivent décider suivant les conditions particulières de chaque pays la ligne à suivre dans les rapports avec les communistes, et qu'il n'y a pas

de stratégie globale : « Seul l'avenir nous dira si les communistes sont sincères ». En Europe du Sud, un dialogue paraît motivé. En Europe du Nord, en revanche, il est inenvisageable. M. Palme l'a bien marqué en attaquant violemment le parti communiste suédois, pourtant le plus indépendant des pays nordiques : « Le parti communiste suédois se livre en permanence à un débat interne de secte. Il tente d'élaborer un programme correspondant à la réalité suédoise tout en voulant conserver l'héritage lééniste. Un bricolage ne peut se reconnaître dans le tableau noir qu'il brosse de la société suédoise ».

Ces déclarations n'ont pas plus, on s'en doute, aux leaders communistes suédois. M. Werner y a répondu avec une pointe d'ironie deux jours plus tard en faisant remarquer que « si M. Olaf Palme est aujourd'hui premier ministre, c'est un peu grâce à nous ». Ce qui est vrai dans un sens puisque le gouvernement social-démocrate minoritaire mis en place depuis 1975 sur le soutien ou l'abstention des communistes au Parlement. Il est vrai aussi que les communistes suédois traversent une crise très grave, la direction du parti se trouvant en opposition constante avec la tendance orthodoxe fidèle à Moscou. Ces discussions se reflètent directement dans l'opinion. Les derniers sondages n'accroissent que 3,5 % des intentions de vote au communisme.

ALAIN DEBOVE.

## M. Plissonnier a tenu une conférence de presse

De notre correspondant

Moscou. — Même à Moscou, les représentants du parti communiste français se soucient maintenant d'informer l'opinion publique. A preuve la venue de toute la délégation du P.C.F., samedi après-midi 28 février, après que M. Gaston Plissonnier, son porte-parole, ait prononcé, au centre de presse du congrès, à l'hôtel Inbournist, c'est la seule délégation étrangère à s'être rendue au centre de presse et à y avoir tenu une conférence qui, pour avoir été improvisée, n'en était pas moins précieuse.

Il y avait peu de chances, en effet, pour que ce qui devait être une simple conversation entre M. Plissonnier et Kanapa et les journalistes français présents à Moscou en reste à ce stade. On ne s'avait pas impunément à proximité de quelques centaines de journalistes frustrés d'informations de première main, lassés de comptes rendus aussi succincts que partiels. Très vite donc, M. Plissonnier et Kanapa se sont mis à parler. Les responsables du centre de presse ont commencé par M. Solinski, directeur des services de presse du ministère soviétique des affaires étrangères. — « J'avais à cœur de vous assister à un tel événement. Ils eurent d'ailleurs besoin de quelques minutes pour « revenir » de leur étonnement. Certains dirent : de leur mécontentement et offrir finalement à la délégation du P.C.F. l'usage de la salle de conférences. Ce qu'elle déclina après un bon moment de confusion.

Le fait d'être venu au centre de presse est sans doute plus important que ce que s'y est dit. Cette « audace » constituait, en effet, une rupture avec la tradition de discrétion qu'observent toutes les délégations communistes dans la capitale soviétique. Le fond des déclarations de M. Plissonnier et Kanapa n'est pas, en revanche, très nouveau, même s'il avait de quoi choquer les Soviétiques présents.

« L'abandon de la notion de dictature du prolétariat n'est pas négociable, le congrès de notre parti était seul souverain dans la décision de l'abandonner », a déclaré M. Plissonnier.

Moscou pour négocier (...). Quant à l'internationalisme prolétarien, si on le réduit à la seule identité de vues entre partis communistes, il faudrait se dépecher d'en finir avec cette forme rudimentaire (...). Le P.C.F. ne porte pas la même appréciation que Leonid Brejnev sur la politique étrangère française. Cette politique rompt avec les aspects positifs que pouvait avoir celle de de Gaulle ».

Seul élément nouveau : l'extrême prudence dont M. Kanapa a fait preuve à l'égard du projet de conférence des partis communistes européens : « Il est prématuré de préjuger de ce que sera notre attitude finale dans cette affaire, a-t-il dit notamment. Nous devons attendre d'être saisis d'un thème avant-projet ».

Les Soviétiques n'ont pas encore réagi aux « incartades » des communistes français, ni non plus aux récentes déclarations de M. Georges Marchais à l'Europe 6-1. L'exemple de l'« Humanité » contenant ces déclarations circule cependant parmi les délégués communistes étrangers et suscite le plus vif intérêt. Nombreux sont ceux qui pensent que Moscou ne pourra pas en rester là. Alors que les Soviétiques n'ont jamais critiqué normalement le P.C.F., font-ils remarquer, M. Marchais a violé cette règle en accusant l'U.R.S.S. d'avoir adopté « une position opportuniste non conforme à l'internationalisme prolétarien » lors de la dernière élection présidentielle française. M. Marchais, ajoutent-ils, s'est aussi montré extrêmement « cavalier » à l'égard de M. Brejnev en affirmant qu'il n'y avait pas question pour le moment d'une rencontre avec le secrétaire général soviétique pour discuter des divergences qui existent entre les deux partis.

Jusqu'où M. Marchais va-t-il aller ? N'est-il pas prisonnier de sa tactique qui privilégie les gestes spectaculaires au détriment des analyses de fond ? A attaquer trop durement l'U.R.S.S., ne risque-t-il pas de renforcer à Moscou les éléments les plus conservateurs ? Telles sont les questions que se posent certains représentants de P.C. occidentaux qui ont pris leurs distances à l'égard de Moscou depuis bien des années, mais qui ont pour règle cardinal de toujours permettre aux dirigeants soviétiques de « sauter la face ». — J. A.

## Soljenitsyne, Georges Marchais et le général Haig

(Suite de la première page.)

En 1947, Jacques Duclos et Luigi Longo battent leur couple à la réunion constitutive du Komintern. Mais, aujourd'hui, Enrico Berlinguer et Gaston Plissonnier maintiennent leur position à Moscou même, devant le congrès du P.C.U.S. Ils peuvent tenir ce langage sans courir de risque. Parce qu'ils viennent d'Italie et de France, deux pays qui ne sont pas sous l'emprise soviétique, deux pays qui connaissent le pluralisme et non la dictature de quelques-uns appuyés sur l'appareil d'un parti supposé représenter et connaître seul les intérêts de tous et de chacun.

Or l'Italie et la France vivent le pluralisme parce qu'il y a bel et bien un monde occidental auquel elles appartiennent et une Europe occidentale où des libertés existent, où le combat politique pour plus de liberté est institutionnalisé, à cause du simple fait que l'énorme puissance de l'Union soviétique est contrebalancée par la puissance américaine.

Sans les Etats-Unis, pas de communisme à la Berlinguer, pas de socialisme à visage humain à la Georges Marchais. Si l'U.R.S.S. était le seul Grand présent en Europe, le pluralisme et les libertés disparaîtraient. Le problème de la dépendance face aux Etats-Unis est, pour les pays d'Europe, y compris pour les partis communistes, d'un autre ordre et d'une autre nature.

Le général de Gaulle avait fondé sa politique sur ces évidences-là. Il voulait donner à la France un rang maximal de puissance occidentale. Occidentale, c'est-à-dire solidaire des Etats-Unis face à toute menace soviétique. L'U.R.S.S. n'était un partenaire à utiliser pour donner du poids à la France face aux Etats-Unis que lorsque ceux-ci dominaient l'Union soviétique. Dans les années 60, après l'apparente victoire de Kennedy sur Khrouchchev dans la crise de Cuba, les Etats-Unis paralysaient les maîtres du monde. On pouvait et devait donc chercher

à s'affirmer contre eux. Mais qu'en est-il à la fin des années 70 ? Il ne faut pas s'y attendre : ce que M. Marchais se réclame d'être, telle réponse au général Haig, et par-dessus le commandant des forces de l'OTAN la réponse à M. Kissinger, serait plus aisée.

Les dirigeants américains sont convaincus (sans doute plus pleinement et plus sincèrement que bien des dirigeants français) de la même conviction que tout gouvernement français ou italien comprend des ministres communistes mettrait en péril le monde occidental dans son ensemble. Ils en viennent alors à nier l'une des valeurs qui servent de fondement au refus collectif du système soviétique, à savoir le droit à l'alternance au pouvoir, par le libre choix majoritaire des citoyens, de forces politiques antagonistes. Protester contre l'ingérence ? Sans doute. Mais cela ne dispense pas la crainte et ne désarmes pas l'hostilité, ni à Washington, ni dans les autres capitales européennes. Le meilleur argument, ce sont les partis communistes français et italien qui le démontrent : ils n'ont aucun intérêt à voir leur pays privé de la protection américaine. L'Ouest, Georges Marchais a du poids et de l'avenir. Peut-il sérieusement vouloir se battre le sort d'un Dubcek ?

Les communistes italiens semblent assez disposés à l'admettre et le P.C.I. trait sans doute explique que l'Eglise-Unie le contexte mondial dans lequel il alimenterait devant force de gouvernement et le gouvernement américain ne lui refusait tout visa de crainte d'être accusé de favoriser le « compromis historique » en dédaignant les communistes.

Le parti de Georges Marchais a encore un bien plus long chemin à faire avant de se dégager des liens sentimentaux et des mythes qui l'empêchent de tirer les conséquences de sa récente découverte : le critère du pluralisme et du pouvoir total est plus important pour distinguer les régimes politiques que la propriété des moyens de production.

ALFRED GROSSER.

### CORRESPONDANCE

#### Le salut des dockers de Hambourg

M. Alouges, de Marseille, nous écrit :

Dans les années 30, avant la venue d'Hitler au pouvoir, le P.C. allemand était à son apogée, un de mes amis, navigateur, a été saisi par les dockers de Hambourg le pont levé et par ces mots : « Bote front » (Front rouge). Pour saluer ainsi ils tenaient d'abord la main levée bien ouverte les doigts écartés, puis joignaient les doigts, formant la main. Le premier mouvement symbolisait la dénonciation, le deuxième l'union.

C'est ainsi que le comprenait mon ami communiste et, d'après lui, les dockers de Hambourg. Je me trompait-il ? On sait que le P.C. n'a pas fait l'union avec la social-démocratie, mais les communistes longtemps n'ont eu en vue que l'unité à la base, par-dessus la tête des chefs sociaux-démocrates.

Avec Jaltour, découvrez la Corée des Coréens.



Et si vous connaissez déjà la Corée, partez en Népal, à Bali, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, en Birmanie, en Inde,

en Thaïlande, au Vietnam, en Malaisie, en Indonésie... Jaltour vous a préparé plusieurs séjours étonnants sur tout

l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants : Bangkok à partir de 3.050 francs, Hong-Kong à partir de

4.100 francs et le Japon à partir de 5.100 francs. Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez visite à votre

agent de voyages ou retournez ce bon à Jaltour, 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Tel. \_\_\_\_\_

Jaltour

# AFRIQUE

La rencontre de MM. Mobutu et Neto à Brazzaville

## Le Zaïre et l'Angola ont décidé de «normaliser leurs relations»

De notre envoyé spécial

Brazzaville. — Le Zaïre et l'Angola ont décidé, samedi 28 février, de «normaliser leurs relations fraternelles dans l'intérêt de leurs peuples respectifs». Arrivé vendredi à Brazzaville pour y rencontrer le président Neto, qui y rendait sa première visite de chef d'Etat hors des frontières, le président Mobutu a passé par les fourches caudines d'une réconciliation spectaculaire. Cette rencontre s'est engagée sur une froide poignée de main, et achevée sur une accolade. Elle a été globalement le jour de la réconciliation entre les deux pays. Le communiqué final assure en effet : «Les deux parties faciliteront le retour, dans un délai raisonnable, des réfugiés, en faisant appel au haut commissariat des Nations unies afin qu'il coopère à cette opération». En outre, le Zaïre et l'Angola s'engagent à ce qu'«aucune activité militaire ne soit organisée à partir de leur territoire contre le pays voisin». A propos du problème crucial de l'utilisation du chemin de fer de Benguela, Kinshasa et Luanda affirment leur «volonté de coopérer pour l'utilisation des voies de communication communes ainsi que sur leur longue frontière». Une commission mixte sera mise en place pour appliquer ces décisions de principe. Le président congolais Marien Ngouabi a naturellement droit, dans le communiqué, de chaleureux remerciements de ses hôtes.

### La reconnaissance ajournée

Le président Mobutu avait, dès le 2 février, saisi la perche tendue par M. Neto. Depuis les ouvertures de Luanda, il affirmait presque chaque jour n'être pas «systématiquement hostile au M.P.L.A.». Cette fois, il tire avec un réalisme total les conclusions de la victoire de son vieil adversaire. La rencontre de Brazzaville, qui avait été sérieusement préparée, révèle un certain nombre de reculs. Le nom de l'ennemi de Cabinda n'est pas prononcé, ce qui vaut reconnaissance implicite de son appartenance à l'Angola. Or Kinshasa n'était pas de cet avis il y a peu. L'exigence du départ des Cubains, condition posée par le Zaïre à plusieurs reprises avant toute normalisation, est totalement abandonnée.

Il y a mieux : le président Neto, que Kinshasa avait longtemps accusé de s'être servi des mercenaires de La Havane, se donne les gants, dans le communiqué, de féliciter le chef d'Etat zaïrois pour son attitude à l'égard des «mercenaires», entendus occidentaux.

La seule satisfaction d'amour-propre, bien mince, laissée au président Mobutu, réside dans le fait qu'il n'y a pas officiellement reconnaissance. Celle-ci interviendra après l'apurement affectif du contenu par la commission mixte, mais elle est bien évidemment impliquée par la réconciliation. «M. Neto laissera-t-il échapper la chance qui s'offre à lui ?», demandait à la veille de la rencontre l'Agence zaïroise de presse ? Il suffisait de voir samedi la contenance crispée du président Mobutu à la lecture du communiqué pour comprendre que la question ne se posait pas précisément en ces termes.

En fait, les deux pays voisins ont besoin d'un répit et doivent se ménager. Le Zaïre était trop atteint par l'interruption de l'écoulement de ses productions par le chemin de fer de Benguela. Il redoutait aussi le reflux sur son territoire des anciens gardes katangais qui aidèrent à la victoire de M. Neto. L'Angola, aux prises avec une reconstruction très difficile, n'avait aucune envie de voir son grand voisin offrir asile à des milliers de réfugiés, et le combat de toutes les façons. Le régime de Luanda peut aussi retourner vers l'Afrique du Sud les forces actuellement immobilisées sur sa frontière nord. Le président Neto a d'ailleurs, avant de venir à Brazzaville, déclaré à ce propos que «l'harmonie avec les autres pays africains était permise d'affronter nos ennemis d'Afrique».

Déjà, le président Mobutu a fait remettre dimanche un message à la Zambie pour l'informer de ses nouvelles options. Bien que les oppositions idéologiques demeurent évidentes, et qu'à long terme Zaïre et Angola semblent difficilement destinés à vivre dans une totale harmonie, la rencontre de Brazzaville marque une date importante et semble préfigurer à un alignement général des adversaires de M. Neto. L'Afrique du Sud, cette fois irrémédiablement seule, n'a plus qu'à attendre les conclusions.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

Sahara occidental

## La candidature du Front Polisario suscite d'après débats à l'O.U.A.

La République sahraouie, proclamée vendredi 27 février par le Front Polisario, n'avait été reconnue lundi matin que par deux Etats, la République malgache et le Burundi. A Addis-Abeba, où se poursuivent les travaux du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, la candidature du Front Polisario en tant que mouvement de libération reconnu par l'O.U.A. fait l'objet d'après débats. Dix-sept pays membres de l'Organisation se sont prononcés en faveur de la reconnaissance du Front (1), treize autres se déclarant résolument hostiles à cette décision (2). Les dix-sept membres restants hésitent encore sur l'attitude à prendre. A Moscou, l'agence Tass a annoncé, dimanche soir, sans la

commenter, la proclamation de la République sahraouie. L'initiative du Front Polisario n'a pas suscité de commentaires officiels à Paris, à Washington, à Madrid, non plus qu'aux Nations unies.

● A RABAT, le roi Hassan II a adressé samedi soir un message aux forces armées royales qualifiant d'«ineptie» la création de la nouvelle république.

● A NOUAKCHOTT, le gouvernement mauritanien considère que la proclamation d'un Etat sahraoui ne constitue qu'un aspect de la campagne orchestrée par l'Algérie pour accréditer l'existence d'une opposition sahraouie à l'accord de Madrid.

● A ALGER, sont arrivés samedi deux sous-secrétaires d'Etat américains, MM. Charles Robinson (affaires économiques) et Alfred Atherton (affaires étrangères). Le premier a été reçu par le ministre de l'Industrie et de l'Energie, M. Belaid Abdesselam. La visite du second s'inscrit dans le cadre d'une mission d'information dans les trois pays du Maghreb.

● A TUNIS, le président Bourguiba a reçu, samedi, M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, qui lui a fait part des résultats de sa visite en Algérie, au Maroc et en Mauritanie.

## RABAT : la proclamation de la République sahraouie a eu lieu en territoire algérien

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II et le porte-parole du gouvernement, M. Tahib Benhima, ministre de l'Information, ont affirmé successivement, au cours du week-end, qu'aucun moment les pouvoirs de cet «Etat néo-sahraoui» n'ont été exercés sur le territoire marocain.

Le ministre a affirmé que les forces armées royales n'étaient pas nécessairement les mêmes que ceux de l'armée espagnole. Le fortin de Bir-Lahlou, poste militaire et halte pour les caravanes sur les pistes du désert, a été détruit, et le puits qui avait permis une implantation, a été «fermé».

Vue de Rabat, la situation est la suivante : les forces armées royales contrôlent la Sagua-El-Hazra et, notamment, le secteur qui, à l'est, englobe Smara, Jdiria, Mahbes, ce qui fut Bir-Lahlou, Tifariti et Angala. Cette dernière oasis commande l'accès à Bir-Moghrein, tenu maintenant par l'armée mauritanienne, et à Guellet-Zemmour, dernier bastion du Polisario. Le Front a installé là, avec l'aide de l'Algérie, avant même le début de la «marche verte», une base dotée d'importants moyens logistiques. On estime ici que cette position

de défendre par tous les moyens possibles l'intégrité du royaume, la sécurité et la quiétude de notre peuple.

Après la mise en demeure, voici quinze jours, du roi au président Boumedienne à la suite du second affrontement d'Angala, ce texte confirme la détermination du souverain.

Commentant l'initiative prise par le Front Polisario, M. Tahib Benhima a affirmé que le lieu de la proclamation de la République sahraouie ne pouvait être situé «à Bir-Lahlou ou aux environs, en territoire marocain ou bien au Sahara en territoire mauritanien. Nos missions aériennes n'ont observé aucun rassemblement. La proclamation a eu lieu en Algérie, au sud de Tifariti, vraisemblablement à Hassi-Robinet ou aux environs, car dans cette région vivent des Sahraouis qui sont devenus Algériens après l'accord maroco-algérien sur les frontières rés. C'est cette population sahraouie que le Polisario, en accord avec Alger, peut utiliser pour les besoins de sa cause et pour justifier l'option internationale».

### Bir-Lahlou «n'existe plus»

est tenue par environ six cents combattants, sur lesquels l'armée marocaine exerce sa pression, et qui tentent des sorties. Les dernières en date leur ont coûté une trentaine de camions et un quinzaine de véhicules légers. Ces combattants ont tendance maintenant, affirme-t-on à Rabat, à chercher refuge dans des campements de nomades, ce qui limite les possibilités d'action des forces royales. Sur le plan diplomatique, les dirigeants marocains considèrent que la tentative algérienne de faire reconnaître le Front Polisario par l'O.U.A. à Addis-Abeba a échoué, puisque le nombre des pays favorables à cette proposition est resté inférieur à la majorité nécessaire.

Tous ces aspects de la situation donnent un regain d'intérêt au discours du trône que le roi Hassan II prononcera le 3 mars pour le quinzième anniversaire de son règne, qui coïncidera — à un

jour près — avec le vingtième anniversaire de l'abrogation du traité de protectorat, le 2 mars 1956, à Paris.

LOUIS GRAVIER.

(1) Algérie, Angola, Bénin (ex-Dahomey), Burundi, Cap Vert, Comores, Congo, Ghana, Guinée, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tunisie, Zaïre, Zambie.

(2) Cameroun, Côte-d'Ivoire, Libéria, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tunisie, Zaïre, Zambie.

### Sénégal

● RECTIFICATIF. — M. Serigne Cheikh Mbaka, neveu du Khalife général des Mourides, a été élu président du conseil d'administration d'un pays étranger et a été nommé à la tête de la situation, et sans pour autant être nommé à son poste.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes par adjudication

Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris, le jeudi 18 mars 1976, à 14 h.

APPELLEMENT au rez-de-chaussée, 2 pièces, cuisine, douche, chauffage électrique, une cave A PARIS 20<sup>e</sup> 95, rue d'Avron MISE A PRIX : 30.000 F S'adresser à M. André VALENTI, avocat à Paris, 45, rue Gay-Lussac et à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 18 mars 1976, à 14 heures EN UN SEUL LOT

UN LOCAL à USAGE DE BUREAUX 4 LOCAUX à AMÉNAGER LOCAL comp. 2 ATELIERS, 9 LOGEMENTS, 3 STUDIOS et 14 CAVES, dépendant de l'immeuble à PARIS (18<sup>e</sup>) 46, rue du Faubourg-St-Denis et 96-97, passage Brady M. à Px : 200.000 F - S'adr. M. MARGANNE, tous avoc. pr Trib. de Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 18 mars 1976, à 14 heures APPARTEMENT à PARIS (6<sup>e</sup>), 95, bd du Montparnasse et 7, rue Pégy - 6 pièces, cuisine, entrée, salle de bains, cabinet de toilette, w.c., 2 chambres - 2 caves S'adresser à M. JALLES, avocat à Paris, 25, rue des Petites-Champs, tél. 072-62-23.

Vente aux enchères publiques à la requête de la commune de Vitry-sur-Seine, le jeudi 18 mars 1976, à 15 h, par le ministère de M. BARDE et en l'étude de M. BARDE, REUTIN, LAGRIFOUL, LANSAC et PAGEOT, notaires associés à ROYAN, Charente-Maritime, 1, boulevard de Cordouan

rue des Mâchures, le mardi 16 mars 1976, à 14 heures rue des Mâchures, le mardi 16 mars 1976, à 14 heures

1<sup>er</sup> lot : MAISON 7 pièces sur terrain contenance 486 m<sup>2</sup> MISE A PRIX : 30.000 FRANCS 2<sup>e</sup> lot : TERRAIN 1.262 M<sup>2</sup> MISE A PRIX : 20.000 FRANCS à SUGY-EN-BRIE (94) 24 et 28, rue L.-Halévy Bona à ERY S.C.P. ELLUL, JAMES, GRIMAL, avocats (tél. 077-19-44).

Vente au Tribunal à ERY (91), le 9 mars 1976, à 14 heures TERRAIN à BATIR 3.000 M<sup>2</sup> de forme irrégulière lieudit Adelaux Cne de FORGES-LES-BAINS (91) MISE A PRIX : 75.000 FRANCS Renseignements ERY S.C.P. ELLUL, JAMES, GRIMAL, avocats, 2, rue du Village, tél. 077-19-44.

SERVICE DES DOMAINES VENTE SUR APPEL D'OFFRES A MARSEILLE LE 24 MARS 1976 A 16 H., 11, RUE MÉR

Rhodésie NOUVEL ACCROCHAGE MEURTRIER ENTRE GUERRILLEROS ET FORCES DE SÉCURITÉ

Dix-sept nationalistes africains et quatre membres des forces de sécurité rhodésiennes ont été tués, samedi 28 février, au cours d'un accrochage dans le nord-est de la Rhodésie, annonce un communiqué militaire publié à Salisbury. Ce communiqué précise que les «guerrilleros» ont lancé une offensive contre la Rhodésie à partir du territoire du Mozambique. Quarante-neuf personnes sont mortes lors d'engagements dans cette région ces quatre derniers jours.

D'autre part, le gouvernement de Salisbury tente d'obtenir des autorités du Mozambique des nouvelles de ses employés - huit Noirs et huit Blancs - des chemins de fer rhodésiens, qui ont été arrêtés vendredi 27 février à Malvernia, à quelques centaines de mètres à l'intérieur du territoire mozambicain. Depuis ces arrestations - au sujet desquelles le Mozambique n'a donné aucune explication - le trafic ferroviaire entre la Rhodésie et le port de Maputo (anciennement Lourenço-Marquês) a été arrêté. — (Reuter, A.F.P.)

Le prochain conflit d'Afrique : LES NAMIBIENS par Peter FRAENKEL

PETER FRAENKEL LES NAMIBIENS

VIENT DE PARAÎTRE Collection « Minorités » éditions entente Diffusion DIFFIDET 29 F. T.T.C. 148 P.

DOCK FLOTTANT DE RÉPARATION NAVALE de 40.000 t. de force de levage

RENSEIGNEMENTS : Direction des Services Ports (Domaines) 11, rue Méry, 13224 MARSEILLE CEDEX 1 (Tél. : 91-90-50)

EXCLUSIF ALGÉRIE Pour la première fois une étude complète des CONTRATS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL (1962 - juillet 1975)

Zone franc 50 F. Étranger 55 F. INDUSTRIES ET TRAVAUX D'OUTRE-MER 190, bd Haussmann, 75008 Paris, Tél. : 624-83-89.

L'EMPRISE DU CAPITAL EN GUINÉE Le champion de l'indépendance totale en Afrique, la Guinée, serait-il plus lié aux intérêts étrangers que bien des pays dont les dirigeants qui n'ont pas dénoncé la dépendance à l'égard de ces mêmes intérêts ? Dans le No 78 d'Afrique la seule revue économique et sociale africaine, entièrement faite en Afrique noire l'est mieux pour en bien parler. Abonn. 100 F. par an, par ch. au CCP 93 22 Africa, Dakar, S.P. 1226



# La Presse Economique

LES HOMMES. LES EVENEMENTS. LES AFFAIRES DANS LA PRESSE ECONOMIQUE MONDIALE

numéro

1

Pour la première fois en France vous pourrez lire chaque semaine l'essentiel des articles des plus grands journalistes et spécialistes de l'économie, américains, allemands, anglais, russes, japonais, italiens, français.

## SOMMAIRE DU NUMERO 1

**L'événement :** le chômage diminue aux Etats-Unis mais résiste à la reprise dans les autres pays occidentaux

**Ils ont dit :** Jacques Chirac, François Ceyrac, Edmond Malinvaud, le Shah d'Iran, Otto Graf Lambsdorff, Margaret Thatcher, Luigi Sparenta, Orlando Saenz, Yossif Roismann, Alexander M. Schmidt, David F. Linowes, M. Kouralev, Pierre S...

**Sept jours en France :** la semaine par Philippe Sassier

**Conjoncture France :** Le coût de la main d'œuvre, Le commerce extérieur, le redressement boursier, l'activité économique, la hausse des prix, le marché du travail, les finances

**Les leaders :** Patrice Leroy-Jay, Michel Froix, Jean Neidinger, Robert Pelletier, Aimé Aubert

**Les entreprises :** Dunlop, Air Liquide

**A savoir :** le guide de l'actualité économique indispensable

**Livres :** L'Argent par Galbraith

**Le Commerce International :** économie allemande : reprise, mais attention...

production mondiale de sucre : excédent probable, boom de l'économie mondiale en 1977

**Affaires Monde :** l'OPEP ralentit ses investissements aux Etats-Unis. Briquets français contre briquets japonais.

Des Zeppelin pour la forêt vierge

**Vie Nouvelle :** cette semaine : l'actionnariat des salariés se développe aux Etats-Unis.

Un Allemand sur deux aime travailler.

L'esturgeon soviétique menacé par la pollution

Et toutes les informations de dernière heure

## La Presse Economique :

ce qu'il faut savoir de l'actualité économique française replacée enfin dans le contexte des événements économiques du monde entier.

numéro 1 en vente chez les marchands de journaux : 6 F

Comment profiter du service exceptionnel que vous rendra la Presse Economique ?

Vous avez le choix entre trois solutions :

1/ Acheter la Presse Economique chez les marchands de journaux.

2/ Vous abonner dès aujourd'hui pour un an au prix de 165 francs seulement.

3/ Demander à recevoir la Presse Economique à l'essai pendant trois mois avant de prendre une décision définitive.

Cet essai sans engagement ultérieur vous coûtera seulement 50 francs pour 13 numéros.

Retournez très rapidement le bulletin ci-dessous accompagné de votre règlement à la Presse Economique 9, rue d'Aboukir - 75002 Paris.

NOM .....

Prénom .....

NUMERO .....

RUE .....

VILLE .....

☐ Je souhaite m'abonner pour un an ☐ Je souhaite m'abonner pour 3 mois

cocher la case correspondante

## ÉTATS-UNIS

# L'Amérique désenchantée

(Suite de la première page.)

Les conditions dans lesquelles s'engage la bataille politique pour l'élection présidentielle de novembre prochain, tout en jouant, sans doute, un rôle important dans le désenchantement quasi général, ne suffisent pas à expliquer la profondeur de la crise qui affecte plus gravement encore les esprits qu'elle n'a touché l'économie. On n'a guère de peine, pourtant, à comprendre que la « méfiance », la « démobilisation » caractérisent actuellement, selon les mots qui reviennent le plus souvent dans les rapports des analystes spécialisés, l'électorat américain.

« Ce qui me préoccupe, ce n'est pas les chances de durée de la reprise, c'est la politique de M. Kissinger », nous dit un opérateur de Wall Street parmi d'autres.

Contrairement à une idée trop bien reçue, la politique étrangère joue un grand rôle dans l'esprit des gens, dans quelque pays que ce soit, et encore davantage dans

un pays qui se voit constamment regardé de l'extérieur. Aucun peuple, comme aucun individu, ne se désintéresse vraiment de l'idée que les autres leur paraissent se faire de lui. Alors qu'il est aujourd'hui de mise de se poser des questions sur la solidité de la civilisation occidentale, on fait grief au chef de la diplomatie américaine de n'avoir de contacts, hormis le proche-Orient, qu'avec le Pôh-lou (à peine avec la Chine), « Visite-t-il jamais nos alliés européens ou japonais, station en passant, à son voyage de retour de Moscou ou de Pékin ? » C'est là une réflexion que nous avons entendue plusieurs fois. Jamais les Américains n'ont paru plus désireux d'engager un dialogue avec les Européens et jamais leur gouvernement n'a si peu ou si mal répondu à leur désir. Mais, encore une fois, la vague de démobilisation qui déferle actuellement sur l'Amérique ne se réduit pas aux péripéties et aux réactions solennelles, de la vie politique interne ou externe, du moment.

Sur l'hypothèse que le deuxième courant est majoritairement suivi par le président Ford dans le dessein d'obtenir l'investiture (nomination) du parti républicain, et au-delà, les suffrages électoraux. A en croire les sondages, c'est depuis plusieurs années déjà que se développe dans l'opinion publique la critique du *Welfare*. Inconsciemment ou consciemment, les Américains se demandent, non sans raison, si l'expérience n'a pas les mêmes résultats qu'un dix-huitième siècle les « lois sur les pauvres » en Grande-Bretagne. Ces *Poor Laws* faisaient obligation à chaque paroisse d'assurer un revenu minimum aux familles nécessiteuses, même si aucun de ses membres ne travaillait. Augmenter le nombre des bénéficiaires, plutôt que réduire la pauvreté ! Détourner du travail au point que des emplois utiles n'attirent plus de candidats !

Il arrive que les deux courants,

### Un vilain mot

qui, à tous les échelons de la vie nationale, menace la solidité des institutions. Une des phrases qui reviennent le plus fréquemment dans les conversations et les articles de journaux est : « Il n'existe pas de moyen d'obtenir un repas pour rien » (*No way to get a free lunch*). Façon de dire que, quels que soient les subterfuges employés, dont l'inflation est inévitablement le résultat final, quelqu'un aura dû payer le déjeuner, même si celui qui l'a mangé en a été dispensé.

M. Irving Kristol, qui publie la revue *Public Interest*, très influente dans les milieux de l'intelligence, écrit : « Il y a peu de doute que le climat idéologique a changé, et dans un sens qui n'est pas possible de qualifier autrement que de conservateur. Devenir plus réaliste à propos de l'argent est comme devenir plus réaliste à propos du sexe : un tel réalisme, presque automatiquement, se répand dans les autres domaines de la vie. Il devient moins possible de parler de façon spéculative de la « révolution des désirs sans cesse renouvelés » (the revolution of rising expectations), comme si rêver perpétuellement à la réalisation de ses souhaits était naturel et sain. Des désirs qui ne correspondent pas à la réalité suscitent l'instabilité des individus et de la société. Aujourd'hui le peuple américain semble penser que l'heure de la sobriété et de l'autodiscipline a sonné ».

A travers le pays, les politiciens qui jouissent de la meilleure réputation sont ceux qui ont su « mettre de l'ordre » dans la maison. On trouve parmi eux au moins autant de démocrates que de républicains. Tel le gouverneur Brown de Californie : « Nous avons besoin de moins de programmes, de moins de plans de la puissance publique, et de plus d'espace pour nos propres vies ».

### Plus réactionnaire que « jeffersonien »

Quand M. Gerald Ford déclare que la continuation du mouvement qui a conduit depuis dix ans à multiplier par trois ou quatre le volume des transferts sociaux risque d'anéantir la capacité des États-Unis à produire les richesses nécessaires pour faire face aux immenses besoins de l'avenir, il dénonce inconsciemment un vrai danger. Quand il plaide en faveur de la suppression en trois ans de l'énorme déficit budgétaire, il indique, incontestablement, n'en déplaise aux sophistes de l'économie, la bonne direction à suivre. Même quand il dit : « Je pense que les individus, non les groupes, seront les véritables piliers de la lutte pour la préservation d'une économie libre, je veux dire les hommes d'affaires, les travailleurs, les professionnels de tout métier, pris chacun en tant qu'individu », on peut trouver une certaine fraîcheur dans ces paroles.

Cependant, pour qu'un tel programme soit plus « jeffersonien » que purement et simplement réactionnaire, il lui manque sans doute l'essentiel. Il faudrait aujourd'hui presque un esprit inspiré pour sauver ce que M. Ford affirme vouloir préserver. La montée vertigineuse des charges publiques, la formidable tâche de plus en plus exigeante de l'État d'assurer non seulement l'égalité des chances, jugée aujourd'hui abstraite, voire fallacieuse (la fameuse *equality of opportunities* qui d'un enfant vendeur de journaux, fait un futur magnat de la presse), mais l'égalité tangible des conditions.

Ce ne sont pas là, malgré les mutations qu'ils appellent, les éléments les plus périlleux qui menacent la « libre économie » dont se réclame le président. Encore moins les aspirations du *consumerism*, qui veulent au contraire rétablir la souveraineté

de l'économie de marché qu'il faudrait réviser et redresser pour préserver le « libre » marché. Une économie « concurrentielle » n'est-elle pas définie comme celle où aucun des producteurs qui la composent n'a le pouvoir d'influer sur les règles du jeu ? Aucune économie n'a autant que l'américaine, depuis trente ans, démenté le principe, en faisant passer le comportement agressif des monopoles pour la norme de la compétition. En cette fin du vingtième siècle, comme depuis le début du dix-neuvième siècle, le libéralisme est d'abord une utopie (comme le socialisme). Quel peuple ne se trouve désespéré quand ses dirigeants sont incapables de lui tracer un avenir qui ressemble à son projet imaginaire ?

L'extraordinaire affaire de la ville de New-York montre bien, s'il en était besoin, qu'un programme d'assainissement ne pourra pas redresser en trois ans une situation qui se dégrade

depuis quinze ans. Il ne peut, au mieux, que viser à gagner du temps », nous dit son principal auteur, M. Félix Rohatyn (banquier chez Lazard Frères), qui vient de se voir confier, en outre, la tâche au moins aussi lourde d'empêcher la faillite de l'Etat de New-York.

Mais le temps est compté. Au train où vont les choses, la ville de New-York aura cessé d'être dix ou quinze ans d'être l'extraordinaire centre des affaires, de la culture, de l'art, qu'elle est actuellement. Pour la sauver, il faut autre chose que remettre un budget sur pied ; il faut changer les structures administratives, politiques, etc.

« Autrement, ce sera la catastrophe », dit M. Félix Rohatyn, car un *Périclès* ne s'installe jamais à *Beverly Hills*.

PAUL FABRA.

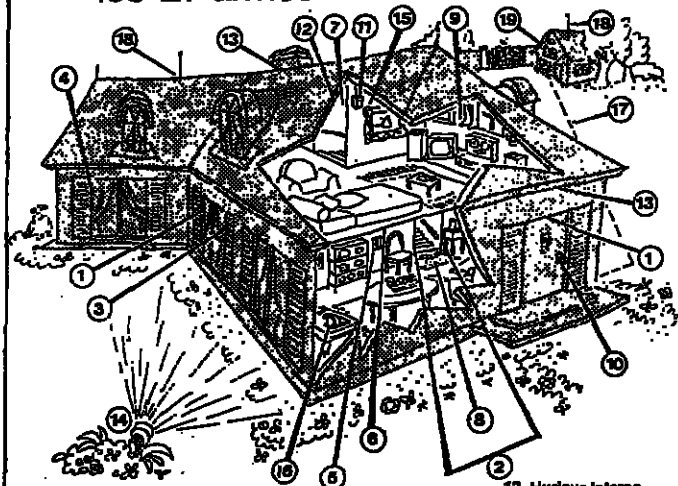
Prochain article :

L'ENGOUEMENT POUR UN « PLAN NATIONAL »

## protégez vos biens !... et vous-mêmes

142.800 cambriolages en 1973 et 10 % d'augmentation par an. Statistiquement : cela doit vous arriver 3 fois dans votre vie.

les 21 armes de défense APA



- |                         |                       |                       |                       |
|-------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 1 Servo inébranlable    | 4 Contact de coupure  | 7 Tapis détecteur     | 10 Détecteur incendie |
| 2 Centrale électronique | 5 Détecteur de choc   | 8 Barrière infrarouge | 11 Alarme incendie    |
| 3 Batterie tampon       | 6 Ruban adhésif       | 9 Ultra son           | 12 Alarme incendie    |
| 5 (genre de secteur)    | 8 (genre de secteur)  | 10 Radar              | 13 Alarme incendie    |
| 10 (genre de secteur)   | 11 (genre de secteur) | 12 (genre de secteur) | 13 (genre de secteur) |
| 14 (genre de secteur)   | 15 (genre de secteur) | 16 (genre de secteur) | 17 (genre de secteur) |
| 18 (genre de secteur)   | 19 (genre de secteur) | 20 (genre de secteur) | 21 (genre de secteur) |

...pour appartement, maison de campagne isolée...  
...comme pour magasins, bureaux, usines, stockages...  
importantes économies sur réalisations d'ensembles

### Antivol Protection Automation

10, rue du Dôme - PARIS 16e Tél. : KLE 90-78 ou 68-87  
fabricant, importateur, installateur agréé assurances  
documentation, études, déplacements même le week-end sans engagement.  
Appelez aujourd'hui KLE 90-78 Demain, cela sera peut être trop tard  
ET... DORMEZ TRANQUILLE...

## C'EST EN PARLANT BEAUCOUP QU'ON APPREND VITE A PARLER.

Pendant deux semaines vous passez 7 h 30 par jour avec des Anglais, des Allemands, des Espagnols ou des Italiens, si vous voulez apprendre leur langue.

Vous pouvez également passer la moitié de ce temps pendant quatre semaines si cela vous convient mieux.

C'est très simple. Et c'est très efficace. Le prix : 2673 F TTC.

Opéra : 31 bd des Italiens 7421339  
Nation : 3461265 - Panthéon : 6339877 - Puteaux : 7721816  
St-Germain-en-Laye : 9737500 - Versailles : 9500870.

## SPECIAL CRASH

C'est en parlant qu'on apprend à parler **BERLITZ**

« Cette collection s'est imposée comme une des premières réalisations de l'édition française. »  
« LE MONDE. »

### COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE ARTHAUD

Art - Diffusion

vous présente en souscription dans une présentation de luxe en balacron noir

## LES GRANDES CIVILISATIONS

Collection dirigée par Raymond BLOCH  
Directeur d'Etudes à l'École Pratique des Hautes Etudes



Volumes déjà parus :

La Civilisation romaine — La Civilisation grecque — La Civilisation de l'Occident médiéval — La Civilisation de l'Égypte pharaonique — La Civilisation de l'Europe classique — La Civilisation de l'Europe moderne — La Civilisation de l'Europe contemporaine — La Civilisation de l'Orient ancien — La Civilisation de la Révolution française, tome I : la crise de l'Ancien Régime — La Civilisation de l'Europe des islamiques — La Civilisation de l'Antiquité et le christianisme — La Civilisation japonaise — La Civilisation byzantine.

Volumes à paraître :

La Civilisation hellénistique — La Civilisation chinoise — La Civilisation et la Révolution industrielle du XIXe siècle — La Révolution française, tome II : Vers une société nouvelle. — Les Civilisations précolombiennes. CHAQUE VOLUME 700 à 800 PAGES — FORMAT 18 x 25 cm — RELIÉ 300 HELIOTHÈRES. CARTES ET PLANS. Soumettre à l'ensemble de la collection, c'est acquiescer sans peine, par de modestes mensualités, une bibliothèque incomparable. Pour tous renseignements, renvoyer le bon ci-joint :

ARTHAUD ART-DIFFUSION - 7, rue Pape-Carpentier, 75006 PARIS

M. ....  
Rue .....  
Commune .....

Désire être documenté sur les conditions de souscription à l'ensemble de la collection « Les Grandes Civilisations ».



## AMÉRIQUES

# La Havane entend concrétiser la « solidarité de combat » dans le tiers-monde

M. Ford traite M. Fidel Castro de « hors-la-loi international »

S'adressant le 28 février à Miami à des émigrés cubains, M. Gerald Ford a très violemment attaqué la Havane, déclarant notamment que Cuba avait commis « une agression flagrantement en intervenant militairement en Angola », et désignant M. Fidel Castro comme un « hors-la-loi international ». Le président américain a, de nouveau, indiqué que son administration ne voulait avoir aucune relation avec

un tel régime « agressif ». Il a déclaré : « Je mets en garde solennellement Fidel Castro contre toute tentative d'intervention armée dans l'hémisphère occidental ». Pour l'empêcher, a-t-il précisé, les États-Unis prendront les « mesures appropriées ».

D'autre part, le gouvernement de Bonn a annoncé son intention d'exclure du bénéfice de l'aide fédérale allemande « tous les pays qui

interviennent dans les affaires d'autres États ». M. Egon Bahr, ministre de la coopération économique, a précisé que Cuba était explicitement visée.

De son côté, l'agence de presse officielle cubaine Prensa Latina a dénoncé l'accord de consultations récemment signé entre Brasília et Washington (« le Monde » du 28 février).

En reconnaissant le Brésil comme la seule puissance mondiale du sous-continent, M. Kissinger a « offensé la sensibilité des autres pays d'Amérique latine » et ruiné son dialogue avec eux, ajoute l'agence. Les États-Unis veulent faire du Brésil « le gendarme du continent, rôle que jouent Israël au Proche-Orient et l'Afrique du Sud à la pointe méridionale de l'Afrique », conclut Prensa Latina.

La présence de plusieurs milliers de soldats cubains en Angola a ravivé des images que l'on croyait liées à un passé révolu : celui des guerilles en hautes-dress, la mitrailleuse à la hanche, dans la sierra Maestra. La visite de M. Leonid Brejnev à La Havane, en janvier 1974, avait paru achever un long processus de rapprochement entre Cuba et l'Union soviétique. Désormais, Cuba pouvait passer pour une république socialiste parmi d'autres, ce qui revenait à dire qu'on l'assimilait inconsciemment à certains pays communistes et disciplinés d'Europe, dans la « division socialiste du travail », l'Union soviétique laisse rarement les premiers rôles.

L'intervention spectaculaire des Cubains sur un théâtre d'opérations si lointain a d'autant plus surpris. On s'est aussitôt demandé s'il s'agissait d'une initiative cubaine ou d'une « mission commandée » par Moscou. En tout cas, il ne s'agit pas, côté cubain, comme on l'a cru parfois, d'un retour inopiné à quelque « activisme » révolutionnaire et batailleur. Le slogan « Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la

révolution » est un dessein de pays latino-américains, pour s'être montrés trop entreprenants. En même temps paraissent des écrits théoriques, tels ceux d'Ernesto « Che » Guevara (ou, un peu plus tard, ceux de Régis Debray), qui tentent de tirer les leçons de l'expérience cubaine et de concevoir une révolution « l'éche à la portée de la main ». L'idée que Cuba se fait de son rôle international paraît donc assez claire. En revanche, il n'est pas possible d'évaluer quel est, en ce domaine, le poids des soviétiques. Dans une opération de l'envergure de l'Angola, ils ont sans aucun doute participé à

trouvés engagés militairement, et par la mention — voulue — de « l'exemple internationaliste de « Che » Guevara ». Le cercle s'est refermé : le prosélytisme lyrique des premières années est devenu, au premier congrès, une « solidarité internationale », définie comme une « solidarité de combat ».

L'idée que Cuba se fait de son rôle international paraît donc assez claire. En revanche, il n'est pas possible d'évaluer quel est, en ce domaine, le poids des soviétiques. Dans une opération de l'envergure de l'Angola, ils ont sans aucun doute participé à

l'examen des « conditions objectives ». Mais toutes les interprétations laissent croire à une pression de Moscou sur La Havane n'ont jamais été sérieusement écartées ; pas plus d'ailleurs que les récentes rumeurs selon lesquelles l'Union soviétique s'apprêtait à « faire pression » sur les Cubains, après le passage de M. Kissinger à Moscou, pour qu'ils réduisent leurs opérations en Angola.

Aujourd'hui comme hier, les Cubains ne semblent avoir besoin de personne pour s'engager dans certains conflits, dès lors qu'ils considèrent cela comme un devoir

et un honneur. Il est significatif qu'un officier cubain, Rodriguez Miraltes, capturé en 1969 en Guinée-Bissau et relâché en 1974 à Lisbonne, ait été nommé, au cours du récent congrès, membre du comité central.

Ce qui est sans doute plus nouveau, c'est que l'armée cubaine a apporté la preuve qu'elle était non seulement spécialisée dans la guérilla, mais également efficace dans l'emploi d'armements lourds. Les possibilités du camp socialiste en sont changées. Tout comme, à l'évidence, la place qu'y occupe ce petit pays, qui se trouve avoir des « représentants » en

Guinée-Equatoriale, en Somalie, en Tanzanie, au Congo-Brazzaville, en Guinée-Bissau, au Soudan, au Yémen et en Syrie (2).

ALAIN-MARIE CARRON.

(1) La Critique des armes, tome 1. Ed. du Seuil.

(2) Concernant ce dernier pays, un correspondant militaire de la radio israélienne a estimé l'importance de l'information publiée par le magazine américain Time selon lequel des forces cubaines importantes se trouvaient en Syrie (le Monde du 18 février). Il a estimé que celles-ci, activement engagées au moment de la guerre d'octobre, avaient été depuis lors retirées.

### LA PANNE ET LA POUTRE

C'est entendu, M. Castro est un « hors-la-loi international ». — dit M. Gerald Ford, président des États-Unis et, quand il siège au Congrès, soutien indéfectible de l'intervention américaine au Vietnam. A l'époque, il s'intéressait également à Cuba. Le 21 juillet 1965, s'adressant aux journalistes au cours d'un déjeuner-débat au Club de la presse de Washington, il déclarait : « La leçon que nous avons apprise à Cuba doit nous guider face à la troisième crise de cette décennie : le Vietnam. A Cuba, nos vacillations initiales ont encouragé les communistes à se montrer de plus en plus agressifs. »

Au Vietnam, le gouvernement américain n'a pas « vacillé » : de grimpette en escalade, il en est venu à entretenir dans l'Angola du Sud-Est asiatique un corps expéditionnaire dépassant le demi-million d'hommes — avec le brillant résultat que l'on sait. Intrépide, il aurait bien aimé recommencer, semblé-t-il, dans cette Indochine africaine. Pas de chance ! Les Cubains les avaient pris de vitesse. Douze mille hommes ! Une honte ! — A. C.

révolution », lancé à La Havane en 1960, demeure valable. Il s'appliquait et s'applique à l'exportation de la révolution. Il n'y a pas, sur ce point, de rupture entre les débuts de la révolution cubaine et les positions officielles défendues aujourd'hui. En fait, « l'interventionnisme » cubain ne date pas d'hier.

Dès les premiers mois, le régime révolutionnaire cubain, soucieux d'exporter ses idées, s'est montré accueillant aux émissaires des différents mouvements extrémistes d'Amérique latine. Dès 1960, de petits groupes armés tentent, sans succès, de créer des fronts révolutionnaires au Panama, au Nicaragua, en République dominicaine, en Haïti. Dans les premières années de la révolution, des diplomates cubains se font

« Pour assurer un minimum de coordination et d'unité », à « cette gerbe d'interventions nationales », selon le mot de Régis Debray (1), une conférence tricontinentale a lieu à La Havane en 1968, suivie, en 1969, par la première conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS).

Pourtant, l'OLAS ne répond pas aux espoirs qu'on avait mis en elle. Les relations entre La Havane et certains groupes révolutionnaires deviennent franchement mauvaises. En avril 1967, le « Che », quelque part en Amérique latine, appelle à la création « d'un, de deux, de nombreux Vietnams ». Il organise un mouvement de guérilla en Bolivie, où il est tué. On découvre après sa mort qu'il avait été, dans cette entreprise, en désaccord profond avec le parti communiste bolivien.

Cette mort est un démenti dramatique des faits à une théorie révolutionnaire. En même temps, les relations entre La Havane et Moscou sont extrêmement tendues. Les divergences ne portent pas seulement sur l'exportation de la révolution (Moscou, pratiquant en Amérique latine une diplomatie traditionnelle, ne rejette pas l'électoralisme), mais aussi sur de nombreux problèmes intérieurs. Selon certaines sources, Moscou aurait alors exercé une pression considérable sur Cuba, menaçant de supprimer son aide économique. La Havane, qui préparait déjà pour 1970 « la grande » récolte de sucre de 10 millions de tonnes — alors considérée comme la solution à tous les problèmes économiques, handicaps de survie, par l'échec politique du « guérillisme », devait composer. Fin 1968, M. Fidel Castro avait, non sans d'expresses réserves, approuvé l'invasion de la Tchétchévoïevka, et signé avec l'U.R.S.S. des accords commerciaux d'un montant global de 380 millions de dollars.

En 1970, la récolte « miracle » fut inférieure aux prévisions. Mais elle déséquilibrait de façon catastrophique, à cause des efforts qu'elle avait exigés, l'économie. A partir de cette époque, La Havane réduit sa présence révolutionnaire sur le continent sud-américain, nous des relations normales avec les différents partis communistes de la région, recherche de nouvelles amitiés dans la zone carabbe, par les moyens traditionnels de la diplomatie d'État : on a pu en conclure aisément, à l'époque, que Cuba, avait définitivement renoncé à exporter sa révolution. En fait, ce qui est abandonné, ce sont les initiatives « spontanées » et unilatérales. Ceci laisse toute leur place aux actions décidées par la « famille socialiste ».

Le communiqué publié à l'issue de la visite de M. Brejnev en 1974 insistait sur la nécessité de jouer le jeu des élections, laissant dans le vague le problème de la « lutte armée ». Avec la conférence des partis latino-américains à La Havane, en juin 1975, la « ligne » a été clairement définie. « L'utilisation de toutes les possibilités légales est une obligation inéluctable », affirmait la résolution finale de cette conférence, avant de reconnaître aux « forces anti-impérialistes » « le droit et le devoir d'être prêtes (...) à ouvrir la voie par les moyens les plus divers de l'action populaire, même l'action armée ».

Au premier congrès du parti communiste cubain, en décembre 1975, l'importance de la lutte armée a été réaffirmée, dans la résolution de politique internationale, par une longue citation de tous les pays où Cuba s'est

## Où qu'il aille l'homme N°1 a une voiture qui l'attend.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



TELEPHONEZ AVANT DE PARTIR. SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

Quand vous êtes membre du Hertz N°1 Club\* il y a toujours une voiture à votre disposition, quand vous le voulez, à votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Tout ce que vous avez à faire, c'est d'appeler avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. Arrivé à destination, vous n'avez qu'à montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. \* en Allemagne, Hertz VIP Club.



**Hertz N°1 Club.**  
**788.73.00**

TELEPHONEZ. SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

TELEPHONEZ

**Bakker**  
pour le jardin  
Demandez notre catalogue gratuit!  
Graines, engrais, fleurs, plantes, arbustes et rosiers.  
P. Bakker-Hollande  
Hillegom 3041  
tel. 19-31 25 20 29 016

Le 19...c'est une affaire d'hommes



**unic**  
tables à dessiner  
spécialistes  
de bureau d'études  
tiennent à votre disposition  
**les nouveaux**  
**CALCULATEURS**  
scientifiques  
**HEWLETT PACKARD**  
108, boul. Richard-Lenoir  
Paris (11)  
803-63-80  
164, av. Charles-de-Gaulle  
92 Neuilly - 747-46-00

(Publité)  
**COLLOQUE**  
**DE JÉRUSALEM**  
22 au 31 mai 1976  
**SOCIALISME**  
**NATIONALISME**  
**ET LIBERTÉ**  
avec Sico MANSHOLT,  
J. NANTET, Akiba EBAN  
et Saïl FRIEDLANDER  
Rencontres :  
FRESNAYES ET RENCONTRES  
Service Lit  
20, bd Poissonnière  
75009 PARIS - 70-22-89

## PROCHE-ORIENT

A l'issue de son voyage dans le Golfe

### M. SADATE MET EN GARDE LA SYRIE CONTRE LE DÉCLENCHEMENT D'UNE GUERRE AVEC ISRAËL

Le président Sadate est rentré, dimanche 22 février, au Caire - satisfait à 100 % - au terme d'un voyage de neuf jours qui l'a mené en Arabie saoudite, à Oman, à Abou-Dhabi, à Bahrein, à Qatar et au Koweït.

Dans une conférence de presse tenue à Koweït, dernière étape de son voyage, le président Sadate a déclaré : « Si, par leur hâterisme ou leur avarice, la Syrie ouvrait les hostilités contre Israël, elle en porterait seule la responsabilité. Le chef de l'Etat égyptien a cependant

ajouté que, si Israël attaquait la Syrie, l'Egypte n'hésiterait pas à intervenir aux côtés de ce pays. Le président Sadate a précisé que « les Etats-Unis ont promis d'empêcher toute attaque israélienne contre la Syrie, de tenter d'obtenir un dégellement sur le Golan et de ne négliger aucun effort pour que les Palestiniens puissent participer aux discussions sur le règlement de la crise du Proche-Orient ». La chef de l'Etat égyptien a ajouté : « si les négociations de Genève échouent, la guerre sera la seule solution ». Evoquant les efforts de la Jordanie et de la Syrie en vue de conclure une alliance, le président Sadate a estimé que Damas et Amman « étaient en train de mijoter quelque chose. La coalition des trônes jordanien et syrien contre Israël est vitale, et il poursuit. Mais nous rejetons toute mesure qui peut être « manigancée » aux dépens des autres ».

D'autre part, de sources gouvernementales koweïtienes, on affirme que le Koweït accordera immédiatement à l'Egypte une aide de 300 millions de dollars pour l'aider à faire face à une situation économique désastreuse. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

### M. Rabin affirme qu'il n'a jamais donné son accord aux Etats-Unis sur une formule de non-belligérance

L'agence palestinienne d'information Wafa a publié, dimanche soir 29 février, un démenti aux informations du « Washington Post » selon lesquelles M. Yasser Arafat aurait suggéré la création de deux Etats tampons, sous la surveillance de l'ONU, en Cisjordanie et à Gaza.

Selon le « Washington Post », cette proposition aurait été faite par le président de

l'O.I.P. à M. Adlai Stevenson Jr. lors d'une récente rencontre à Beyrouth. Le journal indique que M. Arafat aurait, à cette occasion, proposé la création, à Gaza et sur une partie de la Cisjordanie, de zones tampons qui seraient provisoirement placées sous administration conjointe d'Israël et des Nations unies. Ce projet, aurait estimé M. Arafat, devrait permettre de mettre fin à l'impasse actuelle, et ouvrirait la voie à une conférence générale.

De notre correspondant

Tel-Aviv. — Sous l'effet conjugué des réactions négatives, et parfois violentes, aussi bien de sa propre opinion que de celle des pays arabes, le gouvernement israélien a cru devoir expliquer, dimanche 29 février, que, « par la faute de la presse, une interprétation erronée avait été donnée au communiqué publié à l'issue du conseil des ministres précédent, celui du 22 février ».

Ce jour-là, le pays apprenait avec stupéfaction que le gouvernement avait autorisé le premier ministre à donner son accord aux Américains pour la recherche d'un règlement avec les Arabes, à qui il serait demandé, en échange d'un important repli des forces israéliennes dans les territoires occupés, y compris la Cisjordanie, de souscrire à un état de non-belligérance. La surprise devant cette décision

a rapidement fait place à une vive indignation. De toutes parts, le gouvernement — et particulièrement son chef, M. Rabin — était accusé d'avoir renoncé au principe qui a inspiré la politique étrangère d'Israël depuis son existence : parvenir à une paix véritable avec les Arabes.

« Qu'a-t-on fait du mot paix ? », s'est demandé l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Abba Eban, dans un article acerbe publié dans le « Maariv ».

Il était en effet admis, par ce que l'on appelle un consensus national, que les territoires occupés constituaient un gage qui ne serait restitué qu'en échange de la paix. Et voilà que le gouvernement de M. Rabin estimait, inopinément, que, contre un

simple engagement arabe de non-belligérance, il était possible d'obtenir une part substantielle des gages en la possession d'Israël.

Du côté arabe, la réponse ne s'est pas fait attendre. Le rejet a été unanime. A Damas, à Amman et au Caire, on a clairement et publiquement indiqué que l'état de non-belligérance ne pouvait être envisagé qu'après un retour aux lignes de juin 1967 et la reconnaissance par Israël, des droits du peuple palestinien.

Il aura fallu huit jours de bouillonnements intérieurs, de mises au point hautesaines des Arabes et de perplexités dans les chancelleries internationales pour amener le gouvernement israélien à affirmer qu'« il y a eu malentendu » et que « M. Rabin a déclaré, au conseil des ministres du 29 février, qu'il ne s'était jamais considéré comme autorisé à donner aux Américains l'accord d'Israël sur une formule de non-belligérance ».

Les Américains, qui avaient demandé à M. Rabin, lors de son voyage aux Etats-Unis, d'obtenir l'accord de son gouvernement pour cette formule — dont il n'existe pas, paraît-il, de définition juridique internationale, — étaient-ils prévenus du renouveau israélien ? Il est vraisemblable que si M. Kissinger a prié, dans la soirée de dimanche, M. Ygal Alon, en visite en Amérique latine, de faire un crochet par Washington, jeudi prochain, avant de regagner Jérusalem, c'est que certains éclaircissements lui paraissent nécessaires.

ANDRÉ SCHEMAMA.

**Dans les 8 BHV, les Arts Ménagers ça se fête!**  
**Voici comment: 9 mois de crédit gratuit sur tout le magasin.\***  
**A partir de 500F seulement!**  
**Une bonne occasion pour s'équiper, se décorer, entre le 1<sup>er</sup> et le 20 Mars!**



\* A l'exception des Services. A souscrire aux conditions d'usage.

Dans les 8 BHV, nous avons décidé que les Arts Ménagers 1976 seraient la fête de votre maison, toute entière. Et de votre jardin. Et du sport. Et de tout ce que le BHV peut vous offrir.

Credit gratuit 9 mois sur tout le magasin (services exceptés) et à partir de 500-F d'achats seulement. Ainsi vous pourrez à la fois penser à l'équipement de votre cuisine et de votre salle de bain, et réaliser dans les mêmes conditions un rêve de table de ferme, de tondeuse à gazon, de chaîne hi-fi, ou plus simplement de coin-salon ou de chambre d'enfants.

Une bonne raison pour ne pas manquer les Arts Ménagers 1976 des 8 BHV, avec leur choix énorme, leurs innovations, leurs bons conseils, et bien sûr, leur service après-vente!

2 exemples :  
machines à laver le linge  
Négamatic 4 kg 1665 F  
avec le Crédit Gratuit  
1<sup>er</sup> versement comptant 333 F  
et 9 mensualités de 148 F 1332 F  
toujours 1665 F

Panoramique convertible  
Sigma récemment relancé  
acrylique (exclusivité BHV)  
couchage 140, matelas  
polyester. 4930 F

avec le Crédit Gratuit  
1<sup>er</sup> versement comptant 988 F  
et 9 mensualités de 438 F 3942 F  
toujours 4930 F

Jusqu'à épuisement des stocks.

### LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ FRANÇAISE AVEC ISRAËL PRO- TESTE CONTRE LE VOTE DU 26 JANVIER AU CONSEIL DE SÉCURITÉ.

Le Comité de solidarité française avec Israël (1) vient de publier le manifeste suivant, qui a été contresigné par plus de soixante personnalités :  
« La voie de la France au Conseil de sécurité, le lundi 26 janvier, en faveur des revendications « palestiniennes », est considérée par une hostilité débridée à l'égard d'Israël, malgré certaines précautions oratoires. En adoptant cette attitude, contraire à celle des autres membres de la Communauté européenne, la délégation de notre pays s'est, une fois encore, alignée sur les positions des ennemis de l'Etat hébreu, qu'inspirent les manœuvres d'hégémonie soviétique.

« Les soussignés protestent avec force contre cette action qui associe la France à des entreprises nuisibles à la sécurité d'Israël, aux intérêts de la France dans le cadre de la solidarité occidentale et aux chances d'un règlement pacifique du conflit du Proche-Orient. »

ONT SIGNÉ CE MANIFESTE :  
Députés : MM. Ahadie, radical gauche ; de Brouville, app. U.D.R. ; Boudon, non insc. ; Chauvel, non insc. ; Delaune, U.D.R. ; Dhinatin, U.D.R. ; Drapier, non insc. ; Drouot, rad. ; Dugoujon, rad. ; Gantier, R.I. ; Eonnet, C.D.P. (app. R.I.) ; Espey, rad. ; U.D.R. ; Fodder, U.D.R. ; Krieg, U.D.R. ; Lejeune, rad. ; Joffe, La. Pac. U.D.R. ; Marcus, U.D.R. ; Notzbar, P.S. ; Pujol, app. U.D.R. ; Schnebelen, R.I. ; Schwarz, U.D.R. ; Sotatella, rad. ; Vivian, U.D.R. ; Weber, app. R.I.

Sénateurs : MM. Bouteau, ind. soc. (pay.) ; Raymond Brun, ind. act. soc. (pay.) ; Carat, P.S. ; de la Forest, ind. ; Giraud, P.S. ; Granger, gauche dém. ; Juge, Un. centr. ; Klaffer, Un. centr. ; Labrie, U.D.R. ; Lacoste, P.S. ; Lejace, ind. gauche ; Marré, ind. ; Hubert Martin, ind. ; Louis Martin, app. ind. ; Pascaud, gauche dém. ; Pissard, gauche dém. ; Polignat, app. P.S. ; Rauch, Un. centr. ; Reptin, ind. ; Robini, gauche dém. ; Schlié, Un. centr. ; Torré, ind. ; Tissant, Un. centr. ; Vivier, P.S. ; De Waziers, gauche dém.

Personnalités diverses : le R.P. Roger Braun, MM. Léon Bouthien, Jean Casson, Alfred Coste-Floret, Pierre-Eugène Gilbert, Ionesco, le général Lecomte, MM. André Montéil, J. Pierre-Bloch, Robert Pittel, J. Pierre-Bloch, Robert Pittel, Ferrandi, Michel de Saint-Pierre, Michel Soullé, Raymond Triboulet.

(1) 35, rue de la Lune, 75002 Paris.

Pour être sûr de bien choisir.



BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

**L'EXPERT COMPTABLE**  
PRÉPARE LE DIPLOME D'ÉTAT  
Aucune limite d'âge  
Aucun diplôme exigé  
Demandez le nouveau guide  
gratuit numéro 995  
ÉCOLE PRÉPARATOIRE  
D'ADMINISTRATION  
École privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique  
de l'État  
4, rue des Petits-Champs  
75008 PARIS - CROIX 02

صلى الله عليه وسلم



# BAHREIN PLAQUE TOURNANTE DU GOLFE

## UNE SORTE DE « HONGKONG DU PROCHE-ORIENT » ?

Manama. — La capitale de Bahrein apparaît au voyageur venant d'Abou-Dhabi ou de Koweït comme une ville provinciale à l'aspect vieillot. Le boom de la construction en 1975 n'a pas réussi encore à dissiper le charme discret de ses sous-hauts en couleur qui coexistent — sans être écrasés — avec les bâtiments modernes du quartier voisin des affaires. Ici et là, cependant, commencent à s'élever les carcasses métalliques de tours qui abriteront

bientôt quelques-unes des trente banques « off-shore » récemment autorisées à opérer à Bahrein. Premier pays arabe du Golfe à avoir commercialisé le pétrole, Bahrein a été également le premier à affronter le problème de la diversification des sources de revenus suscité par l'épuisement des réserves pétrolières. Disposant d'une élite intellectuelle et de cadres administratifs formés par un système d'éducation mis en place dès 1919, grâce

De notre envoyé spécial

à sa situation géographique privilégiée, Bahrein s'est imposé comme un carrefour commercial majeur dans la région. Il se destine maintenant à devenir un centre monétaire international, une sorte de « Hongkong du Proche-Orient ». Les dirigeants espèrent qu'une partie des pétrodollars accueillis dans le Golfe par la trentaine de banques off-shore, qui commenceront à fonctionner à Bahrein à partir du mois d'avril, seront utilisés à financer des projets de développement régional.

« C'est un nouveau pari sur l'avenir que nous venons d'engager », répètent les responsables de l'économie, en ajoutant que toutes les précautions ont été prises pour assurer le succès de l'entreprise. Il comptent d'ailleurs beaucoup pour cela sur la coopération entre les pays du Golfe. S'il est vrai qu'il n'est plus question de créer une monnaie unique, on parle de plus en plus d'un marché commun qui serait l'aboutissement d'accords bilatéraux entre les pays riverains du Golfe. A cet effet, Bahrein a déjà normalisé ses rapports avec ses voisins, notamment l'Irak, qui a renoncé définitivement à ses « revendications historiques » sur l'archipel. Le chah est d'ailleurs attendu avant la fin de l'année à Manama, et il se pourrait qu'à cette occasion Téhéran mette fin à son opposition au projet de construction d'un pont reliant l'Arabie Saoudite à Bahrein.

### La crainte de perdre la « spécificité » nationale

L'entreprise ne pose pas de problèmes techniques : une firme danoise d'ingénieurs conseils vient de remettre aux gouvernements intéressés son rapport définitif, et les deux parties espèrent pouvoir commencer les travaux dans le courant de l'année 1977. Il est vrai qu'une partie non négligeable de l'opinion publique bahreïnise n'est pas enthousiasmée par le projet : elle craint la perte de la « spécificité nationale » de l'archipel face à la marée saoudite qui risque de déferler vers Manama une fois le pont achevé. Certains appréhendent également l'intensification des pressions exercées par Ryad. L'économie de Bahrein est déjà lourdement tributaire de l'assistance de l'Arabie Saoudite, dont le pétrole brut alimente les raffineries de l'archipel à des conditions particulièrement avantageuses.

Un autre projet de construction de pont — cette fois-ci entre Bahrein et Qatar — est bloqué depuis des années par le litige qui oppose les deux pays au sujet du sort des îles Hwar. Situées à proximité immédiate de la presqu'île de Qatar, ces îles font partie de l'Etat de Bahrein qui y entretient une petite garnison de police dans un fort qui domine la baie. Bien que les îles Hwar soient quasi désertiques et ne recèlent aucune richesse naturelle, tous les efforts déployés depuis près de dix ans pour régler le litige n'ont pas abouti. L'Arabie Saoudite s'est efforcée à plusieurs reprises de rapprocher les deux capitales vraisemblablement avec le secret espoir de détacher Bahrein du Koweït, dont le régime est considéré à Ryad comme étant dangereusement démocratique.

### La Constitution s'est inspirée de celle du Koweït

La Constitution bahreïnise de 1973, en effet, s'est inspirée largement de celle du Koweït, dont le système parlementaire a contribué largement à la stabilité de l'émirat. Cependant, l'expérience de Bahrein s'est soldée, en août 1975, par un échec flagrant. Le chahin Issa a dissous l'Assemblée nationale, après avoir ordonné l'arrestation d'une cinquantaine de militants de gauche accusés de comploter contre le régime. En annonçant la dissolution de l'Assemblée, le premier ministre, le chahin Khalifa, avait laissé entendre que des facteurs étrangers, entre autres, avaient incité le gouvernement à prendre cette décision.

La mesure n'était pas pour déplaire aux dirigeants de Ryad qui n'ont jamais dissimulé leur opposition à la voie parlementaire dans laquelle s'était engagé Bahrein. Officiellement, cependant, les dirigeants de Manama justifient leur décision en soutenant que la Chambre pratiquait une politique d'obstruction systématique en s'opposant à tous les projets de loi présentés par le gouvernement. En fait, il semble que la décision de dissolution a été prise lorsque les diri-

geants bahreïnises estimèrent que l'Assemblée nationale avait dépassé les limites qui lui avaient été tacitement assignées. Les députés de gauche, parfois qualifiés abusivement de communistes, préconisaient, en effet, un programme de réformes radicales prévoyant une participation graduelle mais effective des élus au pouvoir et la consolidation des libertés publiques.

La cassure intervint quand le Parlement refusa catégoriquement de ratifier la loi « sur la sécurité de l'Etat ». Cette loi, particulièrement sévère, autorisait notamment le ministre de l'Intérieur à maintenir les suspects en détention préventive pendant une période qui pourrait s'étendre à trois ans. Depuis 1968, Bahrein a connu de brèves mais violentes périodes d'agitation ouvrière, et il est probable que les autorités redoutent de nouveaux accès de fièvre au moment même où elles tentent d'attirer des investissements étrangers.

A en croire les milieux proches du palais, le chahin Issa n'a pas renoncé à l'expérience parlementaire. Une nouvelle tentative serait faite après la réforme de la loi électorale. On envisagerait, à cet égard, un scrutin à deux tours qui devrait permettre la représentation des « forces saines de la nation », ainsi que la désignation d'un certain nombre d'experts réputés « intégrés » et « neutres », lesquels viendraient s'ajouter aux seize membres du gouvernement nommés d'office conformément aux dispositions de la Constitution. Bref, on ferait en sorte que les députés nommés par la nation soient à égalité avec ceux élus par la population.

Pour le moment, cependant, le gouvernement tente de résoudre les problèmes économiques et sociaux que pose un taux d'inflation évalué à 25 % l'an. Certains produits ont dou-

blé de prix en l'espace de quelques mois. Le gouvernement a consacré l'année dernière plus de 6 millions de dinars pour contenir la hausse des prix de produits alimentaires de base. Un vaste programme de construction de logements populaires a été lancé, et il est prévu que mille cinq cents habitations à loyer modéré seront construites cette année.

### Résorber la crise du logement

La crise du logement est de loin le problème le plus grave qu'affrontent actuellement les Bahreïnites. Selon les estimations d'un expert du ministère de l'Habitat, les deux tiers des habitations sont insalubres ; la crise ne peut, en tout cas, être résolue sans la construction de seize mille logements nouveaux.

A Manama, le loyer d'un appartement de deux pièces se situe entre 200 et 250 dinars, alors que le salaire moyen d'un diplômé, employé par l'administration ou par des sociétés privées, varie entre 150 et 170 dinars et qu'un chef de service dans un ministère gagne environ 280 dinars par mois. Les jeunes en souffrent tout particulièrement, puisqu'ils sont contraints le plus souvent à différer leur mariage, faute de moyens.

Attentif au mécontentement croissant, le gouvernement a consacré dans le budget de cette année des crédits s'élevant à 191 millions de dinars — contre 137 millions l'année dernière — aux domaines sociaux. En raison de cet effort exceptionnel, le budget accusera cette année un déficit de 10 millions de dinars. Il est probable que de plus grandes sacrifices devront être consentis pour maintenir l'ordre qui règne actuellement dans l'archipel.

JEAN GUEYRAS.

## UNE ÉCONOMIE DE SERVICES

PAR sa situation insulaire au centre du Golfe, sa tradition maritime et marchande et la vivacité d'esprit de ses habitants, Bahrein est prédisposé à une économie de services. Cette disposition est accentuée par le fait que cet émirat se trouve, parmi ses voisins, dans une position singulière en ce sens qu'il est le premier d'entre eux déjà touché par la raréfaction de ses ressources pétrolières.

Premier pays du Golfe (après l'Irak), où le pétrole a été découvert en 1925 et exploité depuis 1932, Bahrein ne produit plus actuellement que 3,5 millions de tonnes de brut par an. A ce rythme, les réserves seront épuisées dans une quinzaine d'années.

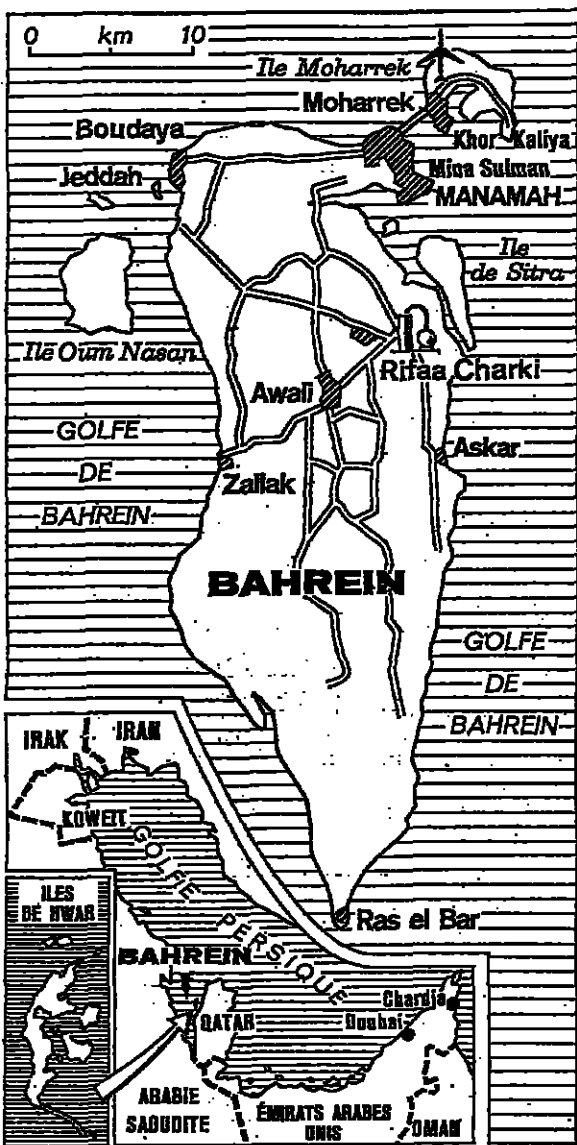
Il dispose de très importantes réserves de gaz naturel évaluées à 120 milliards de mètres cubes, ce qui correspond au rythme actuel d'utilisation, à quatre-vingts ans de consommation. Forts de leur expérience pétrolière, les dirigeants de l'émirat refusent d'exporter ce gaz, qu'ils préfèrent conserver pour l'industrialisation actuelle et à venir du pays.

Les ressources énergétiques sont exploitées par la Bapco. Il y a quelques années encore, le capital de cette compagnie était détenu entièrement par la Caltex. Il est maintenant réparti entre la Caltex (40 %) et le gouvernement de Bahrein (60 %). En 1975, le gouvernement a décidé le principe d'une nationalisation entière de la Bapco. Il restait toutefois prévu que celle-ci continuerait à fonctionner selon l'accord 40 %-60 % aussi longtemps qu'un nouveau protocole sur le transfert des actifs de la société ne serait pas conclu.

NOEL JEANDET.

(Lire la suite page 10.)

## DEUX ARCHIPELS, TRENTE-TROIS ÎLES



L'Etat de Bahrein est composé de trente-trois îles, regroupées en deux archipels : celui de Bahrein proprement dit, qui comprend quinze îles (Manama, Moharrek, Sitra, Nabi-Salih, Ou, n-Nasir, Jeddah, Abou-Mahar, Abou-Chabir, Oumma, Al-Sobhan, Nouaym, Soulat, Oumma-el-Chajar - El-Saghir), et celui de Hawar, qui comprend de nombreux îlots.

**SUPERFICIE.** — 598 kilomètres carrés.

**POPULATION.** — 255 000 habitants, dont 30 % d'étrangers.

**DENSITÉ.** — 400 habitants au kilomètre carré.

**VILLES.** — Manama (capitale), Moharrek (capitale jusqu'en 1926), Al-Hadd, Rifaa, Awail, Madinat-Sana.

**CLIMAT.** — Très chaud. Température moyenne : 25° 5 ; maximum : 42° 75 ; minimum : 5°.

Moyenne annuelle des pluies : 150 mm. Le taux d'humidité atteint parfois 90 %.

**GROUPE NATIONAL.** — Les Arabes sont en majorité. Il existe aussi des minorités persane, pakistanaise et indienne.

**RELIGIONS.** — Les Bahreïnites sont presque tous (94,5 %) musulmans, répartis presque à égalité entre sunnites (de plus souvent chiites, de rite wahabite ou surtout malékite) et chiites (presque exclusivement ruraux jusqu'en 1932). Les sunnites comprennent des tribus, des « hawala » (Arabes autrefois établis en Irak), des « baydar » (métis) et des Noirs.

**SOURCES D'ÉNERGIE.** — Le gaz naturel : réserves de 180 milliards de mètres cubes ; le pétrole, découvert en 1925, exploité depuis 1932. Production : 3,5 millions de tonnes de brut par an. La Bahrein Petroleum Company (Bapco), fondée en décembre 1932, exploite les ressources énergétiques. Son capital est réparti entre Caltex (40 %) et le gouvernement (60 %).

**INDUSTRIES.** — Raffinage du pétrole : environ 15 millions de tonnes par an ; fondrière d'aluminium (Alba), production : 125 000 tonnes d'aluminium en lingots ; pêche de perles (considérablement réduite depuis la crise de 1939).

**MONNAIE.** — Le dinar bahreïn vaut 2,68 dollars.

**COMMUNICATIONS.** — Il existe un important réseau de télécommunications par satellite. Projet de construction d'une cale sèche géante pour les pétroliers de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPEP) et projet de pont reliant Bahrein à l'Arabie Saoudite.

**AGRICULTURE - PÊCHE.** — Élevage de volailles et de bovins, cultures fourragères et maraichères ; dattes, tabac, céréales, fruits, agrumes.

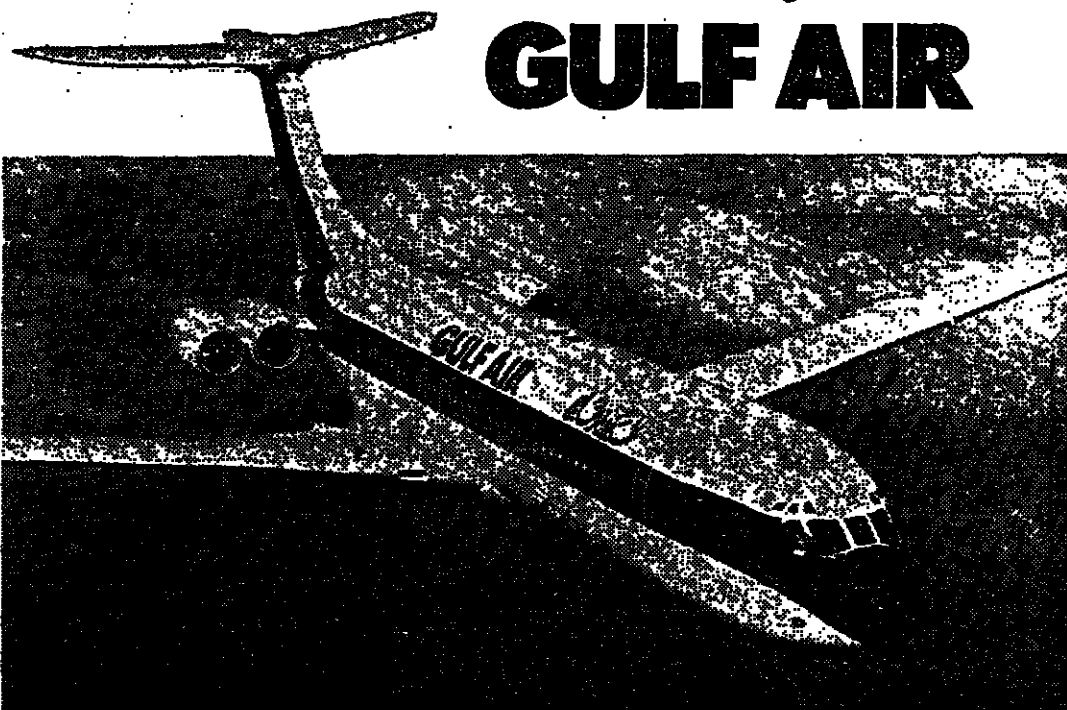
**SANTÉ.** — Les soins médicaux, gratuits pour la population bahreïnise, sont assurés par une douzaine d'hôpitaux.

**SYSTÈME JUDICIAIRE.** — Les tribunaux « chariés », appliquant la loi islamique, sont compétents pour les questions relevant du statut personnel : mariages, divorces, successions, etc.

**RÉGIME POLITIQUE.** — Bahrein est un émirat gouverné depuis le 2 septembre 1961 par le chahin Issa Ben Sulman, de la dynastie des Al Khalifa. Sunnite, il fait partie de la tribu des Otouba.

Soumis au contrôle britannique, depuis 1820, Bahrein a accédé à l'indépendance en 1971, refusant de s'associer à la Fédération des émirats arabes unis. En 1976, l'Irak a abandonné sa revendication séculaire sur Bahrein. La base navale de Al-Jubail, autrefois britannique, a été mise à la disposition des États-Unis en 1972.

A partir du 1<sup>er</sup> avril  
vous pourrez voler sans escale  
de Paris au Golfe avec  
**GULF AIR**



A partir du 1<sup>er</sup> avril, Gulf Air — la ligne aérienne nationale des États du Golfe — introduira des services réguliers directs de Paris aux villes principales du Golfe, Bahrein, Doha, Abu Dhabi, Dubai et Muscat. Les mercredi, jeudi, samedi et dimanche de chaque semaine, vous pourrez voler, dans un VC10 de tout confort, entraîné par les moteurs de renommée mondiale Rolls-Royce, sans escale au Golfe, pour y arriver le jour même.

Egalement, à partir du 1<sup>er</sup> avril, Gulf Air introduira l'avion de ligne le plus luxueux que le monde ait jamais connu — le FiveStar TriStar — effectuant des vols sans escale de Londres jusqu'au Golfe. Somme toute, Gulf Air vous offrira un plus grand nombre de vols sans escale vers le Golfe que n'importe quelle autre ligne aérienne — un choix de 15 départs par semaine depuis Paris ou Londres.



**GULF AIR**

Suite 1528/30, Le Grand Hôtel, 12 Boulevard des Capucines,  
75442 Paris Cedex 09 Tel: 260 3350 Site: PARSZGF  
Adressez-vous à votre agent de voyages pour de plus amples  
renseignements, ou à nos agents généraux pour la France:  
UTA, 3 Boulevard Malesherbes, Paris (Tel: 776 4152)

Le cheikh Issa Ben Salmane Al Khalifa

## Un souverain paternaliste

DEUX fois par semaine, le cheikh Issa, souverain de Bahrein, reçoit ses sujets dans le modeste salon d'apparat du palais de Rifaa — au sud de Manama — où il a installé ses bureaux. En habit traditionnel, un poignard doré sur la ceinture, il écoute avec patience les doléances de ses visiteurs, reçoit leurs suppliques, tandis que des serviteurs discrets servent le café à la cardamome. Petit, rondouillard, le visage plein, les yeux pétillants de malice, un éternel sourire aux lèvres, le cheikh Issa se veut un souverain paternaliste soucieux de maintenir, parallèlement aux institutions modernes de l'Etat de Bahrein, les traditions du « majlis », qui, autrefois, réunissait les bédouins autour du chef tribal.

Les portraits en couleur du souverain ornent tous les établissements gouvernementaux et publics. Cependant, aucune publicité n'est faite autour de la vie privée du souverain. On sait qu'il est marié à la cheikha Hassa, qui lui a donné sept enfants, dont quatre garçons. Malgré les lourdes charges de l'Etat, il aime se détendre à l'occasion en invitant ses amis sur sa plage privée. Très sportif, il chasse souvent le

gibier au faucon, dans l'archipel ou en Arabie Saoudite. Ses entretiens avec ses hôtes étrangers sont marqués par la simplicité et la bonne humeur, qualités qu'il partage avec la plupart de ses sujets.

Né en juillet 1933 à Jassra, un petit village côtier situé à quelques kilomètres du point où l'océan venant d'Arabie Saoudite pénètre à Bahrein, le jeune Issa, qui, comme la plupart des intellectuels de l'archipel, parle et écrit l'anglais à la perfection, a fait ses études primaires et secondaires dans une institution privée. Dès son jeune âge, il s'intéresse aux affaires de l'Etat et, en 1953, il est nommé membre du Conseil de régence, en l'absence de son père, invité à assister aux cérémonies du couronnement de la reine Elisabeth II d'Angleterre. Il devient par la suite président du conseil municipal de Manama, avant d'être désigné, en 1958, prince héritier, à l'âge de vingt-cinq ans. A partir de 1958, il est appelé à prendre une part de plus en plus active aux affaires publiques, à la suite de la maladie de son père, le cheikh Salmane. Après la mort de ce dernier, il monte sur le trône le 16 décembre 1961.

## Dans le sens de la modération

Au cours des premières années du règne du cheikh Issa, l'archipel connaît un calme relatif attribué partiellement à la sévère répression des manifestations populaires des années 1956-1957, lesquelles avaient provoqué le rappel de Sir Charles Belgrave, le représentant de Londres dans l'émirat. Au début de 1965, la situation se détériore de nouveau à la suite de mouvements de protestations et de grèves contre des licenciements abusifs. Face à la rue, le cheikh Issa se montre aussi intraitable et énergique qu'il avait été son père et refuse d'engager le dialogue avec le Front des forces progressistes qui s'était constitué sur la base d'un programme minimum de « démocratisation » des institutions.

Le refus du cheikh Issa n'est cependant pas définitif et le 16 décembre 1970, à l'occasion du neuvième anniversaire de son accession au trône, il annonce son intention de doter le pays d'une constitution « qui ouvrirait la voie à la participation de tous les citoyens à la noble mission de servir notre pays ». Le souverain bahreïnien tient ses engagements : la Constitution, qui est promulguée en décembre 1973, délègue une partie non négligeable du pouvoir à une Assemblée nationale comprenant trente membres élus au suffrage universel ainsi que les seize ministres du cabinet, tous désignés par le cheikh.

Après la fin brutalement de l'expérience parlementaire en août 1975, le pouvoir revient entièrement aux membres de la famille des Khalifa et aux grands brasseurs d'affaires de l'émirat. Les prérogatives du cheikh Issa restent cependant limitées par la Constitution de 1973 dont les principales clauses demeurent toujours en vigueur. Naturellement enclin à la consultation, le souverain de Bahrein partage en fait le pouvoir avec plusieurs de ses proches, dont son frère, le premier ministre le cheikh Khalifa, connu pour son caractère énergique, son fils le cheikh Hamad, prince héritier et ministre de la défense, et son cousin cheikh Mohamed Ben Mubarrak, qui, depuis l'indépendance de l'archipel en 1971, occupe le poste-clé des affaires étrangères. Au sein de ce « cabinet restreint », les interventions du cheikh Issa vont généralement dans le sens de la modération et du compromis et on assure à Manama que le souverain a tout fait pour éviter la confrontation avec l'opposition parlementaire et la dissolution de l'Assemblée nationale. En tout cas, il est persuadé, dit-on, que les mesures exceptionnelles prises en août dernier ne sont que provisoires et que tôt ou tard la vie parlementaire renaitra à Bahrein, sous une forme ou une autre.

J. G.

## UN MILIEU FAVORABLE A L'EMANCIPATION DE LA FEMME

L'EMANCIPATION de la femme bahreïnienne a été plus tardive que celle du bien d'autres femmes arabes. Mais, elle s'est déroulée à un rythme plus rapide, car les conditions générales favorisent l'épanouissement d'un mouvement de réforme de la condition féminine : par sa position géographique, Bahrein est en effet au confluent de nombreux courants de civilisation. De plus, la population de Bahrein est sédentaire (ce qui n'est pas le cas dans de nombreux autres emirats du Golfe), et la superficie réduite du pays favorise la diffusion de la culture urbaine en milieu rural. D'autre part, une classe moyenne de marchands plus ou moins cultivés s'est formée depuis des siècles grâce aux revenus provenant de la pêche des perles. Enfin l'apparition des mass media a permis aux Bahreïnites — hommes et femmes — de s'imprégner des idées modernes. Des séances cinématographiques spéciales étaient d'ailleurs spécialement prévues pour les femmes dès 1937.

En 1928, la première école

taille de jeunes filles ouvrait ses portes, malgré les protestations des milieux traditionnels. Cette mesure devait provoquer des effets cumulatifs : l'enseignement dispensé aux écoles (20 498 en 1970-1971, réparties entre toutes les branches d'études à l'exception de la théologie et de la technologie) nécessitait la formation de professeurs de sexe féminin (704 en 1970-1971), donc l'accès de la femme à l'enseignement supérieur. Comme il n'existait pas d'université à Bahrein, de nombreuses jeunes filles ont poursuivi, à partir de 1950, leurs études supérieures au Liban. De retour à Bahrein, les nouvelles diplômées ont été habilitées à avoir le visage découvert et refusé de porter le voile à nouveau. Ce mouvement a gagné de l'ampleur, et, vers 1960, on pouvait dénombrer des centaines de jeunes filles (surtout parmi les étudiants et dans le monde du travail) qui se promenaient dans les rues de Manama le visage découvert et étaient habillées à la dernière mode occidentale.

A partir des années 50, l'ex-

tension des mass media a atteint des proportions considérables : Bahrein a été inondé de livres et de journaux en provenance du monde entier. L'acquisition de postes de radio et de télévision est devenue courante. D'autre part, le gouvernement a entrepris depuis 1955 d'industrialiser le pays, de développer l'appareil administratif et de « bahreïniser » les emplois. C'est pourquoi les autorités ont ouvert une école d'infirmières, favorisé l'accès des Bahreïnites à la fonction publique et reconnu aux femmes le droit de conduire les voitures. De son côté, la compagnie pétrolière Bapco a organisé des cours de secrétariat auxquels se sont inscrites de nombreuses Bahreïnites. L'enseignement, le secteur médical, les travaux de secrétariat et l'administration étaient largement ouverts au recrutement féminin. Des associations féminines et des clubs mixtes (Alumni Club, Awall Club, British Club, Club de l'Alliance française), ont été fondés. Des écoles mixtes sont apparues.

La stagnation de la produc-

tion pétrolière a amené le gouvernement à pratiquer, surtout après 1970, une politique de diversification des activités économiques. La femme bahreïnienne a profité pour étendre son champ d'activité à la plupart des emplois : entre 1965 et 1971, le nombre des femmes exerçant des activités professionnelles a pratiquement doublé. En 1971, on dénombrait 6 chefs d'entreprises, 1 712 employés et fonctionnaires.

Parallèlement, l'âge du mariage de la jeune fille a reculé (à cause des études de plus en plus longues qu'elle poursuit et à cause de l'augmentation du coût de la vie qui empêche la constitution de très jeunes foyers), les divorces tendent à diminuer (1 276 divorcés en 1965 et 1 225 en 1971), et la polygamie a presque disparu.

Sur le plan politique cependant, l'inégalité subsiste : les Bahreïnites ont bien le droit de voter pour la désignation des conseillers municipaux, mais les décisions de l'Assemblée constituante (décembre 1972) se sont déroulées sans leur participation.

## Une économie de services

(Suite de la page 5.)

Pour des raisons de politique intérieure (à cause de son opinion publique) et de politique étrangère (afin de ne pas paraître en retard sur ses voisins), le gouvernement de Manama a pris cette décision de nationalisation, qu'il ne semble pas décidé à mettre à exécution dans un avenir proche. Le tarissement progressif des puits de pétrole a contraint Bahrein à diversifier son économie et à se lancer de bonne heure dans une politique d'industrialisation, ce qui lui donne dans ce domaine une très large avance sur ses voisins.

Le raffinage du pétrole a commencé dès 1935. Actuellement, la raffinerie est, par sa production (15 millions de tonnes par an), la deuxième du Golfe (après Abadan). Elle raffine tout le brut local qui constitue environ le tiers de son approvisionnement, le reste lui étant fourni directement par l'Aramco. Mise à part la consommation locale, qui est faible, tous les produits raffinés sont exportés, pour un total d'environ 75 millions de dinars bahreïnites (1) en 1974. La Bapco (extraction et raffinage) emploie quatre mille cinq cents personnes.

De création récente, la fonderie d'aluminium (Alba) est, après la raffinerie, l'entreprise industrielle la plus importante de l'émirat. Sa production, 125 000 tonnes d'aluminium en lingots, la place parmi les cinq premières du monde. L'alumine est importée d'Australie et traitée sur place grâce à l'électricité produite à bon marché à partir du gaz local. Sa production est exportée pour la plus grande partie vers le Japon, mais aussi vers la Chine, le Brésil et l'Argentine. Alba emploie près de quatre mille ouvriers. L'Etat de Bahrein détient 52 % de son capital, le reste étant réparti entre diverses sociétés occidentales dont Kaiser Aluminium.

Il convient de rappeler que c'est à Bahrein que l'OPREP a choisi de construire sa grande cale sèche pouvant accueillir les pétroliers de 500 000 tonnes. Celle-ci est en cours de construction ; l'entrée en service d'un premier bassin permettant de recevoir des pétroliers de 300 000 tonnes est prévue pour 1977.

La vocation commerciale de Bahrein est affirmée par la présence de familles marchandes qui ont réussi à constituer des maisons d'importance internationale dont le réseau commercial s'étend en général dans les pays du Golfe : autres emirats, Arabie Saoudite, Iran, Inde, Pakistan, parfois jusqu'à Singapour, Taïwan, Londres et New-York. Certaines d'entre elles envisagent d'ouvrir des bureaux en Europe occidentale. Elles assurent le plus souvent un rôle de redistribution des marchandises dans la région. A titre d'exemple, la plus importante de ces familles marchandes, la famille Kanoo, emploie, uniquement à Bahrein, près de deux mille personnes, dont cinquante Britanniques, cinq d'entre eux étant directeurs de services (navigation, transit, fret, assurance, services aériens, vente de véhicules, activités financières).

Le commerce est en progression constante ; les importations ont été en 1972 de 100 millions de dinars ; en 1973 de 127 millions de dinars ; en 1974 de 175 millions de dinars et en 1975 de 210 millions de dinars. D'une manière générale, le tiers des marchandises importées est réexporté. Environ la moitié des réexportations est destinée à la province orientale de

(1) 1 DB = 11 francs environ.

l'Arabie Saoudite, le reste étant distribué vers les autres pays riverains du Golfe.

On peut donc penser que cette vocation de redistribution qui est celle de Bahrein se trouvera renforcée lorsque sera construit le pont reliant l'émirat à la côte saoudienne. Cet ouvrage d'art, financé entièrement par l'Arabie, en est au stade des études techniques.

Depuis un an environ, Bahrein s'efforce de jouer le rôle de relais financier dans la région, rôle qui se trouve facilité par les événements qui ont déchiré le Liban.

## Une position géographique privilégiée

Sa position géographique et sa vocation à une économie de services renforcent le rôle de « plaque tournante du Golfe » que cet émirat considère comme étant spécifiquement le sien. Les statistiques de l'aéroport sont à cet égard révélatrices : le nombre des passagers en transit, avec arrêt à Bahrein de soixante-douze heures au moins, a été en 1974 de 562 312, alors qu'il était de 392 000 en 1973 et 491 000 en 1975 (les chiffres de 1975 ne sont pas encore connus). Ces statistiques justifient que la British Airways ait choisi Bahrein comme première escale d'exploitation commerciale du Concorde vers le Sud-Est asiatique.

Un réseau de télécommunications par satellites est installé depuis plusieurs années. Jusqu'à la fin de 1974, il assurait à lui seul toutes les télécommunications du Golfe. L'émirat prévoit en outre de se doter de nouvelles installations : doublement de la capacité de l'aéroport (en cours), triplement de la capacité du port (les adjudications devraient avoir lieu bientôt), projet de construction d'un pont reliant l'émirat à l'Arabie Saoudite.

Si l'on tient compte du fait que, à cause de ses sources d'eau potable (dont les experts considèrent qu'elles pourraient être épuisées dans une vingtaine d'années), le tiers de l'île environ constitue une véritable oasis permettant une activité agricole qui, bien qu'en déclin, n'est pas négligeable (élevage de volailles, troupeaux de bovins, cultures fourragères et maraîchères), l'économie de Bahrein apparaît comme bien équilibrée. Son développement, moins spectaculaire évidemment que celui des emirats voisins, mais néanmoins très sensible, progresse avec une grande régularité et sans à-coup. L'ouverture d'esprit de ses habitants, son régime libéral, la facilité des communications, celle des liaisons aériennes et des télécommunications, font que beaucoup de sociétés étrangères, notamment anglaises et américaines, ont choisi Bahrein comme siège de leur représentation régionale. Cette tendance se trouve accentuée par la nécessité dans laquelle beaucoup d'entre elles se sont trouvées de quitter Beyrouth après le déclenchement de la guerre civile.

Quant aux exportations françaises vers Bahrein, elles se sont développées de façon sensible tout de suite après l'indépendance qui a marqué la fin du monopole de fait britannique : 1973, 2,4 millions de dinars ; 1974, 3,18 millions de dinars ; 1975, 6,4 millions de dinars. Elles restent faibles par rapport à l'ensemble des importations de l'île (4 %), mais pourraient s'accroître si la visite officielle à Paris du cheikh débouchait sur un renforcement

de l'infrastructure bancaire s'est développée depuis un an. Dix-sept banques commerciales (dont une française : Paribas) sont installées à Bahrein, ainsi que quatre bureaux de représentation bancaire. D'autre part, un décret promulgué en octobre 1975 prévoit l'ouverture des banques « off shore » à Bahrein. Une trentaine de banques (dont six françaises : B.N.F., Société générale, C.C.F., B.A.I., Groupe Suez, U.B.A.F.), ont obtenu l'autorisation d'ouvrir des guichets « off shore », qui se livreront principalement au cambisme international.

Ce n'est que depuis la fin 1974 que les exportateurs et industriels français s'intéressent à l'émirat, et leur réussite future sera fonction de leur dynamisme et de leur esprit d'entreprise dans une atmosphère de grande concurrence.

NOËL JEANDET.

## UNE LITTÉRATURE ENGAGÉE

UN trait fondamental caractérise l'intelligence bahreïnienne : elle est demeurée depuis son avènement en 1930, très proche des aspirations populaires et a favorisé l'apparition d'un courant démocratique et réformiste, contribuant ainsi à la liquidation du sectarisme et au rapprochement des deux communautés arabes de Bahrein (sunrites et chittes).

Parmi les poètes et écrivains bahreïnites les plus célèbres, dont la renommée s'est étendue à l'ensemble du monde arabe, on peut citer :

● IBRAHIM AL OURAÏYOD : le plus grand poète de Bahrein. Ses publications comprennent plusieurs ouvrages poétiques et œuvres critiques ainsi qu'un poème épique sur la tragédie de la Palestine.

● ABDEL RAHMAN AL BAKIR : écrivain politique. Il a publié à Beyrouth ses Mémoires qui retracent sa vie et l'histoire du mouvement politique et social à Bahrein. Dans ce livre intitulé « Min al Bahrein Hal Manfa » (De Bahrein à l'Exil) il utilise un style narratif.

● ABDEL RAHMAN AL MAWADA : poète classique. Progressivement, les thèmes réformistes ont pris le pas dans ses écrits sur les préoccupations purement littéraires.

● AHMED MOHAMED AL KHALIFA : l'un des plus célèbres poètes bahreïnites. Il a publié plusieurs recueils de poèmes à Bahrein et à Beyrouth.

## LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE A BAHREIN. POUR VOUS.

Présente sur les plus grandes places financières du monde, la Société Générale œuvre au mois de mars une nouvelle succursale à Bahrein.

Pearl of Bahrain Building  
Government Road, Manama

La Société Générale connaît bien le Moyen-Orient. Le pays. Mais aussi les hommes, les entreprises et leur manière d'agir.

Autres implantations de la Société Générale et affiliations spécialisées dans les affaires au Moyen-Orient :

BUREAU DE REPRÉSENTATION A BEYROUTH Centre Saint-Charles, Beyrouth (Liban)	BANQUE EUROPÉENNE ARABE S.A. 19, Hôpital des Arts, Bruxelles 1040 (Belgique)
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE LIBANO-EUROPEENNE DE BANQUE Rue Riyach el Solh, Beyrouth (Liban)	EUROPAUSCH ARABISCHE BANK G.m.b.H. 49, Wiener Landstrasse, Francfort (R.F.A.)
BANQUE FRANCO-ARABE D'INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX (FRAB-BANK) 55, avenue Kléber, 75016 Paris (France)	UNITED ARAB BANK Sharjah (Emirats Arabes Unis)

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Siège Social et Direction de l'Étranger  
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, tél. 266.54.00

## Banque de Paris et des Pays-Bas

3, rue d'Antin - PARIS 75002



La Banque Française des Emirats du Golfe

Le 22 Octobre 1975  
La Banque de Paris et des Pays-Bas, déjà implantée à Abu Dhabi, Dubai, Oman, Qatar et Sharjah (Bank of Sharjah), a ouvert une nouvelle succursale à Bahrein.

Banque de Paris et des Pays-Bas  
succursale de Manama  
P.O. Box 5241-Telex 8458 Pariba GJ

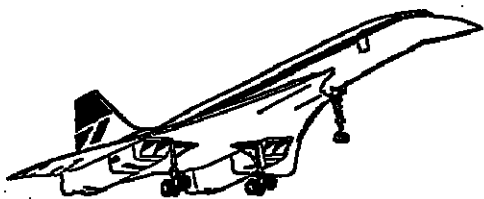
SEULE BANQUE FRANÇAISE  
AUTORISÉE À EXERCER SUR CETTE PLACE  
TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

مصرف الامم المتحدة





# BAHREIN — TOUJOURS A L'AVANT DE L'HISTOIRE



**Depuis près de 5.000 ans Bahrein a figuré dans les annales de l'histoire du commerce mondial. Maintenant l'état de Bahrein est devenu une des destinations pour les vols supersoniques de Concorde reliant ainsi le Golfe avec L'Europe et 5.000 ans de commerce international.**

Autrefois Bahrein s'appelait Dilmun. Même alors c'était déjà un important centre commercial, comme le prouvent les manuscrits qui ont survécus — peut-être les plus vieux documents d'affaires du monde —. Les hommes d'affaires de l'Antiquité avaient déjà choisi Bahrein comme leur base pour les mêmes raisons que leurs successeurs de nos jours — un environnement agréable, des communications rapides et faciles, un peuple courtois et aidant et l'accès aux plus importants marchés mondiaux, alors comme de nos jours.

**Il y a 5.000 ans de cela —**  
Bahrein était un paradis terrestre

Le croisement du corbeaume s'entend pas, l'oiseau de mort n'aurait pas son cri, le lion ne devore pas, le loup ne déchire pas l'agneau, la colombe ne se lamenta pas, il n'y a ni veuve, ni malade, ni vieillesse, ni lamentation.

(D'une légende sumérienne, vers le III<sup>e</sup> millénaire av. J.-C.)



Bahrein est un pays stable et tranquille; bien que l'île ne puisse pas donner une garantie d'immortalité elle peut à présent donner un autre bienfait: l'absence d'impôts pour tous ses heureux habitants.

**Il y a 4.000 ans de cela —**  
Les hommes d'affaires s'écrittaient de la même manière que de nos jours

Transmettez ceci à Es-Nasir, le marchand de Dilmun:

Quand vous êtes venu me voir vous m'avez promis de donner de bons lingots à Gimat-Sin mais vous ne l'avez pas fait et vous lui avez donné du cuivre de mauvaise qualité. Lorsque mon message est venu vous lui avez dit: "Si vous allez prendre le cuivre, prenez-le, sinon allez-vous en". Pour qui me prenez-vous pour me traiter avec un tel mépris et entré hommes du monde comme nous le sommes? Qui d'autre parmi les marchands de Dilmun se serait permis d'agir ainsi?

(Transcription libre d'une tablette d'écriture cunéiforme, des archives d'un marchand de Mésopotamie faisant du commerce avec Bahrein aux environs du 19<sup>e</sup> Siècle av. J.-C.)



Bahrein est toujours dans le commerce des métaux, mais il s'agit d'aluminium maintenant et non pas de cuivre. Les contrôles quant à sa qualité ont fait de nombreux progrès et l'usage commercial se conforme aux degrés internationaux actuels.



"Sceaux de Dilmun", excavés à Bahrein, les "marques de fabrique" de l'ancienne communauté de marchands de Bahrein.

**Il y a 2.400 ans de cela —**

Alexandre le Grand jeta un regard plein de convoitise sur Bahrein — qui s'appelait alors Tylos car il pensait que la maîtrise de l'île lui ouvrirait l'accès à un marché comparable aux plus riches de la Méditerranée ainsi qu'à un des produits les plus prisés de l'Antiquité: l'encens de l'Arabie.



Les rêves de conquêtes d'Alexandre quant à Bahrein ne restèrent qu'à l'état de chimères mais ses successeurs trouveront que l'Etat de Bahrein accorde une bienvenue aux hommes d'affaires d'aujourd'hui qu'il n'aurait peut-être pas accordée à un conquérant.

**En 554 Apr. J.-C. —**Un poète de Bahrein écrivait un navire comme "le chameau des mers"

Les empreintes des chameaux de Malik apparaissent, à l'aube, dans la large vallée du Dind comme des navires en remorque... que le marin un moment tourne et l'autre moment gouverne de l'avant: leurs proues fendent les rides de la mer comme un garçon divise le sable avec sa main.

(Tarafu, le premier poète connu de Bahrein, transformant le métaphore habituelle du chameau étant le navire du désert.)



Les navires et la mer sont encore un soutien de l'économie de Bahrein. L'OPAEP est en train d'y construire un bassin de radoub de 500.000 tonnes parce que "L'OPAEP a employé divers experts pour choisir l'endroit le plus approprié... Bahrein a été recommandé".

**En 1679 Apr. J.-C. —**Il y a moins de deux siècles de cela, un voyageur français

rapporta le système par lequel l'eau fraîche était obtenue par des plongeurs qui descendaient jusqu'au fond de la mer afin de remplir des récipients faits de peaux, en provenance de sources sous-marines d'eau fraîche qui existent autour des côtes de Bahrein.

(Jean-Baptiste Tavernier décrivant sa visite à Bahrein.)



L'hospitalité bien connue des Arabes ainsi que leur courtoisie persistent de nos jours à Bahrein, les affaires n'ont, toujours, nullement besoin "d'être plus exigeantes que nécessaires" mais elles peuvent être aussi exigeantes que le visiteur le désire.

**En 1932 Apr. J.-C. —**

Un Handley Page H.P. 42 Hannibal atterrissait à Bahrein, inaugurant ainsi le premier service de ligne pour l'Etat de Bahrein.



**En 1976 Apr. J.-C. —**

Le Concorde a inauguré l'un des deux premiers vols supersoniques de ligne pour le Moyen-Orient, sa destination: Bahrein.

Autrefois les marchands de Bahrein avaient chacun leurs propres "marques de fabrique", mais les succès de l'Etat de Bahrein ont permis à son propriétaire qui était imprimé dans la clef qui, par exemple, scellait les jarres dans lesquelles de nombreux produits de l'île étaient exportés.



Aujourd'hui le commerce international de Bahrein, comprenant ALBA (Aluminium de Bahrein), ASIF (la Compagnie Arabe de Construction et de Chantiers Navals), BAPCO (la Compagnie Pétrolière de Bahrein) et Gulf Air, continue son ancienne tradition bien que ses produits et ses services ne soient plus scellés par de la clef.

## Bahrein — Plaque Tournante du Golfe

L'attrait de Bahrein pour les hommes d'affaires est aussi puissant de nos jours qu'il y a 5.000 ans. Un des nombreux exemples de ces relations commerciales existait déjà au début du 20<sup>e</sup> Siècle lorsque des bijoutiers bien connus de Paris se rendaient chaque automne à Bahrein pour y acquérir des perles.

En tant que centre naturel du monde des affaires dans le Golfe Bahrein offre des facilités, des ouvriers spécialisés, de la détente, d'excellents hôtels et des communications promptes avec le monde entier.

Les pays en bordure du Golfe à eux seuls représentent 38% de la production mondiale de pétrole et 56% de ses réserves. Au cœur même du Golfe se trouve l'île de l'Etat de Bahrein, non seulement riche en légende et en histoire, mais aussi de nos jours un centre commercial et financier prospère, ainsi qu'un atelier et un manufacturier pour le Golfe.

Pour en savoir d'avantage sur l'Etat de Bahrein, veuillez écrire à l'une des adresses suivantes:



Le Ministère du Développement et de l'Industrie, PO Box 235 Manama, Bahrein.

Ministère de l'Information, PO Box 253 Manama, Bahrein.

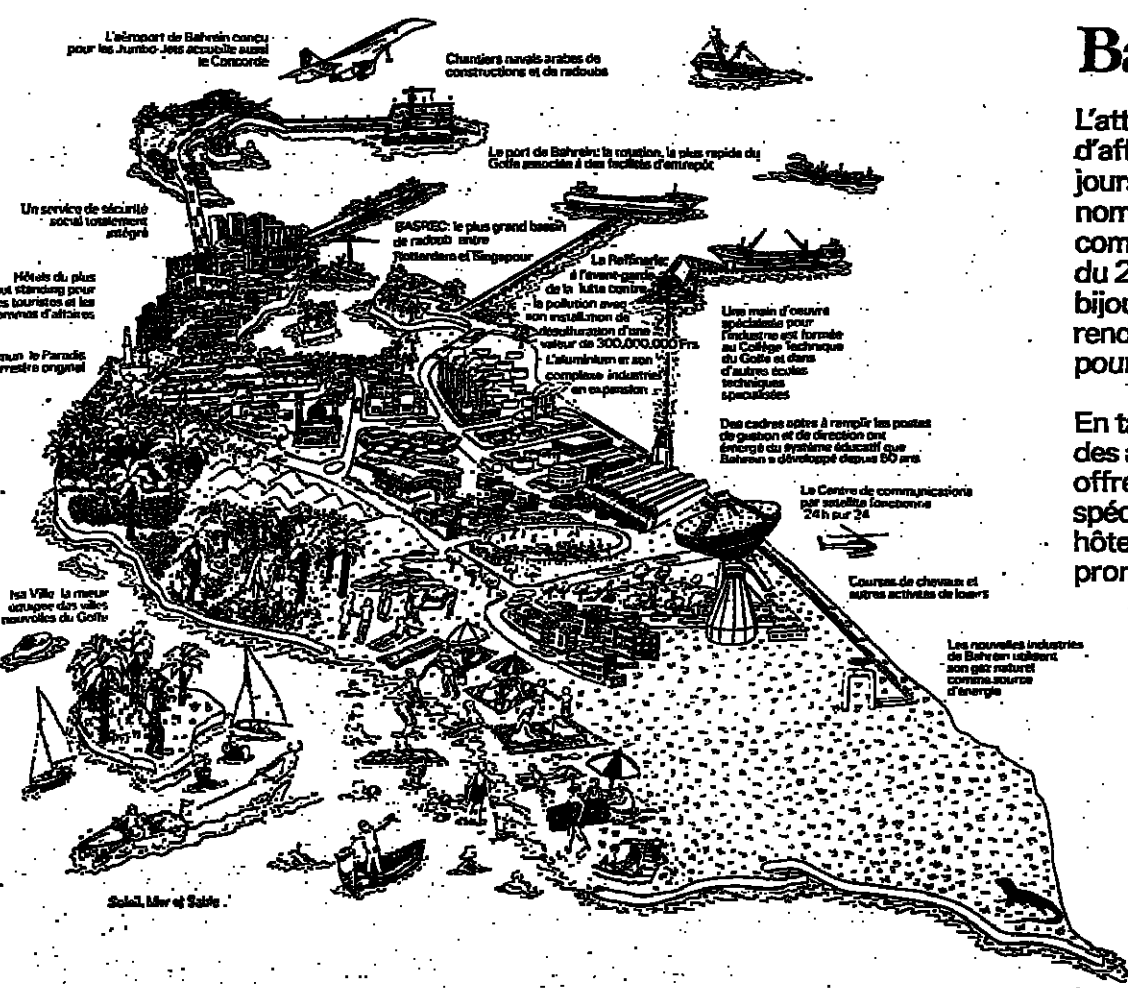
L'Ambassade de l'Etat de Bahrein, 15 Avenue Raymond Poincaré, Paris 16<sup>e</sup>.



Croisières pour Tylos, l'Europe et New York



Les Bots de Manama



L'aéroport de Bahrein conçu pour le Airbus A300 ainsi que le Concorde

Chantiers navals arabes de construction et de radoub

Le port de Bahrein: la rotation, la plus rapide du Golfe associée à des facilités d'entrepôt

Un service de sécurité social entièrement intégré

Hôtels de plus haut standing pour les touristes et les hommes d'affaires

Circuit du Paradis terrestre organisé

BAPCO: le plus grand bassin de radoub entre Rotterdam et Singapore

La raffinerie de la future capitale de la lutte contre la pollution avec un non remplacement de pétrole avec un valeur de 300.000.000.000

Une main d'œuvre spécialisée pour l'industrie et le commerce du Golfe et durs d'autres écoles techniques

Des cadres adroits à remplir les postes de gestion et de direction ont été formés au sein de l'administration depuis 60 ans

Le Centre de communications radio, l'ensemble de la ville

Courants de chemins et autres activités de loisirs

Les nouvelles industries de Bahrein sont en plein développement

Les nouvelles industries de Bahrein sont en plein développement

Les nouvelles industries de Bahrein sont en plein développement

Les nouvelles industries de Bahrein sont en plein développement

Les nouvelles industries de Bahrein sont en plein développement

Les nouvelles industries de Bahrein sont en plein développement

Les nouvelles industries de Bahrein sont en plein développement

# LA SEMAINE FANTASTIQUE

JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES  
DANS TOUS LES RAYONS

# LA SEMAINE FANTASTIQUE

JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES  
A TOUS LES ETAGES

# LA SEMAINE FANTASTIQUE

JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES  
SUR DES MILLIERS D'ARTICLES

**Galleries  
Lafayette**

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

## ASIE

### SRI-LANKA

ou le réformisme à pas comptés

II. — De la révolte des jeunes au « problème tamoul »

De notre envoyé spécial  
GÉRARD VIRATELLE

Après l'éviction, au début de septembre, des ministres - trotskistes - du gouvernement de Front uni, la coalition de gauche au pouvoir à Sri-Lanka depuis 1970 a fait long feu. Les modérés ont renforcé leur emprise sur un régime qui est, avant tout, celui de la famille du premier ministre, Mme Bandaranaike (« le Monde » daté 29 février-1<sup>er</sup> mars).

Colombo. — « Il existe aujourd'hui une révolte de la pensée qui aura des effets dans quelques années. Les causes de l'insurrection de 1971 n'ont pas été éliminées. » Cette remarque est d'un observateur ceylanais qui prend régulièrement le pouls de la jeunesse et des campagnes. Certes, quatre ans après le soulèvement qui embrasa l'île, il n'y a plus de poche de résistance. La guérilla a fait long feu. Beaucoup de jeunes admettent que 1971 fut une aventure insuffisamment préparée et très meurtrière (1).

Mais le terrorisme répond à la censure gouvernementale. « Le gouvernement n'a toujours pas de politique de la jeunesse », affirme M. Kumar Rapsinghe, le gendre de Mme Bandaranaike, bien placé pour en parler puisqu'il dirige le Conseil national de la jeunesse. Mais, après avoir fait libérer la majorité des personnes arrêtées lors du soulèvement, le régime se donne bonne conscience. Il invite même les journalistes à visiter les derniers camps de réhabilitation, où les jeunes, hier « fourvoyés », se familiarisent maintenant avec l'agriculture. La Cour spéciale qui les a jugés estime qu'elle a fait du bon travail. Mais, dans la pratique, le pouvoir de prononcer des peines capitales (treize jeunes ont cependant été condamnés à mort par un tribunal militaire, la sentence n'a pas été exécutée). Aussi, le chef du Janatha Vimukthi Peramuna, le Front de libération du peuple, Rohan Wimalaratne, est-il condamné à la prison à vie.

Derrière le calme apparent et la beauté de l'île vantée aux tou-

ristes, la violence est de part et d'autre, latente.

Mais la politisation des étudiants n'est pas forte et semble plutôt confuse : elle ne s'est guère accentuée depuis que le Front uni de gauche est au pouvoir. La majorité des étudiants se proclament volontiers « marxistes », et, de fait, le P.C. pro-soviétique contrôle indirectement cinq ou six collèges universitaires. Mais Marx n'a pas encore été traduit en cinghalais à Sri-Lanka.

Les éléments les plus politisés ont été formés à l'étranger. Wilfred avait étudié à l'université Lounsbury de Moscou, au point que le responsable du P.C. pro-chinois à Colombo se demande singulièrement s'il n'a pas été l'animateur d'un obscur complot soviétique. (Il ne s'en montre pas moins surpris par l'attitude de la Chine en 1971, à laquelle il n'a « pas d'explication franche » à donner, puisque aussi bien il fut alors arrêté, tandis que Félix apportait un soutien remarquable au régime de Mme Bandaranaike.) Ces événements ont pourtant clairement montré que les jeunes qui se sont soulevés contre le pouvoir étaient loin d'être tous « endoctrinés » ou « manipulés ».

La pression contenue de la jeunesse ressort encore de quelques chiffres. La population ceylanaise, pour 75 %, a moins de trente ans. Les incontestables efforts, payés de résultats, en vue de maîtriser le taux d'expansion démographique — 2,3 % actuellement — n'empêchent pas l'arrivée chaque année de plus de cent mille jeunes sur le marché du travail. À la vérité, dans la catégorie des moins de trente ans, plus d'un tiers n'ont pas d'emploi ; parmi eux, une forte proportion sont des diplômés. Sri-Lanka a multiplié le nombre d'enfants scolarisés : 1,4 million en 1950 ; 2,2 millions en 1960 ; 2,7 millions en 1970. Le taux de croissance (2,5 %) est le plus élevé de l'Asie pauvre (non compris le Japon). Pour quoi faire par la suite ?

#### Des conseillers municipaux à vie

Face à ce défi, le gouvernement maintient deux fers au feu : d'une part il tente, grâce à l'action des coopératives et de la part des locaux de développement, d'insérer autant que possible les jeunes dans les circuits de production en milieu rural ; d'autre part, il s'est armé d'un appareil répressif dans un réflexe tout compte fait, défensif. La révolte de 1971 les ayant prises de court, les armées et la police ont été renforcées. L'état d'urgence reste en vigueur. Il a été de nombreuses fois invoqué pour des raisons sans rapport avec celles qui ont été avancées pour l'application : pour empêcher le renouvellement de conseils municipaux (ceux qui étaient favorables au gouvernement ont été en revanche interdits à vie) ; pour maintenir en prison des misérables venus s'installer en squatters sur des terrains publics, des trafiquants de drogues.

Elles entendent d'urgence permet aussi, lorsqu'il en est besoin, de mater l'opposition de droite. En avril 1974, lorsque celle-ci demanda la démission du cabinet pour protester contre la hausse des prix, Mme Bandaranaike imposa pendant vingt-huit

heures le couvre-feu dans tout le pays. L'état d'urgence a aussi servi à décourager toute velléité de protestation de la part des « trotskistes », alors qu'ils étaient au pouvoir (2).

La censure a officiellement été levée en 1972. Mais des « décrets » gouvernementaux continuent d'imposer des restrictions à la liberté de publication. Faute de papier, la pagination des journaux est réduite, et leur prix a augmenté, ce qui leur a enlevé près de la moitié de leurs lecteurs. De diverses manières, le gouvernement de gauche a brisé les groupes de presse, accusés d'être réactionnaires. Les meilleurs journalistes sont contraints à l'exil. Les journaux n'ont pas le droit de faire état des activités d'organisations interdites telles que le J.V.P. « Ceci rend plus périlleuse la recherche sociologique et politique sur le phénomène de l'insurrection », note un universitaire. Les dispositions législatives permettant à Mme Bandaranaike d'invoquer des raisons de sécurité publique pour gouverner le pays de la manière qu'elle l'entend peuvent d'ailleurs partiellement frapper à n'importe quel moment la minorité tamoule.

#### Un classique problème de minorité

La question tamoule est un « classique problème de minorité » (3). On craint qu'elle ne prenne l'ampleur des drames de l'Irlande du Nord ou de Chypre : un parallèle audacieux est fait par certains Tamouls avec la situation qui était celle du Bangladesh avant son indépendance. Problème tamoul ou excès de chauvinisme cinghalais ?

S'il n'y a plus de planteurs britanniques — en dehors d'une poignée d'experts salariés — si la colonie britannique compte à peine une centaine de personnes, l'influence morale et politique anglaise y reste très sensible. Qui veut-ils s'aligner, si ce n'est les Britanniques, ces Ceylannais portant veste de tweed ou blazer à crousson sur les hauteurs de Kandy, ou se livrant à des promenades pédestres matinales sur le front de mer de Colombo ? Paradoxalement, ce sont les Cinghalais, nationalistes et bouddhistes, qui exaltent d'ordinaire les vertus d'une civilisation typiquement insulaire, que ce minime d'ex-colonisés affecte le plus. C'est pourtant à la suite de leur action en particulier celle de M. Bandaranaike, qui avait fait farouchement campagne sur ce thème — qu'en 1956 l'anglais fut relégué au rang de langue étrangère. La langue officielle aujourd'hui est l'idiome de la majorité, le cinghalais.

Originairement de l'Inde, formant 70 % de la population, les Cinghalais occupent une place prépondérante dans les diverses activités économiques et sociales. Vus également de péninsule indienne, mais du pays dravien et à une époque plus récente, les Tamouls, qui sont hin-

dous, se divisent en deux groupes. Il y a ceux qui s'établirent principalement dans le nord de l'île, la région la plus proche de l'Inde, à une époque reculée, et qui sont présents dans la plupart des activités. Ce sont les « Tamouls ceylannais » (environ 1,4 million de personnes). Il y a aussi ceux qui furent amenés au dix-neuvième siècle par les colons pour travailler dans les plantations de café, puis de thé. Ce sont les « Tamouls indiens » (environ 1,2 million de personnes). Un profond fossé ethnique, religieux, linguistique et politique sépare les deux communautés. Le sort des « Tamouls ceylannais », mieux intégrés, semble plus enviable que celui des « Tamouls indiens », totalement marginalisés. Le gouvernement Bandaranaike n'a pas essayé de combler ce fossé. L'avenir de l'unité nationale est pourtant en cause.

Le problème de la nationalité est ressenti en fonction de la langue, explique un enseignant. Quand on demande aux étudiants : quelle est votre nationalité ? Ils répondent : Cinghalais, ou Tamoul. La scolarisation des enfants ne peut se faire que dans la langue de leur ethnicité. Aussi bien, la majorité des étudiants ne parlent-ils pas l'anglais. À l'université, l'anglais est la langue de leur ethnicité. Le sentiment ethnique, qui renforce la langue, s'accompagne d'un esprit communautaire alimenté de religiosité. Par fidélité au bouddhisme, toute la population observe chaque mois un jour de congé pour la nouvelle lune, le *poya day*. Or une forte minorité ne se réclame pas du bouddhisme — qui n'est d'ailleurs pas religion d'État (4).

De surcroît, cinghalais ou tamouls, la société ceylanaise est très hiérarchisée, encore que le « système des castes » y soit beaucoup moins élaboré qu'en Inde. La caste dominante est celle des Gollams, et c'est bien entendu à celle-ci qu'appartiennent les deux familles qui ont jusqu'à maintenant régné sur l'île. Qu'existe-t-il de commun entre les Bandaranaike et les ouvriers « tamouls indiens » des plantations de thé, dont la situation a peu évolué depuis la colonisation ?

Sous-alimentés, souffrant de malnutrition, endettés, ils n'ont pour horizon que les pentes rocées et vertes des champs de thé et la cabane du boutiquier-usurier. Ne possédant aucun lopin de terre, ils consacrent la majeure partie de leur revenu inférieur de moitié à celui des ouvriers des zones urbaines à l'achat de nourriture et d'alcool. L'un d'eux, âgé de quarante ans mais en paraissant cinquante, nous explique qu'il travaille depuis vingt-neuf ans sur la plantation. Sa femme est décédée de maladie avant trente ans ; elle a laissé cinq enfants. Il ne gagne que 90 roupies par mois (5) pour dix-huit jours de travail en moyenne. Sa nourriture : du riz, des galettes, mais pas de lait ni de viande.

#### Déportation de masse

Les heurts entre communautés ont donné lieu à plusieurs reprises dans le proche sous-continent à de massifs mouvements de population. Estimant sans doute qu'il valait mieux prévenir qu'guérir, Colombo, d'un commun accord avec l'Inde, a décidé, en 1964, de renvoyer en quinze ans dans leur pays d'origine six cent mille apatrides « tamouls indiens ». Trois cent cinquante mille autres devraient simultanément recevoir la nationalité ceylanaise. Cet accord fut signé par Mme Bandaranaike et l'ancien premier ministre Shastri, sans d'ailleurs que les intéressés aient été consultés à son élaboration. Or il n'est guère appliqué. En onze ans, cent soixante-dix mille tamouls seulement ont regagné leur pays d'origine. Quatre cent mille ont au total demandé à partir. Les dirigeants tamouls qualifient cette entreprise de « déportation de masse ». Les Ceylannais occupent-ils les emplois « dégradés » laissés vacants ?

Toutes les mesures d'apaisement prises en ce qui concerne la langue, l'éducation, l'emploi n'enlèvent pas aux Tamouls leur complexe de minorité brimée. Il est symptomatique qu'ils aient créé un mouvement politique, le parti fédéral, et qu'un Front tamoul se soit formé pour défendre leur droit d'être Ceylannais à part entière. Le rapporteur du Minority Rights Group de Londres, M. Walter Schwartz, souligne la détérioration des relations communautaires. Il écrit : « Il serait malheureux que les responsables attendent que les bombes explosent et que les prisons se remplissent à nouveau avant de reconnaître que les Tamouls ont besoin de se voir garantir leur place dans l'avenir de l'île. » Les signes d'une tension croissante — notamment des actes de sabotage — sont sensibles.

Membre du parti gouvernemental, le maire de la ville de Jaffna, capitale traditionnelle de la région des Tamouls, a été assassiné récemment par de jeunes nationalistes qui l'accusaient d'être un traître à leur cause. Les autorités ont, d'autre part, saisi un livre « inflammatoire » : les Tamouls ont besoin d'une nation. Les Tamouls ont perdu confiance en Colombo depuis qu'en 1972 fut votée une Constitution qui ne leur reconnaît pas le statut de minorité nationale. Jusqu'à maintenant, l'opposition tamoule se manifestait principalement sur le terrain parlementaire et syndical. L'état d'urgence, qui interdit tout mouvement de désobéissance civile, permet au pouvoir de jeter en prison ceux qui ne se contentent pas de l'ordre cinghalais. L'une des plus fortes personnalités tamoules, M. E. Thondaman, président du Ceylon Workers Congress, syndicat des ouvriers des plantations, nous a déclaré : « Le gouvernement prétend faire du socialisme, mais l'état-providence ne profite qu'aux Cinghalais. L'unité nationale est une condition essentielle du développement, et l'unité, cela signifie égalité pour les Tamouls. »

#### Prochain article :

« LA POLITIQUE  
C'EST LE RIZ »

(1) Cf. « Ceylan, naissance d'une révolution », par J. Decroix, *Le Monde* datés 16-17, 18 et 19 juin 1971. (2) « The Ceylon Insurrection », par Fred Halliday, dans *Explosion*, n° 4, Subcontinent, Penguin Book.

(3) *Le Monde* du 29 février-1<sup>er</sup> mars. (4) L'expression est utilisée dans le rapport *The Tamils of Sri Lanka*, publié par le Minority Rights Group, Benjamin-Franklin House, 38, Craven Street, Londres, WC2 2 W 5 NG.

(5) « Ceylan après la révolution bouddhiste », par J. Decroix, *Le Monde* des 27-28 et 29 janvier 1970. (6) Une roupie ceylanaise : 0,25 F.

سكنا في الامل





## DANS LES CANTONS OÙ LA MAJORITÉ EST ABSENTE

Le P.S. refuse de retirer ses candidats  
opposés aux sortants communistes

Le parti socialiste a répondu négativement dimanche 29 février à la proposition de M. Georges Marchais, qui lui avait demandé de retirer ses candidats dans les cantons où l'élu est un communiste et où la majorité ne présente pas de candidat. En échange, le P.C. acceptait de retirer les propres candidats « dans un nombre équivalent de cantons où l'élu actuel est un socialiste » (le Monde du 25 février).

Dans une lettre adressée au P.C. M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., écrit :

DANS LES CABINETS  
MINISTÉRIELS

« M. Jean-Louis Berthet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Jean de Lipkowski, ministre de la coopération.

« Nous remercions avec intérêt que vous reteniez pour cette circonstance l'idée d'une candidature commune de nos partis, dès le premier tour. Nous vous remercions que nous l'avions souhaité lors d'élections antérieures afin de donner un caractère exemplaire au combat de l'union de la gauche.

« Mais votre proposition se présente de façon différente. Outre qu'elle concerne un petit nombre de cantons, elle nous a été soumise alors que la campagne électorale était engagée et les candidatures connues. Elle aboutirait, de ce fait, à interdire au corps électoral toute possibilité de choix.

« En l'état actuel des choses, il semble donc conforme à l'esprit et au pluralisme de nos organisations que les candidats de nos partis affrontent séparément le suffrage universel, à plus forte raison lorsqu'il n'y a aucune risque d'élection d'un candidat de la droite. »

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C., juge « préoccupante », dans une déclaration publiée par l'Humanité lundi 1<sup>er</sup> mars, la réponse de M. Mitterrand. Après avoir rappelé que la proposition du P.C. « visait à déjouer une manœuvre anticomuniste grossière de la droite », il ajoute : « Le secrétaire du P.S. laisse le champ libre à cette manœuvre en feignant d'ignorer la situation créée dans un certain nombre de cantons où les forces réactionnaires ont décidé de soutenir ouvertement le candidat socialiste contre l'élu communiste sortant. Il s'agit d'essayer de réduire encore la représentation d'un électoral communiste déjà scandalueusement brimé par l'injustice du scrutin et les charcutages électoraux de Pompidou. (...) L'attitude du parti socialiste choque tous ceux qui veulent renforcer l'union de la gauche, en faire une alliance de combat contre les forces réactionnaires. »

M. MITTERRAND : le P.S.  
respecte les accords de  
l'Union de la gauche.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., s'est rendu, samedi 28 février, à Bruyères-Artols, pour soutenir le candidat socialiste dans un canton dont le titulaire sortant est Mme Denise Lesieur (P.C.F.). M. Raymond Dumont, membre du comité central, secrétaire de la fédération communiste du Pas-de-Calais, a adressé à M. Mitterrand, à cette occasion, une lettre dans laquelle il note : « Permettez-moi, camarade, de vous dire avec gravité et esprit de responsabilité que, en cautionnant de votre présence et de votre autorité l'opération qui consiste à essayer de battre un candidat communiste, vous n'œuvrez pas au nécessaire rassemblement des forces de gauche : vous portez un mauvais coup à l'union. » Dans son allocution, M. Mitterrand s'est contenté de répondre : « Le parti socialiste se comporte dans cette campagne électorale conformément aux accords passés entre les partenaires de l'union de la gauche. » — (Corresp.)

## Les GAM appellent à voter pour la gauche

Les Groupes d'action municipale ont tenu, samedi 28 et dimanche 29 février, le douzième rencontre nationale à Gournay (Oise), la troisième en moins d'un an (le Monde des 27-28 mai et 12 novembre 1975). Le collectif national a été reconduit à l'unanimité. Quatre grands thèmes avaient été retenus pour les débats : information et démocratie locale ; éducation, formation permanente et culture ; les services collectifs ; urbanisme, environnement et cadre de vie. Les textes ainsi élaborés doivent être complétés par les militants de base des GAM, avant d'être soumis, le 10 avril prochain, à la ratification du collectif national.

Pour une campagne  
longue et claire

Une longue discussion a été consacrée à la préparation des élections municipales. Elle a opposé les GAM partisans d'une participation active du mouvement à la gestion des communes (comme de celui de Grenoble) à

ceux pour qui, « tout pouvoir étant pépé, il faut se consacrer aux luttes » (GAM de Mairapass). La synthèse des deux positions a été réalisée par un texte dans lequel les GAM estiment que l'accès au pouvoir local peut présenter un intérêt pour eux s'il leur permet d'atteindre leurs objectifs de fond, s'agissant du cadre de vie en particulier. Mais « la façon d'y accéder n'est pas neutre » : les GAM souhaitent participer à des alliances électorales avec l'ensemble des forces de gauche, signataires du programme commun ou non, et « concluant avec la population un contrat public local ». La campagne pour les élections municipales, estiment-ils, doit être longue et claire. Elle s'ouvrira, en ce qui concerne les GAM, lors de leur prochaine rencontre nationale, les 16 et 17 octobre prochain. Aux élections cantonales, ils appellent à voter en faveur des candidats de gauche et constatent que ces élections « sont bien politiques (...) car les conseillers généraux peuvent intervenir dans divers domaines qui intéressent la vie quotidienne », bien qu'ils soient placés « dans la dépendance du pouvoir central et de son représentant le préfet ».

Lundi 1<sup>er</sup> mars, dans le Nouvel Observateurles chemins  
du savoir

## le dossier de l'éducation

les parents face au système scolaire  
les élèves face à leurs études  
les professeurs face à leur condition.

UN GRAND DOSSIER  
DU NOUVEL  
**observateur**  
QUE CHAQUE FRANÇAIS DOIT LIRE

en vente chez votre marchand de journaux

صلى الله عليه وسلم









## ÉDUCATION

### LE CONGRÈS DU S.N.P.D.E.S. (FEN)

# Être à la fois chef d'établissement et syndicaliste

Grenoble. — Au-delà des résolutions sur l'entrée en classe de strière, la formation des maîtres, l'autonomie et la gestion des établissements et de l'examen de diverses questions corporatives, les débats du congrès du Syndicat national du personnel de direction des établissements secondaires (S.N.P.D.E.S., affilié à la Fédération de l'éducation nationale) ont été caractérisés, cette année encore, par l'opposition entre les tenants d'une action syndicale

De notre envoyé spécial

résolue et les partisans d'une activité simplement amicale et corporative.

Les deux cent quatre-vingt congressistes rassemblés à Grenoble du 27 au 29 février ont inlassablement répété que les adhérents de l'organisation avaient mal « digéré » les actions engagées au début de l'année scolaire, parfois

menées ou achevées dans une certaine confusion. Les séquelles de la grève administrative et de l'opération dite « porte ouverte » du mois de novembre dernier ont amené les uns à remettre en cause la direction du syndicat, jugée trop politisée ou trop soumise à la FEN ou à tel de ses syndicats, et les autres à souhaiter

pour l'avenir des attitudes syndicales plus cohérentes et plus fermes que jusqu'à ce jour.

Cette « ligne de fracture », qui n'est pas nouvelle au sein du S.N.P.D.E.S., est apparue cette année plus nette que jamais, le rapport d'activité a été adopté à une très courte majorité et les suffrages permettant de reconduire le bureau national pour un an se sont aussi faits plus rares que les années précédentes.

« Il ne s'agit là que d'une crise de croissance dont il faut que nous sortions », cette affirmation de Mme Josette Richard, secrétaire générale du S.N.P.D.E.S., traduit-elle la réalité du moment, ou bien le syndicat qu'elle dirige est-il durablement enfoncé dans les contradictions et les ambiguïtés dont il pâtit, au dire de ses adhérents, depuis son origine ? On peut se poser la question, au terme d'un congrès qui a mis en lumière la difficulté d'être simultanément un chef d'établissement responsable et un syndicaliste soucieux des intérêts du corps et de la défense du « service public d'enseignement ».

La direction nationale du syndicat a fait l'objet, au moment de la discussion sur le rapport d'activité, de deux types de critiques contradictoires. Après avoir été invités à mettre fin à une grève administrative relativement dure qu'ils avaient menée parfois pendant près de deux mois, après s'être vu imposer « d'en haut » — par les dirigeants de la FEN — une opération « portes ouvertes » (1) à la préparation de laquelle ils n'avaient pas été associés, certains chefs d'établissement du S.N.P.D.E.S. sont revenus, désabusés, aux positions amicales d'antan ; d'autres en ont conclu, en revanche, que les actions engagées n'ont pas été conduites avec assez de fermeté et se sont achevées sans tenir compte de la volonté d'action d'une partie des professeurs et des principaux. C'est le cas notamment de la section académique du Nord, l'une des deux plus importantes du syndicat, qui rejoignait ainsi dans une opposition momentanée et artificielle les sections de Paris, de Rennes, d'Orléans-Tours, traditionnellement hostiles aux instances du syndicat.

Aussi le rapport d'activité a-t-il obtenu à peine 4 % des suffrages, 40 % se prononçant contre et 15 % s'abstenant. C'est peu en comparaison des pourcentages recueillis lors des précédents congrès : le rapport avait été approuvé par 71 % des votants en 1973, 78 % en 1974 et 77 % en 1975.

#### Dangereuse autonomie

La réélection du bureau national a d'autre part été acquise par 81 % des suffrages, contre 77 % l'année dernière. L'initiative d'une section, qui avait adressé avant le congrès à tous les syndiqués une lettre dénonçant notamment le « manque de compétence ou de sincérité » de la secrétaire générale, et la tentative de constitution d'une liste d'opposition — comme cela avait été fait en 1973, — sont les indices de ce malaise, qui s'est manifesté durant tout le congrès par des votes incertains. C'est ainsi qu'une résolution qui estimait « inadmissibles les revendications corporatives et les revendications concernant la défense du service public de l'enseignement », tout en accordant, dans l'avenir immédiat, la priorité aux premières, n'a été adoptée, après un vote par mandats, que par 7 voix de majorité.

Le S.N.P.D.E.S. s'est déclaré hostile au projet de circulaire ministérielle prévoyant la mise en commun des moyens de gestion des établissements et l'extension du système d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels suggérée dès 1969. Le syndicat, qui craint que ces regroupements ne soient un premier pas vers des opérations de « concentration », refuse ce projet, dont la mise en œuvre aboutirait à la nomination de « super-chefs d'établissements ou

de super-intendants » et qui paraît contraire à la notion de « communauté scolaire et humaine » qu'il défend.

La notion d'autonomie des établissements pose aussi le problème de la responsabilité du chef d'établissement, estimé le S.N.P.D.E.S. Les réticences sont nombreuses à l'égard d'un terme et d'une notion dont beaucoup voient mal le contenu positif et qui leur paraît plutôt « un piège tendu par le ministre de l'éducation ». Quelques-uns ont même estimé que l'autonomie proposée « possède un relief de privatisation ». Tous refusent d'avancer le projet d'« enveloppes pédagogiques », qui permettrait de répartir librement un pourcentage donné d'heures d'enseignement. Enfin, les projets ministériels de réforme

du corps des inspecteurs d'académie inquiètent les chefs d'établissement, qui y voient une menace de restriction de leur propre activité à des tâches administratives et d'abandon progressif de toute la partie pédagogique de leur travail.

Le S.N.P.D.E.S. a pris position en faveur de mesures destinées à compenser « l'hétérogénéité des élèves à l'entrée en système » et a demandé « pour les chefs d'établissement du premier cycle une grande souplesse d'organisation des classes de système, des moyens accrus pour l'organisation d'un soutien, une individualisation de l'enseignement par des effectifs très réduits ». Sur la formation des maîtres, le projet du S.N.P.D.E.S. diffère sensiblement des conceptions de la majorité de la FEN

et rejoignent celle de la minorité Unité et action (où les communistes ont une influence prépondérante). Après avoir réaffirmé son attachement à l'unité de l'enseignement secondaire, le S.N.P.D.E.S., en effet, a émis le vœu d'un « recrutement et d'une formation uniformes des professeurs des premier et second cycles, au niveau du baccalauréat, plus cinq années d'études incluant une formation pédagogique ».

Les congressistes ont souligné à diverses reprises le manque de concertation entre la FEN et le S.N.P.D.E.S. Si l'appartenance à la FEN ne semble plus devoir être remise en doute, la nature et la fréquence des relations avec les autres syndicats de la FEN et avec les diverses instances de la Fédération sont encore l'objet de

vives discussions. Les assurances de M. André Henry, secrétaire général de la FEN, venu saluer les congressistes au terme de leurs travaux, sur la mise en place de nouvelles structures de liaison furent assorties de réserves et de mises en garde. Au syndicat qui affirmait son originalité et la nécessité d'« affirmer cette originalité à tous les niveaux », M. André Henry devait répondre : « Si tu ne peux pas y avoir d'action indépendante décidée par les instances souveraines de la FEN, il n'y a plus de Fédération nationale de syndicats, mais un cartel de syndicats. La FEN doit prendre toute sa place dans les actions à mener ».

Il est clair que les démons de la scission sont désormais exorc-

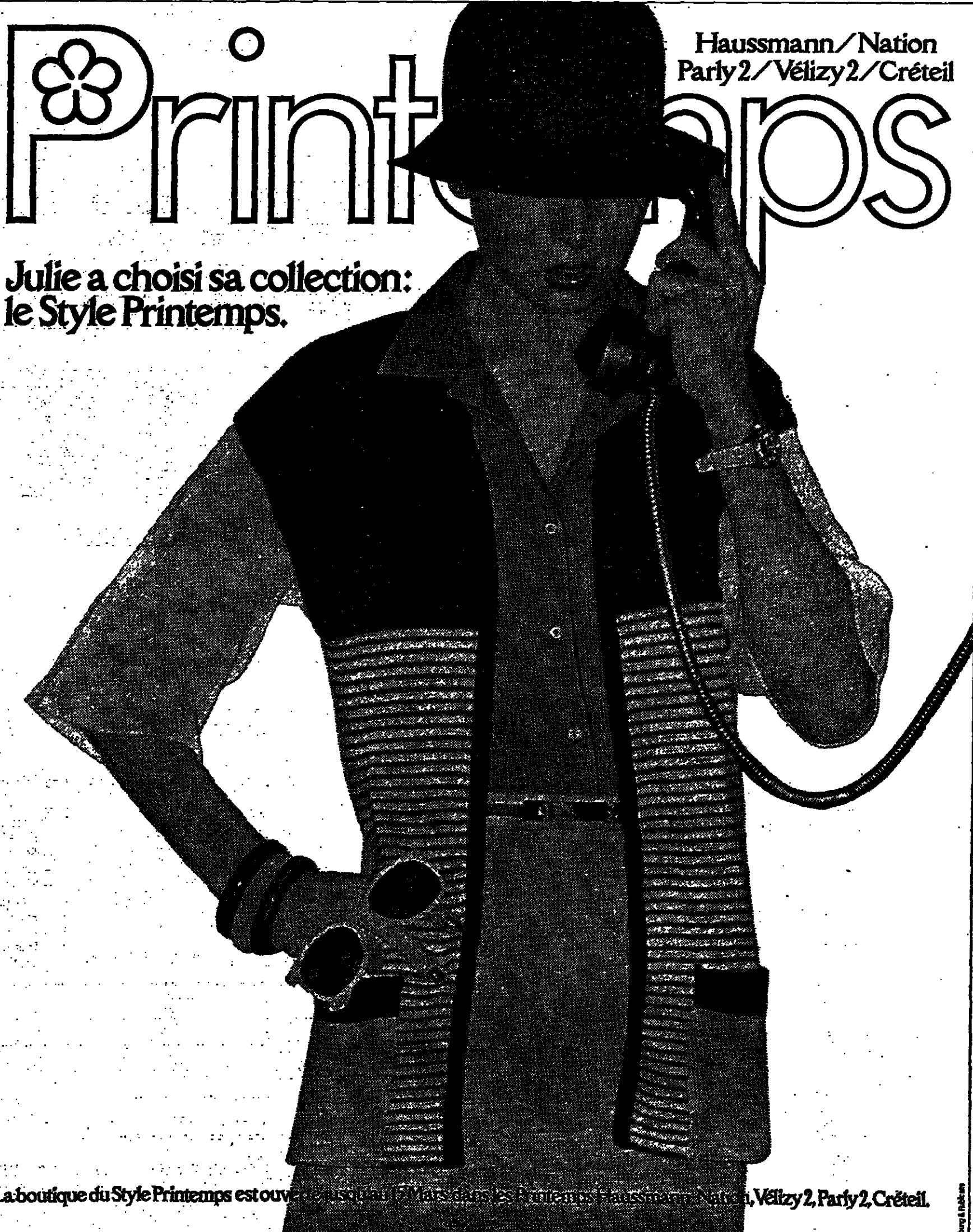
sés, mais les perspectives d'action intégrée à la stratégie générale de la FEN sont encore incertaines. En témoignent les réticences et les précautions qui accompagnent de part et d'autre la préparation d'actions au sein des conseils d'administration des établissements. Syndicat encore « jeune », syndicat « pas comme les autres » en raison de la mission des chefs d'établissement et des contraintes qui en découlent, le S.N.P.D.E.S. traverse bien une crise. Crise de croissance ou bien crise tout court, congénitale et inguérissable ? Il faudra sans doute encore, admettent ses membres, beaucoup de travail et de réflexion syndicale avant de pouvoir en décider.

MICHEL KAJMAN.

Hausmann/Nation  
Parly 2/Vélizy 2/Créteil

# Printemps

Julie a choisi sa collection:  
le Style Printemps.



La boutique du Style Printemps est ouverte jusqu'au 15 Mars dans les Printemps Hausmann, Nation, Vélizy 2, Parly 2, Créteil.

#### APPRENEZ L'ANGLAIS

REGENCY

- Le REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.
- Ouvert toute l'année.
- Pas de limite d'âge.
- Classe de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'étude par jour.
- Ecole reconnue par le Ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.
- Examen de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.
- Sauts, piscine couverte, discothèque.

REGENCY RAMSGATE, KENT, G.R.

ou Mme BOULLON,  
4, rue de la Persévérance,  
95-Boulogne (France).  
Tél. : 800-26-23 en soirée.





Le Monde  
LA STAMPA  
THE TIMES  
DIE WELT

# Europa

EUROPE  
UNION  
EUROPE  
EUROPE  
EUROPE

Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

**Nous allons lutter sévèrement contre la corruption et contrôler les prix, mais notre plan de développement ne sera pas révisé, nous déclare le chah d'Iran**

**BOURRÉE DE COMPLEXES**

**L'Europe vend mal ses produits agricoles**

**L**E ton change à Téhéran, où un déficit de 2,4 milliards de dollars a été annoncé sur un budget total de 45 milliards. « Nous avons dépensé les yeux grands ouverts, et je ne verse aucune larme sur ces 2 milliards de dollars de déficit », a déclaré le premier ministre iranien, M. Amir Abbas Hoveyda, qui ne semble aucunement s'inquiéter. Mais le souve-

rain iranien, dont on lira l'interview ci-dessous, a déjà pris plusieurs dispositions nouvelles. Le paiement des 100 millions de dollars de la deuxième tranche de l'emprunt de 1,2 milliard de dollars qu'il a accordé à la Grande-Bretagne est reporté : il ne sera réglé que le 30 juin et le 30 septembre, en deux tranches de 200 millions de dollars. Le prix du pétrole iranien a été abaissé, mais

le chah estime que son pays pourrait maintenant essayer de vendre lui-même le brut. Un remaniement gouvernemental est intervenu, touchant notamment le ministère du commerce. Une nouvelle lutte contre la corruption est entamée et les prix seront contrôlés, mais, malgré les récentes difficultés, Téhéran n'a pas l'intention de réviser le Plan.

« Majesté, le Hiltan est, comme vous le savez, le quartier général des étrangers à Téhéran. Quand on a connu l'effervescence qui y régnait il y a un an, le calme actuel semble insolite. Est-ce à dire que les hommes d'affaires qui jadis enviaient aux portes de votre royaume se sont évanouies comme une volée de moineaux ? »

« C'était la ruée vers l'or... Beaucoup de gens se sont précipités vers l'Iran, croyant y trouver un pactole sans effort. Aujourd'hui on se rend compte que ce n'est pas si facile. Nous sommes un pays sérieux, où l'on travaille d'après des plans. Evidemment, cela élimine beaucoup de gens »

« On annonce un déficit de 2,4 milliards de dollars du budget de l'Etat iranien. Cela va-t-il entraîner un décalage de votre plan de développement ? »

« Non. Il n'y aura pas de révision du plan de développement. Il y aura des ajustements. Et encore, seulement pour certains secteurs. D'ailleurs, ces ajustements concerneront simplement à reporter les échéances de certains projets de quelques mois. »

« Quels sont les secteurs qui restent prioritaires ? »

« Toujours l'énergie atomique, l'électricité, la sidérurgie, l'infrastructure du pays. »

« Et où seront les sacrifices ? »

« Il n'y aura que des économies. En vérifiant la validité de certaines dépenses, qui ont peut-être été hâtives, et en définissant plus précisément certains objectifs, on évitera des gaspillages. Et puis nous allons lutter sévèrement contre la corruption. Ce pays va devenir un pays propre. Enfin, nous allons contrôler les prix intérieurs et extérieurs. »

« Parmi les firmes qui travaillent en Iran certaines affirment subir des retards de paiements. Comment cela se fait-il ? »

« C'est inexact. Notre déficit n'a pas une importance fondamentale parce qu'il n'est pas structurel. Il est simplement dû au fait que les pays acheteurs de pétrole ne respectent pas les contrats qu'ils ont vis-à-vis de l'Iran, alors que l'Iran respecte ses engagements vis-à-vis de l'étranger. A partir de maintenant, l'Iran adapte donc son comportement en fonction du respect ou non de leurs engagements par ses partenaires. »

« Vous pensez à la Grande-Bretagne ? »

« Oui. En particulier... Vous avez aussi passé aux Etats-Unis d'importantes commandes de destroyers, qui représentent environ 2 milliards de dollars, soit à peu près le déficit du budget de l'Etat. Est-il exact que ces bateaux soient vendus à l'armée iranienne deux fois plus cher qu'à l'armée américaine ? »

« Non. Ce n'est pas vrai, c'est que les prix ont été multipliés par trois depuis la date des commandes. Et vous dites que nous augmentons les prix du pétrole !... »

« Avez-vous renoncé à certains achats ? »

« Nous avons décommandé certains bateaux. Nos achats ont

diminué en quantité, mais pas en prix. »

« L'Iran consacre 8 milliards de dollars par an soit 27 % de son budget, à ses dépenses militaires. La recherche d'une puissance nationale maximale, qui suppose de telles dépenses, est-elle compatible avec la recherche d'un développement économique national maximum ? »

« Non seulement elle est compatible, mais elle est indispensable. L'une n'est rien sans l'autre. Il n'y a pas de puissance économique qui soit sans puissance militaire. »

« Plus de chances que les autres »

« Comment votre pays peut-il devenir un grand pays industriel et faire que le tapis persan ne soit plus son premier article d'exportation après le pétrole ? »

« Nous exportons déjà des automobiles, des camions, du matériel roulant, des produits textiles, des chaussures, ce qui prouve que nous sommes déjà industrialisés. Nous exportons vers certains pays qui nous envoient et vers certains pays de l'Est, mais nous avons l'intention d'exporter aussi bien vers les pays de l'Europe de l'Ouest. Dans les années qui viennent nous devons arriver à des productions comparables à celles des pays les plus industrialisés dans la sidérurgie, dans la pétrochimie, dans l'électronique, et pour certains biens de consommation. Evidemment, dans l'électronique, nous aurons du mal à concurrencer les Japonais. Mais dans la sidérurgie notre production pourrait être comparable à celle de la France. Dans la pétrochimie nous devons réussir. »

« Quelles chances avez-vous de gagner votre pari de rendre votre pays économiquement autonome, par rapport au pétrole, avant l'épuisement de ses réserves, c'est-à-dire avant vingt à vingt-cinq ans ? »

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'avons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rozeida, me déclarait : en 1985...

compatible avec la recherche d'un développement économique national maximum ? »

« Non seulement elle est compatible, mais elle est indispensable. L'une n'est rien sans l'autre. Il n'y a pas de puissance économique qui soit sans puissance militaire. »

« Plus de chances que les autres »

« Comment votre pays peut-il devenir un grand pays industriel et faire que le tapis persan ne soit plus son premier article d'exportation après le pétrole ? »

« Nous exportons déjà des automobiles, des camions, du matériel roulant, des produits textiles, des chaussures, ce qui prouve que nous sommes déjà industrialisés. Nous exportons vers certains pays qui nous envoient et vers certains pays de l'Est, mais nous avons l'intention d'exporter aussi bien vers les pays de l'Europe de l'Ouest. Dans les années qui viennent nous devons arriver à des productions comparables à celles des pays les plus industrialisés dans la sidérurgie, dans la pétrochimie, dans l'électronique, et pour certains biens de consommation. Evidemment, dans l'électronique, nous aurons du mal à concurrencer les Japonais. Mais dans la sidérurgie notre production pourrait être comparable à celle de la France. Dans la pétrochimie nous devons réussir. »

« Quelles chances avez-vous de gagner votre pari de rendre votre pays économiquement autonome, par rapport au pétrole, avant l'épuisement de ses réserves, c'est-à-dire avant vingt à vingt-cinq ans ? »

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'avons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

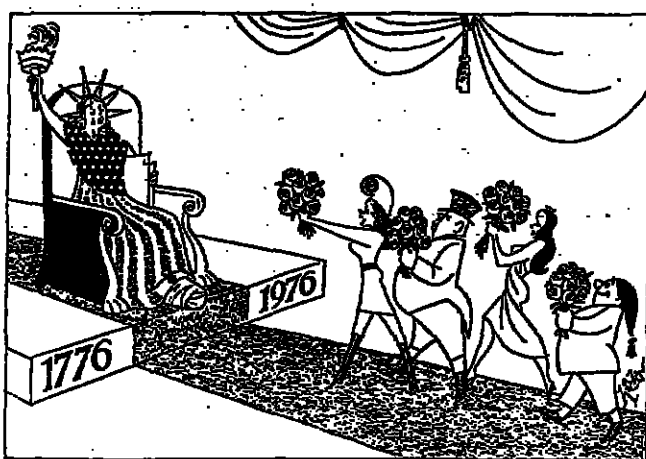
« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rozeida, me déclarait : en 1985...

« tains domaines nous changeront peut-être d'avis. Mais pour des raisons d'opportunité. Pour les automobiles, à cause de la pollution par exemple. »

« Il y a un an, l'Iran refusait les financements étrangers. Aujourd'hui, on en annonce pour couvrir le déficit. Ne regrettez-vous pas, outre les prêts que vous avez faits en Occident, les pertes dans des entreprises comme Krupp en Allemagne (idéale) ? »

« Certainement pas. Ce sont pour nous des investissements technologiques à long terme. Ce qui nous intéresse, c'est d'accéder à la technologie allemande. »

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN (Le Monde) (Lire la suite page 25.)



**Le pouvoir nourrit-il son homme ?**

**M**OINS enviables qu'on pourrait le supposer, les traitements des hommes politiques sont généralement inférieurs à ceux des chefs d'entreprise en Europe. Bien que relativement élevés, ils permettent tout juste à certains ministres, ou parlementaires, de faire face aux frais que suppose leur vie publique. Mais les cas varient d'un pays à l'autre. En Allemagne, les chiffres sont importants. Le chef du gouvernement perçoit un revenu mensuel net qui équivaut à 30 400 francs et les ministres jusqu'à 18 000 francs. Mais les syndicats allemands sont partisans de bien traiter les plus hautes responsables de l'Etat. C'est sans doute à leurs yeux le moyen d'éviter que seuls des hommes riches n'accèdent à ces fonctions, et de les délier de tentations.

En France, les membres du gouvernement sont encore assez favorisés, bien que plus modestement. Le premier ministre reçoit un traitement de l'ordre de 25 000 F, les ministres environ 19 500 F, les députés quelque 12 000 F par mois.

Les parlementaires britanniques, quant à eux, savent que ce n'est pas à Westminster qu'on fait fortune. Un député touche quelque 4 300 F par mois, et un ministre environ 14 500 F.

A Rome, enfin, les hommes politiques se plaignent de leur situation : le traitement du président du conseil ne dépasse pas, en principe, 4 700 F par mois, auquel s'ajoute généralement, il est vrai, une indemnité parlementaire de quelque 7 200 F.

(Lire notre dossier page 25.)

**La crise et les échanges Est-Ouest**

**L**A crise de l'énergie a donné un coup de fouet aux échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, alors même que leur rythme de croissance était déjà rapide depuis quelques années. Face à la nécessité de vendre davantage pour payer leur facture pétrolière, les nations occidentales ont encore développé leurs exportations vers les pays du COMECON (1), tandis que ceux-ci entendaient accroître leurs achats de biens d'équipement et d'usines pour répondre aux besoins de leurs industries et de leurs populations. De cette coïncidence d'intérêts, il est notamment résulté, en 1974 et 1975, un net accroissement des ventes des quatre « grands » de la C.E.E. : l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France.

Parallèlement, les pays socialistes, surtout l'U.R.S.S. grâce à la hausse du prix des matières premières — dont elle est un important fournisseur — et aussi la Pologne à cause du charbon, ont sensiblement augmenté en 1974 leurs livraisons à l'Ouest. Puis, la récession mondiale fre-

nant leurs exportations et l'inflation majorant le coût de leurs importations, ils ont subi l'un des derniers effets d'aggravation de leur déficit commercial et de leur endettement à l'égard de l'étranger. Moscou a même enregistré un déséquilibre de ses échanges extérieurs avec l'Ouest. L'accroissement de la dépendance de l'Est-occident à l'égard du monde capitaliste porte en elle-même ses propres limites. Pour le proche avenir le commerce entre les deux camps devrait se ralentir, bien qu'il soit difficile, économiquement et politiquement, pour certains pays socialistes d'aller trop loin sur le chemin de la limitation des achats et de l'austérité. Par ailleurs, l'intégration au sein du COMECON à toutes chances de se renforcer, bien que cet organisme vienne de renouer des contacts avec la C.E.E.

Il serait de toute façon excessif d'attendre des relations commerciales une sensible accélération de la détente. La volonté de puissance, prenant le masque de l'idéologie et s'appuyant sur la force militaire, a plus de poids que l'internationalisme des affaires. L'Est cherche bien à l'Ouest de la technologie et un modèle industriel qu'il n'a pas su inventer ; mais le courant des marchandises et des ingénieurs ne saurait à lui seul entraîner un dégel. — M. B.

(Lire notre dossier pages 24 et 25.)

**On the contrary**

**A**FTER « two-speed » Europe, a European directorate ? Such is the notion now mooted in Paris, and up for discussion when the nine heads of Government meet on April Fool's Day next month. Any buyers — beware.

Two-speed Europe was not invented by the Tindemans report. With the monetary « snake » shrunk to a D-Mark zone, it already exists. What M. Tindemans hoped was to give the « snake » an economic backbone and a Community label, tempting or scaring other countries into its skin. But if some still see the « snake » as gliding towards monetary union, for many it remains at worst a venomous reptile and at best a pocket souvenir of Bretton-Woods.

Alarmed by two-speed Europe, the EEC Commission saw a similar danger in the advent of Greece. Hence its plan for a pre-entry period — scotched, at least officially, by the Council of Foreign Ministers three weeks ago. And now the Elysee is said to be toying with a new version of General de Gaulle's old concept of a two-tier Community — a « Security Council » Europe run by a rotating élite.

« Realistic » as they seem, all these are utopian efforts to reconcile size and speed. The dangers Europe faces demand swift action : to convince her peoples takes time. But the real remedy is to improve the system, not to dismantle it by turning the exception into the rule. Not two-speed Europe, but help and incentive for the weaker brethren to catch up. Not ephemeral directorates, but a democratic European executive backed by a Parliament worthy of the name.

PANGLOSS.

## Sur le devant de la scène

## ENTRE LES LIGNES DU RAPPORT TINDEMANS

## Des cheveux dans la soupe

## BONN

« CONSTRUCTIF et réaliste », tel était le jugement d'un porte-parole du gouvernement de Bonn lorsque le rapport Tindemans fut connu au début de l'année. Aujourd'hui, l'appréciation est moins positive. Car le chancelier fédéral, M. Helmut Schmidt, et le ministre des affaires étrangères allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, ont trouvé dans l'intervalle quelques cheveux désagréables dans la soupe européenne du président du conseil de Belgique.

M. Schmidt refuse avant tout deux propositions de M. Tindemans :

- 1) Certains Etats membres de

la Communauté européenne sont autorisés à attendre provisoirement un degré d'inflation plus élevé que les autres partenaires.

2) Le Fonds monétaire européen doit devenir l'embryon d'une banque centrale européenne, « par exemple par la mise en commun d'une partie des réserves monétaires ».

Aux yeux du chancelier, le premier point aurait pour conséquence, s'il était réalisé, que le développement économique et l'intérieur de la Communauté se poursuivraient dans des directions divergentes au lieu de trouver peu à peu un dénominateur commun.

M. Genscher, lui aussi, est très sceptique sur l'idée d'un développement à deux vitesses. Tous les deux se sont trouvés confortés dans leur refus lorsque récemment à Londres ils rencontrèrent le premier ministre, M. Wilson, et son ministre des affaires étrangères, M. Callaghan.

A vrai dire, il existe entre Britanniques et Allemands une différence fondamentale : M. Wilson rejette une intégration différenciée des partenaires selon qu'ils sont prospères ou économiquement en retard pour la bonne raison que la Grande-Bretagne appartient au second groupe et qu'elle

redoute par conséquent de subir des désavantages. M. Schmidt et Genscher rejettent le plan de M. Tindemans à cause de considérations de principe.

Le chancelier fédéral, voyant, d'autre part, se profiler en arrière-plan de la proposition d'une extension du Fonds monétaire européen l'idée d'une mise en commun des réserves monétaires, s'élève absolument contre cette idée.

Pour Bonn, les paragraphes politiques du rapport Tindemans font moins problèmes. L'exigence formulée d'un centre de décision européen disposant de pouvoirs accrus éveille même

la sympathie. Tout le reste est rédigé de manière si prudente que Bonn n'a aucune raison de la critiquer.

Le chancelier Schmidt défend en tout cas l'opinion suivante : il est absolument nécessaire de discuter du rapport tranquillement. Cette discussion pourrait porter des fruits tout à fait positifs. Puisque la hâte ne s'impose nullement, on est sûr à Bonn que, lors de la prochaine rencontre du Conseil européen en avril à Luxembourg, on ne prendra encore aucune décision sur les conséquences qui devraient être tirées du rapport.

BERND CONRAD.

## Des silences très appréciés

## LONDRES

QUI aurait imaginé, il y a seulement neuf mois, dans l'ardeur et la passion des débats qui ont précédé le référendum sur l'appartenance au Marché commun, que le rapport Tindemans provoquerait aujourd'hui si peu de remous dans les milieux politiques londoniens ? Ceux-ci, depuis la parution de ce texte, sont restés muets, ce qui prouve au moins deux choses : et l'habileté de son auteur à passer à côté des questions délicates sans les aborder, et la retombée accélérée de l'intérêt momentanément porté par les Britanniques aux affaires de la Communauté.

Car, il y a eu une réaction officielle très favorable. Un coup de chapeau a été donné au premier ministre belge pour son approche des problèmes prag-

matiques (c'est-à-dire quasi britannique) et pour ses conclusions invitant la C.E.E. à concentrer ses efforts dans les domaines où des progrès sont le plus vraisemblables, notamment dans celui de la coopération politique. Mais ce qui a surtout été pris en considération, c'est sans doute tout ce qui avait été omis par M. Tindemans : aucune échéance suggérée, aucune mention concernant les structures fédérales ou confédérales à envisager, aucune procédure évoquée sur la route menant à l'union économique et monétaire.

M. Callaghan a attaqué énergiquement l'idée d'une Europe « à deux vitesses ». On s'est, du reste, étonné à Londres que M. Tindemans n'ait pas appris davantage des réactions qu'avait

suscitées une formulation similaire de M. Brandt en 1974. Quel est le gouvernement du Royaume-Uni qui pourrait accepter de voir celui-ci relégué au second rang — avec de nouveaux Etats membres tels la Grèce, et des pays comme l'Irlande ou l'Italie — et son déclin économique ainsi consacré ?

M. Callaghan n'a pas moins salué le réalisme et la modestie dont a témoigné M. Tindemans en renonçant à proposer des solutions toutes préparées sur les problèmes de l'union économique et monétaire. Réalisme ou manque d'imagination ? Comme on verra. En tout cas, le fait que l'on n'ait pas voulu renouveler l'expérience du rapport Werner a provoqué un grand soulagement à Londres. Quel embarras aurait

suscité une formulation plus originale garantissant des avantages financiers notables au prix de quelque atteinte à la souveraineté nationale ?

Mettre l'accent sur l'importance de la coopération politique paraît parfaitement pertinent aux Britanniques. En partie parce qu'une Europe « à deux vitesses » a été à la fois dans les rencontres internationales leur paraît une conception plus logique, en partie parce que l'Europe y gagnerait en poids et en autorité sans que la souveraineté des Etats soit vraiment altérée. Il est peu probable, cependant, que l'idée d'imposer un point de vue communautaire unique soit défendue par beaucoup. Quant à vouloir inclure la question de la défense dans la coopération, même au nom de la

sécurité, ce serait là une suggestion extrêmement délicate, voire une provocation.

En ce qui concerne les divers fronts intérieurs, le rapport apparaît comme un salami, id est des propositions disparates, mais dans l'ensemble judicieuses. Certaines d'entre elles impliqueraient des amendements au traité de Rome, ce qui les rend difficilement acceptables. Enfin, les inconditionnels de l'Europe sont déçus par l'absence de références à de nouveaux pouvoirs explicites pour le Parlement européen et par la piètre estime dont témoigne implicitement M. Tindemans à l'égard du « coup de fouet » que constituerait l'élection de cette assemblée au suffrage direct.

ROGER BERTHOUD.

## La relance des passions

## PARIS

LA coïncidence entre la décision d'organiser des élections européennes et la publication du rapport Tindemans a relancé en France le débat européen.

Les Français sont partagés depuis trente ans entre l'espoir de trouver dans l'Europe un nouvel élan et la crainte d'y sombrer dans l'effacement. Aussi l'actuelle relance est-elle d'abord celle des passions et de l'éternelle querelle entre les partisans (gaullistes) de l'« Europe des Etats » et ceux de l'« Europe supranationale ». Cette querelle n'épargne pas le gouvernement.

M. Giscard d'Estaing est très conscient de l'importance du moment : le calendrier du traité de Rome est épuisé, la tutelle américaine sur l'Europe faiblit et la crainte de nouvelles menaces venues de l'Est renait en Europe occidentale. Il faut faire quelque chose : essentiellement, à son avis, il faut doter l'Europe d'« une capacité de décision ». C'est dans cette optique qu'il juge le rapport Tindemans, et, selon les meilleures sources, son jugement est sévère.

Le premier reproche fait au travail du premier ministre belge est de n'avoir pas de ligne directrice. M. Tindemans a voulu plaire ou ne pas trop déplaire à tout le monde et propose une sorte de catalogue de réformes compensées.

Pour le président de la République, en revanche, la ligne est nette. La « capacité de décision » de la Communauté ne peut être renforcée qu'à partir du conseil européen, c'est-à-dire à partir de l'accord des gouvernements. La réunion régulière de ces conseils « au sommet », que le général de Gaulle et Georges Pompidou avaient pu faire accepter de leurs partenaires, est une réussite personnelle de M. Giscard d'Estaing, qui juge que l'efficacité en a été démontrée dès la première année de leur existence. Il estime aussi que le mécanisme des prises de décision serait amélioré par la formation de groupes restreints disposant de resp. « capacités spécifiques ». Le mot de « directive » a été prononcé à ce sujet et a provoqué une levée de bouilliers chez les partenaires de la France.

En tout cas, estime-t-on à Paris, l'émulage du conseil européen ne doit pas être recherché, comme le fait M. Tindemans, en dotant la Communauté d'un pouvoir politique, d'un pouvoir politique concurrent. Pourrait-il être en démocratie l'instance représentative de la Communauté, c'est-à-dire en faisant élire l'Assemblée européenne au suffrage direct ? Le président de la République y paraît tout acquis mais il n'en va pas de même de l'aile gaulliste de sa majorité.

Compte tenu de ces incertitudes, les réactions officielles aux principales novations proposées par M. Tindemans peuvent se résumer ainsi :

● L'élaboration d'une politique étrangère commune par l'alignement « obligatoire » sur les vues de la majorité est jugée impraticable. Elle conduirait la Communauté à une politique « moyenne », c'est-à-dire inexistante. Mieux vaut accentuer la concertation actuelle, qui laisse chacun assumer ses responsabilités ;

● L'importance du conseil européen est soulignée par le premier ministre belge, ce qui est apprécié à Paris ;

● M. Tindemans soulève un faux problème — estime-t-on — en demandant que la règle majoritaire devienne « pratique »

● Les échanges de vues régulières sur la défense et la sécurité paraissent souhaitables ;

● La création d'une agence de production d'armements des Neuf risquerait de faire double emploi avec le Groupe européen indépendant pour l'armement créé entre les alliés européens ;

● La suggestion de M. Tindemans de faire l'Europe « à plusieurs vitesses », selon les capacités de chacun, ne soulève pas d'opposition de principe, mais il faudrait se prémunir contre les risques de dislocation et trouver une présentation qui ne choque pas les retardataires ;

● L'élection directe de l'Assemblée européenne ne saurait lui conférer « une fonction législative croissante », comme l'écrit M. Tindemans ;

● L'importance du conseil européen est soulignée par le premier ministre belge, ce qui est apprécié à Paris ;

● M. Tindemans soulève un faux problème — estime-t-on — en demandant que la règle majoritaire devienne « pratique »

courants ». A l'évidence, les Neuf ne peuvent prendre des décisions majoritaires inapplicables au plan national, mais il est souhaitable d'en revenir à l'« arrangement » de 1965 qui réserve l'emploi du « veto » aux questions « très importantes » ;

● Faire investir la Commission par l'Assemblée européenne, comme le propose M. Tindemans, lui conférerait un caractère politique et provoquerait des risques inacceptables de conflit avec le conseil ;

● Il n'est pas déraisonnable de faire participer le président de la Commission au choix de son équipe, mais sous une forme plus souple que celle proposée par M. Tindemans ;

● Les idées de M. Tindemans sur « la délégation de pouvoir de décision » ne sont pas à rejeter a priori, mais doivent être précisées. Ne pourrait-on en arriver par là à des « groupes restreints » proposés par le président de la République ?

MAURICE DELARUE.

## Un nouvel élan mais ensemble

## ROME

QUEL devrait être l'avenir de l'Europe pour que les jeunes générations puissent découvrir dans le processus d'intégration la signification d'une réalité supranationale ? Dans les capitales, le débat est centré sur le rapport Tindemans, et nous avons interrogé à son sujet M. Emilio Colombo, ministre du Trésor, qui passe pour le plus européen des hommes politiques italiens. Peu d'entre eux en tout cas ont une aussi longue familiarité avec les institutions de Bruxelles : depuis près de dix ans, il représente l'Italie et défend ses intérêts au conseil des ministres.

Sur les aspects positifs du rapport, l'analyse du ministre du Trésor part d'une considération de principe : l'Europe ou, plus

exactement, les institutions européennes traversent une crise, et on ne la surmontera qu'en parvenant à une union véritable. Actuellement, l'édifice est inachevé, et, si on ne termine pas sa construction, il s'effondrera.

L'enthousiasme de naguère est bien tombé, nous dit M. Colombo depuis que, il y a quinze ans, nous commençons à travailler à la construction européenne. Chaque pas que nous faisons suscite une nouvelle tâche. Aujourd'hui, l'activité est devenue bureaucratique et est dépourvue d'aspects nouveaux. Il faut remonter à 1972 pour trouver un temps fort avec l'Union économique et monétaire, la création du « serpent » prévoyant des marges d'oscillation entre les monnaies. L'affaire a dé-

montré une fois de plus que l'on avait tort de trop miser sur les aspects économiques.

« Il faut aujourd'hui donner un nouvel élan », poursuit le ministre, et le rapport Tindemans me semble important parce qu'il dans la première partie, il met l'accent sur la réalisation de l'union politique. C'est une approche pragmatique des différences et la mise en œuvre, les aspects politiques : l'élection du Parlement européen au suffrage universel, la réintroduction et la mise en valeur du principe majoritaire dans les délibérations du conseil des ministres, la mention enfin des politiques communes que devra mener l'Europe. »

Sur le plan économique, quels

sont les éléments positifs et négatifs ? « Ce qui est positif », nous répond M. Colombo, « c'est l'idée d'étendre la gamme des initiatives communes en matière, par exemple, d'énergie et de nouvelles technologies. Jusqu'à présent, la seule politique commune était la politique agricole, et je ne saurais dire quelle puisse se poursuivre sans amendements. » Les situations ont changé. Les pays n'agissent exportateurs de produits agricoles sont devenus importateurs, et le mécanisme des prix ne fonctionne pas très bien. Le problème des structures agricoles reste posé.

Pour ce qui est des éléments négatifs, M. Colombo cite d'abord l'absurde distinction du rapport entre pays entraînants et pays entraînés de l'Europe à « deux vitesses » : les plus riches et les plus forts, accroissant leur coopération, deviendront toujours plus vigoureux tandis que les autres continueront à rester faibles.

« On bouleverse l'idée originale de l'Europe », rétorque M. Colombo, « qui était de vivre ensemble de venir à bout ensemble des déséquilibres. »

La façon dont le rapport Tindemans aborde les problèmes équivaut à un pas en arrière. Il faudrait y substituer une autre approche : faisons ensemble des politiques sectorielles en cherchant à dépasser nos diversités par une harmonisation.

NATALE GILO.

Acheter un parc automobile implique l'immobilisation de capitaux importants avec lesquels il y a mieux à faire. Et une gestion rigoureuse. L'amortissement, l'entretien, les réparations, l'assurance, les salaires sont autant de postes difficiles à prévoir. Et à contrôler.

Avec le contrat de location longue durée Locasim, tout devient simple.

Vous choisissez vos voitures dans la gamme Simca-Chrysler-

Les sociétés qui ont besoin d'un parc auto ont souvent mieux à faire que de l'acheter.

Matra, vous fixez vous-même la durée (entre 12 et 24 mois) et le kilométrage (entre 20 000 et 60 000 km).

Si vous le désirez, vous prenez l'option entretien qui vous permet sans déboursier un centime de faire entretenir et réparer vos voitures

dans les 2 200 points service du réseau Chrysler-France. Et l'option assurance, prise d'ordre et pour votre compte. Tout cela pour une seule facture mensuelle, toujours égale.

Vous voyez, vous avez mieux à faire que d'acheter vos voitures.

Location longue durée  
**Locasim**  
Les services de l'automobile sans les servitudes.

Locasim 30, rue d'Orléans 92200 Neuilly Tél. 747.56.00. 

سكيا في الامم



# Communauté européenne

## Une «troisième vitesse» ?

UE du dedans, l'Europe des Neuf ressemble toujours à un sac d'embrayage.

Vue du dehors par certains pays voisins, l'Europe des Neuf paraît une sorte de paradis où l'on brûle d'accéder, en espérant que le purgatoire ne sera pas trop long. Ainsi la Grèce, ayant renvoyé ses colonels, vient de recevoir le «dignus est intrare».

Cela dit, l'économie grecque n'a pas atteint un stade de développement qui facilitera son insertion dans la Communauté. En outre, les exploitants agricoles français et italiens, déjà aux prises entre eux à propos du vin, l'accueilleraient pas avec le sourire, on s'en doute, ce troisième larron, son vin, ses fruits ou son huile d'olive.

A cet égard, ce qui est vrai pour la Grèce l'est encore plus pour l'Espagne, qui lorsque aussi avec la faveur que l'on sait du côté du Marché commun. Mais les opérations d'approche se dérouleront de toute façon avec beaucoup plus de lenteur que pour la Grèce. Il ne s'agit aujourd'hui que de « parler commerce ». Pour que, un jour, des liens d'un type nouveau puissent être envisagés, il faudrait que l'Espagne donne d'autres gages d'une évolution vers la démocratie de type occidental avec la restauration complète des libertés de réunion, de presse et syndicales.

Quant au Portugal, la perspective d'une entrée dans le Marché commun est encore beaucoup plus lointaine. Les rapports avec la C.E.E. se bornent aujourd'hui à la mise en œuvre de l'aide d'urgence accordée le 7 octobre 1975 (prêts de la Banque européenne d'investissements à taux très faibles) et à l'ouverture de négociations portant sur des échanges commerciaux, la coopération industrielle, technique, financière et les problèmes de main-d'œuvre.

A plus ou moins longue échéance, cette marche vers la « nouvelle frontière » de l'Europe, au Sud, posera de nouveaux et considérables problèmes à la Communauté. Certes, la C.E.E. peut contribuer à stabiliser cette zone où la démocratie est encore si

fragile, en aidant d'abord, puis en acceptant dans son sein ces nouveaux membres. Il y aurait là un acquis politique très important pour l'Occident, de même qu'une ouverture sur l'Afrique, bien préparée déjà avec la convention de Lomé et par les accords que la C.E.E. vient de signer avec les pays du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc), après deux ans de négociations. Mais, si à trop « charger la barque » de la C.E.E., on finissait par la faire couler ?

Déjà l'Europe des Neuf est écartelée entre deux catégories de pays, disons, pour simplifier, ceux du « serpent » monétaire et les autres. Pour que cette division ne compromette pas la marche en avant de ceux qui le peuvent vers l'Union économique et monétaire, M. Tindemans a proposé, à la suite de M. Willy Brandt, une « Europe à deux vitesses ».

Faudrait-il pousser à une « troisième vitesse » pour les pays du Sud, correspondant, si l'on veut, à la zone en voie de développement de l'Europe ?

Cette Europe, avec un noyau dur (une « zone mark » ?) et deux cercles concentriques, pourrait-elle encore porter le nom de Communauté ? Sans doute, n'est-ce pas normal que celle-ci marche toujours du pas du pays qui va le moins vite, mais le traité de Rome a prévu le cas où les divergences de progrès économiques posent des problèmes : ce sont les clauses de sauvegarde, qu'un pays peut invoquer, en des circonstances bien précises, pour éviter que l'application de règles communes lui cause des dommages insupportables. Avant de penser à d'autres échappatoires sophistiquées, ne vaut-il pas mieux penser au bon usage du traité ?

Rien ne serait plus contraire au tout cas à l'esprit communautaire que, pour échapper à leurs devoirs de solidarité, aux transferts indispensables de richesses, les pays les mieux pourvus forment une sorte de « club » pour protéger leur patrimoine. On entend en Europe comme en marocaine : « Pour le meilleur et pour le pire ».

## L'Europe vend mal ses produits agricoles

(Suite de la page 19.)

Notons que la Communauté, contrairement à la Nouvelle-Zélande ou à l'Australie, n'a jamais eu nécessairement, pour améliorer ses chances de vendre ses excédents de poudre, de financer l'implantation d'usines de reconversion du lait dans le tiers-monde — et notamment en Afrique, où les besoins sont considérables.

Cette absence de stratégie industrielle contribue également à la fragilité de la politique commerciale initiée des Neuf. La facilité de celle-ci en 1975 n'a pas amené la Commission à faire preuve de plus de nerf : se souvenant de la réaction négative de l'opinion publique lorsqu'elle avait facilité jadis la vente à bas prix de beurre à l'Union soviétique, elle a longuement hésité, avant de relever la subvention accordée aux exportateurs de poudre alors que plusieurs pays de l'Est étaient prêts à se porter acheteurs.

Ces tergiversations se sont soldées, semble-t-il, par la perte d'un contrat important vers la Roumanie. Ajoutons que la Commission, n'hésitant pas à parfaire le tableau jusqu'à la caricature, semble s'efforcer maintenant de réactions hostiles suscitées aux États-Unis par sa proposition qu'elle a faite aux États membres de rendre obligatoire l'incorporation de poudre de lait dans les aliments du bétail. Une telle opération, qui permettrait d'utiliser 600 000 tonnes de poudre de stock, pourrait se traduire par une diminution de 300 000 tonnes des ventes de soja américain dans la C.E.E. sur un total de 10 millions de tonnes.

C'est là une agression qu'on hésite à commettre.

Les performances réalisées sur le front des céréales sont elles aussi, médiocres. Fin 1974, au moment où la flamme des cours assurait encore un commerce prospère, M. Butte américain, parvient à convaincre M. Lardinois de freiner les exportations de la C.E.E. : « Conservez votre blé engrangé, lui confia-t-il, car il n'est pas

sûr que nous puissions tous fournir les céréales fourragères dont vous avez besoin. » La recommandation fut suivie, si bien que la C.E.E. termina la campagne avec un stock de report de 7,5 millions de tonnes, très supérieur à ses besoins. Là encore, le leçon n'a pas été entendue. A la suite de protestations répétées des États-Unis et du Canada, la C.E.E., fin 1975, a provisoirement diminué les subventions accordées aux exportations de maïs et de foin, risquant ainsi de compromettre la percée spectaculaire réalisée sur ces deux marchés par les négociants européens.

Comment ne pas constater enfin que la Communauté est pratiquement absente des importants contrats de céréales qui viennent d'être conclus avec l'O.R.S.S. ? Il serait assurément injuste d'imputer ces échecs à la seule Commission. Les États membres, soit qu'ils redoutent les conséquences inflationnistes d'une politique d'exportations dynamiques, soit qu'ils hésitent eux aussi à déplaire aux Américains, sont souvent responsables du manque d'audace qui caractérise la tactique bruxelloise.

Une voie nouvelle paraît maintenant s'ouvrir à la Communauté : plusieurs pays du tiers-monde sont candidats pour conclure avec elle des accords à long terme de fourniture de produits agricoles. Des requêtes ont déjà été adressées par l'Égypte, Israël, l'Algérie, la Syrie, le Zaïre et le Togo. Cependant, la Communauté, embarassée par la lourdeur de ses procédures et la pusillanimité de ses gouvernements, n'a pas encore été capable de saisir cette chance. C'est avec l'Égypte que l'expérience a été menée de la façon la plus approfondie. Les premiers pourparlers ont eu lieu au mois de mai 1975 ; mais c'est seulement en novembre que les Neuf parvinrent à donner des directives définitives à la Commission.

Entre-temps, par crainte de s'engager dans une politique résolue d'exportations agricoles, ils avaient considérablement réduit la portée du projet. Ces

atermolements ont eu la conséquence qu'ils méritaient : en janvier 1976, les Égyptiens, lassés d'attendre, ont fait savoir que l'arrangement, tel qu'il leur était proposé, ne les intéressait plus. En fait, ils estimaient, non sans raison, que le prix auquel la Communauté se proposait de leur vendre la poudre de lait était trop élevé par rapport à celui, très bas, en vigueur sur le marché mondial.

Deux leçons sont à tirer de ce « pas de clerc ».

1) Il apparaît peu opportun de vouloir inclure, comme la Commission l'a fait dans ses tractations avec l'Égypte, des clauses de prix dans les accords à long terme ; les pays du tiers-monde avec lesquels on se propose de conclure n'ont aucune raison de payer les produits communautaires au-dessus du prix mondial, la réaction égyptienne est, à cet égard, significative. De tels accords doivent être exclusivement conçus comme le moyen de pla-

nifier les exportations de la C.E.E. et de stabiliser des courants d'échanges. Ce serait révéler que d'y voir aussi la possibilité de vendre à meilleur compte.

2) Surtout, on peut pronostiquer sans grand risque d'erreur qu'il n'y aura pas d'accords à long terme si les procédures de la Communauté restent aussi longues et lourdes. L'Égypte, l'Iran ou la Syrie, s'ils envoient une délégation en Australie ou au Japon, peuvent compter qu'elle reviendra, quelques jours ou, au plus, quelques semaines plus tard le contrat en poche. Pour des raisons géopolitiques évidentes, la Communauté bénéficie en Afrique et au Moyen-Orient d'un avantage certain par rapport à ses concurrents. Mais, si elle demeure incapable de répondre rapidement aux demandes qui lui sont présentées, elle finira, une fois de plus, se résigner à additionner les occasions manquées.

PHILIPPE LEMAITRE.

## LA C.E.E. DEMAIN

Les préparatifs du premier conseil européen de l'année, qui doit avoir lieu dans un mois, ont déjà commencé. À l'ordre du jour essentiellement, la forme future de la Communauté et de ses institutions.

Au centre des discussions, le rapport sur l'union européenne préparé par M. Léo Tindemans, le premier ministre belge. La question qui prête le plus à controverse concerne la suggestion qui y est faite d'une différenciation entre les membres de la Communauté (« Communauté à deux vitesses ») qui seraient classés en nations faibles et nations fortes. Il semble peu probable que ce point soit approuvé par les chefs de gouvernement. Une critique sévère de nombre de pays — et du gouvernement britannique notamment — entretient ce qu'ils craignent de voir se transformer en une classification en membres de première et membres de deuxième catégorie, mettra certainement fin à ce projet.

Au cours de ce mois-ci, les gouvernements européens vont également tenter de s'entendre sur les derniers détails du projet communautaire qui vise à instituer d'ici deux ans l'élection directe du Parlement européen. La question la plus délicate qui se pose est celle de la proportionnalité de la représentation de chaque pays. Dans quelle mesure, en effet, l'attribution des sièges à l'assemblée doit-elle refléter l'importance démographique de chaque État membre ?

La Grande-Bretagne sera-t-elle en mesure de participer aux premières élections directes de 1978 ? Il semble peu probable que M. Wilson puisse donner à ses homologues européens une réponse précise sur ce point les 1<sup>er</sup> et 2<sup>er</sup> avril prochains. Les ministres de l'Agriculture, de leur côté, vont s'efforcer de fixer de nouveaux prix agricoles, une réponse précise sur ce point possible ce mois-ci. Ils n'ont guère plus l'espoir de parvenir à un accord dès le mois de mars, comme ils pensaient encore pouvoir le faire le mois dernier, estimant leurs divergences beaucoup trop fortes pour être résolues dans d'aussi brefs délais.

## CALENDRIER

4 FÉVRIER. — La Communauté européenne achève une première phase de négociations avec la Syrie, la Jordanie et l'Égypte, pour l'établissement de nouveaux accords de libre échange similaires à ceux qui ont été récemment signés avec l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

DU 5 AU 8 FÉVRIER. — L'ancien chancelier ouest-allemand, M. Willy Brandt, annonce sa candidature aux premières élections directes au Parlement européen de 1978. À l'issue d'un congrès de trois jours, le Mouvement européen se déclare fermement opposé à la notion d'Europe à deux vitesses envisagée par M. Léo Tindemans dans son rapport sur l'union européenne. Celui-ci estime que son idée a été mal comprise.

9 FÉVRIER. — Les ministres des affaires étrangères des Neuf déclament l'ouverture, à brève échéance, des négociations sur l'entrée de la Grèce dans la Communauté, et demandent que ces négociations aboutissent à l'intégration complète de ce pays.

12 FÉVRIER. — Le Parlement européen vote une mesure accordant aux neuf millions d'agriculteurs de la Communauté une augmentation de 9,5 % par rapport aux prix minimaux garantis fixés pour leurs produits cette année.

16 FÉVRIER. — Les ministres des finances donnent leur accord au prêt de 300 millions d'unités de compte (l'unité de compte équivaut à 1,3 dollar), destiné à l'Irlande, et à celui de 1 milliard à l'Italie, afin d'aider ces deux pays à rétablir l'équilibre de leur balance des paiements.

18 ET 17 FÉVRIER. — Le gouvernement français passe outre aux règles diplomatiques en reconnaissant le mouvement populaire angolais (M.P.L.A.). Cette décision déplaît aux autres membres de la Communauté, qui espèrent pouvoir adopter une position commune.

18 FÉVRIER. — La Commission européenne propose une révision de la politique communautaire en matière de pêche, portant sur la mise en place de quotas et la protection des zones côtières pour les pêcheurs locaux.

26 FÉVRIER. — La Commission européenne propose une amnistie dans la guerre du vin entre la France et l'Italie, grâce à un ensemble de solutions qui sont examinées par les deux gouvernements.

## DU 3 AU 12 DÉCEMBRE 1976 2<sup>e</sup> FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR LA PLUS GRANDE MANIFESTATION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST VOUS OUVRE UN MARCHÉ DE PLUS DE 100 MILLIONS DE CONSOMMATEURS UN PAYS - UNE RÉGION EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

### LE SÉNÉGAL S'ÉQUIPE ET SE DÉVELOPPE

Le plan réajusté fait passer les investissements de 180 à 320 milliards C.F.A. pour la période 1973-1977.

Le SÉNÉGAL importe chaque année une valeur minimum de 40 milliards C.F.A. de biens d'équipement (48 milliards 138 millions C.F.A. en 1974). Le taux moyen de progression de ces importations est de 11,8 % par an.

### LES GRANDS PROJETS

— DAKAR MARINE : Construction, équipement et exploitation de cales sèches pour la réparation de navires de 300 000 et 500 000 tonnes.

— COMPLEXE DE KAYAR-ARABENCO : Construction d'un port minéralier et pétrolier. Raffinerie géante d'une capacité de 2,5 millions de tonnes par an en liaison avec un complexe pétrochimique.

Production prévue : 20 000 tonnes/an d'asphalte ; 270 tonnes/jour d'urée ; 180 tonnes/jour d'ammoniac.

— ZONE FRANÇAISE INDUSTRIELLE : Ouverte aux meilleures conditions aux industries essentiellement exportatrices et grandes utilisatrices de main-d'œuvre. Parmi ces industries : — les industries textiles (confection, bonneterie) ; — les industries du cuir et du plastique (maroquinerie, chaussures) ; — les industries de l'électronique (composants, miniaturisation, etc.).

— NOUVELLE CHAÎNIÈRE : 5 000 à 6 000 tonnes/an.

— USINE D'ACIDE PHOSPHORIQUE : D'une capacité de 400 à 600 tonnes/jour.

### LE SÉNÉGAL DÉVELOPPE SES SECTEURS-CLÉS

— L'AGRICULTURE : Une vingtaine de projets tendant à améliorer et à diversifier la production. Ce secteur, qui englobe la pêche et l'élevage, recense plus de 40 milliards C.F.A. d'investissement.

— L'INDUSTRIE : Près de 27 milliards sont consacrés à l'industrie et à l'artisanat.

— L'INDUSTRIE MINIÈRE : Exploitation d'un nouveau gisement de phosphate de TOBENE (80 millions de tonnes). Exploitation prochaine du gisement de fer de la FALÈME.

### LE SÉNÉGAL DIVERSIFIE SES PARTENAIRES

Le Sénégal entretient des relations commerciales avec une centaine de pays et a signé des accords commerciaux avec : — 22 pays d'AFRIQUE.

— 6 pays d'ASIE.  
— 2 pays d'AMÉRIQUE.  
— 13 pays d'EUROPE.

### LE SÉNÉGAL S'INTÈGRE À UNE RÉGION ÉCONOMIQUE

L'O.M.V.S. (Organisation de Mise en Valeur du fleuve Sénégal) regroupant la Mauritanie, le Mali et le Sénégal, qui doit réaliser :

— le barrage de MANANTALI : barrage régulateur hydro-électrique de 174 milliards de m³ permettant une double culture irriguée de 450 000 hectares, la réalisation d'une usine hydro-électrique de 150 millions de MW ;

— un barrage anti-sel à DIAMA ;

— un port fluvio-maritime à SAINT-LOUIS.

La C.E.A.O. (Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest), regroupant la CÔTE D'IVOIRE, la HAUTE-VOLTA, la MAURITANIE, le NIGER et le SÉNÉGAL, ambitionne de faire de ce marché de 25 millions de consommateurs une seule et même entité économique.

La C.E.D.E.A.O. (Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest), en pleine gestation, qui doit être dans sa phase opérationnelle le plus vaste rassemblement économique du Continent.

### UNE RÉGION EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

De NOUAKCHOTT à KINSHASA, les plans de développement laissent apparaître les projets les plus ambitieux, et les chantiers s'implémentent au rythme des investissements.

Parmi ces projets notons ceux de l'O.M.V.S., étalés sur quarante ans, et qui mobiliseront 800 milliards C.F.A. Cet investissement énorme sera consacré, d'une part, au développement de l'agriculture et de l'exploitation minière et, d'autre part, aux industries liées à l'agriculture.

Le projet créera, pour les pays membres, 232 usines de traitement de produits agricoles (rizières, minoteries, sucreries, conserveries, abattoirs modernes, etc.).

Les conditions d'un transfert de technologie sont réunies grâce à une politique dynamique de formation de cadres techniques spécialisés.

Le premier rendez-vous de Dakar a été un succès. Nous avons accueilli 670 firmes des 5 continents et 500 000 visiteurs.

Plusieurs pays et de nombreuses firmes ont confirmé leur participation au second rendez-vous de Dakar.

Plusieurs groupes professionnels ont manifesté leur désir de participer aux forums, rencontres et colloques qui y sont programmés.

UN PAYS, UNE RÉGION EN PLEIN DÉVELOPPEMENT, DE GRANDS PROJETS.



Pour toute information :  
CENTRE INTERNATIONAL D'ÉCHANGES DE DAKAR  
Route de l'Aéroport - Boîte Postale 3329. — DAKAR  
Téléphone : 511-11 - Telex : 430 SG FIDAK

## CONSEIL RÉGIONAL DES MONTS GRAMPIAN

### DÉSIGNATION DE CONCEPTEURS ET PROMOTEURS

## CENTRE D'EXPOSITIONS, DE COMMERCE, DE CONFÉRENCES, D'HOTELLERIE ET DE SPORTS

PONT DE DON, ABERDEEN, ÉCOSSE

Le Conseil Régional des Grampian souhaite étudier la future mise en valeur du terrain de manifestations du Pont de Don, à Aberdeen, Écosse, sous forme de centres d'expositions, de commerce, de conférences, d'hôtellerie et de sports. Ce terrain couvre 18,43 hectares et le Conseil possède 37,23 hectares supplémentaires qui pourraient être disponibles pour une expansion ultérieure. L'exposition européenne « Off Shore » de 1975 s'est tenue sur cet emplacement.

Les consortiums de concepteurs, d'architectes et de promoteurs qui estiment posséder les connaissances, l'expérience et les soutiens financiers nécessaires pour réaliser un tel centre sont invités à soumettre un résumé de leurs propositions pour la réalisation du terrain d'expositions. Ces propositions devront tenir compte de la probabilité que l'exposition européenne « Off Shore » de 1977 se tiendra sur cet emplacement. Tous détails devront être fournis sur les membres et les soutiens financiers de chaque consortium.

Après étude des diverses propositions par le Conseil, un consortium sera choisi et il lui sera demandé de préparer à ses frais une étude de faisabilité de la réalisation proposée. À la lumière de cette étude, le Conseil sera peut-être alors prêt à conclure un accord avec le consortium ou à lui consentir un bail de longue durée pour la mise en valeur de l'emplacement.

Un plan indiquant la situation et les dimensions du terrain d'exposition peut être fourni sur demande. Des réunions pour discuter de la formulation des propositions peuvent également être organisées si on le désire.

Les propositions résumées doivent parvenir avant le 24 mars 1974, au :  
CHIEF EXECUTIVE  
GRAMPIAN REGIONAL COUNCIL,  
WOODHILL HOUSE, ASHROVE ROAD WEST,  
ABERDEEN, SCOTLAND.

# Les clés de la conjoncture

## UNE GESTION PLUS SERRÉE

**L**e panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cécile-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers sont l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes). Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, équilibre des échanges, degré de sensibilité au marché international limité).

**L'**ÉVOLUTION des derniers mois fait apparaître une stabilisation des situations économiques des quatre pays européens dans le cadre d'une reprise qui se confirme. L'inflation ne s'accroît plus, voire pour autant régresse : ainsi en Allemagne, après avoir reculé à fin 1975, elle remonte à nouveau en janvier 1976 de 0,8 % et reste à un rythme annuel de l'ordre de 6 %. Contrairement à ce que l'on croit, elle est moins fonction de l'activité (dans la mesure où celle-ci reste raisonnable) et les capacités sous-employées que de la sagesse dans le niveau et la répartition des revenus. Il est réconfortant de noter que les cercles vicieux habituels des salaires et des prix ont tendance à redevenir vertueux.

Ne parlons pas de l'Allemagne, qui nous donne une leçon constante, mais regardons plutôt la Grande-Bretagne, où les excès mêmes ont conduit à une saine réaction, et la France, où le rythme d'augmentation des salaires est revenu à 11 % à la fin de 1975. Parallèlement, le redressement des salaires et des profits est en bonne voie : le souci d'amener les entreprises à réinvestir est maintenant général, et d'autant plus vif que les réalisations se font toujours attendre. Certes les positions de certains gouvernements, comme

en France, restent encore ambiguës, mais là encore il faut citer en exemple le cas allemand et le revirement anglais.

De même en laissant de côté le traditionnel excédent de l'Allemagne, on peut noter que les déficits de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie restent finalement limités avec des taux de couverture des importations par les exportations proches de 90 %, comme le montre notre graphique. Seul point sur lequel la stabilisation tarde : le chômage. Ce n'est qu'en Allemagne qu'il plafonne, ailleurs il augmente toujours : légèrement en France, fortement en Italie et surtout en Grande-Bretagne, où avec un million quatre cent mille chômeurs il constitue le problème numéro un du gouvernement.

### Normalisation fragile

Dans l'ensemble donc c'est une certaine stabilisation économique que l'on constate après les désordres des dernières années. Elle contraste avec les violents remous monétaires qui ont brusquement surgi en janvier, à peine un mois après la rencontre de la Jamaïque, qui laissent espérer plutôt le calme. Deux crises successives, déclenchées l'une par le décrochage de la lire, l'autre par la dévaluation de

le peseta, sont venues rappeler la fragilité de la situation et menacer cette convalescence. Le cas le plus frappant est celui de l'Italie. Voici un pays qui a réussi sans conteste en 1975 un redressement assez spectaculaire, surtout pour ses finances extérieures : la lire était à nouveau crédible, et l'on parlait même de sa rentrée dans le serpent. L'Italie commençait à rembourser une partie de sa dette extérieure de 14 milliards de dollars. L'inflation aussi avait fortement reculé de 20 à 12 %, ce qui renforçait un assainissement qui, bien que relatif, constituait quand même une base de départ valable pour une remontée ultérieure de la pro-

duction. Et subitement la chute du gouvernement a provoqué une crise de confiance : fuite des capitaux, fermeture du marché des changes italiens, recul de plus de 12 % de la lire sur les autres places. Crise un peu absurde qui a mis en évidence la fragilité non seulement de la stabilisation italienne, mais celle du système occidental tout entier, en atteignant par contrecoup toutes les monnaies. En particulier, la France, dont la bonne tenue a toujours été considérée comme sursuave et artificielle par une partie des opérateurs, en a subi fin janvier les effets, avant d'être attaqué à nouveau début février, à la suite de la dévaluation de la peseta.

réussi à gagner le pari du réajustement sur les prix allemands que comportait sa rentrée dans le serpent, la France se trouve devant un problème difficile. Pas à court terme certes, puisque les moyens de défense du franc existent : réserves abondantes de plus de 20 milliards de dollars pouvant être renforcées par l'utilisation d'emprunts, collaboration et interventions croisées des autres banques centrales, enfin manquement des taux d'intérêt en hausse pour la France et éventuellement en baisse pour l'Allemagne. Ces armes ont été effectivement utilisées massivement avec l'appui supplémentaire des autorités monétaires américaines pour calmer les

### ÉTATS-UNIS : SITUATION COMPARÉE ET INCIDENCES

(notes et calculs comparables)

INDICATEUR	NOTES	COMPARAISON
CROISSANCE	+	La progression de l'indice de la production industrielle a été forte en décembre (1,1 % par mois, soit 14 % l'an). Néanmoins, si l'on tient compte de l'évolution moyenne, le rythme reste plus limité, de l'ordre de 10 %, et inférieur à la pointe de 15 à 16 % enregistrée en août, septembre et octobre. Il est à peu près comparable à celui de la France.
PRIX	-	Tout comme dans les quatre pays européens, le rythme d'inflation s'est stabilisé, au cours des mois d'octobre, de novembre et de décembre, à un niveau de l'ordre de 7 %, un peu supérieur à celui de l'Allemagne (6 %), mais inférieur à celui de la France (8 %).
CHÔMAGE	-	Fait notable, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a sensiblement reculé de décembre à janvier, passant de 8,3 % à 7,8 %. Rappelons qu'il avait déjà reculé d'octobre (8,7 %) à novembre (8,4 %) et décembre (8,3 %). Ce taux n'est pas comparable à celui des quatre pays européens.
CAPACITÉ PRODUCTION	-	Les bénéfices des entreprises américaines se sont améliorés en moyenne à fin 1975. Mais aucun changement n'apparaît encore pour les investissements. Une enquête récente prévoit, entre 1975 et 1976, une baisse en volume de 5 %.
ÉCHANGES	++	La balance commerciale continue à être un point fort de l'économie américaine avec un taux de couverture des importations par les exportations de 118 %. L'excédent annuel de 1975 dépassera vraisemblablement les 10 milliards de dollars et se situera à 11,5 milliards.
INCIDENCES SUR LES QUATRE PAYS	MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES	Le mouvement des taux d'intérêt aux États-Unis est toujours à la baisse, sans effet net sur les investissements, car les entreprises se désintéressent et assainissent leur situation. Les quatre pays européens, et même la Grande-Bretagne (dont le taux d'escompte est encore descendu de 10 % à 9,5 %), ont suivi la baisse. Néanmoins, à la suite de la récente crise monétaire, l'Italie et la France ont dû faire machine en arrière pour défendre lire et franc.
	ÉCONOMIQUES	La reprise américaine, qui se poursuit, exerce ses effets sur les reprises des autres pays sur le plan psychologique, mais beaucoup moins sur le plan économique. Les échanges internationaux reprennent, mais pas aussi vite et aussi franchement qu'il le faudrait, pour revenir à une utilisation correcte des capacités productives. Dans ces conditions, la concurrence reste vive, et même parfois anarchique, avec des prix aberrants.

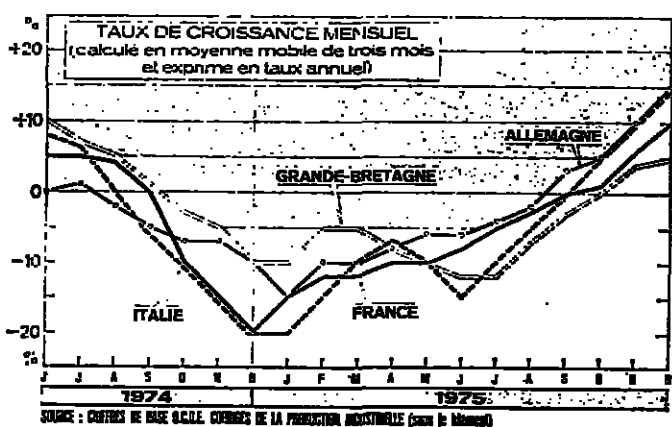
### NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	CHÔMAGE	INFLATION	ÉCHANGES	INVESTISSEMENT	SENSIBILITÉ
ALLEMAGNE	++	+	-	+	++	+
FRANCE	+	-	-	-	-	-
ITALIE	+	-	-	-	-	-
GR <sup>de</sup> BRETAGNE	+	-	-	-	-	-

+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre -- mauvais --- très mauvais

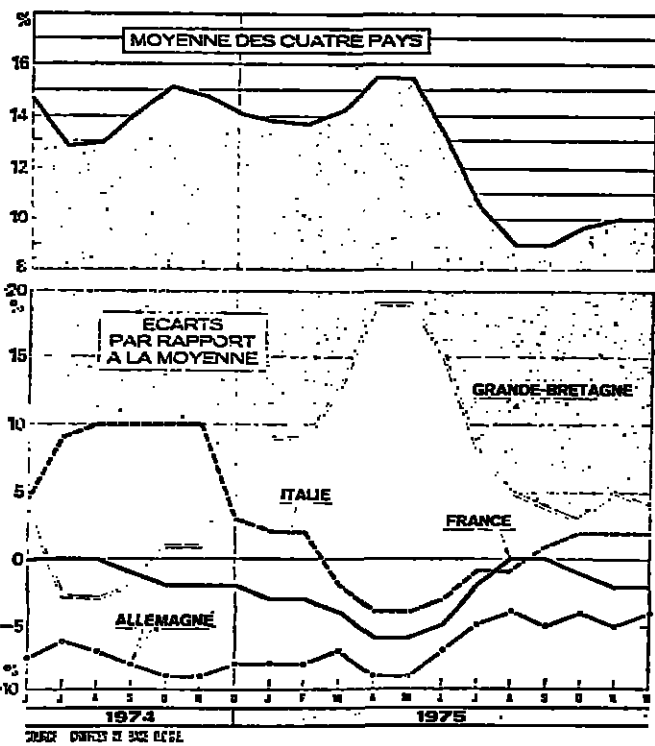
(\*) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle contribue au handicap pour la gestion à court terme.

### I. — TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE



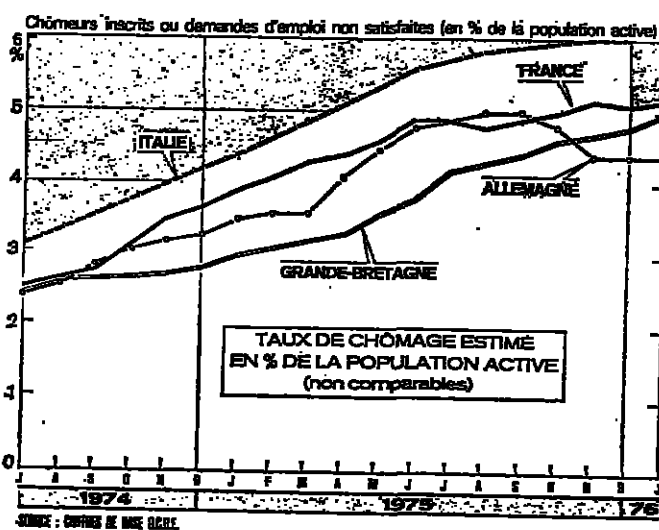
Les productions industrielles font leur remontée en Allemagne (+15 %), et en Italie (+15 %). En France, la reprise est réelle depuis trois mois, mais moins rapide en dépit de la forte augmentation de décembre (+10 %). En Grande-Bretagne, elle ne fait que s'ébaucher (+5 %).

### II. — ÉVALUATION DES PRIX



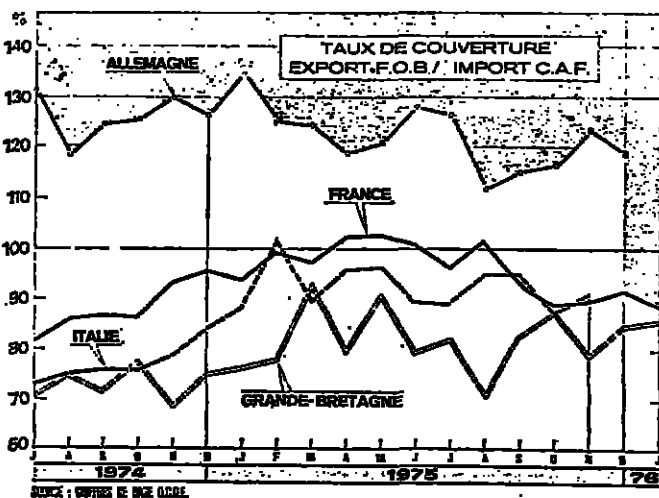
En novembre et en décembre, on note une certaine stabilisation des taux d'inflation : 6 % pour l'Allemagne (dont le taux, après avoir baissé fin 1975, est remonté sensiblement en janvier 1976, probablement pour des causes saisonnières), 8 % pour la France, 12 % pour l'Italie et 14 à 15 % pour la Grande-Bretagne, soit une inflation moyenne pour les quatre pays de 10 %.

### III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



Le taux de chômage par rapport à la population active (corrigé des variations saisonnières de l'Allemagne) se stabilise ou même recule légèrement en janvier à 4,4 %. En France, après un palier à 5,10 % en novembre et décembre, il remonte un peu en janvier, 5,30 %. En Grande-Bretagne, ce taux s'accroît de 4,8 % à 5 % et passe même à 5,2 % si on tient compte des étudiants chômeurs.

### IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le taux de couverture des importations C.A.F. par les exportations F.O.P. de l'Allemagne, après avoir progressé d'août jusqu'à novembre, se maintient, en décembre, à un niveau élevé de 129 %. Ceux de la France et de l'Italie, qui avaient paru rétrograder en octobre, remontent en novembre et décembre à des niveaux de l'ordre de 90 %. Mais la fois la plus notable est l'amélioration réalisée par la Grande-Bretagne sur les deux derniers mois avec un taux passant de 78 % à 87 % en janvier 1976.

Le deutschemark a en sens inverse été poussé à la réévaluation, ce qui ne manque pas de poser des problèmes à une reprise allemande bien engagée mais fondée essentiellement sur les exportations.

### Comment rattraper les différences ?

Sans compter les problèmes politiques que soulèverait en Allemagne une telle opération. Mais, indépendamment même de toute considération nationale et en se plaçant sur un plan international, il est souhaitable de conserver au mieux la stabilité monétaire retrouvée, pour ne pas troubler des échanges internationaux qui, après avoir reculé en 1975 de 5 %, sont depuis peu à nouveau en légère croissance, encore mal assurée. Problèmes psychologiques tout autant qu'économiques : il faut éviter toute perturbation pour que la confiance revienne et que l'horizon, qui s'était considérablement rétréci, s'étende de nouveau au-delà des mois et de l'année. C'était un des soucis essentiels de la conférence de Rambouillet et de la réunion de la Jamaïque, même si des pays comme les États-Unis ne l'ont pas partagé complètement pour des raisons politiques. Mais il pose le problème des moyens, compte tenu des disparités d'évolution des différents pays.

En effet, les stabilisations économiques dont nous avons parlé plus haut sont loin de se faire au même niveau, en particulier pour les prix : comme le montre notre graphique, une fois éliminée l'auto-inflation sauvage due à la course échevoisée des revenus et des prix (ainsi dans le cas de la Grande-Bretagne ou de l'Italie), chaque pays semble bloqué à une sorte de seuil structurel propre : 5 à 6 % pour l'Allemagne, 6 à 7 % pour les États-Unis, 8 à 9 % pour la France et 12 à 14 % pour l'Italie et la Grande-Bretagne.

Les différences restent quand même considérables, beaucoup plus que dans le temps et, avec le jeu des intérêts composés, s'accroissent au fil des mois. Comment réaliser le rattrapage qui, au bout d'un certain temps, s'impose, sans laisser glisser la monnaie ou la dévaluer ? Comment arriver à une certaine souplesse d'adaptation, tout en conservant le minimum de discipline que doivent imposer des parités fermes, à défaut d'être réellement fixes ?

L'exemple qui illustre fort bien ce problème est celui de la disparité franco-allemande. N'ayant pas

remous. Elles ont permis des résultats appréciables, ce qui constitue un progrès par rapport aux crises antérieures. D'un autre côté, l'Italie, ayant depuis peu un nouveau gouvernement et obtenant des prêts de la C.E.E. et du F.M.I. pour consolider la lire et même lui faire rattraper une partie du terrain perdu, ce qui devrait renforcer encore le retour au calme sur les marchés des changes.

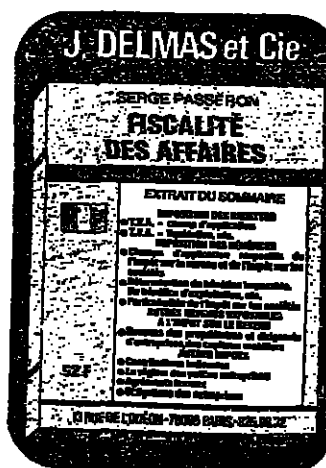
### Des parités réalistes

Malheureusement, ceci ne suffit pas pour régler le problème à moyen terme du rattrapage des différences entre pays. Celui-ci ne peut être obtenu que par adaptation progressive et limitation des prix et aussi transitoirement de l'activité. Ainsi, la discipline d'une monnaie forte comporte des avantages, pour lutter contre l'inflation et payer moins cher le pétrole et les matières premières, mais aussi des inconvénients.

Le principe n'est pas en cause même pour la Grande-Bretagne et l'Italie qui viendront aussi à la restauration de ces disciplines dans la mesure où elles voudront se réintégrer au peloton des pays réellement compétitifs.

Mais comme le montre le cas de la France, il faut choisir d'emblée des parités réalistes surtout dans le nouveau contexte international où croissance plus prudente et effort général de rationalisation rendent la concurrence beaucoup plus difficile de gommer les erreurs de gestion nationale par la fuite en avant.

MAURICE BOMMENSATH.



صوكرا من الاميل



# Où sont les grands magasins les plus efficaces ?

**B**IEN que vendant des marchandises en provenance du monde entier, les principaux groupes de grands magasins ont pour la plupart limité leur champ d'action aux frontières nationales. Si l'entente de Marks and Spencer en France se révèle être un succès, ce principe sera sérieusement ébranlé.

Le résultat apparaît dans le tableau 1. Il montre la part prise à l'intérieur de chaque pays, dans le commerce, par les gros détaillants : grands magasins, chaînes de magasins populaires (Woolworth, Monoprix, par exemple) et organismes de vente par correspondance.

Les gros détaillants, et notamment les maisons de vente par correspondance, ont moins d'importance en France qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni. Entre 1968 et 1973, les ventes par correspondance ont plus que doublé leur part de marché en France. En résumé, on peut dire qu'il y a peu de chaînes de magasins populaires en Allemagne, peu de ventes par correspondance en France, quoique cela puisse bien changer, alors qu'en Italie il y a beaucoup de magasins populaires.

En Royaume-Uni, en revanche, les trois formes de ventes s'équilibrent à peu près. Les principaux groupes opérant dans ce domaine sont répertoriés dans le tableau 2, de même que les ventes de détail pour 1974, qui ont été converties en livres sterling au taux moyen annuel. Dans la plupart des cas, les chiffres sont assez inférieurs aux chiffres d'affaires apparaissant dans les rapports annuels des sociétés, car nous n'avons pas tenu compte des activités à l'étranger ni des activités autres que le commerce de détail.

Les détaillants français, cependant, ont des filiales utilisant le nom de la société et se répartissent les services. Les ventes de ces filiales ont été incluses dans ces chiffres.

En France et en Allemagne, les chaînes de magasins populaires appartiennent à des grands magasins. En France, ces chaînes ont dépassé en importance les sociétés mères. Cela ne s'est pas vérifié en Allemagne, où même Kaufhaus ne dépasse pas de beaucoup par la taille le

Quelques-unes des sociétés les plus efficaces ont déjà annoncé leurs résultats pour 1975. Des quatre plus grands magasins allemands, Herta a atteint la plus importante augmentation du chiffre d'affaires et de la surface de vente (10 % et 1,7 % respectivement). Karstadt et Kaufhaus ont vu cependant une plus forte croissance de leurs ventes par unité de surface. Les résultats suggèrent que, comme en 1973 et en 1974, les ventes des grands magasins n'ont pas suivi le rythme de l'augmentation de la consommation. Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires de John Lewis a augmenté de 20 %, mais du fait de l'inflation on ne peut le comptabiliser comme un succès en termes réels.

Les lecteurs de cette série d'articles savent que le chiffre d'affaires n'est pas la seule statistique utilisable pour prendre la mesure d'une société. Pour les grands magasins, la valeur ajoutée est étonnamment fonction de la mesure bénéficiaire que les détaillants appliquent aux marchandises avant de les revendre. Pour les sociétés confidentiales, elle atteint 50 % du chiffre d'affaires.

quart du grand magasin d'origine.

En Royaume-Uni, les chaînes de magasins populaires et les grands magasins sont indépendants. La multiplicité des noms des grands magasins résulte des acquisitions. Antérieurement, de célèbres boutiques telles que Harrod et Selfridges n'ont pas profité de leur réputation pour créer de nouveaux établissements. C'est peut-être pour cela qu'elles ont fini par devenir des filiales de groupes plus importants.

## Les « champions »

Dans le tableau 3, nous adoptons deux méthodes d'évaluation de l'efficacité des grands magasins les plus importants. Afin de faciliter les comparaisons entre les pays, elles ont été utilisées après déduction de la taxe à la valeur ajoutée et après exclusion des opérations des filiales. Etant donné le niveau élevé des loyers et des intérêts, les détaillants doivent faire le meilleur usage de leur espace. Le succès se mesure en ventes par mètre carré. « Quelle » est à l'origine une société de vente par correspondance et a seulement 170 000 mètres carrés de surface de magasins contre 880 000 pour Karstadt ou 450 000 pour La Rinascente. Il n'est donc pas surprenant que cette société atteigne un bon chiffre de ventes au mètre carré.

Les autres magasins allemands arrivent à peu près aux mêmes résultats. Leurs magasins à succursales multiples font de meilleures performances que les maisons mères. Cependant, la supériorité de Marks et Spencer et de Boots sur les magasins allemands ne révèle pas seulement les différences entre leurs opérations. A côté d'eux, les magasins rivaux de Woolworth et de The House of Fraser paraissent particulièrement décevants.

Normalement on a tendance à comparer les ventes au mètre carré de vente ou de valeur

ajoutée par employé. Dans le cas des grands magasins, cela n'est pas possible, étant donné le nombre d'employés à temps partiel, dont certains ne travaillent qu'une matinée par semaine. Comme solution nous avons choisi de calculer les ventes par livre de salaires versés. Cela a également l'avantage de corriger les différences de qualité de personnel. Le chiffre le plus frappant dans cette colonne du tableau est celui de Marks et Spencer. La société a avancé à pas de géant sur le chemin de la rentabilité de ses opérations et éliminé les paperasseries inutiles. Le bénéfice qu'elle en retire apparaît dans le rapport ventes/salaires supérieur de deux tiers à celui des deux autres sociétés, « Quelle » et Neckermann qui, à l'origine, font de la vente par correspondance.

En termes de ventes par employé, Marks et Spencer a, en fait, d'excellents résultats que les firmes allemandes et cela grâce aux salaires inférieurs versés au Royaume-Uni. Il serait peut-être utile de souligner le fait qu'il n'est pas question d'exploitation du personnel. La rémunération par employé chez Marks et Spencer est en fait plus élevée que dans n'importe quelle autre société britannique si l'on en juge d'après les statistiques disponibles.

Si l'on met de côté « Quelle » Neckermann et G.D.S. (Great Universal Stores), car ils pratiquent la vente par correspondance, les magasins français viennent en seconde et troisième place de notre rapport ventes/salaires. Les autres magasins au Royaume-Uni et en Allemagne vendent tous pour une valeur de 5 à 7 livres de marchandises pour chaque livre sterling de salaire versé. Les résultats de Boots sont moins bons mais c'est qu'il a été impossible d'isoler la fabrication de la vente. Le chiffre bas pour La Rinascente n'est pas dû à de faibles ventes par employé mais aux coûts de personnel élevés.

Finalement, il est important de savoir où l'on devrait aller pour être bien servi. Si l'on considère le nombre d'employés par mètre carré, ce qui, on l'admettra, donne une indication approximative, les clients pressés devraient aller chez Karstadt ou Woolworth.

et éviter La Rinascente, qui emploie moitié moins de personnes au mètre carré.

Un point sérieux est mis en lumière. L'Italie est un pays relativement pauvre et le chômage y est élevé. On s'attendrait à obtenir un rapport travail/capital élevé et à enregistrer une pléthore de vendeurs prêts à servir les clients. En

fait, des sociétés comme La Rinascente subissent des coûts salariaux élevés et doivent réduire le niveau d'embauche au-dessous de celui qui est pratiqué dans d'autres pays. Le chômage augmentant au Royaume-Uni et ailleurs, nous serions bien de nous souvenir de cette leçon.

JAMES ROTHMAN.

## Comparaison entre les gros détaillants

DENOMINATION DES GROUPES	AUTRES ENSEIGNES ET FILIALES	ACTIVITE PRINCIPALE	1974 VENTES AU DETAIL (millions de livres)
Allemagne fédérale			
Karstadt	Kope	G.M. et M.P.	1.170
Kaufhof	Kaufhaus	S.M. et M.P.	1.020
Herta	Schöller	G.M. et M.P.	920
Quelle Group	Schöller	V.C. et G.M.	850
Horten	Merker, Detala	V.C. et G.M.	800
Neckermann	Otto	V.C.	790
Royaume-Uni			
Marks & Spencer		M.P.	723
G.D.S.	Barberr's, John England, Marshall Ward, Kay & Co., Hector Power, Scotch House, John Temple, Times Furnishing, Wilfray's	V.C. Habillement et ameublement	630
F.W. Woolworth	Woolies	M.P.	480
Boots	Timothy Whites	Pharmacie articles ménagers et M.P.	450
Littlenwoods		M.P. et V.C.	340
House of Fraser	John Moores Army & Navy, Arnott's, Barkers, Blans, Dickens & Jones, D.H. Evans, Harrods	G.M.	310
Sears	Lewis's, Robinson & Cleaver, Saks, Lilley & Shivers, Selfridges	G.M. Chaussures	300
U.S.S.	Arding & Hobbs, John Collier, John Myers, Richard Shoppe, Timpson, Whiteley	G.M. et habillement	260
Debenhams	Harvey Nichols, Swan & Edgar, Cream Fashion, Lotus & Rayne, Caters	G.M. et S. habillement et chaussures	260
John Lewis	Peter Jones, Waitrose	G.M. et S.	240
France			
Au Printemps	Euronormat, Jones, Primevère, Primat	M.P., G.M. et S.	870
Galerias Lafayette	Monoprix, Uniprix, Inno	M.P. et G.M.	850
Nouvelles Galeries	S.H.V., Uniprix, Monoprix (1)	M.P. et S.	580
Italie			
Standa		M.P. et S.	380
La Rinascente	UPIM	M.P. et S.	310

G.M. = grands magasins ; M.P. = magasins populaires ; V.C. = vente par correspondance ; S. = supermarchés. (1) Centre des livres donne une relative indication d'importance.  
(2) Filiales de S.G.A. - Monoprix.

## Ratios de fonctionnement

(filiales et taxes à la valeur ajoutée exclues)

	VENTES par m2 en milliers de livres par an	TOTAL des ventes par livre de salaires
ALLEMAGNE FEDERALE		
Karstadt	1,2	6,0
Kaufhof	1,1	6,3
Herta	1,1	n. c.
Quelle Group	1,7	2,8
Horten	0,9	6,1
Neckermann	1,1	7,8
ROYAUME-UNI (1)		
Marks & Spencer	1,3	12,9
G.D.S.	n. c.	7 approx.
F.W. Woolworth	0,5	6,6
Boots	1,3	5,6
House of Fraser	0,6	6 approx.
FRANCE		
Au Printemps	0,9	7,4
Galerias Lafayette	1,0	n. c.
Nouvelles Galeries	0,8	7,6
ITALIE		
Standa	0,2	n. c.
La Rinascente	0,6	5,4 (2)

(1) Chiffres pour le Royaume-Uni basés sur les ventes et les salaires britanniques.  
(2) Basé sur les coûts en personnel.

# LA GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES SOCIETE D'ETAT B.P. 450 LUBUMBASHI ZAIRE APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL DE PREQUALIFICATION.

La Générale des Carrières et des Mines (GECAMINES) envisage d'augmenter de 100.000 tonnes sa production de cuivre. A cet effet, elle construira, entre autres, dans son siège de Lubumbashi, une nouvelle usine pyrometallurgique du type FLASH SMELTING.

Pour le financement partiel de cette installation, la Gecamines a obtenu un prêt :

- \* De la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.
- \* De la Lybian Arab Foreign Bank.
- \* De la Banque Européenne d'Investissement.

Le présent avis tend à provoquer des demandes de préqualification pour la fourniture d'équipements dont l'achat sera couvert par les deux premières banques citées ci-dessus, à savoir la BIRD et la LAFB. Il s'agit des équipements suivants :

- Des ascenseurs.
- Des tuyauteries pour gaz et liquides avec vannes et autres accessoires, y compris l'isolation.
- Des charpentes métalliques de bâtiment.

Les fournisseurs qui désirent être préqualifiés pour recevoir des demandes d'offre pour un ou plusieurs de ces équipements sont priés de soumettre leur demande en duplicata, avant le 1er avril 1976, à l'adresse suivante :

DAVY POWERGAS LTD, 8 Baker Street, LONDON W1M 1DA, Angleterre. (référence Contrat 1447)

Cette firme a été, en effet, chargée par GECAMINES de l'étude et de l'approvisionnement des équipements. Les demandes en français ou en anglais, d'après la langue

choisie pour la correspondance ultérieure, seront accompagnées des documents suivants :

- liste des équipements qui pourraient être offerts, catalogues techniques ou informations techniques générales, concernant le matériel offert,
- délais demandés pour l'introduction des offres, pour la fourniture des plans après commandes, pour la fabrication,
- liste d'installations (lieu et date de mise en service) où des équipements analogues du fournisseur sont en service,
- liste des composants qui ne sont pas fabriqués par le fournisseur,
- existence éventuelle d'un service après vente et disponibilité de pièces de rechange au Zaire,
- capacité de production, charge actuelle et prévue pour 1976 en pourcentage de la capacité donnée, rapport annuel de dernier exercice et effectif en agents de l'entreprise.

Gecamines se réserve le droit de faire vérifier les déclarations et de rejeter toute demande de préqualification sans donner les raisons. Les fournisseurs retenus seront informés en recevant une demande d'offre.

Les candidats soumissionnaires retenus comme qualifiés en seront informés. Ils pourront être invités lors de la soumission, à verser un dépôt nominal, qui leur sera remboursé lors de la remise d'une offre en bonne et due forme.

**D Davy Powergas**

**JEAN ROUX**

**LA RATIONALISATION**

des

**CHOIX POLITIQUES**

Enfin, une méthode rationnelle de gouvernement : il existe une science de l'efficacité économique

**PEDONE** 13, rue Soufflot - PARIS - Tél. 033-05-97

Un volume 228 pages : 35 F.

# Dossier

## PATIENCE ET LONGUEUR DE TEMPS

« **U**NE seule recette : être connu. » M. Galland, directeur du département « pétrole et chimie » de Creusot-Loire, parle d'expérience. Son groupe a été l'un des premiers à « pénétrer » le marché soviétique en 1965. « L'U.R.S.S. a attendu que l'usine soit livrée, et qu'elle marche, pour nous consulter à nouveau. » Prudence et mise à l'épreuve sont de règle ; les acheteurs soviétiques aiment avoir « à qui ils ont affaire », avec un corollaire pris par les candidats : le sérieux.

« A la différence de certains pays de l'Est (la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, notamment), qui n'hésitent pas à mettre en concurrence une foule d'entreprises — j'ai vu soixante-quatre sociétés répondre à un seul appel ! —, affirme M. Galland, sans même être sûr de pouvoir financer les projets, l'U.R.S.S. ne lance jamais un appel sans conséquence. « Être consulté, c'est déjà être préqualifié pour concourir à un appel d'offre avec un nombre restreint (deux ou trois) de concurrents. » Sécurité appréciable pour les firmes occidentales. Il faut avoir toutefois que le coût des études préliminaires représente

0,5 % à 1 % de la valeur totale du contrat ! Pour être consulté, il faut être connu. Malheur au chef d'entreprise téméraire qui débarque à Moscou sans introduction préalable. Refusé des ministères, ignoré des centrales d'achat — « sans références, personne ne veut vous recevoir », — il se perd, et même il parvient à arracher un entretien, dans les subtilités des normes techniques soviétiques avant même d'avoir pu élaborer le moindre plan. Normes de construction, d'implantation, de sécurité. « Il y en a une brochure épaisse comme la main, qui s'explique en russe, et qui exige pour se la procurer autant de patience que de rue », affirme la collaboratrice de M. Galland.

Il a fallu près de dix ans d'expérience à Creusot-Loire, entreprise pour maîtriser ces obstacles et se faire un « nom ». Ce qui ne signifie pas ensuite que les contrats se décrochent tout seuls. Première phase : la prospection — feutrée — auprès des ministères concernés. Il faut multiplier les « visites de routine » pour détecter d'abord les besoins, puis pour suggérer, le cas échéant, des projets ou des procédés nouveaux, presque à fonds perdu.

### Le « laminage »

Puis, lorsque les ministères soviétiques sont parvenus avec chacun des concurrents à un accord technique (quatre ou cinq mois après le début de la consultation), on passe dans le vif du sujet : l'offre commerciale. La discussion des prix est l'affaire des centrales d'achat, qui ont la responsabilité du budget et le défendent chèrement. La petite histoire de l'ingénierie est riche d'anecdotes : veilles, joutes — ou à l'inverse fêtes trop arrosées, — guerre des nerfs, rien ne serait épargné aux négociateurs français, qui doivent souvent affronter un nombre trois fois supérieur de négociateurs soviétiques.

C'est le « laminage », disent certains, d'autant plus éprouvant que les centrales d'achat soviétiques sont partiellement informées des prix pratiqués sur le marché mondial. « Ils connaissent exactement le coût de l'installation avant que nous remettions notre proposition. » Il faut, en outre, compter avec « les Japonais de service », toujours consultés, toujours compétitifs, qui parviennent à remettre des prix « jusqu'à 30 à 35 % inférieurs à nos propositions les plus serrées ». Enfin, de plus en plus souvent sont annexées au contrat des clauses permettant de réexporter les produits fabriqués. « Nous essayons alors de faciliter les rapports entre l'U.R.S.S. et d'éventuels clients occidentaux. C'est un problème,

d'équilibre global, mais nous ne pouvons le résoudre à notre niveau. Ce n'est heureusement pas systématique. »

Une consolation : une fois l'accord conclu, il est scrupuleusement respecté, ce qui est loin d'être partout le cas. « Quand on s'est tapé dans la main, l'U.R.S.S. est l'un des meilleurs payeurs du monde. »

Reste un dernier problème, de taille : l'exécution. L'U.R.S.S. assure généralement les travaux de génie civil et le montage de l'usine sous le contrôle du fournisseur occidental. Or elle « n'a pas les moyens nécessaires pour réaliser en même temps le montage et le génie civil de toutes les usines qu'elle commande », estime M. Galland. D'où un système de priorités inscrites dans le plan qui provoque parfois des retards considérables. « Dans certains cas, le matériel livré attend un an et demi — parfois plus — sans que nous sachions quand commencera le montage, ajoute-t-il. Cela coûte cher », et une révision de prix est difficile à arracher.

Au total, il faut, pour réussir en U.R.S.S., de la persévérance, du savoir-faire, un comptable adroit, des commerçants résistants et une « surface financière » suffisante. L'enjeu vaut en moyenne de 500 millions à 2 milliards de francs.

VERONIQUE MAURUS.  
(Le Monde)

## LA CRISE ET LES ÉCHANGES

### Le déficit commercial des pays socialistes à l'égard des quatre « grands » européens a quintuplé en trois ans

**A**LORS que les économies occidentales souffraient de laugueur et d'émorragie de devises, les pays de l'Est européen continuaient d'être soumis à la règle de la croissance. Dès lors, par une sorte d'appel d'air, il devenait naturel pour les entreprises capitalistes de partir à la conquête de nouveaux marchés dans le camp socialiste. D'autant que les systèmes économiques apparaissent complémentaires, l'un ayant besoin des équipements et de la technologie que l'autre pouvait justement lui fournir.

Chaque des quatre grandes puissances industrielles de la Communauté européenne (Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France) s'est lancée avec vivacité, dans cette rude vers l'Est. Conséquence de ces efforts : le poids relatif de la R.F.A. (qui reste, de loin, le plus important fournisseur européen des pays de l'Est, puisque ses exportations ont dépassé en 1975 celles des trois autres réunies) est quelque peu allégé.

De 1973 à 1975, les exportations allemandes vers l'Est ont progressé de deux tiers, alors que les ventes de l'Italie faisaient plus que doubler et que celles de la France augmentaient de 90 %. La Grande-Bretagne enregistrait une performance moins brillante (+ 60 %). Au total, les exportations de ces quatre pays vers les sept États européens membres du Comecon ont augmenté, en trois ans, de plus des trois quarts ; avec la seule U.R.S.S., elles ont plus que doublé.

Les possibilités d'expansion du commerce se heurtent toutefois au déséquilibre de la balance du Comecon. De 1973 à 1975, les pays de l'Est aux « quatre » ont progressé deux fois moins vite que leurs achats. Le décalage a surtout été sensible durant l'année 1975, au cours de laquelle les exportations du Comecon ont augmenté près de cinq fois moins que leurs importations. Aussi leur déficit à l'égard des quatre « grands » de l'Europe de l'Ouest a-t-il quintuplé, passant de 300 millions de dollars en 1973 à environ 4 milliards en 1975. Même l'U.R.S.S., dont la balance était équilibrée jusqu'en 1974, a été touchée, enregistrant un déficit de près de 2 milliards de dollars l'an dernier.

Du côté de l'Ouest, c'est évidemment l'Allemagne fédérale qui a connu le plus fort excédent (3 milliards de dollars en 1975), suivie par la France (800 millions) et par l'Italie (400 millions) dont la balance était jusqu'alors déficitaire. La Grande-Bretagne, quant à elle, continuait d'être en déficit, mais plus faiblement qu'auparavant (300 millions en 1975, contre 600 en 1974 et 500 en 1973).

Ce déséquilibre, creusé par la crise, apparaît surtout grave pour les démocraties populaires. L'U.R.S.S., grâce à sa puissance économique et à ses réserves en or jaune et noir, peut sans doute supporter une ou deux mauvaises années et accroître son endettement à l'égard de l'Ouest. Il n'en est pas de même pour ses partenaires beaucoup plus vulnérables aux secousses mondiales, d'autant que la complexité des systèmes de planification rend difficile les adaptations aux modifications rapides du marché international.

Face au déficit, certains d'entre eux ont essayé de mener des offensives commerciales parfois taxées de dumping. Face à un fort accroissement des importations de chaussures de Pologne, de Roumanie et de Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne a, fin 1975, obtenu de ces trois pays une limitation des quantités à exporter. La plupart se sont efforcés de signer des accords de « compensation », aux termes desquels leurs fournisseurs occidentaux s'engagent à reprendre une partie de la production des usines construites par eux.

Les pays de l'Est, surtout se sont endettés. Ils ont traditionnellement recours au crédit d'État à l'État que leur accordent plus ou moins généreusement les nations occidentales. Ainsi, en 1974, l'Allemagne fédérale refusait une baisse des taux d'intérêt en dessous du niveau normal du marché. En revanche, la France et la Grande-Bretagne se montraient plus libérales, alors que l'Italie ouvrait à ses clients occidentaux d'importantes lignes de crédit. Le bloc socialiste peut aussi obtenir des prêts bancaires à court et moyen termes.

L'endettement nouveau est son apparence en force sur le marché international des capitaux.

Le recours aux seules émissions s'est ainsi accéléré pour atteindre en 1975 environ 1,5 milliard de dollars, soit le quart du montant de ce marché. Une certaine érouspection paraît d'ailleurs se faire jour : selon la revue *Eurépays*, pour la première fois en 1975, à Londres, des banquiers ont demandé à la Pologne de fournir, à l'occasion d'un emprunt, un certain nombre d'informations statistiques.

Un trop grand recours au crédit pourrait entraîner, note cette revue, « une distorsion durable des circuits de financement », et conduire « à envisager un jour, sinon un contingentement des emprunts des pays de l'Est, du moins la fixation d'un ordre de priorité ». En tout état de cause, l'endettement des pays de l'Est, qui aurait dépassé 20 milliards de dollars, sinon davantage, fin de 1975, ne saurait franchir un certain seuil, peut-être lointain pour l'U.R.S.S., mais beaucoup plus proche pour ses alliés.

### Des perspectives

peu encourageantes. Dès lors, même si la reprise économique à l'Ouest entraîne un accroissement des exportations du camp socialiste, un ralentissement de ses achats s'inscrit dans les perspectives des prochaines années. Selon une étude récente du *Fudson Institute* pour l'Europe, les perspectives du commerce Est-Ouest « ne sont pas globalement encourageantes ». Le volume de ce commerce qui n'est pas très élevé à l'heure actuelle (5 % des échanges de l'Europe occidentale) ne serait guère plus en 1980. Dans un climat de concurrence plus âpre, les produits de l'Est, moins compé-

titifs, se vendront en outre plus difficilement.

En sens inverse, l'intégration au sein du Comecon, dont les échanges devraient augmenter de moitié en cinq ans, se renforcera sans doute, d'autant que l'U.R.S.S., en majorant le prix de son pétrole (dont tous ses voisins, sauf la Roumanie, sont tributaires), a resserré son emprise. Il n'en reste pas moins que le camp socialiste, effectuant en moyenne le quart de son commerce extérieur avec les pays capitalistes, a besoin de la bonne santé d'un système qu'il condamne : la croissance et l'offre de biens de consommation à l'Est, surtout dans les démocraties populaires, dépendent de l'Ouest, plus facilement qu'avant. En outre, selon certains experts, le commerce avec les pays occidentaux constitue pour le bloc oriental, incapable d'élaborer un modèle de développement original, un moyen d'acquiescer des informations sur le monde extérieur. Il s'agit peut-être d'obtenir du bloc occidental (savoir que faire) plus que du « know how » (savoir comment).

Les Soviétiques minimisent certes l'importance de cette coopération. Pour le vice-président du Gosplan, le commerce avec l'Ouest, qui représente d'ailleurs moins de 3 % de la production industrielle de l'U.R.S.S., ne constitue pas « une bouée de sauvetage » pour son pays, qui peut se passer de l'Occident. Cependant, il y a, depuis cette déclaration, les déboires des récoltes, et la V<sup>e</sup> Plan quinquennal s'est prononcée pour une collaboration plus active avec les pays occidentaux.

L'U.R.S.S. pourrait peut-être, au prix de grands sacrifices, pratiquer le retour à une certaine autarcie. Les échanges Est-Ouest n'en demeurent pas moins importants pour de nombreux secteurs de l'économie soviétique et vieux pour les démocraties populaires. Ils présentent également un intérêt certain pour les firmes et les nations occidentales.

Au-delà de cet aspect mercantile, l'interrogation demeure sur leur impact politique. Pour les uns, comme Soljenitsyne ou les Chinois, ces échanges ne font que renforcer la puissance d'un régime fondamentalement hostile à l'Ouest, pour les autres, comme M. Samuel Pisar, l'ouverture sur le large peut entraîner un ségel des blocs. Cependant, l'académicien soviétique Sakharov n'écrit-il pas : « Je ne partage pas les pronostics exagérément optimistes sur les conséquences obligatoires qu'entraînerait la démocratisation de la société soviétique. »

MICHEL BOYER.  
(Le Monde)

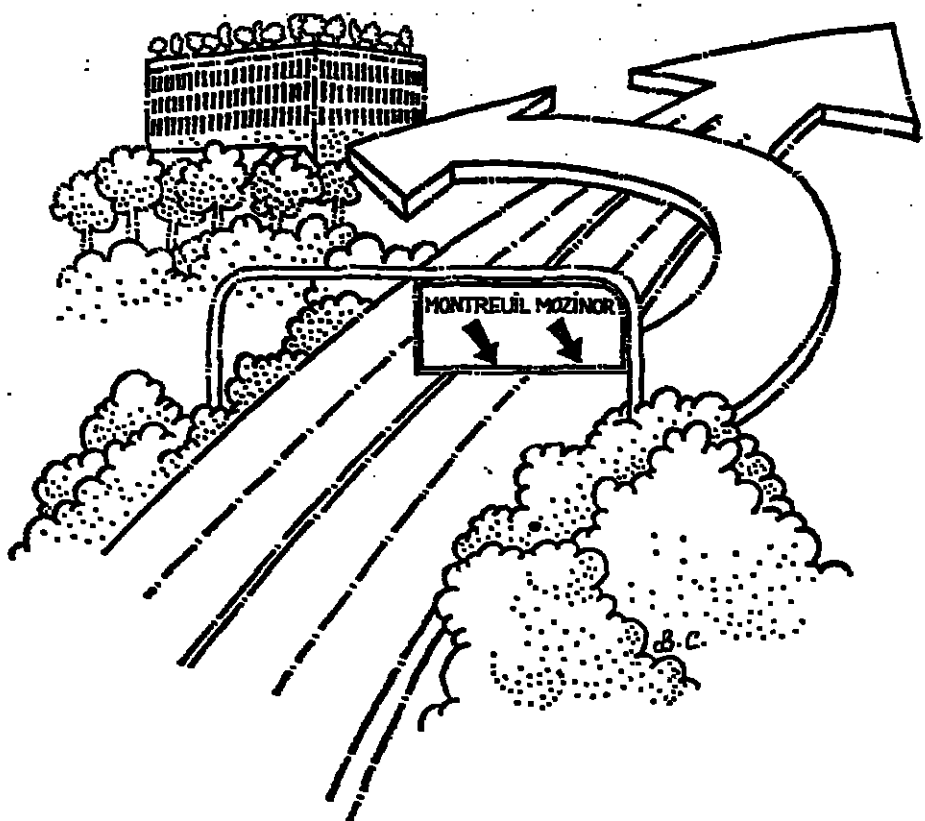
### LES SOLDES COMMERCIAUX DES « QUATRE » A L'ÉGARD DES « SEPT » EN 1975

(en millions de dollars)

	Allemagne fédérale (11 mois de 1975)	Grande-Bretagne (10 mois)	Italie (9 mois)	France (11 mois)
U.R.S.S.	1 620	— 410	130	383
Bulgarie	276	25	43	79
Hongrie	268	39	6	68
Pologne	611	129	88	223
R.D.A.	—	— 9	—	— 7
Roumanie	233	13	— 3	26
Tchécoslovaquie	177	— 17	— 3	49
TOTAL	2 945	— 234	314	801
Année 1974 (12 mois)	2 569	— 588	— 237	284
Année 1973 (12 mois)	1 451	— 543	— 483	304

(Source : O.C.D.E.)

## DU TEMPS À GAGNER MOZINOR: UNE DESSERTTE EXCEPTIONNELLE.



### Pour travailler au cœur des villes...

MOZINOR est situé sur l'autoroute A3, plus exactement sur la bretelle autoroute B 86 (sortie Montreuil-St-Antoine) qui dessert la banlieue Est et Sud-Est. Pour vous, pour votre entreprise, la B 86 se continue dans MOZINOR.

Vous y êtes à égale distance d'Orly et de Roissy. A 10 minutes de Garenne. A 30 minutes de la place de l'Opéra.

Ce n'est pas un hasard : MOZINOR, premier ensemble industriel vertical de France est conçu pour s'intégrer à la ville. Sans créer d'embouteillages supplémentaires. Montreuil répond à ce critère. Montreuil, c'est le métro, les lignes de bus, le prolongement de Paris.

Montreuil, c'est aussi l'Est parisien : pour y aller le matin de Paris, pour retourner à Paris le soir, vous roulez à contre-sens de la circulation périphérique.

Faites l'expérience : venez nous voir un matin, à l'heure où les voitures s'agglutinent sur la périphérie Ouest.

Vous mesurerez qu'à MOZINOR on gagne de l'espace, certes, mais aussi du temps.

Pour tous renseignements :  
SADEMO - 15, Avenue de la Résistance - 93100 MONTREUIL -  
Monsieur MANENQ - Tél. 858.15.60



LE PREMIER ENSEMBLE INDUSTRIEL  
A LA VERTICALE DE FRANCE

## EUROPE U D E U R O P A

Rédaction : Pierre Drouin, Jacques Grapin (Le Monde), Piero de Gaspari (La Stampa), Carlo Sartori (La Stampa), John Greig, coordonnateur, David Spazier (The Times), Fritz Wirth, Hans Baumann (Die Welt).

Publité : Michel Gérard (Le Monde), Riccardo di Coraso (La Stampa), Gary Thorne, coordonnateur (The Times), Dietrich Windberg (Die Welt).

Copyright « Le Monde ».

### PRÉCISIONS

Dans le « dossier » du dernier numéro d'« Europa » sur les performances des compagnies aériennes, un tableau présentait des comparaisons de coûts de voyages en avion et en train. Comme le texte de l'article le mentionnait, les hypothèses choisies étaient : « Classe touristique » pour l'avion et « wagon-lit » pour le train (et non « couchette 1<sup>re</sup> classe », comme il était indiqué dans la légende). Précisons qu'il s'agissait de « wagon-lit single ». Ainsi, pour prendre l'exemple de la relation Paris-Rome, le prix du billet d'avion en classe touristique est de 636 F, et pour le train de 195 F en couchette 2<sup>e</sup> classe, de 335 F en wagon-lit 2<sup>e</sup> classe, de 440 F en wagon-lit double 1<sup>re</sup> classe et de 630 F en wagon-lit single 1<sup>re</sup> classe.

سكيا في الامم



# Dossier

## EST-OUEST

### Le ballet C.E.E.-Comecon

COMMENT vont s'organiser les relations commerciales entre les pays du Comecon et la Communauté ? L'acte-mémorandum transmis sur ce thème, le 16 février à Luxembourg, par M. Weiss, vice-président du gouvernement de la République démocratique allemande, à M. Thoen, chef du gouvernement luxembourgeois et président en exercice du conseil des ministres des Neuf, ne permet pas de s'en faire une idée encore très précise. Rédigé de façon souvent ambiguë, on peut déjà deviner qu'il suscitera de la part des Neuf au moins autant de questions que de réponses : il voudrait savoir ce que signifie exactement le texte aux yeux de ceux qui l'ont présenté.

À dire vrai, la première impression est franchement négative. Les pays du Comecon ont mis un an pour reprendre le fil de conversations techniques qu'ils avaient rompues après la visite à Moscou, en février 1974, de M. Weizsäcker, le directeur général des relations extérieures de la Commission de Bruxelles. Le dialogue entre les deux parties s'était alors limité à constater qu'on ne parlait pas le même langage. L'U.R.S.S., sachant qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975, la politique commerciale des Neuf reposait de la compétence de la Communauté, souhaitait amorcer une négociation de bloc à bloc entre la Communauté et la C.E.E. — afin, tout à la fois, de redonner le prestige de l'organisation économique intégrée orientale et de raffermir son emprise sur la politique extérieure de ses voisins. La Communauté, au contraire, convaincue que la majorité des démocraties populaires étaient hostiles à une telle orientation, entendait bien ne pas contribuer de manière involontaire au renforcement de l'isolement économique des pays de l'Est. Son objectif, répété elle-même inlassablement, était de pouvoir conclure des accords commerciaux séparés avec chacun des pays de l'Est, quitte à ce que certaines questions d'intérêt commun — statistiques, normes industrielles, — fussent l'objet d'une coopération directe entre les services du Comecon et ceux de Bruxelles.

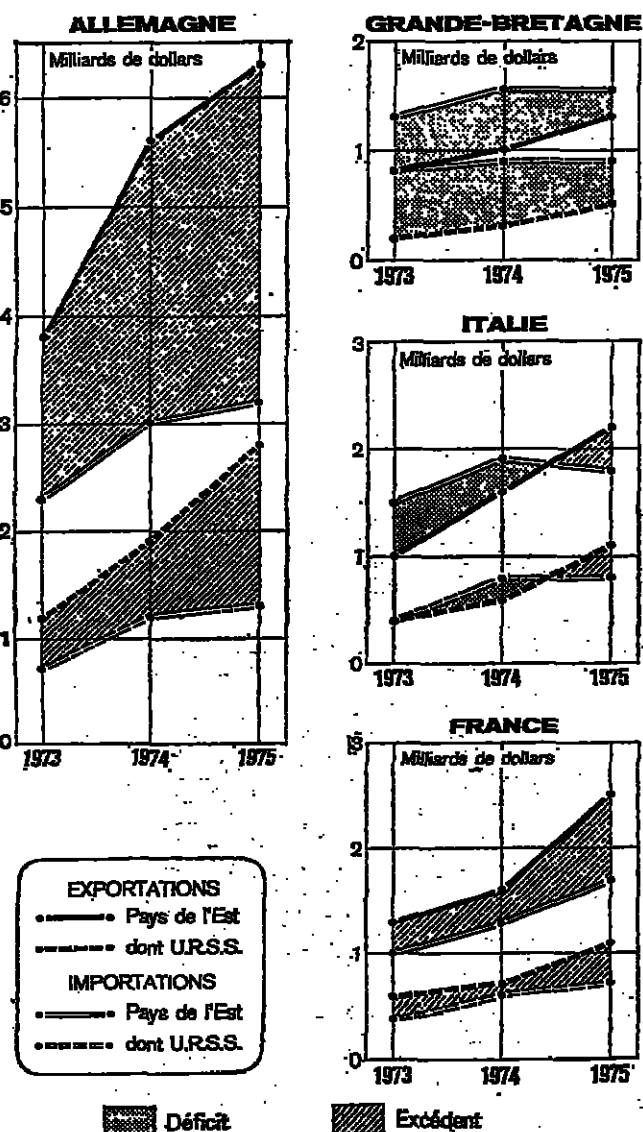
Les pays du Comecon ont longtemps délibéré tout au

long de l'année passée de la manière de établir le contact avec la Communauté. L'acte-mémorandum remis par M. Weiss, qui est le résultat de cette intense période de réflexion, révèle que c'est la thèse défendue par les Soviétiques qui l'a été largement remportée. Il y est proposé à la Communauté de négocier avec le Comecon un accord-cadre comportant des dispositions commerciales ambitieuses : élimination des restrictions quantitatives aux échanges, octroi de la clause de la nation la plus favorisée, négociations de conditions de crédit avantageuses, normalisation des échanges agricoles, etc. Les accords bilatéraux pourraient être conclus entre les pays de la C.E.E. et d'autres pays du Comecon. Il s'agit même que certaines questions puissent être traitées par la Communauté avec chacune des pays du Comecon pris séparément, mais c'est à une concession délicate si l'essentiel des relations commerciales entre les pays de l'Est et la Communauté doit se trouver désormais régi, comme il est proposé aux Neuf, par l'accord-cadre.

À moins que les pays du Comecon ne donnent eux-mêmes une interprétation plus simple des propositions contenues dans leur acte-mémorandum (sa réduction est suffisamment ampigoutique pour permettre de manœuvrer de la sorte), on ne voit guère comment celle-ci pourrait servir de base à un arrangement avec la Communauté. Il reste à savoir dans ces conditions pourquoi les Soviétiques ont pris une initiative qui avait si peu de chances d'aboutir. L'avenir permettra d'y voir plus clair. Vu la manière dont le texte est rédigé, avec des appels du pied aux États membres, peu d'égards pour la Commission de Bruxelles et un manque d'intérêt évident pour les procédures de la Communauté, — on peut se demander si, jouant sur la fragilité de la politique extérieure de certains États membres, ils n'ont pas cherché à diviser les Neuf, ou du moins à séparer les gouvernements membres de la Commission. Même s'il ne faut jurer de rien, la manœuvre, en l'occurrence, paraît très grossière pour avoir une chance de réussir.

Ph. L.  
(Le Monde.)

### LES EXPORTATIONS DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE SONT ÉGALES AU TOTAL DES VENTES DES TROIS AUTRES PAYS



Les statistiques de l'O.C.D.E. ne prennent pas en compte le commerce extérieur entre les deux Allemagne, qui est soumis à des règles particulières. En 1973, 1974 et 1975, les « livraisons » de la R.F.A. à la R.D.A. ont atteint respectivement 1,1 milliard, 1,4 milliard et 1,5 milliards de dollars, et les « réceptions » 1 milliard, 1,3 milliard et 1,5 milliards de dollars.  
(Source O.C.D.E.)

## LES DÉCLARATIONS DU CHAH D'IRAN

(Suite de la page 19.)

— Est-ce que la taxation des plus hauts revenus étrangers ne serait pas un moyen d'augmenter de rééquilibrer le budget ?

— Ne croyez pas que le développement de l'Iran se fasse par le seul enrichissement des plus riches. J'ai obligé tous les propriétaires de sociétés à céder 49 % de leur capital d'abord à leurs employés, et ensuite aux paysans. Cet impôt sur le capital est plus important qu'un impôt sur les revenus. Dans une phase de développement industriel comme celle que nous connaissons, une forte taxation des revenus est difficile à doser, et elle peut freiner l'expansion. Je considère que notre taxation est aujourd'hui normale. En matière de participation, j'ai d'ailleurs pris ici et là certaines idées que vous n'avez pas pu appliquer dans vos soi-disant démocraties. Le général de Gaulle n'avait-il pas envisagé une réforme dans ce sens ? Il en a été empêché.

— N'avez-vous pas été conduit à encourager plus que par le passé des prises de participation étrangères dans les entreprises nouvelles dans les entreprises nouvelles que se trouvent en Iran ?

— Non. Dans les secteurs de pointe, où nous souhaitons avoir des investissements de technologie avancée, nous autorisons jusqu'à 35 %. Dans les autres, la limite est inférieure. Environ 25 %.

— Sur les 10 milliards d'engagements que votre pays a pris envers les pays sous-développés, combien ont été réglés ?

— Nous avons consacré jusqu'à 6 % de notre P.N.B. à l'aide extérieure, y compris envers des pays industrialisés. J'ai proposé la constitution, dans le cadre de l'O.P.E.P., d'un fonds spécial pour l'aide aux pays pauvres. Il doit

être alimenté automatiquement par un prélèvement de 10 cents sur chaque baril de pétrole vendu. La répartition n'est donc plus bilatérale, mais commune.

— Quel des engagements bilatéraux que vous avez pris ?

— Nous les respecterons, mais nous n'en prendrons pas de nouveaux.

— Ne pensez-vous pas que le pétrole iranien est cher, par rapport à celui des autres pays, et que cela explique sa mévente ?

— Nous venons de réviser nos chiffres, pour tenter de nous mettre à parité égale. Mais nous ne pouvons pas savoir quels sont les rabais officieusement consentis par certains producteurs.

— Selon le département américain du Trésor, le surplus pétrolier de l'Iran, qui était de 10,7 milliards en 1974, est tombé à 2,7 cette année (importations déduites des exportations). Est-ce exact ?

— A 2,7 milliards. C'est possible. Je trouve que ça n'est pas si mal.

— Que pensez-vous de l'étude de l'Hudson Institute publiée il y a plusieurs mois, dans la période de l'apogée pétrolière, selon laquelle l'Iran verrait sa balance des paiements en déficit avant deux ans ?

— L'Hudson Institute devrait être scrupuleusement en rapport avec les compagnies pétrolières, sinon comment aurait-il pu savoir ce qu'elles allaient faire ? Mais tout n'est pas dit, car nous allons maintenant essayer de vendre notre pétrole nous-mêmes.

— Lors de la visite à Téhéran du premier ministre français, M. Jacques Chirac, on a annoncé la signature de contrats importants avec l'Iran. On parlait de 35 mil-

liards de francs... Et puis les firmes françaises se sont dites déçues...

— Tous les contrats qui ont été négociés sont ou seront exécutés.

— Même le métro de Téhéran ?

— Probablement, oui.

— On n'a jamais caché, en Iran, l'existence de nombreux goulots d'étranglement qui freinent le développement. Quels sont ceux qui ont pu être supprimés ou sont en voie de l'être, et quels sont ceux qui subsistent ?

— Il y avait des goulots d'étranglement. Mais rien ne nous semble impossible. Nous venons d'en donner la preuve en décongestionnant nos deux ports les plus importants. Le troisième le sera avant la fin de l'année iranienne, c'est-à-dire en mars. Il nous reste à accélérer le développement de notre réseau de routes, d'autoroutes et de voies ferrées. Quant aux chauffeurs de camions, nous les avons fait venir de Corée du Sud, des Philippines, du Pakistan et d'ailleurs. Pour le reste, nos écoles professionnelles nous permettront d'assurer la suite.

— Le problème humain semble donc résolu.

— Oui. Les armées du savoir, de la santé et du développement donnent d'excellents résultats.

— Un remaniement gouvernemental vient d'être annoncé à Téhéran, et on parle d'autres changements qui pourraient intervenir. À quelles préoccupations correspondent-ils ?

— La préoccupation de résoudre le problème de la corruption avec certaines firmes étrangères.

— Les accusations et les preuves sont là.

— Comment voyez-vous la future division internationale

du travail et le déroulement des travaux de la conférence dite « Nord-Sud » sur le nouvel ordre économique international ?

— Il faut remonter à l'origine, au début des discussions de la CNUCED. Il y a une quinzaine d'années, pour voir que rien n'a été fait jusqu'à la révolution pétrolière. Depuis cette époque, la situation est encore pire pour les pays pauvres, qui doivent payer plus cher à la fois le pétrole et les biens manufacturés dont ils ont besoin. Même s'il ne leur en faut pas beaucoup, ils en souffrent beaucoup. Il est donc indispensable de trouver un équilibre entre les prix des matières premières et ceux des produits manufacturés. Or, pour cela, il faudrait que les pays européens acceptent de travailler davantage.

— Ils travaillent déjà beaucoup.

— En Allemagne : en France, dans une certaine mesure. Mais les autres ?

— Mais ce sont surtout les États-Unis qui s'opposent à une solution.

— Oui.

— Vous ne voyez donc pas plus que les autres les solutions vers lesquelles on s'achemine ?

— Il y a combien de temps que la première conférence a eu lieu à Paris ?

— Presque un an.

— Elle a raté. On vient d'en réunir une autre pour quel faire ?

— Pour constituer des commissions.

— C'est toujours ce qu'on fait quand on ne veut rien faire.

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.  
(Le Monde.)

### La construction et ses risques

#### En 1976, peut-on encore se passer de Contrôle Technique ?

La loi et les usages concordent sur ce point : à chaque nouvelle construction, le constructeur engage sa responsabilité. Celle-ci est codifiée par le jeu des garanties décennales et biennales. Le risque est tel qu'il doit être couvert par une assurance. C'est à la demande des Compagnies d'Assurances, désireuses de normaliser leurs risques, qu'est né, il y a maintenant près de 50 ans, le contrôle obligatoire des ouvrages. En 1976, est-il encore suffisant dans sa formule traditionnelle ?

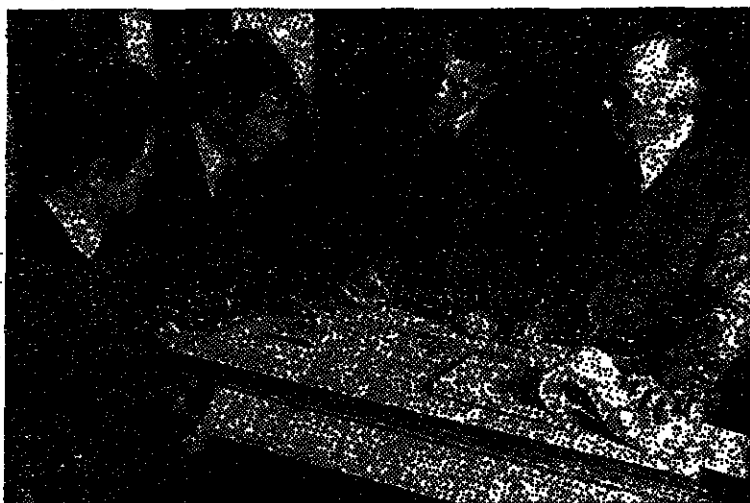
Le Contrôle Technique en vue de l'assurance décennale.

Habituellement cette mission comprend l'examen du terrain et le contrôle des essais géotechniques, la vérification des documents se rapportant au gros œuvre, le contrôle technique de l'exécution de l'ensemble des travaux et les essais mécaniques usuels de résistance des matériaux. Elle est complétée par des rapports destinés aux Compagnies d'Assurances.

Ce type de contrôle ne s'exerce pratiquement qu'au stade de l'exécution des travaux. Il peut ainsi amener le Constructeur à modifier la conception de ses ouvrages et perturber la marche des travaux. Et les constructeurs s'en rendent compte chaque jour davantage. Signe très net de cette évolution, la Socotec leader des Sociétés Françaises de Contrôle, enregistre un nombre croissant de demandes pour un contrôle plus étendu et plus précoce.

Le Contrôle Technique élargi Socotec. Il s'exerce dès le stade de la conception, couvre toute la vie de l'ouvrage et peut s'étendre jusqu'aux équipements.

Ainsi compris, le contrôle n'est plus simplement une formalité obligatoire, mais un service complet, apporté par une équipe épousant activement, à tous les niveaux, les préoccupations du Constructeur. C'est ainsi que lors de la mise au point du projet, la Socotec apporte



Le contrôle Socotec : une assistance qui commence dès la conception de l'ouvrage et qui peut s'étendre jusqu'aux équipements.

au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre ses avis sur le terrain et les fondations, sur les dispositions en matière de structure et d'équipement, les matériaux envisagés et les différents procédés de construction.

Elle peut jouer un rôle constructif au stade de la préparation du dossier d'appel d'offres et de la consultation des entreprises.

Cette collaboration active se poursuit lors de l'exécution et de la réception des travaux. La construction achevée, la Socotec assure des missions de contrôles périodiques de maintenance qui dépassent largement le cadre des contrôles périodiques réglementaires.

La qualité d'un ouvrage n'est pas seulement celle du gros œuvre.

Il n'est pas inutile d'insister sur ce fait : dans la construction contemporaine, la conformité aux normes de sécurité et de qualité dépend en grande partie du second œuvre et des équipements.

La Socotec, dans le cadre de ses prestations étendues, assure des missions particulières portant sur les points-clés suivants : Sécurité-Incendie-Isolation Acoustique - Sécurité des installations électriques, thermiques et



"Quand le contrôle devient service".

sept-déc







## DIRECTEUR GÉNÉRAL

200.000 F

Un groupe européen recherche, pour la filiale française de son secteur pharmaceutique, un Directeur Général dont la mission sera de réaliser les objectifs à court et moyen termes qui lui seront assignés dans le cadre des politiques du secteur. Intégré dans une Direction Régionale Europe Sud, il aura la responsabilité de la gestion journalière de sa filiale consacrée à la fabrication et la vente de spécialités pharmaceutiques. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, possédant les qualités d'un excellent gestionnaire, doté d'une personnalité de chef et âgé d'au moins 35 ans. Il paraît indispensable qu'il ait exercé en France une fonction à haut niveau de responsabilité dans la branche pharmaceutique pendant au moins 3 ans, de manière à y être bien introduit et à en bien connaître le marché, l'environnement ainsi que les aspects réglementaires. La rémunération annuelle proposée est de l'ordre de 200.000 francs, éventuellement adaptable au niveau de compétence atteint. Des renseignements complémentaires seront fournis au cours d'un entretien strictement confidentiel en nos bureaux à Paris, avec le consultant chargé de cette recherche. Ecrire à Bruxelles. Réf. A/322M

## DIRECTEUR COMMERCIAL

180.000 F

Un important groupe régional de distribution par grandes surfaces, à vocation régionale, bien implantée sur la région Nord et menant une politique dynamique, recherche son Directeur Commercial. En liaison étroite avec la Direction Générale, il aura à définir et à faire appliquer la politique commerciale du groupe ainsi que les objectifs et les moyens nécessaires, en concertation avec les responsables des magasins et des centres qu'il supervisera directement. Il coordonnera et dirigera l'action de ces différents responsables qu'il contrôlera et animera dans le cadre de moyens modernes de gestion. Ce poste s'adresse à un candidat de haut niveau, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure commerciale (HEC - ESSEC...) ayant déjà acquis une expérience réussie d'une Direction Commerciale et de l'animation d'une équipe importante, de préférence dans le domaine de la distribution. Il requiert des qualités affirmées de gestionnaire, d'animateur et de dynamisme. Le salaire de départ, de l'ordre de 180.000 francs, pourra être supérieur en fonction du niveau de compétence atteint. Le champ d'action et les objectifs de développement de la société confèrent à ce poste un intérêt particulier. Les candidatures seront traitées confidentiellement. Ecrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/4284M

## SUPERVISEUR MAGASINS BRICOLAGE

120.000 F

**Grandes Surfaces** — Une société, filiale d'un très important groupe français, spécialisée dans l'exploitation et la franchise de grandes surfaces de bricolage, recherche le Supérieur de ses propres magasins. Sous l'autorité du Directeur Général et en étroite collaboration avec lui, il dirigera, animera et contrôlera l'exploitation de plusieurs magasins qui fonctionnent en centres de profit très autonomes. Sa mission consistera à améliorer les systèmes de gestion en place, à former les Directeurs de magasins, à faire évoluer le concept même de la grande surface de bricolage en s'appuyant sur des études de rentabilité de linéaires, en analysant les procédures d'achats, en dynamisant la vie des magasins avec le soutien des services animation-publicité-aménagement. Il sera responsable devant la Direction Générale, des résultats des magasins placés sous son autorité. Ce poste conviendrait à un cadre, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, ayant acquis une expérience très solide de la distribution moderne dont celle de la Direction d'une grande surface. Outre des qualités de gestionnaire et d'animateur, le candidat devra faire preuve d'un sens commercial très développé. Une certaine connaissance des produits de bricolage serait appréciée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera liée aux compétences acquises. Ecrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/2391M

## DIRECTION COMMERCIALE

140.000 F

**Produits de Grande Consommation** — Une société française en forte expansion (chiffre d'affaires 55 millions de francs) spécialisée dans la production et la distribution d'articles de bureau, recherche pour son siège situé dans une ville agréable de la Vallée du Rhône, un Directeur Commercial France. Répondant devant la Direction Générale et en liaison avec le marketing, il participera à la détermination des objectifs et aura pour mission d'harmoniser et de coordonner la politique de vente au travers des divers canaux de distribution (grossistes, détaillants, libres services...). Il dirigera et contrôlera une équipe d'une trentaine de commerciaux et maintiendra personnellement le contact avec les clients importants. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 34 ans minimum, de formation commerciale supérieure, ayant acquis une solide expérience des circuits traditionnels et modernes de la distribution à un poste de Direction Nationale des ventes de produits de grande consommation. La rémunération annuelle de départ, liée à l'expérience acquise, sera négociée aux environs de 140.000 francs. Ecrire à M. BUHLER à Lyon. Réf. A/3367M

## EXPORT SALES MANAGER

120.000 F

Une société française spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits de grande consommation du secteur alimentaire (1 300 personnes - chiffre d'affaires : 250 millions de francs), filiale d'un groupe multinational, leader européen dans son secteur d'activité, recherche un Export Sales Manager, basé à Paris. Dépendant du Directeur Général Commercial, en priorité il aura pour mission de développer les ventes à l'export en créant et animant un réseau couvrant essentiellement le marché européen. Dans un second temps, son action, au niveau international, se fera en étroite liaison avec la Maison-Mère qui lui apportera une assistance fonctionnelle, à la fois méthodologique et technique. Il sera enfin chargé de définir le plan stratégique et les actions marketing appropriées à la pénétration des différents marchés. Ce poste nouvellement créé s'adresse à un cadre export âgé de plus de 32 ans, diplômé d'enseignement supérieur et rompu à toutes les procédures et négociations à l'exportation. Il devra avoir acquis son expérience au sein d'une société dynamique appartenant au secteur des biens de grande consommation. Une pratique courante de l'anglais, et si possible de l'allemand est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction du niveau de compétence acquis, ainsi que de la valeur humaine du candidat retenu. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2390M

## MARKETING PRODUITS INDUSTRIELS

120.000 F

Une importante société française, spécialisée dans la réalisation et la vente de systèmes de communication, recherche pour son siège en banlieue Sud, un Chef de service Marketing. Rendement compte au Directeur Commercial, il sera responsable de l'élaboration et de la formulation de la stratégie commerciale. Il recommandera des axes de travail au niveau des produits, prix, marchés, distribution et promotion, à partir des analyses et études réalisées sous sa direction. Il assistera l'opérationnel dans la réalisation des programmes et assurera les liaisons internes au niveau du groupe. Ce poste convient à un homme de marketing, âgé de 32 ans minimum, diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, ayant une expérience confirmée du marketing des produits industriels, acquise de préférence dans un domaine de technologie avancée. Une très bonne pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2352BM

## ORGANISATION INDUSTRIELLE-MÉTHODES

90.000 F

Une entreprise française, fabriquant en grande série des produits métallurgiques à base d'alliages cuivreux, filiale d'un puissant groupe de dimension internationale, recherche pour son usine (400 personnes) située au Nord de Lyon, un ingénieur responsable des méthodes. Rattaché au Directeur de Production et assisté d'une équipe de spécialistes (fonderie, outillage, décolletage, automatisme...). Il aura pour mission d'actualiser les gammes opératoires (sur IBM 3), de participer à la définition des procédés de fabrication, d'améliorer l'organisation des ateliers et d'aménager rationnellement les postes de travail. Son action l'amènera à étudier les investissements et à gérer des budgets importants. Ce poste, présentant de réelles perspectives d'évolution, intéresse un ingénieur (AM, ECAM, IDN...) de 30 ans minimum, désirant enrichir son expérience et possédant de solides connaissances techniques et industrielles acquises au sein d'une entreprise métallurgique fabriquant en grande série (automobile, électroménager...). La connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération, de l'ordre de 90.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Ecrire à M. BUHLER à Lyon. Réf. A/3368M

## MAINTENANCE TRAVAUX NEUFS

100.000 F

**Lyon** — Une société française spécialisée dans l'installation et la maintenance d'appareils mécaniques, électriques et électroniques, intervenant sur l'ensemble du territoire national par l'intermédiaire de 8 centres régionaux, recherche un ingénieur de Maintenance pour assurer la Direction du centre de Lyon. Rattaché au Directeur d'Exploitation, basé à Paris, il aura pour mission, après une période d'intégration, de gérer l'activité de la société sur 14 départements avec un effectif de 60 professionnels et un parc de 40 véhicules. Il assurera personnellement les relations avec les clients importants, veillera à la qualité et à la rapidité des prestations fournies et développera les activités d'installations nouvelles. Ce poste conviendrait à un ingénieur (AM, ECAM, ou équivalent) âgé de 32 ans minimum, possédant une solide expérience de la gestion et de l'animation d'un service de maintenance et travaux neufs (mécanique, électricité, pneumatique, électronique...) dans une industrie utilisant ces techniques (entreprises de travaux publics, sociétés d'engineering, etc.). Des qualités personnelles de contact et de dynamisme lui permettront d'être rapidement à l'aise dans la fonction. La rémunération annuelle, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. Ecrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3369M

## TECHNICAL SALES EXECUTIVES

Worldwide

One of the world's major industrial groups seeks to strengthen its sales organisation by appointing sales executives who, after initial training, will operate from countries with free market economies. Applicants should have a technical qualification and background, preferably including a degree in chemistry, or industrial, mechanical or electrical engineering and 2 or 3 years' sales experience. A willingness to travel frequently and to live in different countries is essential. Fluency in English, a good knowledge of a second language and a basic understanding of Italian is also necessary. A wide range of professional experience can be considered in view of the diversity of the group's products, both from a technical and quality point of view. The use of advanced management systems and techniques and the group's policy of rewarding real personal ability makes these extremely interesting opportunities for young people with potential who are interested in increasing their experience within a dynamic and stimulating environment that can offer rapid career development. Write to Paris address. Réf. B/5525M

## RESPONSABLE COMMERCIAL

80.000 F

**Electronique Industrielle** — La filiale de distribution d'un groupe d'origine britannique bien introduit sur le marché des équipements, composants et accessoires électroniques, recherche son Responsable Commercial. Sous l'autorité du Directeur Général français, il aura la responsabilité de la commercialisation des produits auprès d'une clientèle industrielle très diversifiée, OEM et utilisateurs (télécommunications, traitement des données, automaton, etc.), avec l'aide d'une petite force de vente qu'il devra former et motiver. Il participera à la définition de la stratégie du marketing (définition des cibles, prévisions de vente, publicité, etc.) conduisant à une meilleure pénétration du marché. Ce poste nouveau conviendrait à un jeune candidat, ingénieur en électronique, parlant couramment l'anglais, disposant d'une expérience de 4 à 6 ans dans la vente et le marketing de produits techniques, en particulier électromécaniques et électroniques (composants passifs de préférence). L'expérience préalable de l'animation de vendeurs serait un avantage. Un stage de formation de plusieurs semaines est prévu au sein de la Maison-Mère. La rémunération annuelle de départ sera négociée autour de 80.000 francs. D'exceptionnelles perspectives de promotion s'offrent à un candidat répondant précisément aux exigences du poste. Ecrire à A. JAMET à Paris. Réf. A/2305BM

## INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Export

Une société française réputée dans le domaine de la fabrication et la vente de compresseurs d'air et de gaz, située à une cinquantaine de kilomètres au Nord de Paris, recherche un ingénieur Technico-Commercial. Rendement compte au Directeur Commercial Export, il assurera la coordination et le développement de l'appui technique des ventes sur les marchés étrangers, et entretiendra pour le compte de la Direction Commerciale Export, les rapports fonctionnels avec les services techniques et logistiques du siège (devis, études, fabrication, après-vente). Il sera également chargé du suivi technique des affaires engagées avec les sociétés d'engineering. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien âgé de 30 ans au moins, possédant une solide compétence technique acquise dans le domaine des machines alternatives, ainsi que la pratique des relations avec la clientèle. La connaissance des méthodes de travail de l'engineering serait appréciée. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire. Le poste implique quelques voyages de courte durée dans l'année. La rémunération annuelle tiendra compte du niveau et de l'expérience du candidat. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2363M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

PA Management Consultants S.A. - Avenue Louise 386 - 1050 Bruxelles - Tél. (322) 648-65-55

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

## SPORTS

## CROSS-COUNTRY

## AU CHAMPIONNAT INTERNATIONAL

## Victoire inattendue du Portugais Carlos Lopes

De notre envoyé spécial

Chepstow. — Comme pour mieux marquer leur attachement au passé, les Britanniques avaient choisi la petite cité médiévale de Chepstow, tout près de Cardiff, qui bruisait déjà de plaisir dans l'attente d'un certain match de rugby, pour organiser, samedi 28 février, le quatrième championnat international de cross-country. Cela n'a pas empêché le Portugais Carlos Lopes de dominer la

tradition en apportant à son pays une première victoire individuelle extrêmement brillante. Au classement par équipes, la France a obtenu une excellente troisième place. Dans l'épreuve réservée aux juniors, Thierry Watrice s'est classé quatrième, cependant que Joëlle Debrunier a touché au but en sixième position dans la course féminine.

Au dernier moment, les organisateurs s'étaient résolus à effacer du parcours le trou de 4 mètres de large et de 80 centimètres de profondeur qu'ils avaient fait creuser avant de le remplir consciencieusement à l'aide d'un bûche d'arrasage. Mais il avait fallu toute la force de persuasion de la plupart des délégations étrangères pour obtenir la suppression de cette réargence de l'époque pas si lointaine où l'épreuve s'appelait encore le Cross des nations et où les concurrents ne fréquentaient les hippodromes que de loin en loin. Dame ! Il n'est pas facile de sacrifier à l'évolution générale lorsqu'on a eu la haute main sur la spécialité de 1903 à 1973.

Curieux champ de courses, au demeurant, que celui de Chepstow ! Flûté une piste tracée sur des montagnes russes. En tout cas, un terrain propre à servir les intérêts des coureurs britanniques, toujours étonnés par les difficultés, si d'aventure il avait plu. Un soleil printanier et le détour imposé à l'approche d'un trou d'eau où bien des souillers se seraient embourbés dangereusement auraient finalement favorisé les ambitions de Carlos Lopes.

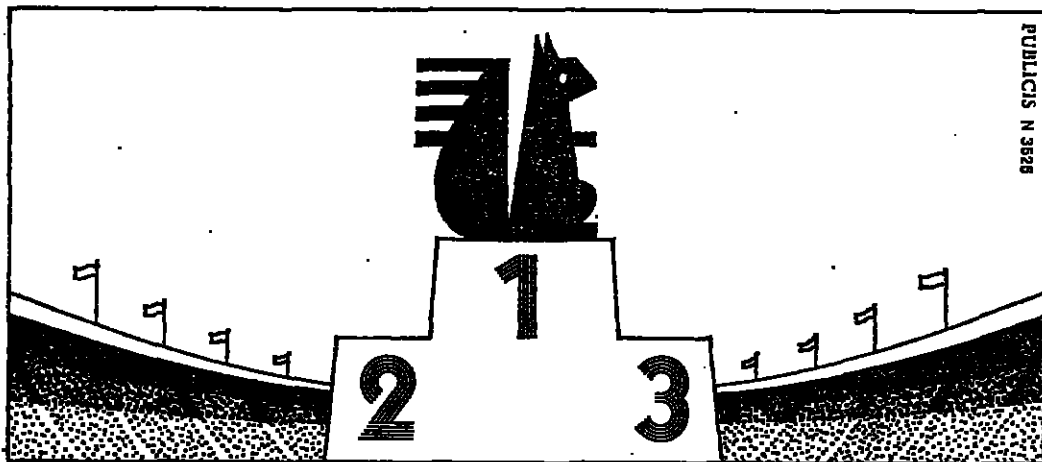
Car, loin de s'apparenter à ces subtilités petites et noueuses qui diraient l'essentiel de leur valeur de leur résistance à la peine, ce Portugais élané et racé a des allures de lévrier, troisième à la Corrida de Sao Paulo l'an dernier, brillant vainqueur à Chartres et à Saint-Sébastien cet hiver. Il a déjà couru le 5 000 mètres en 13 min. 33 sec. 8/10, et son entourage le dit capable de parcourir 10 000 mètres en moins

de 28 minutes à la première occasion. Passant sans doute plus de temps à battre la campagne qu'à rester derrière le guidon de la banque qui l'emploie, sa victoire, acquise avec plus de 150 mètres d'avance au terme d'une randonnée de 13 kilomètres, indique suffisamment qu'il est prêt pour de plus grands honneurs.

Tout fut joué lorsqu'il accéléra après 4 kilomètres de course. Derrière, on s'employa à limiter les dégâts. L'exercice parut convenir à Jean-Luc Pangham, qui, comme six de ses huit camarades de l'équipe de France, participait pour la première fois à l'épreuve. Professeur de français au C.E.S. de Guilers (Finistère), ce Breton volontaire, qui assure que la course à pied ne sera jamais pour lui qu'un plaisir, s'était préparé minutieusement de longue date, comme on s'organise pour un lointain concours. Bien entendu, il se reprochait à l'arrière d'avoir péché par modération, et se faisait fort, dans les mêmes circonstances, de progresser de quelques rangs.

Il n'en demeure pas moins qu'il avait lutté jusqu'au bout, sans jamais accepter le fait accompli, et que son comportement, traité par quelques équipiers, permit de gagner une douzaine de places au classement général dans les 50 derniers mètres. Egal à lui-même, Boxberger était arrivé neuvième. Voilà des années que, promis au plus bel avenir, il essaie de faire porter aux autres la responsabilité de vices trop égrégues. Même lorsqu'il proclame des ambitions tapageuses, le cœur n'y est pas, et il est toujours un cran en dessous de ses possibilités.

RAYMOND POINTU.



## Partez avec l'Ecureuil aux Jeux Olympiques.

Du 1er au 31 mars, chaque opération positive dans une Caisse d'Epargne Ecureuil donne droit à un bulletin de participation... et chaque bulletin peut gagner : il suffit de le remplir.

### 300.000 F. de prix dont 13 séjours d'une semaine aux Jeux Olympiques.

## Sportifs, attention !

Les gagnants inscrits à un club sportif recevront leur prix majoré de 5%, les licenciés de 10%, les détenteurs d'un titre homologué en 1975 de 15%, les majorations étant cumulables, elles peuvent atteindre 30%. De plus, un tirage spécial permettra aux clubs sportifs cités sur les bulletins, de recevoir des prix en espèces.

(\* voyage, hôtel et accès aux stades olympiques).

## ATHLÉTISME

## LES SEPT SECONDES DE GUY DRUT

Vice-champion olympique à Munich, Guy Drut entend bien devenir champion à part entière dans moins de cinq mois, à Montréal. Ses principaux adversaires, à moins que le Cubain Alejandro Casanovas ne progresse rapidement, seront américains. Ayant déjà pris la mesure de Charles Foster l'an dernier (trois victoires au cours de cinq rencontres en plein air), il avait donc entraîné une tournée aux États-Unis qui lui aura permis, lors de compétitions en salle, de marquer un avantage sur Tom Hill.

Sans doute fut-il battu à trois reprises, dans les quatre premières courses auxquelles il participa, par celui auquel il reconnaît plus de qualités qu'à Foster. Mais dans la cinquième, celle qui comptait pour le titre de champion des États-Unis, il est arrivé vainqueur en 7 secondes (La Monde daté 29 février 1976). La distance (60 yards, soit 54,86 mètres) ne présente guère de difficulté, dans un 110 mètres haies, si se distingue surtout dans les cinquante derniers mètres. Ses adversaires ne l'ignoraient pas. Ils auront pu mesurer ainsi ce que Drut devait à leur hospitalité, et auront du même coup perdu un point précieux. — R. P.

## FOOTBALL

## Les seizièmes de finale de la Coupe de France

Les matches « aller » des 16<sup>es</sup> de finale de la Coupe de France de football ont marqué la fin de l'aventure pour les « petits » clubs, ceux que l'on appelle les régionaux. Guingamp, battu 2 à 1 sur son terrain par Lille, ne peut guère espérer une victoire au match « retour », pas plus que ne sauraient raisonnablement croire en leurs chances les deux clubs de promotion d'honneur, La Pallade et Meaux, battus respectivement par Dunkerque (3-2) et par Sète (2-0). Il n'empêche que, pour ces clubs, l'accession aux 32<sup>es</sup> de finale suffirait pour assurer leur réputation et susciter l'enthousiasme de supporters... ne serait-ce que l'espace d'un dimanche.

## Quand Meaux découvre ses footballeurs

Participer aux seizièmes de finale de la Coupe de France c'est une aventure exaltante, presque une épopée pour un club et des joueurs de promotion d'honneur. Même s'ils n'ont plus le lustre de leurs années qui dominèrent le football français à la naissance du professionnalisme dans les années 30, les joueurs s'étaient en dixième division, soit quatre échelons au-dessus de leurs adversaires mellois. Leur venue avait attiré près de 6 000 spectateurs dont près des deux tiers n'avaient sans doute jamais fréquenté le stade Pierre-Colinet et découvraient ces amateurs mellois parvenus à ce niveau de l'épreuve après avoir déjà éliminé cinq équipes hiérarchiquement supérieures dont Aulnoye et Saint-Quentin qui jouent en troisième division.

Ainsi, dans cette petite ville de 45 000 habitants où le sport est victime de la proximité de la

capitale pour les distractions, le football est devenu l'espace d'un dimanche le pôle d'attraction de la cité. L'occasion était trop belle pour ne pas présenter au public en lever de rideau les quelques trois cent vingt licenciés dont les dix-huit équipes de jeunes qui situent l'effort consenti par les responsables du club sportif de Meaux.

Cette politique de prospection et d'accueil des jeunes menée depuis deux ou trois ans par l'impulsion d'André Anziani, un instituteur de Châteaufort-Thierry qui entraîne l'équipe première, et de Jean-Pierre Legrand, un typographe du monde responsable des équipes de jeunes et de l'école de football qui regroupe cent soixante le mercredi après-midi, porte déjà ses fruits puisque, face aux Sétols, Meaux alignait quatre éléments de vingt ans qui opéraient encore dans l'équipe junior voici deux saisons.

## Des efforts coûteux

Si l'on excepte Eric Bourgeois, admis cette année au Centre de formation des jeunes footballeurs de Sochaux, d'autres éléments de valeur devraient venir prochainement renforcer l'équipe junior puisque le club s'honorait la saison dernière de deux internationaux scolaires et compte encore cette année deux jeunes convoqués à Vichy aux stages nationaux de sélection junior et scolaire.

Les efforts consentis pour l'entraînement, la formation, l'équipement et les déplacements des jeunes footballeurs mellois coûtent toutefois cher à un club de promotion d'honneur dont la moyenne des spectateurs ne dépasse pas quatre cents à cinq cents par match, mais qui bénéficie cependant d'une petite subvention municipale (45 000 francs). A ce titre, la Coupe de France est une aubaine pour une petite équipe d'amateurs qui parvient à ce niveau de l'épreuve.

La formule des matches aller et retour, critiquable au plan sportif puisqu'elle introduit le calcul et la prudence dans cette épreuve, qui valait surtout par le caractère dramatique des éliminations brutales sur une seule rencontre, permet désormais à chaque équipe d'envisager deux substantielles recettes. A ce niveau de la compétition, chaque club perçoit en effet 30 % de la recette nette (après déduction des taxes, des frais de location du terrain et des frais de déplacement des équipes, des arbitres et des officiels) et son quota sur les 20 % de la recette prélevée sur tous les matches des seizièmes de finale, et répartis équitablement entre les trente-deux équipes. Ainsi, la seule participation des joueurs mellois aux seizièmes de finale de la Coupe de France permettra au club de percevoir 60 000 francs à 80 000 francs, soit une somme supérieure à celles encaissées durant tout le championnat.

## En point de mire

Face à ce public à conquérir, il était d'autre part important, pour les Mellois, de ne pas décevoir. Un arbitre bienveillant, un gardien de but brillant au point de détourner un pénalty après dix minutes de jeu et des Sétols qui se contentèrent de contrôler le match ont permis aux Mellois de faire très bonne figure, en concédant seulement deux buts à Edwige (34<sup>e</sup> minutes) et à Kasoyan (55<sup>e</sup> minute). Une réputation qui n'a pas sans quelques désagréments en championnat, où le club, qui vise l'accession en division d'honneur, sera désormais l'équipe à battre pour tous ses adversaires avides d'un exploit.

GÉRARD ALBOUY.

## Les résultats

## Basket-ball

## CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATIONALE I

*Villeneuve b. Antibes	110-78
Tours b. Nice	105-89
Paris b. Rouanne	101-85
Bercy b. Metz	118-88
Clermont b. Jevy	107-90
Strasbourg b. Châlons	105-89
*Orthez b. Lyon	78-64

Classement. — 1. Tours, 72 pts ; 2. Caen, 63 ; 3. Villeneuve, 63 ; 4. Le Mans, 60 ; 5. Châlons, 55 ; 6. Clermont et Orthez, 53 ; 7. Antibes, 50 ; 8. Lyon, 49.

## Escrime

Le challenge Duzal de Fleuret a été enlevé dimanche 29 février par Bernard Talard, dont les plus beaux résultats ont été obtenus sur le champion du monde Noël (5-2) et Pietruska (10-6).

## Football

## SEIZIÈMES DE FINALE DE LA COUPE DE FRANCE (matches aller)

Nice b. Bordeaux	1-0
Paris-S.G. b. Lens	3-0
Valenciennes b. Nîmes	3-0
Metz b. Rennes	2-0
Auxerre et Marseille	0-0
Lyon b. Brest	2-1
Reims b. Caen	2-0
Lille b. Ev. Avant Guingamp	2-1
Vanhan Strasbourg et Bastia	2-2
Nancy b. Béziers	1-0
Laval b. Toulouse	5-1
Châtillon b. Angers	3-1
Dunkerque b. L. P. Montpellier	3-0
Sète b. Meaux	3-1
Troyes et Sochaux	1-1

## TRENTES-DEUXIÈMES DE FINALE (match à rejouer)

Gazélec Ajaccio b. Béziers	2-0
----------------------------	-----

## Handball

## CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATIONALE I

POULE A	
A.S.P.T.T. Metz b. *Stella	23-17
*FCG b. ASFA Toulouse	34-16
*USC Nancy et Billy-Mont.	20-20
4. Le Mans b. Lorient	18-14
APAS Paris b. *Toulon U.C.	19-18
Classement. — 1. Stella Saint-Nazaire, 33 pts ; 2. FCG, 32 ; 3. Metz, 31 ; 4. Lorient, 27.	

POULE B	
*St. marseillais U.C. b. Gagny	21-14
*S.S. Voltaire b. Altkirch	23-21
*Mulhouse b. Saint-Etienne	21-20
*ASU Lyon b. Sochaux	22-12
Classement. — 1. S.P. Strasbourg, 33 pts ; 2. Dijon et SMUC, 32 ; 4. Altkirch et Mulhouse, 29.	

## Hippisme

Le prix Troytown, disputé le 29 février à Autzou, et réservé au parti héré, a été remporté par Gat, de l'écuyer Khandra et Porto Ruffi. La combinaison gagnante est 7-8-10.

## Judo

## CHAMPIONNATS DE FRANCE PAR CATEGORIES DE POIDS

LES LÉGÈRES

Finale : Alglat (J.C. Maisons-Alfort) b. Eric Collet (Saint-Laurent-du-Var).

MI-MOYENS

Finale : Patrick Vial (J.C. Maisons-Alfort) b. Gérard Gauthier (A.C.M.B.).

MOYENS

Finale : Jean-Paul Coche (R.C.F.) b. Guy Aulfray (J.C. Maisons-Alfort).

MI-LOUDES

Finale : Jean-Luc Rougé (R.C.F.) b. Farid (J.C. Maisons-Alfort).

LOUDES

Finale : Jean-Pierre Triplet (A.C.B.B.) b. Rémi Berthet (R.C.F.).

## A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mardi

VENTES

S. 14. — Atelier Alfred Dondoux (2<sup>e</sup> vente) S.G.P. Laurin, Guillon, Buffard, Toulon.

S. 15. — Ameub. M<sup>re</sup> Bougriand.

S. 16. — Bons meubles M<sup>re</sup> Pescheteau.

VENTE à CHARTRES (28)

GALERIE DE CHARTRES DIMANCHE 7 MARS 1976 14 h.

ARMES ANC. AMÉRICAINES CIVILES ET RÉGLEMENTAIRES

paire de pistolets et couteaux

M<sup>re</sup> J. LELIEVRE, C.-P. 6, r. Famin

28000 CHARTRES - (37) 36-04-33

Expo. vend. de 14 à 18 h.

et mat. de vente de 10 à 11 h. 30

سكنا في الامم















OFFRES D'EMPLOI	La Page	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La Page	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

### emplois internationaux

#### CONTROLLER

GUADELOUPE F 110 000  
+ voiture + avantages

##### INDUSTRIE ALIMENTAIRE

La filiale française d'un très important groupe international spécialisé dans la production et commercialisation de farine et d'aliments de bétail (C.A.F. 50 millions, 200 personnes) recherche, à la suite d'une promotion interne, un Contrôleur.  
Bref droit du Directeur Général et dépendant directement de lui, il supervisera 8 personnes et aura l'entière responsabilité des opérations comptables, financières, administratives et fiscales (préparation des états financiers, amélioration des procédures de contrôle interne, contrôle budgétaire, relations avec l'Administration douanière et fiscale de l'île).  
Ce poste complet et passionnant requiert un candidat à forte personnalité, ayant une très bonne formation comptable et fiscale, parlant anglais et si possible espagnol. Il aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans un poste opérationnel au sein d'une entreprise de préférence internationale. Le taux de croissance très rapide du groupe offre de réelles chances de développement de carrière.  
RÉF. C 3101

Adresser C.V. détaillé, en spécifiant la référence, à G.C. FULCONIS, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Discretion absolue.

#### Société d'Ingénieurs-Conseils

A vocation internationale recherche

#### CHEF DE PROJET ADDUCTION D'EAU

POSTES : Direction des études puis des travaux d'adduction d'eau urbaines, dans plusieurs villes d'Afrique-Orientale.  
QUALIFICATIONS : Ingénieur diplômé 10 ans d'expérience minimum en hydraulique urbaine (captages, adduction, traitement et réseaux de distribution).  
Anglais indispensable.  
Expériences outre-mer souhaitées.  
Capacité réelle d'encadrer et d'étudier sur place avec équipe mixte experts locaux.  
DUREE SEJOUR : 30 mois.  
CONDITIONS : Rémunération selon Age et qualification plus indemnités expatriation, voiture, logement, vacances en Europe en cours de séjour.

Adresser C.V. manuscrit détaillé sous la réf. HX11, à PROFILS, CONSEILS EN RECRUTEMENT, 5 bis, rue Koppler, 75116 PARIS.

#### Importante Société négoce Produits Alimentaires recherche pour son siège Abidjan-Côte d'Ivoire

#### DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Rattaché au Directeur Général, il sera responsable de l'ensemble des problèmes comptables et financiers : comptabilité générale et analytique, préparation du bilan et de la consolidation avec la Société mère française, relations avec les banques, etc.  
Ce poste implique de préférence des candidats de formation commerciale supérieure à forte dominante comptable et financière, ayant exercé, pendant au moins 5 ans, les fonctions de Chef comptable ou de Responsable administratif.  
Le candidat et sa famille doivent accepter de résider en Afrique plusieurs années.  
Rémunération : 120.000 F/an + avantages liés à l'expatriation.  
Adresser votre C.V. détaillé sous référence 58536 à Havas Contact, 156 bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

#### AFRIQUE FRANCOPHONE

Société en pleine expansion liée à un groupe de mégas de produits chimiques recherche :

#### RESPONSABLE FINANÇ./ADMIN.

Le candidat retenu, d'au moins 37 ans, aura une formation comptable D.E.C.S. ou équival, complétée par quelques années d'expérience de la C.G. dans une S.A. de taille moyenne ; il assurera outre la gestion comptable jusqu'aux bilans et C.R. mensuels les relations avec les banques ainsi que la supervision du personnel et de l'administration commerciale (stocks, transport, etc.).  
Excellentes conditions (+ logement) + 2 mois congés offerts à un cadre souhaitant des responsabilités réelles et capable de les assumer, ayant déjà de préférence une expérience de l'Afrique.  
Ecrire sv. C.V. et réf. FAIR/RS à T&S, 77, rue la Botz, 75008 PARIS ou tél. pr r. au 281-31-07.

Dans le cadre de l'expansion d'une de ses filiales de

#### GABON

Un important Groupe Français recherche

pour succéder le directeur d'un département commercial contrôlant réels nombreux points de vente.

#### ADJOINT ADMINISTRATIF

AYANT FORMATION COMPTABLE

Expérience de gestion d'un service administratif

Préférence donnée à un candidat ayant travaillé dans le SECTEUR DE LA DISTRIBUTION EN

Le titulaire du poste aura pour principales tâches :

— Centralisation de la comptabilité sécurisée d'un réseau de 150 magasins ;

— Contrôle et suivi des transports, prix de revient et mouvements des fonds ;

— Comptabilité des stocks.

POSTE EVOLUTIF - RESIDENCE LIBREVILLE.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à n° 44.701.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

#### INGENIEURS DIPLOMES

2 à 5 ans d'expérience en Ingénierie

Nous sommes un des premiers Groupes français d'Ingénieurs-Conseils. Notre département

Ingénierie est chargé d'assister, dans un pays en voie d'industrialisation, l'organisme responsable du développement des

Petites et Moyennes Industries. Pour ces projets, et aussi d'autres missions à l'étranger, nous recrutons :

• 3 INGENIEURS RESPONSABLES DE CONTRATS

• 3 INGENIEURS D'ETUDES (INFRASTRUCTURE, BATIMENT, FLUIDES...)

Vous serez essentiellement chargés :

• d'assister les responsables locaux dans toutes les phases de la réalisation de plusieurs projets, jusqu'à l'achèvement des unités produites en usine ;

• d'assurer, à l'occasion de ces interventions, leur formation technique.

Vous résiderez sur place, où vous devrez vous intégrer à notre équipe pluridisciplinaire.

Vous serez rattachés au Groupe à Paris, et bénéficiez d'avantages financiers, en France et sur place, liés à votre situation familiale.

Adresser votre curriculum-vitae complet avec photographies de 35 mm sous n° 2453 à SPERAR, 12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX (description et réponse rapide assurée).

Wir sind die DEUTSCHE NIEDERLASSUNG eines namhaften - FRANZÖSISCHEN HERSTELLER-UNTERNEHMENS im Bereich der elektronischen Bauelemente-Industrie.

Sie sind ca 35 JAHRE alt, haben Fachhochschulbildung als Wirtschaftsingenieur und konnten bereits erste Erfahrungen im Vertrieb sammeln.

Sie sollten als unser

#### AUBENDIENST-VERKAUFSLEITER

diverses über gewisse Führungsqualitäten verfügen und - dies ist jedoch nicht Bedingung - französische Sprachkenntnisse besitzen.

Siehe schicken Sie Ihre Bewerbung mit Schriftl. LEBENSlauf, PHOTO und GEBURTSDATUM an n° 44919 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1<sup>er</sup>).

RECHERCHES D'URGENCE POUR MOYEN-ORIENT

1) INGENIEUR GENIE CIVIL formation bâtiment expérience de quelques années.

2) INGENIEUR expérience pratique 10-15 ans. titulaires années. Ligne rapidement.

Ecr. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS. Sous référence 5760.

SOCIÉTÉ SÉNÉGALAISE RECHERCHE POUR DAKAR

CANDIDATS

Nationalité sénégalaise. Ayant formation supérieure technique ou commerciale pour

DIRECTION LOCALE entreprise métallurgique. Séries références morales et professionnelles exigées.

Env. C.V. manusc. à SHERETS BP 229, 75014 PARIS CEDEX 09 sous réf. n° 222, qui transmettra.

POUR L'IMPLANTATION DE CENTRALES THERMIQUES

Recherches d'urgence pour MOYEN-ORIENT

STE FRANÇAISE rech.

INGENIEURS

— MECANIQUE-FLUIDES

— ELECTRICITE

Pr. contrôle et supervision. Une expérience similaire est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé à A.M.P. n° 82/MS, 4, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

5-1000 BRUXELLES, qui transmettra.

#### emploi internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



### emplois régionaux

#### LES MAISONS BRUNO PETIT

TROISIEME CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MAISONS INDIVIDUELLES

recherchent pour

SAVOIE et BOURGOGNE

#### JEUNES INGÉNIEURS

En pratiquant l'organisation, la conduite et la gestion des chantiers, ils se préparent à l'entière responsabilité des travaux.

Ecrire 41, rue des Sorbiers, 52180 MEUDON.

#### contrôleur de gestion

HAUTE-MARNE

Industrie Mécanique établie dans l'Est de la France, dans le cadre de notre Direction Générale de moyens modernes pour une gestion efficace de nos 3 unités de production, nous créons le poste de Contrôleur de gestion.

Rattaché à la Direction Générale il sera chargé :

• de l'étude et de la mise en place d'un système de contrôle de gestion pour l'ensemble de la Société (550 personnes),

• de l'élaboration et du suivi des comptes d'exploitation, des tableaux de bord, du calcul des prix de revient des différents types de produits.

Pour réussir dans cette fonction il faut, outre un niveau de formation supérieure (École de Commerce, D.E.C.S.), une expérience industrielle d'au moins 3 années et des qualités de personnalité permettant d'assumer une petite équipe et de communiquer son sentiment avec la Direction Générale, mais aussi avec les Directeurs d'Usine, les Chefs d'atelier et le personnel ouvrier. De plus, des aptitudes pédagogiques seraient appréciées.

Du goût pour une vie familiale à la campagne et une grande expérience en grand air faciliter l'adaptation à la région.

Prenez contact rapidement avec les Conseils de Recrutement d'EUREQUIP sous réf. 40182 M.

EUREQUIP

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

19, rue Yves du Manoir, B.P. 30 92620 Vincennes

#### La Société FACOM

(1500 personnes en 4 établissements) leader européen de l'outillage à main, poursuit son expansion à NERVENES objectif : 600 personnes en 1980. Elle vous offre deux postes :

#### CHEF DU PERSONNEL

Réf. 9143/M

• Chargé de l'ensemble des tâches de gestion administrative et humaine et plus spécialement des problèmes de recrutement, d'intégration, de formation...

• Ce rôle-clé exige une formation supérieure, une grande maturité professionnelle acquise dans un contexte industriel similaire, des compétences confirmées (évaluation, tests, salaires, problèmes sociaux, juridiques).

#### CHEF DE FABRICATION

Réf. 9144/M

• Responsable à terme des 4/5 des effectifs, il lui sera confié tous les problèmes de gestion de production avec 3 chefs d'ateliers et les services annexes.

• Il est requis un diplôme d'ingénieur A.M. ou équivalent, l'expérience et le goût des responsabilités de fabrication sont des compétences en usage et une personnalité ouverte aux relations sociales.

A tout candidat d'un C.V. adéquat et détaillé, Hervé LE BAUT adressera une description de la Société et du poste.

#### BOSSARD SELECTION

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

</



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**STRAFOR**

LEADER EUROPEEN  
(360 millions de CA consolidé)  
renforce ses services

ANALYSE DE GESTION  
et offre  
DEBUTS DE CARRIERES  
à

2 JEUNES DIPLOMÉS  
X, Mines,  
HEC, ECP, INSEAD...

déboutants, ou possédant de 1 à 2 ans  
d'expérience, pour fonctions de

**Contrôleurs  
de Gestion**

d'un ou plusieurs Centres de Profits.  
Ils travailleront à STRASBOURG une structure  
d'accueil et pourront évoluer au sein du Groupe

**Forges de Strasbourg**

Les dossiers de candidatures  
sont à adresser à : 1130 à Strasbourg (enveloppe)  
seront traités confidentiellement par  
**DEVELOPPEMENT**

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Société d'importance nationale  
spécialisée en équipements  
électriques industriels  
recherche

**INGÉNIEURS**

- De Vente  
(introductions en rég. parisienne souhaitées).  
SPECIALISTES en équipements (ELECTRIQUEMENT et COMMERCIALEMENT) en :
- Equipements électriques.
- Régulation.
- Chauffage-ventilation-climatisation.
- Equipements de levage.  
(alternatif et continu).

Les 3 derniers postes sont à pourvoir dans diffé-  
rentes régions et particulièrement dans l'EST.

Les C.V. détaillés, précisant le ou les postes  
convoités sont à adresser sous le n° 44.353 à :  
CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**cadre ou ingénieur  
position 2**

**SEP**

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE  
DE PROPULSION  
ETABLISSEMENT DE VERNON

recherche cadre ou ingénieur position 2,  
formation électromécanicien.

- Enquêtes dans le domaine de la gestion  
technique
- Audit - Evaluation des fournisseurs
- Statistiques diverses
- Déplacements étrangers
- Langue anglaise requise.

Adressez curriculum vitae et prétentions en  
présentant référence 152 à :  
SEP, Service du Personnel - B.P. N° 802  
27207 VERNON.

**IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ**

recherche

Pour DEVELOPPEMENT

ÉTUDES ACTIVITÉ NOUVELLE

**INGÉNIEUR**

ORIGINE GRANDE ÉCOLE

AVANT CINQ ANS OU PLUS D'EXPÉRIENCE

DANS SOCIÉTÉ ENGINEERING

GENIE CHIMIQUE

AGE SOUSCRIPTION : 35 ANS MINIMUM

CONNAISSANCE ANGLAIS EXIGÉE

RESIDENCE BORD DE MER ATLANTIQUE

Ecrire avec C.V., photo attachée et prétentions à  
n° 88.850 - PUBLISSE - B.P. 133-02, 75002 PARIS,  
CEDEX 02, qui transmettra.

**DIRECTEUR D'USINE**

CHATEAUXROUX 100 000 F +

La filiale française d'un groupe important, spécialisée  
dans l'étude et la réalisation de matériels électroméca-  
niques de haute technicité, cherche une unité de production  
(petites et moyennes séries) et veut en confier la gestion  
à un

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

de 35 ans minimum, ayant une solide expérience de la  
direction d'unités de production dans des entreprises  
d'industries et une bonne connaissance de la langue  
anglaise.

Les ingénieurs inté-  
ressés envoient leur  
dossier de candida-  
ture sous référence  
5710 (à retourner  
sur l'enveloppe) à :

Elizabeth FRENCH  
137, av. Marat  
75010 Paris  
qui les assurera de la  
plus grande discrétion

Notre entreprise est le n° 1 du matériel d'ensem-  
blage scientifique. Taux d'expansion 30 %  
par an - Nous voulons être le n° 1 avant 5 ans.

Nous cherchons pour notre équipe COMMERCIALE

**DEUX CHEFS DE PRODUITS**

chargés de la publicité, des prix, de la vente d'une  
ligne de produits.

- Un pour les appareils de physique.
- Un pour le matériel de biologie.

1) Absolu la compétition commerciale - Imagi-  
nativité, dynamisme ;

2) Expérience ou formation COMMERCIALE (école  
Commerciale, St. Eco., etc.) ;

3) Bonne culture scientifique (ingénieur ou math.  
supér. ou C.B.B.G. ou biologie, agronomie, etc.).

Domicile à EVREUX - 100 kilomètres de PARIS.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à 84 JEUIN  
B.P. 310 - 27009 EVREUX.

**ALSACE**

Importance Société  
Industrielle Française  
(900 personnes CA 130 MFHT.)

recherche

**INGÉNIEUR  
DEVELOPPEMENT**

- Maturité d'un homme de 35 ans environ ;
- Formation ingénieur (AM ou équivalent) ;
- Expérience de préférence en Recherche,  
Développement ;
- Connaissances des plastiques,  
fabrication de moules appréciables ;
- Imagination, sens du réel, débrouille ;
- Allemand indispensable, Anglais souhaité ;
- Rémunération à la mesure d'un poste de  
haut niveau ;
- Résidence dans le Bas-Rhin, à 1 h de Strasbourg.

Pour tous renseignements complémentaires,  
écrire sous Réf. 72019 K

ALSA SEC. TALLER de Robertau  
67000 STRASBOURG

**METZ**

recherche - Collaborateur haut niveau  
pour occuper le poste de

**DIRECTEUR FINANCIER**

Il devra :

- être titulaire d'un diplôme supérieur ;
- avoir suffisamment de pratique pour diriger  
la comptabilité générale et analytique d'une  
entreprise industrielle de moyenne importance ;
- connaître les aspects juridiques, fiscaux, sociaux,  
réglementaires et sociaux ;
- avoir eu une expérience de traitement  
mésocorporatif ;
- pouvoir fournir d'excellentes références profes-  
sionnelles et morales.

Adresser C.V. détaillé et une photo récente sous n° 812,  
HAVAS STRASBOURG.

**INGÉNIEUR  
DES VENTES**

90.000 F et +

Les caractéristiques de nos machines toutes les qualités et plus grandes  
commercialisées à notre actif. Fais d'un très important groupe suisse,  
d'occuper sur le marché mondial, une des premières places, d'un réseau  
régional, en équivalent, ayant le sens de la négociation, il se verra confier  
un poste de développement de notre industrie sur l'ensemble de la France.  
Il devra :

- être titulaire d'un diplôme supérieur ;
- avoir suffisamment de pratique pour diriger  
la comptabilité générale et analytique d'une  
entreprise industrielle de moyenne importance ;
- connaître les aspects juridiques, fiscaux, sociaux,  
réglementaires et sociaux ;
- avoir eu une expérience de traitement  
mésocorporatif ;
- pouvoir fournir d'excellentes références profes-  
sionnelles et morales.

Adresser C.V. détaillé et une photo récente sous n° 812,  
HAVAS STRASBOURG.

Documentation sur poste avant 1<sup>er</sup> entretien

FRANCE 54, rue des Petites Écoles 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE RÉMISE AU CANDIDAT

**INGÉNIEUR AGRONOME**

ou  
diplômé d'école d'agriculture

pour une fonction commerciale et technique  
autonome.

Il aura la responsabilité des objectifs  
et l'animation d'un ou plusieurs délégués  
techniques et commerciaux.

La rémunération ne sera pas inférieure  
à 65 000 F annuels avec frais et voiture  
fournie.

Ecrire CABINET GATIER, Service H,  
32 rue Barrière 69006 LYON.

Réponse assurée et motivée.

**Cabinet Gatier**

Dans le cadre de son expansion

**IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE**

recherche

**SON RESPONSABLE FORMATION**

(Référence 06)

Intégré au Département Développement du  
Personnel il sera chargé de la conception  
des actions de formation et de leur mise en  
œuvre.

De formation supérieure ou de niveau équi-  
valent la candidate idéale aura une expérience  
de 3 ou 4 ans dans une unité opération-  
nelle, dans le domaine de la formation et  
du développement du personnel.

Poste à pourvoir à NANTES.

Adressez C.V. et prétentions en précisant  
la référence à No 44.540 Contesse Publité  
20 av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui tr.

**PAYS DE LOIRE**

Entreprise en évolution constante - doublement  
de sa production en 2 ans - 400 personnes - 100  
millions C.A. - leader dans sa branche - recherche

**CHEF COMPTABLE**

Ce poste conviendrait à une personne jeune,  
de formation solide (B.P., B.T.S., D.U.T., B.S.C.A.E.,  
...) ayant déjà quelques années de pratique. L'expé-  
rience d'un poste de Chef Comptable dans une P.M.E.  
serait très appréciée.

Cette personne, sous l'autorité du  
Directeur Administratif et Financier, devra être capable  
de prendre immédiatement en charge la responsabilité  
du Service Comptabilité Générale (5 personnes) et  
de s'y imposer tant par ses compétences que par ses  
qualités humaines.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé, photo  
et prétentions à : 1130 à Strasbourg (enveloppe)  
seront traités confidentiellement par  
**DEVELOPPEMENT**

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**ANALYSTE  
ORGANIQUE**

PROFIL SOUHAITÉ :

- Formation L.V.T. S.T.S. informatique ou niveau  
équivalent ;
- Deux à trois ans d'expérience en gestion de pro-  
duction ;
- Nationalité française exigée.

NOUS LUI OFFRONS :

- Une situation stable au sein d'une entreprise  
en développement constant ;
- Un salaire et des avantages sociaux intéressants.

Envoyer C.V. et prétentions à M. J. ANDREAN  
SOPRA - 80, rue de Flandre - 75019 Paris.

**administratif  
et financier**

90 000 +

L'agence dispose d'une entreprise leader dans le re-  
sultats de ventes sur l'ensemble de la France. Elle  
cherche pour STRASBOURG (57) un collaborateur de  
haut niveau pour lui confier la gestion financière de son  
service. Il devra être capable de prendre en charge la  
responsabilité du Service Comptabilité Générale (5 personnes)  
et de s'y imposer tant par ses compétences que par ses  
qualités humaines.

L'entreprise souhaite s'attacher un homme ayant une  
expérience effective acquise en milieu scolaire, capable  
d'appréhender la complexité de son poste et de confier l'exécution  
de certains travaux. La connaissance de la langue  
allemande est indispensable.

Adressez lettre manuscrite + C.V. et photo récente sous  
n° 72019 K

CONSEIL EN RECRUTEMENT  
CNP 65, av. des Vignes 67000 Strasbourg

**CHEF DES VENTES LANGUEDOC**

attaché au Directeur commercial.

Il aura la responsabilité de concevoir et d'appliquer,  
après approbation, la politique commerciale de sa  
région (objectifs, budgets, animation de la force  
de vente).

IL FAUT :

- avoir une expérience réussie dans un poste  
identique ;
- être diplômé d'une grande école ;
- être prêt à résider dans le Languedoc ;
- être disponible rapidement.

NOUS OFFRONS :

- La sécurité d'un poste à durée indéterminée ;
- Un job passionnant et évolutif ;
- 72.000 à 88.000 F + frais.

Envoyer curriculum vitae et photo à PROMOGIM,  
9, avenue de Friedland - 75008 PARIS.

**SOCIÉTÉ FROMAGERIE NORMANDE**

100 kilomètres PARIS,  
offre poste de

**Directeur Technique**

gestion usine 200 personnes.

Il devra être bon technicien fromager et avoir  
exercé un poste équivalent.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo  
et prétentions, sous référence YVES  
(à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIERES  
30 rue Vernet 75008 PARIS

**S. A. T. I.**

Première filiale française du groupe S.I.G.O.S.

RECHERCHE :

- Un responsable technico-commercial pour son  
outil de vente ;
- Des ingénieurs commerciaux ;
- Des analystes-programmeurs.

Ces postes sont à pourvoir à TOURS.

Adressez curriculum vitae et photo, à : S.A.T.I.  
« Le Girandière » - 37170 CHAMBRAY.

**UN CADRE COMMERCIAL**

Niveau H.E.C. Sup. de Ca.

Minimum 30 ans pour  
REGION BORDEAUX

Il sera le Patron d'un secteur  
où il devra prouver :

- Un dynamisme certain
- « Sur le terrain »
- Une bonne expérience  
de gestionnaire.

Envoyez votre C.V. et  
prétentions avec photo à n° 1474  
PUBLIFOP 100, rue de Richelieu  
75002 PARIS-2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**Ingénieur  
technico-  
commercial  
chimie**

Filiale d'un Groupe Chimique Européen,  
nous vous proposons de prendre la  
responsabilité de ce poste situé dans  
l'Est de la France.

Votre première expérience commerciale  
et vos connaissances approfondies en  
Chimie minérale vous seront nécessaires  
pour développer nos ventes de produits  
et matériaux dans une chambre industrielle  
(Sidérurgie, Pétrochimie...).

Un stage de formation (3 mois minimum)  
vous sera assuré.

La connaissance de l'Allemand serait  
appréciée.

Envoyez sous réf. M.578 à HENKEL  
FRANCE D.R.H. - B.P. 119  
92220 BAGNEUX.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**CATERPILLAR FRANCE S.A.**

GRENOBLE

recherche

**ANALYSTE BUDGET**

Le candidat retenu aura :

- Une formation Grande École avec option  
comptabilité et gestion.
- Une pratique courante de l'anglais parlé  
et écrit.

Il devra être déchargé des oblig. militaires.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions,  
Service du Personnel, B.P. 65,  
Centre de tr. 38001 GRENOBLE CEDEX.

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**Société Internationale**

recherche

pour région Nord et Est de Paris - résidence  
Beauvais, Compiègne ou grande banlieue Nord

**INGÉNIEUR DES VENTES**

formation mécano. ou électro-mécano.

Av. moins 5 ans expérience de la vente.

Voiture fournie - Poste exigeant 50 % d'absence  
de son domicile.

Adr. C.V. dt. ss le n° 3.316 à « Le Monde » Publ.,  
5, rue des Italiens, 75007 Paris-9<sup>e</sup>, qui transmettra.

**gouv**

Forge - Traitement des métaux

Pièces d'usage agricole

Outils agricoles et d'entreprises

**Ingenieur  
responsable de la qualite**

Vous recensez les demandes du marché, proposez les  
types d'une politique de qualité, traduisez cette poli-  
tique en actions de qualité, assurez la mise en œuvre  
et contrôlez la réalisation de la politique de qualité. Vous  
participez à l'élaboration et à la mise en œuvre de la  
politique de qualité de l'entreprise. Vous êtes le lien  
entre le service client et la Direction Générale, vous  
assurez avec les responsables de l'entreprise, que  
les services commerciaux sont performants. Ingénieur 25  
ans au moins, vous avez une solide expérience en  
production et traitement thermique, et un réel sens  
d'ouverture vers une démarche marketing. Réponse et  
entretien assurés à 20 heures max. + photo + photo +  
réf. adressez à réf. 0/4920 à Mme Bernis.

Adressez lettre manuscrite + C.V. et photo récente sous  
n° 72019 K

CONSEIL EN RECRUTEMENT  
CNP 65, av. des Vignes 67000 Strasbourg

**bernard julhiet psycom**

33, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

Cat. compt. en expens. rech.

le dipl. D.E.C. pr. m. n. n. n.

dispos. rég. région SUD-EST.

Env. C.V. et photo à :

S.E.G. 55, cours de la Libération  
38100 GRENOBLE.

**IMPORT. SOCIÉTÉ CARTONN.**

SUD. FRANCE RECHERCHE

POUR PARIS ET REGION

LABORATEUR (1000)

position cadre pour vente car-  
tonnage imprimés à client in-  
dustriel. Expér. vente et com-  
m. impér. - cartonnage soigné.

Son niv. général. Adres. lettre  
manuscrite avec C.V. et photo à  
Havas AVIGNON 2312.

**STRASBOURG  
UN INGÉNIEUR  
DE RÉALISATION**

E.C.P., A.M., E.N.S.I., ou simi-  
laire, 3 à 5 ans d'expérience.

Anglais ou Allemand  
couramment parlé.

MISSION :

Réalisation d'installations  
frigorifiques industrielles, chez  
nos clients : industries alimen-  
taires, chimie, Engineering (mise  
au point de dossiers  
techniques, gestion générale  
d'activités, suivi de fabrica-  
tions, montage et mise en route,  
réception).

Une expérience du FROID  
industriel, ou du génie  
chimique, pétrochimique,  
alimentaire ou du chauffage  
industriel, de la climatisation,  
des centrales de mécanique  
des fluides et de thermody-  
namique sont souhaitées.

Déplacements :

Env. 25 % de temps de travail.

Adr. C.V. dt. sous réf. 642 à

SELETEC

Conseil en Recrutement  
67009 Strasbourg Cedex.

**IMPORTANT GROUPE  
DE PRÉVOYANCE**

recherche pour son service

**RELATIONS  
EXTERIEURES**

UN CADRE

pour région Nord

avec résidence L.I.L.E.

Havre 25 ans minimum.

Etudes universitaires.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**IMPORTANTE SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS EN TRES FORTE EXPANSION CHERCHE**

**DES INGENIEURS QUALITE**

**POUR PRENDRE LA RESPONSABILITE D'UNE EQUIPE D'INGENIEURS ET DE TECHNICIENS CHARGES DE LA SURVEILLANCE DES FOURNITURES**

Nous leur demandons :  
- une formation ENSAM, INSA, ... ou équivalent,  
- au moins 5 ans d'expérience industrielle,  
- des connaissances en soudage et essais non destructifs.

Nous leur proposons une stabilité d'emploi mais aussi des possibilités d'évolution de carrière dans un secteur technologique de pointe.  
Ecrivez à No 44.441 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**PROMO-INFORMATIQUE recherche**

INGENIEURS COMMERCIAUX	INGENIEURS TECHNIQUES COMMERCIAUX	JEUNES ANALYSTES PROGRAMMEURS	INGENIEURS INFORMATIENS
<b>Réf. 01</b> Il est demandé : - Formation Ingénieur ou Licence de Sciences ; - Expérience Informatique de Gestion ; - Expérience de l'approvisionnement commercial et de la négociation dans une Société de Services ; - Possibilité de déplacements ; - Age 25 ans minimum.	<b>Réf. 02</b> Il est demandé : - Formation Ingénieur ou Licence de Sciences ; - Expérience Informatique de Gestion, niveau Chef de projet ; - Aptitude à la communication et goût de la responsabilité ; - Possibilité de déplacements ; - Age 25 ans minimum.	<b>Réf. 03</b> Il est demandé : - Formation IUT ou équivalent ; - Expérience analyse-programmation 1 à 2 ans ; - (Informatique de gestion) ; - Déplacement des obligations militaires ; - Age 23 ans minimum.	<b>Réf. 04</b> Il est demandé : - Formation Ingénieur ou Licence de Sciences ; - Expérience Ingénieur Systèmes ; - Aptitude et goût pour la rédaction et la mise à jour des documents techniques ; - Possibilité de déplacements de courte durée.
<b>Il est proposé :</b> - Diffusion de produits et services appuyant sur des techniques nouvelles dans marchés sensibles ; - Salaire fixe élevé - frais - logement - transport ; - Affectation : secteurs Ouest et Sud-Ouest.	<b>Il est proposé :</b> - Participation, animation, coordination et développement de contrats de produits ou de services ; - Salaire adapté au niveau ; - Affectation : secteurs Nord-Est, Ouest, S-Ouest.	<b>Il est proposé :</b> - Réalisation de travaux informatiques à l'aide d'outils (logiciels et matériels) automatisés ; - Analyse et la programmation ; - Salaire adapté au niveau ; - Lieu de travail : Paris.	<b>Il est proposé :</b> - Participation à l'élaboration et à la mise à jour de documents techniques ; - Implantation de logiciels ; - Salaire adapté au niveau ; - Lieu de travail habituel : Paris.

Pour tous ces postes :  
- Une formation à la méthode et aux logiciels d'analyse et de programmation PARM sera assurée.  
- Une connaissance et une expérience du télétravail et de la mise de données sont souhaitées.  
Envoyer C.V. en précisant la référence du poste demandé à :  
**PROMO-INFORMATIQUE, 9, rue Richemont - 75006 PARIS.**

**digital**

**DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE**  
recherche pour son département

**"SYSTEMES SPECIAUX"**

**1 INGENIEUR PROJETS HARDWARE**

parlant couramment l'Anglais et ayant 3 à 4 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- étude et réalisation d'interfaces (périphériques, mémoires, systèmes multiprocesseurs)
- structure d'entrées - sorties de mini-ordinateurs,
- programmation assembleur.

Adressez rapidement votre dossier complet sous réf. CSS/1 à :  
**DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE**  
Direction du Personnel  
18, rue Saarinen - Centre Silié  
94533 Rungis

**digital**

**ANDRÉ BECKMANN S.A.**  
recherche

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**

- 3 ans expérience sur mini en temps réel ;
- Expérience gestion soustraite ;
- Connaissance T 1000 appréciée ;
- Evolution possible vers l'organisation et la gestion.

Adresser C.V. photo et prêt à : **P. BECKMANN, 12, rue Rougemont, 75008 PARIS.**

**P.M.E. implantée région parisienne**  
traitant pour le compte de S.A. multinationales.  
80.000 heures par mois de travaux mécano-soudure, petite et grosse mécanique très bien équipée.  
recherche

**COLLABORATEUR**

haut niveau, très introduit milieu international des affaires, pouvant apporter licences fabrication, commercialisation possible.  
Discrétion assurée.  
Mettre avec C.V. et présentations à **S.N.P.F., 83, rue Pierre-Berlin - PORTOISE.**

**INSTRUMENTS S.A.**

**JOBIN YVON**

**DÉPARTEMENT PHYSIQUE**  
recherche

**INGENIEUR**  
ou **TECHNICIEN SUPÉRIEUR**

**POUR SERVICE APRÈS-VENTE**  
**POUR SPECTRO-DICHROMÈTRE-RAMAN LASER**

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, devra :  
- être bilingue anglais (écrit, parlé) ;  
- être diplômé en électronique ;  
- avoir quelques années d'expérience dans l'industrie électronique ou engineering ;  
- expérience sur SPECTROMÈTRES souhaitée.

Le candidat sera intégré à notre organisation européenne de SERVICE APRÈS-VENTE et devra effectuer de nombreux déplacements.  
Un stage de formation sera donné à notre usine de LONGJUMEAU (91).

**SALAIRE ET AVANTAGES INTERESSANTS.**  
Les candidats devront envoyer leur C.V. à :  
**INSTRUMENTS S.A. - DÉP. PHYSIQUE - YVON, 16-18, rue du Canal à LONGJUMEAU (91800) ou téléphone à M. DANTEZ, au 900-34-83.**

**directeur général**

**Agence de Publicité PARIS**

Le projet d'une petite mais solide et très active agence de publicité spécialisée dans la publicité directe, souhaite confier la responsabilité et le développement de cette société à un homme compétent et entreprenant.

Cette agence (effectif actuel : 10 personnes) bénéficie d'une situation exceptionnelle qui lui permet de faire face à un développement rapide qui pourrait s'effectuer sans être dans la voie de la publicité directe et de la VFC que dans celle de la publicité générale.

Une très bonne équipe de cadres, de collaborateurs et d'employés réalisent pour des affaires de premier plan, constituent un tremplin solide pour un bon développement.

Si l'on est homme de conviction, très au fait de la publicité directe et des méthodes modernes de publicité générale, il doit être un bon gestionnaire, et tout cela est l'un de nos grands atouts. L'anglais semble indispensable et une expérience antérieure de direction est souhaitable.

Son statut, sa rémunération et ses avantages sont à la mesure de ses capacités et de ses réalisations.  
Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2823/M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, rue d'Alsace - 75010 PARIS

**DÉTAIL INOX**  
recherche

**COLLABORATEUR COMMERCIAL**

ayant bonnes connaissances de l'acier inoxydable. Le personnel recherché complètera l'organisation actuelle de notre bureau de Paris. Des contacts avec la clientèle sont à prévoir sur Paris et dans l'Ouest et le Nord de la France. Discrétion assurée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations à :  
**DIRECTION GÉNÉRALE DÉTAIL-INOX, B.P. 177 - 73104 AIX-LES-BAINS**

**Ingénieur Consultant**

**CEGOS TYMSHARE**

Filière commune de Cegos, du Crédit Lyonnais et de Tymsshare.  
leader dans son domaine, forte expansion européenne, time sharing vous propose un poste d'Ingénieur Consultant à Paris.

Vous participerez au développement des applications du time-sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.  
Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : simulations financières, contrôle de gestion, investissements, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 30 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 940.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes techniques commerciales en France ou à l'étranger.  
Ce poste convient à un diplômé Grande Ecole, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience de langages de programmation, ou une formation complémentaire de gestion.  
● Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire ;  
● La formation au time-sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence M. 2.024, à **CEGOS TYMSHARE (Tél. : 825-24-00), 108, Bureau de la Colline de Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD.**

**GF**

**GENERAL FOODS FRANCE**  
Usine de MONTREUIL - 93

vous offre une possibilité de carrière intéressante comme

**INDUSTRIAL ENGINEER**

Ce poste implique une activité de conseil, de planning et de réalisation d'un nombre important de projets associés à des programmes d'investissements et de réduction de coûts.

Usage courant de la langue anglaise souhaité et expérience appréciée dans le domaine des études méthodes.

Ecrire avec C.V. et présentations à **J.C. LAFAY, 283, rue de Rouen, 93106 MONTREUIL.**

**Le Groupe DELALANDE**

(C.A. 350 M.F.)

Recherche pour sa DIVISION PARFUMERIE & COSMÉTIQUE

**un CHEF de PRODUIT**  
5 ans minimum d'expérience dans les produits de grande consommation (marketing, publicité, distribution en grande surface)

Adresser candidature et C.V. (et indiquer l'adresse souhaitée) au **Directeur Développement & Recherche COPAREL**

**26 Rue Henri Régault, 92400 COURBEVOIE**

**LaDISI SpA.**

Spécialisée dans la vente d'instruments scientifiques dans le domaine de l'analyse et du diagnostic médical (chimie clinique, cardiologie et radiologie médicale, etc.)

devient constituer en France une société pour développer la relation commerciale et technique, nous a chargés de rechercher le

**general manager**

- à qui serait confiée, en pleine autonomie, l'organisation totale de la nouvelle société française.
- Nous ferons confiance, pour assurer cette responsabilité, à une personnalité de formation supérieure et qui posséderait :
- une expérience commerciale et l'habileté pour la gestion des différents services d'une entreprise,
- une parfaite connaissance du marché italien par l'utilisation des instruments scientifiques médicaux (diagnostique, laboratoire, etc.),
- une expérience d'un milieu où une grande responsabilité commerciale est requise, et la connaissance de l'anglais, l'italien et l'écrit.

Le poste est à PARIS.  
La rémunération sera étudiée en fonction de l'expérience et des qualités du candidat sélectionné et pourra également inclure une participation aux bénéfices.  
Les entretiens pourront avoir lieu à Rome ou à Paris.  
Envoyer curriculum vitae détaillé en se référant à **S.P.F. 680 Ma : ORGA S.p.A.** Via Aureliana, 2 - 00187 ROMA (ITALIA).

**ORUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE**  
recherche

**DELEGUES COMMERCIAUX**  
PARIS - STRASBOURG - BORDEAUX  
LYON - LILLE - TOULOUSE

Hommes ou femmes (25 ans environ) pour participer à sa campagne de promotion de la presse économique dans les entreprises.

**Le candidat**  
• devra prouver ses goûts et ses aptitudes pour la vente d'abonnements.  
Expérience souhaitée.  
• devra posséder une bonne connaissance de la presse écrite, une solide culture générale et être de formation supérieure (Diplôme de deuxième cycle exigé, anglais souhaité).

**La rémunération**  
est élevée en fonction des résultats statut saisi, congés payés. Disponibilité immédiate. Résident à PARIS même (pour les postes de PARIS) et dans les villes citées pour les postes de PROVINCE.

Adresser votre candidature à :  
**L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE**  
Service des Délégués commerciaux  
15, rue Tiphaine 75015 PARIS  
Joindre C.V. + Photo

**chef de personnel**  
**BEAUVAIS**

LE CHANTIER AGRICOLE DE L'OSE (700 personnes) recherche son CHEF DE PERSONNEL - 30 ans minimum -  
Il sera responsable avec une équipe de 7 personnes :  
• du recrutement, • de l'intégration et de l'administration du Personnel, • du suivi des services, • de la gestion de la formation.  
Une expérience de plusieurs années à un poste similaire ou comme Adjoint est indispensable, ainsi qu'une maîtrise parfaite de la législation sociale.  
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo en indiquant préférences, sous réf. 112/M (réponse et discussion assurées) au

**Groupe Opéra Sélection**  
8, RUE DE LA MICHODIÈRE - 75002 PARIS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Piacards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,85
EXCLUSIVITES	32,00	37,96
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

## offres d'emploi

Société spécialisée  
TRAVAIL DE LA TÔLE  
recherche

**technico  
commercial**

Pour prospecter et négocier sur la région parisienne des marchés de sous-traitance en pliage, formage, perforation, mécano-soudure... Nous souhaitons la candidature d'ingénieurs ou D.U.T. ou B.T.S. ayant acquis une solide expérience de vente de produits industriels.

Pour obtenir inf. compl. écrire sous référence 5134 B.

**egor** 5, rue Meyerbeer 75009 - Paris

Filiale d'un des plus importants groupes européens en électro-ménager et cuisines complètes

Recherche pour son administration centrale

**ADJOINT A DIRECTION  
ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE**

Personnalité brillante, négociateur convaincant. Age 30 ans minimum. Formation supérieure type E.S.C., E.S.S.C., ou équivalente. Sans de l'organisation et des techniques de gestion par ordinateur. Connaissances certaines de comptabilité. Le candidat partagera son temps en : 50 % en déplacement dans nos différentes Agences régionales ; 50 % dans l'Etat et d'ici quelques temps à Paris. Contrôle de l'application des données administratives et comptables dans les Agences. Adresser votre dossier de candidature comprenant : lettre manuscrite + CV + prétentions + photo. Disposition assurée. **FRECHET & CO**, 14, rue d'Alsace, 75009 PARIS.

**IMPORTANT EDITION PARIS**

cherche pour compléter

**DIRECTION  
LITTERAIRE,**

**COLLABORATEUR** capable d'assumer la définition, la création et le développement de nouvelles collections d'ouvrages pour la **JEUNESSE** et de **LITTÉRATURE GÉNÉRALE**.

Conviendrait à élève jeune, dynamique, esprit créatif, sans prétentions, études supérieures, connaissances pédagogiques. Anglais courant, allemand si possible.

Expérience dans fonctions proches appréciée. Adresser lettre manuscrite, C.V. complet, prétentions, tous renseignements utiles et photo récente à **HAYAS CONTACT**, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, réf. n° 47212.

Établissement financier recherche pour son service

**IMMOBILIER**

**RESPONSABLE  
BUREAU D'ÉTUDES**

- Pour prévoir le plan de charges, l'ordonnement, les propositions de budgets, les objectifs quantitatifs et qualitatifs pour les bureaux.
- Organiser les procédures internes.
- Superviser le contrôle technique des travaux (construction + entretien).
- Secourir le chef de service.

Lui-même encadrera 5 cadres et 12 agents. Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 5.629 à OOFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmet.

**ICL (France)**

Nous recrutons plusieurs

**ingénieurs  
commerciaux**

chargés de la vente de nos ordinateurs de gestion et en particulier du 2903. Nous souhaitons accueillir : — de jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur ; — ayant déjà si possible une expérience informatique ; — se connaissant du goût pour les contacts à haut niveau. Veuillez adresser lettre avec CV, photo et prétentions en précisant la région de France où vous souhaitez être affecté, à **P. GUERIN - ICL France**, 16, Cours Albert 1er 75008 Paris.

**DIRECTEUR  
COMMERCIAL**

Industrie Alimentaire Ville Universitaire - Ouest 150.000 FF +

Notre client, un des plus importants groupes français de l'industrie alimentaire recherche son Directeur Commercial. Il participera à l'élaboration de la politique commerciale et en assurera l'application. Il dirigera une force de vente nombreuse et fortement structurée (3 directions des ventes, 4 directions régionales, 50 attachés commerciaux) réalisant un chiffre d'affaires de près de 300 millions de francs. Le candidat retenu, âgé de 35 ans minimum, justifiera d'une expérience professionnelle réussie de la vente de produits de grande consommation, de la maîtrise des circuits de grande distribution, de la pratique de l'animation et de la gestion d'un réseau de vente important, de la négociation à un niveau élevé. Ce groupe en pleine expansion offre de larges perspectives d'évolution pour un homme compétent capable de communiquer à tous les niveaux de direction. Écrire à **M. Michel Seyer**, 5, avenue Marceau 75008 PARIS, sous la référence M 623. Toutes les candidatures seront examinées avec la plus grande confidentialité.

Acceptez-vous de relever le défi ?

**NOUS SOMMES LA JEUNE DIVISION FRANÇAISE "PHOTOCOPIEURS" D'UN GROUPE INTERNATIONAL PUISSANT.** Nos produits sont évolués techniquement, notre réseau de revendeurs est bien implanté. Nous voulons donner le pouvoir à un

**directeur commercial**

capable de conduire notre développement et, à terme, de diriger la division (CA prévisionnel 1976 : 10 MF). Issu de la profession, il a nécessairement l'expérience de la vente directe et des revendeurs. Il est aujourd'hui directeur régional ou, pourquoi pas, chef de produit dans une belle affaire et se sent d'attaque. Il travaille sans difficulté en anglais. Écrire à **Mme M.-C. TESSIER** réf. 3017 LM.

**ALEXANDRE TICS S.A.** 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - GENEVE - ZÜRICH - BRUXELLES

**TEKELCO TA VARIATION**

Société Française d'Électronique 600 personnes - 160 millions de C.A. recherche

**INGÉNIEURS  
TECHNICO-COMMERCIAUX**

responsables de la vente en région parisienne d'un savoir d'expertise d'appareils de mesure d'instrumentation d'électronique.

Une expérience dans le domaine des alimentations stabilisées serait appréciée. Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V. au n° 1078, Service du Personnel, TEKELCO-AIRTRONIC S.F. No 2, 92216 Sèvres.

**BANQUE PRIVEE**

Filiale Groupe International recherche pour son service CREDITS-ENGAGEMENTS

**gradé (e)**

Responsable administratif d'un Groupe — mise en place crédits accordés. — prise de garanties simples — établissement déclarations d'utilisation — relations avec les différents services internes.

Ce poste nécessite : — personnalité affirmée et sens des relations — niveau B.P. de Banque minimum — expérience dans Service engagements — esprit d'initiative et d'organisation. Renvoyer CV détaillé, photo et salaire brut annuel désiré sous référence 4616 à :

**organisation et publicité**

Société MULTINATIONALE LEADER de SA BRANCHE recherche

**Un DIRECTEUR  
130.000 F**

Pour son département

**Publicité et  
Promotion des Ventes**

Diplômé d'ÉTUDES SUPÉRIEURES 35 ans environ - dynamique

Expérience dans le secteur des Produits Industriels

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, réf. n° 44.633, CORTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**TROIS INGENIEURS  
COORDINATEURS D'AFFAIRES  
AU SEIN DU DEPARTEMENT  
ELECTRICITE**

Vous êtes déjà coordinateur d'affaires ou vous souhaitez le devenir. De plus, vous désirez valoriser votre expérience de cinq à sept années dans une société à technologie de pointe. Nous sommes une entreprise spécialisée dans la conception, la réalisation et l'entretien d'installations électriques. Nos services "réalisations", nos fournisseurs et nos clients. Pour ces fonctions que nous créons et qui s'adressent à des ingénieurs position II de préférence, une connaissance des centrales thermiques ou nucléaires serait appréciée.

Env. M. DELAVAL 40, rue Vauvargues - 75018 PARIS, qui transmettra.

**UN FABRICANT DE MATÉRIEL  
ÉLECTROMÉCANIQUE ET ÉLECTRONIQUE**  
60 km Nord de PARIS

recherche pour renforcer son équipe de vente :

**INGÉNIEUR  
TECHNICO-COMMERCIAL**

Chargé de la prospection et de la vente de petit matériel électromécanique et automatisations électroniques simples.

Formation souhaitée : A.M. - C.N.A.M. ou équiv. Secteur d'activité : région parisienne.

Envoyer C.V. sous numéro 44.631, CORTESSE P. 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmet.

Société Internationale

**Assistante de  
gestion commerciale**

Bilingue Paris

Vous travaillerez directement avec le Directeur de l'Administration des ventes et votre fonction est avant tout orientée vers la gestion administrative. Vous contrôlerez et analyser les données informatiques concernant les commandes et les stocks. Les synthèses chiffrées que vous faites vous mettront en contact avec les responsables de département (finances, ventes, marketing...). Vous serez amenée à travailler fréquemment avec l'étranger, pour cela l'anglais est indispensable. Vous avez une formation IUT gestion DECS - Vous n'avez pas nécessairement une expérience professionnelle. Vous pouvez évoluer vers des fonctions de beaucoup plus importantes. Réponses et discrétion assurées à 100 francs man. + CV + photo + réf. man. + réf. A/4521 à Mme Sami.

**bernard juliet psycom**

83, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

**ANALYSTES**

Un important groupe de RETRAITE et PRÉVOYANCE (2.000 personnes)

Un service

**ORGANISATION ET INFORMATIQUE**

qui s'agrandit en fonction des chantiers en cours et des projets envisagés vous proposent de les aider à développer de nouvelles applications au sein d'une équipe jeune pourvue de moyens modernes (370-158 - Réseau télé-système national). Formation supérieure exigée.

Env. lettre man. C.V., photo, au n° 44.633 à : CORTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**Juriste d'entreprise**

Nous sommes un important groupe industriel : CA supérieur à 3 milliards - 15.000 personnes. Le responsable de notre service juridique recherche un juriste d'entreprise pour le second et prendre en charge plus particulièrement le droit des contrats en France et à l'étranger, et le droit des sociétés filiales. Ce poste conviendrait à un juriste de formation supérieure, 35 ans minimum, spécialiste du droit commercial, ayant acquis par son expérience professionnelle antérieure, une habitude de la négociation et de la rédaction des contrats et une bonne pratique du droit des sociétés et du droit de la propriété industrielle. Adresser CV, sous réf. VAL (à mentionner sur enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIÈRES.

**EMPLOIS ET CARRIÈRES**  
30 rue Vernet 75008 PARIS

**FABRICANT - DISTRIBUTEUR DE PAPIER**  
de taille européenne - Siège social : PARIS

recherche :

**FOUR DÉVELOPPER SES VENTES  
SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS**

**CADRE - EXPORT**

Ce poste convient à un homme ayant une bonne formation commerciale et l'expérience de la vente de produits industriels à l'exportation.

Anglais courant.

Connaissance du milieu papeterie appréciée.

Env. lettre man. C.V., photo et prétent. à n° 44.633, CORTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

Nous recherchons pour **SECONDER UN PRÉSIDENT**

**de Fédération Nationale**  
de SYNDICATS PROFESSIONNELS

une **Secrétaire Générale**

37 ans minimum, IEP, Licenciée en DROIT ou équivalent, possédant expérience Juridique et Fiscale, habitude des relations avec Organisations Professionnelles et Administrations, et goût des contacts humains. Rémunération annuelle de l'ordre de 60.000 F. Les dossiers de candidatures — sous Réf. M 1153 à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par **DÉVELOPPEMENT** 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

سكيا من الامل









## JUSTICE

### LES RESPONSABILITÉS DANS LA CATASTROPHE DE VIERZY

#### Peines d'emprisonnement avec sursis requises contre huit des neuf inculpés

Après six jours de débats au procès de la catastrophe du tunnel de Vierzy, M. Henri Collignon, substitut du procureur général de la cour d'appel d'Amiens, a requis, samedi 28 février, devant le tribunal correctionnel de Soissons, des peines avec sursis allant de trois mois à trois ans d'emprisonnement assorties d'amendes de 2 000 F à 3 000 F (1) contre huit des neuf inculpés — sept directeurs ou chefs de service de la S.N.C.F. et un directeur de chantier d'une entreprise de travaux publics. Il s'est, d'autre part, prononcé pour la relaxe du dernier inculpé, M. Pierre Honilla, contrôleur des ouvrages d'art à la S.N.C.F., qui avait pris diverses mesures de précaution avant l'accident.

« Négligences », « inertie incompréhensible », « excès de confiance », c'est en ces termes que, dans un réquisitoire de trois heures, M. Collignon a qualifié les erreurs et les fautes qu'il reproche aux inculpés et à la S.N.C.F.

Après avoir reconnu que « les pires circonstances se trouvaient réunies le 16 juin 1972 pour faire d'un simple incident, une catastrophe (...) d'une telle ampleur », le procureur n'en a pas moins affirmé qu'il est apparu, dès le premier jour, que la responsabilité de la catastrophe ne pouvait qu'incomber à la S.N.C.F. tant sur le plan civil que pénal. Il a également admis que les poursuites engagées contre les prévenus reposaient en partie sur des rapports d'expertise « contradictoires ». Il n'a pas éludé les critiques que l'on pouvait faire à l'encontre de ces documents, que les dispositions des experts au cours des débats avaient rendues souvent évidentes.

Le représentant du ministère public a noté qu'une grande part des conclusions de ces experts ne reposaient que sur des « hypothèses » et que certains calculs ou observations semblaient relativement imprécis. Mais il a fait remarquer que l'accusation ne s'en tenait pas à ces seuls rapports et que celle-ci, même si les causes exactes de l'effondrement du tunnel n'étaient pas établies, pouvait être maintenue, au regard des nombreux autres documents et témoignages révélant que « le tunnel n'était dans un état bon état que ne le soutenaient les inculpés ».

Rappelant les graves dommages que l'ouvrage avait subi au cours de trois guerres et les multiples incidents constatés lors des dernières années, M. Collignon a déclaré que le souterrain était dans un état de dégradation suffisamment alarmant pour que des mesures autres que celles qui ont été prises soient décidées.

Il a souligné, sur ce point, que les (1) Contre M. Charles Ferrabaud, M. Léopold Luchet, M. Robert Bouchillon et Jean Patis, le procureur a demandé une peine de trois à dix-huit mois d'emprisonnement et de 10 000 francs d'amende ; contre M. Étienne Chambon et Robert Gaillet, deux à trois ans d'emprisonnement et de 10 000 francs d'amende ; contre M. Jacques Bourzat et Alain Bonnettaud (seul inculpé qui n'a pas été employé de la S.N.C.F.), trois à six mois d'emprisonnement et de 2 000 francs d'amende. Toutes ces peines pouvant être assorties de sursis.

#### « Un amalgame simpliste »

Dans une longue plaidoirie, M. Jean Gallot, avocat de la S.N.C.F., qui défendait cinq des prévenus, n'a pas manqué de reprocher à l'accusation, comme il l'avait fait précédemment au cours de l'instruction, que cette dernière s'était référée à des expertises non seulement contradictoires mais inconciliables ; il a constaté que certains des experts donnaient des conclusions qui étaient en fait des observations et non des constatations.

M. Gallot avait auparavant déclaré que dans cette affaire on avait voulu « faire le procès non pas d'hommes mais d'une institution et d'un système et dénoncer une sorte de responsabilité collective diffuse », alors que la loi impose le principe de la responsabilité personnelle.

L'avocat a aussi rappelé que la S.N.C.F. avait aussitôt après l'accident de Vierzy reconnu sa responsabilité civile et que la Compagnie avait déjà versé à titre d'indemnités aux victimes ou à leurs ayants droit près de 11 millions de francs.

FRANCIS CORNU.

### APRÈS L'ARRESTATION DE PATRICK HENRY

#### Nous croyons indispensable de dénoncer les déclarations de MM. Poniatowski et Lecanuet

estiment cent quatre-vingt-quatorze élèves de l'école nationale de la magistrature

Cent quatre-vingt-quatorze étudiants de justice de la promotion 1976 de l'école nationale de la magistrature (sur deux cent soixante-dix) ont rendu public, lundi 1<sup>er</sup> mars, un communiqué sur l'affaire de Troyes.

« Nous ne sous-estimons pas un seul instant la gravité que représente la mesure d'un enfant, déclare-t-il, les futurs magistrats. Mais nous croyons indispensable de dénoncer les déclarations successives du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux. Ces déclarations — avant même qu'une information n'ait permis d'établir l'entière exactitude des faits reprochés à l'inculpé, nous même qu'une juridiction de jugement ne soit constituée, n'ont délibérément pris une décision — envisageant publiquement l'application de la peine de mort. Ils troublaient ainsi la sérénité de la justice en alimentant les appels au lynchage réitérés d'une partie de la presse, de la radio et de la télévision. C'était nier l'indépendance et l'utilité même des magistrats et futurs jurés qui seraient appelés à juger de l'affaire ».

« Par ailleurs, observent les auditeurs de justice, nous protestons contre le recours à une instruction par lettre d'urgence qui, bien que présentée à la presse comme une parodie, limite en fait le rôle de la défense et est contraire au principe de l'égalité des citoyens devant la justice. Quelles que soient les justifications avancées par le barreau de Troyes, nous dénonçons également le refus du dénominateur d'assurer la défense de l'inculpé sous la pression de l'opinion publique — alors que la défense doit être assurée quelle que soit la gravité du crime commis ».

Enfin, conclut le communiqué, « il importe que les responsables de l'information prennent conscience de la responsabilité qui leur incombe dans la « montée de la violence » lorsque certains prononcent le retour à une justice prioritaire. Ils créent alors un climat d'insécurité collective propre à renforcer des mesures policières et répressives disproportionnées et à l'importance réelle de la criminalité, et, en cela, dangereuses pour les libertés ».



(Dessin de PLANTU.)

#### Le rapt de Christophe Mérieux

##### QUATRE PARENTS DE LOUIS GUILLAUMONT ONT ÉTÉ INCARCÉRÉS

Quatre personnes, des proches parents de Louis Guillaumont, le jeune homme arrêté pour participation à l'enlèvement de Christophe Mérieux, ont été appréhendées, inculpées de rapt qualifié et incarcérées à Lyon samedi 28 février. Il s'agit, en premier lieu, de Mme Gilberte Guillaumont, épouse de Louis Guillaumont, qui a été arrêtée dans le cabaret qu'elle exploite rue Saint-Roch, à Paris. Les policiers ont découvert, dans son appartement, 100 000 F en billets qui provenaient de la rançon.

Les trois autres inculpés ont été arrêtés à Bédarides (Vaucluse) : M. Albert Novel, cinquante ans, beau-frère de Louis Guillaumont ; son épouse Denise Novel et sa belle-mère, Mme Chavanny. La famille Novel, aux prises avec des difficultés financières, aurait reçu de l'argent de Louis Guillaumont.

#### En marge du rapt de M. Hazan

##### LE CAISSIER D'UNE SUCCURSALE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS EST ÉCROUÉ POUR VOL ET ABUS DE CONFIANCE

L'enquête menée après le rapt de M. Louis Hazan, réalisé le 31 décembre 1975 au siège de la société Phonogram, a permis de découvrir en marge de cette affaire certaines irrégularités commises, en janvier et février, par M. Philippe Lageste, caissier principal de la succursale de la Caisse d'épargne de Paris, située 62, rue Joubert, Paris-17<sup>e</sup>.

Celui-ci était surveillé en effet depuis que les policiers avaient découvert au domicile de M. Daniel Moschatti, l'un des principaux auteurs du commando chargé d'enlever M. Hazan, une carte de visite de M. Lageste, son ami, sur laquelle figuraient les références d'une assurance et de la meublerie de la Caisse d'épargne de la rue Joubert, établissement où ont été, le 31 décembre 1975, une agression commise par un malfaiteur, qui réussit à s'emparer de 100 000 francs en tenant le personnel en respect.

Or M. Lageste, qui était en congé au moment de cette agression, a prétendu, le 2 février dernier, être à son tour tombé en face d'un bandit qui le contraignait à lui remettre les 100 000 francs contenus dans le coffre.

Questionné, M. Lageste a reconnu qu'il avait en réalité détourné, depuis quelques semaines, 72 500 francs au préjudice de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance.

L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance.

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

« L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné les 72 500 francs de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 100 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, procureur de la République, qui l'a inculpé de vol et d'abus de confiance ».

#### M<sup>re</sup> BADINTER DÉFENDRA LE MEURTRIER PRÉSUMÉ

Patrick Henry, meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a décidé de choisir M<sup>re</sup> Badinter, avocat à la cour de Paris, pour assurer sa défense, conjointement avec M<sup>re</sup> Robert Bouchillon, bâtonnier à Chamois (Haute-Marne) ; celui-ci s'était constitué d'office sur la demande de l'inculpé quelques jours après son arrestation.

## Le Monde de l'éducation

numéro de mars

### LES LYCÉES : LA RÉSIGNATION

De Paris à Limoux, de Rennes à Mulhouse, c'est la même affirmation : « Ici on travaille ». Finie la « crise lycéenne » ? Apparemment oui. Pour les potaches d'aujourd'hui, moi 68 est aussi loin que la bouteille de la Merne. Mais ce calme cache bien des insatisfactions. Pour beaucoup d'enseignants et d'élèves, le lycée est devenu un mal nécessaire devant lequel on se résigne, mais dont on se sent plus la raison d'être. Une enquête qui repose en grande partie sur les nombreux témoignages envoyés au « Monde de l'éducation » par des professeurs et des lycéens.

#### L'ORTHOGRAPHE

Le dossier que nous avons publié dans notre numéro de janvier a provoqué des réactions nombreuses et considérables. Nos lecteurs ont la parole.

#### NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Grande-Bretagne : comment concilier la totale autonomie des établissements avec une certaine harmonisation nationale ? Suisse : les universités nationales valent-elles bien recevoir de l'argent du gouvernement, mais refusent le contrôle de la « bureaucratie fédérale » ? Sénégal : pourquoi ce pays est le seul à avoir maintenu un enseignement obligatoire du latin en sixième.

#### VIE DE LA CLASSE

Un Américain « professeur de poésie » dans les écoles. Nouveaux manuels. Le créole et l'enseignement du français à la Réunion. La « publicité clandestine » d'E.D.F. pour les centrales nucléaires. Les émissions éducatives à la radio et la télévision.

#### LOISIRS

Artisanat : l'atelier des Trois soleils à Lyon. Théâtre : le dernier spectacle de la Pomme verte. Sports : les petits karatékas. Promenades : des adresses d'usines ou de factories à visiter.

#### UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

La réforme du deuxième cycle : qu'est-ce qui va changer ? Des linguistes dans la montagne. Les programmes de la radio universitaire.

#### FORMATION CONTINUE

Illich fait école à I.B.M. France. Les « missionnaires des villes nouvelles ».

#### INFORMATIONS PRATIQUES

Les métiers des enchères. Comment changer d'école en cours d'année ?

#### LES LIVRES et LES REVUES

Le n° : 5 F - Abonnements (11 n° par an) France : 50 F - Étranger (voie normale) : 68 F

#### A Lyon

##### UN COLLOQUE « JUSTICE, POLICE ET NATION » EST PERTURBÉ PAR LE PARTI DES FORCES NOUVELLES

Des membres du Parti des forces nouvelles (P.F.N.) ont troublé, dimanche 28 février, le colloque organisé depuis la veille à Lyon par Chroniques sociales, sur le thème « Justice, Police, Nation ». Au moment où M. François-Victor Colombeau, ancien président du Syndicat de la magistrature, allait prendre la parole, des cris ont été lancés dans sa direction sans l'atteindre.

Dans un tract laissé sur place, les manifestants déclaraient notamment « l'entreprise de subversion qui, après avoir terni les fonctions des magistrats, gangrène aussi la justice ». Le P.F.N. réclamait également « des sanctions justes et méritées contre les fonctionnaires incompétents ».

Au cours de ce colloque auquel assistaient des psychologues, des éducateurs, des représentants du Syndicat des avocats de France, des commissaires de police, du Syndicat de la magistrature, M. Colombeau a estimé que la crise actuelle de la justice est parallèle à la crise de la société et due pour partie à un régime qui « après s'être servi du corps judiciaire pour régler ses problèmes, notamment le phénomène colonial, l'avait ensuite méprisé ».

La cour d'appel de Lyon a, vendredi 27 février, la condamnation prononcée contre M. Paul Chauvin, ancien président-directeur général de la Compagnie industrielle et commerciale de la Loire, par le tribunal correctionnel de Saint-Étienne. M. Chauvin, qui était poursuivi pour une fraude fiscale portant sur 10 millions de francs, a été condamné à quinze mois de prison, dont douze avec sursis, et 100 000 francs d'amende. En correctionnelle, M. Chauvin avait été condamné à six mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende (le Monde du 5 février 1975).

#### A la cour d'appel de Paris

##### UN FRANC SYMBOLIQUE POUR UNE « CHARGE BUREAUCRATIQUE »

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. André Frel, vient de réduire à 1 franc symbolique la condamnation à 15 000 francs de dommages et intérêts, prononcée le 26 février 1975 par la première chambre civile du tribunal de Paris à l'encontre de l'hebdomadaire Paris-Presse et d'un de ses collaborateurs, M. Pascal Jardin, qui est aussi l'auteur de plusieurs romans.

Cette condamnation sanctionnait des expressions injurieuses de M. Louis Chauvin, critique au journal le Figaro, et parues dans un article de M. Jardin publié le 24 avril 1974 par Paris-Presse sous le titre de « Chauvin le détecteur ».

Après avoir entendu M<sup>me</sup> Gilles Dreyfus et M<sup>re</sup> Matarasso pour M. Jardin et Paris-Presse, ainsi que M<sup>re</sup> Jean Gallot pour M. Chauvin, la cour a rendu un arrêt où il est notamment déclaré : « Les critiques qui se reconnaissent le droit de juger — même sévèrement — l'œuvre d'autrui peuvent s'attendre à être eux-mêmes critiqués. Néanmoins, Pascal Jardin a outrepassé le droit de critique et a employé des expressions injurieuses à l'égard de Louis Chauvin ; toutefois, le pamphlet de Pascal Jardin rend un caractère extrêmement allusif à l'abus et relevant ainsi de la pure bouffonnerie ». Pour ces motifs, la cour a annulé la condamnation prononcée par le tribunal de Paris et a condamné M. Jardin à verser à M. Chauvin la somme de 1 franc symbolique.

Homonymie. — M. Christian Pierre, substitut à la direction des services judiciaires au ministère de la justice, nous indique qu'il n'est pas l'un des fondateurs de la « boutique de droit » de Justice et Socialisme (le Monde du 18 février), dont la création avait été annoncée lors d'une conférence de presse à laquelle assistait notamment M. Christian Pierre, secrétaire de la fédération de Paris du parti socialiste.

#### DES CITERNES TRANSPORTANT DES PRODUITS TOXIQUES REVENAIENT CHARGÉES D'HUILE OU DE VIN

##### Cinq associations de consommateurs attaquent

Le président-directeur général de la SORETRA, société de transports routiers, commerciale jeudi 4 mars devant le tribunal de grande instance de Metz. Il est accusé par cinq associations de défense des consommateurs, qui se sont portées partie civile, d'avoir transporté alternativement dans ses camions citernes des produits toxiques (aniline et acrylate de méthyle) et des déchets alimentaires (viens et huiles alimentaires), en infraction à l'article 5187 du code de la santé publique.

De 1972 à 1975, une douzaine de camions appartenant à la société auraient, selon l'accusation, transporté chaque semaine vers l'Italie des produits chimiques toxiques et ramené des vins italiens et des huiles d'arachide, de soja et de maïs pour une marque d'huile renommée.

Le principal témoin à charge est un ancien chauffeur de la SORETRA, qui a volontairement quitté cette entreprise après, affirme-t-il, avoir maintes fois prévenu sa direction et sa responsabilité de la manœuvre d'huile que le nettoyage effectué avant chaque retour en France lui semblait totalement insuffisant.

Si s'agit de la première affaire de ce type venant devant un tribunal, les associations de consommateurs estiment, quant à elles, qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé.

Les intoxications de la Samaritaine. — M. Alain Verrier, juge d'instruction à Paris, a été chargé d'une information contre X... pour homicides et blessures par imprudence après la mort par asphyxie de trois ouvriers dans un magasin de la Samaritaine (le Monde du 26 février). Le syndicat du commerce C.F.D.T. a annoncé, pour sa part, qu'il s'est porté partie civile et qu'il a constitué une commission d'enquête.

# La région parisienne

9 800 000 « PARISIENS »

## Bousculade à la périphérie

La région parisienne est sans doute celle qui a le plus changé au cours des dernières années, ne serait-ce — mais c'est fondamental — que pour ce qui concerne le volume et la répartition de sa population. Le dernier bulletin d'information de la préfecture de la région parisienne publié à ce propos la première analyse du recensement de 1975. On peut en tirer trois enseignements.

● La région parisienne ne croît guère plus vite que les autres régions.

Entre 1968 et 1975, la population de la région parisienne est passée de 8 597 000 à 9 800 000 habitants : 3 millions de plus. Mais son rythme de croissance s'est beaucoup amoindri : il devient comparable à celui des autres régions françaises. Il était, par exemple, de +2,02 % (comparé à 0,84 % pour la France entière) entre 1964 et 1968 ; il n'a plus été que de 0,82 % (comparé à 0,79 %) entre 1968 et 1975.

Conclusion de la préfecture : « La région parisienne occupe maintenant une place moyenne par rapport aux autres régions françaises. »

Phénomène plus remarquable et tout à fait nouveau : au cours des

3) La grande couronne (Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne et Yvelines), a dû accueillir une population très importante (+ 110 000 habitants par an).

● Succès des villes nouvelles et urbanisation des campagnes.

Entre 1968 et 1975, la population des cinq villes nouvelles a augmenté deux fois plus que celle de l'ensemble des départements de la grande couronne où elles sont situées.

Malgré le phénomène le plus notable dans cette grande couronne est l'extension de la population des communes rurales qui ne sont ni des villes ni des agglomérations secondaires. Les spécialistes disent que l'on assiste à la « périurbanisation » de la région à une « urbanisation des espaces ruraux ».

Le préfet de la région parisienne, M. Lucien Lanier, tire lui-même les premiers enseignements de ces premières analyses. Un mot de satisfaction : « Un des objectifs essentiels de la politique d'aménagement du territoire est en voie d'être atteint : obtenir un meilleur équilibre entre la croissance de la région parisienne et celle du reste de la France. » Une source d'inquiétude : « Il demeure

### LES CINQ VILLES NOUVELLES

	Population (1)	Evolution (2)
Evry	58 758 (3 959)	+ 55,2 %
Saint-Quentin-en-Yvelines	96 384 (37 625)	+ 123,3 %
Cergy-Pontoise	53 501 (15 095)	+ 32,6 %
Marne-la-Vallée	59 532 (4 293)	+ 17,7 %
Meudon-Sénaert	98 782 (18 307)	+ 43,3 %
Toutes villes nouvelles	421 129	+ 32,2 %

(1) Population en 1975. Entre parenthèses le chiffre de la population dans le périmètre d'étude de la ville nouvelle, c'est-à-dire compte tenu de l'ensemble des communes concernées par cette ville nouvelle.

(2) Evolution entre 1968 et 1975.

dernières années, les Parisiens ont été plus nombreux à quitter la région parisienne que les provinciaux à venir s'y installer.

● Moins d'habitants au centre, davantage à la périphérie.

Un examen de l'évolution de la population par grandes zones géographiques donne les résultats suivants :

1) La ville de Paris (2 290 000 habitants en 1975), a perdu environ 43 000 habitants par an entre 1968 et 1975. 500 000 en vingt ans, l'équivalent de la population de la ville de Lyon.

2) Dans la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) on note une augmentation modérée de la population : + 20 500 habitants par an au lieu de 66 000 entre 1962 et 1968 :

Indispensable de maîtriser et d'ordonner la croissance de l'agglomération, c'est-à-dire éviter un développement du centre et un accroissement anarchique de la périphérie.

Cela dit, ces réflexions purement démographiques doivent être complétées par une étude précise des évolutions économiques de la région parisienne telles que les ont par exemple décelées les travaux préparatoires du Plan. Ils montrent par exemple que la diminution des emplois de production dans l'ensemble de la région et la forte concentration des emplois tertiaires ont fortement accru les déséquilibres, obligé à des déplacements de plus en plus nombreux et longs, bref, nettement augmenté les difficultés des Parisiens surtout des plus éloignés du centre de la capitale.

\* La Région parisienne n° 20, 21, rue de la Vierge, Paris, Cédex 15. Tél. : 567-50-00.

## 180 projets pour l'aménagement de La Villette

Un concours d'idées pour l'aménagement des 34 hectares du secteur de La Villette a été lancé le jeudi 23 janvier par le préfet de Paris, M. Jean Tautou. L'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), qui dépend de la préfecture de Paris, est l'organisateur de ce concours.

Les inscriptions sont closes ce lundi 1<sup>er</sup> mars à minuit. Les projets devront être remis à l'APUR avant le 24 mai. Le jugement devra être rendu le 28 juin. En déclarant dans « le Monde » du 17 février que ce concours prévoyait trop d'immeubles et pas assez d'espaces

varts, M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, a ouvert une polémique qu'a prolongée M. Galy-Dejean, conseiller de Paris (« le Monde » du 24 février). M. Pierre-Yves Ligier, directeur de l'APUR, et M. Philippe Saint-Marie nous donnent ci-dessous leur point de vue.

### Espaces verts ou immeubles : le choix n'est pas fait

« Quel accueil a-t-il été réservé au concours d'idées ? »

— Pour apprécier l'accueil fait au concours, je crois que l'on dispose d'un critère très simple : celui du nombre des inscriptions. Sur un terrain de cette taille, et comme il n'en existe pas beaucoup d'autres d'une pareille dimension à l'intérieur de la capitale, sans doute cette consultation a-t-elle des chances de mériter très longtemps cette appréciation. Et je m'estime un peu, alors que cela a été souhaité si souvent, réjoui avec tant d'indignation de la part de certains, à l'occasion d'autres projets d'aménagement, de constater qu'au moment où une expérience de cette nature est tentée, sur une aussi vaste échelle, pour une opération aussi importante, ce caractère profondément novateur et exceptionnel paraît parfois

être à peine perçu, mentionné, reconnu. Quoi qu'il en soit, le sondage des organisateurs du concours a été de donner le maximum de portée et d'intérêt au grand débat d'idées ouvert par ce moyen sur cet aménagement. Comme celui-ci, sur une telle surface, présente un caractère complexe, puisqu'il comprend, par exemple, un parc, mais aussi un quartier nouveau, il a été jugé indispensable de ne pas contraindre le jury à un verdict unique et trop global. Grâce à la décomposition du concours en trois thèmes faisant chacun l'objet d'un jugement séparé, doté d'un ensemble de récompenses du même montant, il lui est possible par exemple de distinguer plus tôt les qualités d'urbaniste de l'un, de paysagiste de l'autre, d'architecte du troisième.

chiffres de chaque composante de l'opération future, tels qu'ils sont indiqués aux concurrents, résultant des études qui ont été conduites par le commissaire à l'aménagement du secteur de La Villette et qui ont fait l'objet d'une communication et d'un débat au Conseil de Paris, en juin 1975.

« Mais, compte tenu des observations formulées par cette assemblée, par exemple en ce qui concerne la réalisation d'un hôpital ou la taille de l'espace vert par rapport aux emprises construites, les principaux éléments du programme ont été formulés sous la forme soit d'un maximum, soit d'un minimum, ce qui laisse à l'évidence une large marge de proposition aux participants. C'est ainsi, par exemple, que l'emprise du parc sur surface franche de pleine terre est fixée au minimum à 15 hectares, tandis qu'un maximum de 400 000 mètres carrés est fixé au maximum, dont 125 000 en première phase, etc.

« Dans ces conditions, je pense que les débats et les choix qu'évoque la formulation du concours trouvent au contraire dans ce dernier le cadre naturel dans lequel ils devront s'exprimer. L'intérieur toutefois de seuils quantitatifs et qualitatifs raisonnables, qu'il est du rôle de la collectivité publique de définir au préalable.

### Dés polémiques

— Trop de bureaux et de logements, pas assez d'espaces verts. L'aménagement du secteur de La Villette, tel qu'il est organisé, suscite des polémiques. Qu'en pensez-vous ?

— Un concours d'idées en matière d'urbanisme a pour objet de recueillir et de confronter le plus grand nombre possible de suggestions et de propositions sur l'organisation et le traitement d'un espace déterminé. Mais ce n'est tout de même pas par le biais de cette procédure qu'il convient de définir ce que la collectivité publique veut faire de son sol, à quel usage, à quelles fonctions elle entend le destiner. Cela relève de sa responsabilité, c'est-à-dire, en l'occurrence, de celle de l'Etat, en tant que propriétaire du terrain, et de la ville sur le territoire de laquelle il se situe et qui ne peut donc manquer d'être associée à la définition de son aménagement.

« Mais, à l'inverse, il est bien évident que pour donner toute sa portée à la consultation, si les concurrents ne doivent pas être encouragés à ne pas plus être enfermés dans un corps de prescriptions leur interdisant en fait toute imagination et toute innovation.

« Tel est l'équilibre délicat que cherche à trouver le programme du concours de La Villette, ce qui explique d'ailleurs qu'il soit tantôt critiqué parce qu'il est trop imprécis, tantôt parce qu'il est insuffisamment « ouvert ». Les orientations d'urbanisme et les

### Un jury tripartite

— Comment seront jugés les projets ?

— Un jury de composition tripartite (un tiers Conseil de Paris, un tiers administration de l'Etat et de la Ville, un tiers personnalités qualifiées) et présidé par le préfet de Paris se réunira dans les jours suivant le dépôt des pro-

jets dont la date limite a été fixée au 24 mai — ce qui laisse aux concurrents douze semaines de travail pour établir un dossier assez léger, puisqu'il s'agit d'un concours d'idées. Le jugement surviendra au plus tard le 28 juin. Je tiens à souligner que la structure du jury reflète bien le caractère particulier de cette consultation : à l'inverse de ce qui peut se passer, par exemple pour un projet ponctuel d'architecture, il n'était pas concevable, pour une opération d'urbanisme de cette ampleur, de donner aux seuls « hommes de l'art » une part prédominante, et ce n'est pas en fait dans la formulation d'un choix — ainsi que certains organismes professionnels l'auraient peut-être souhaité. Mais il convenait d'associer, à part égale pour en décider le propriétaire du terrain, la collectivité locale intéressée, qui représente la population, et, à travers certaines personnalités, les « compétences » en matière d'aménagement urbain et paysager.

— Après le 28 juin que va-t-il se passer ?

— Une fois le jugement du jury établi, il faudra naturellement en faire part au Conseil de Paris dans son ensemble. Par ailleurs, le public parisien sera informé par le moyen d'une large exposition de tous les projets présentés que l'APUR, organisateur du concours, s'engage à mettre en place. Pour le reste, vous savez qu'un concours d'idées n'a pas pour but l'attribution aux lauréats d'une mission opérationnelle, mais qui se traduit pour ceux-ci par la remise de prix (une somme totale de 700 000 F est mise à la disposition du jury), accompagnée de l'assurance, ainsi qu'il est dit au règlement, que l'idée originale proposée serait retenue pour être mise en œuvre, son auteur serait associé par l'aménageur aux études ultérieures et, éventuellement, à leur réalisation.

« A part cette dernière indication que l'on omet fréquemment de rappeler, il n'y a rien d'original dans le système retenu. Telle est la règle pour tous les concours d'idées, qu'ils se déroulent à Paris ou à l'étranger. C'est donc à l'organisme d'aménagement qui sera mis en place pour entreprendre effectivement l'opération de La Villette qu'il appartiendra, sur le fondement des résultats du concours, d'établir un projet définitif qui sera, le moment venu, soumis à l'approbation des autorités compétentes pour en décider. »

Propos recueillis par JEAN PERRIN.

## Humanisme ou matérialisme

par PHILIPPE SAINT-MARC (\*)

PARIS dépérit pour s'être coupé de la nature. Les espaces verts y sont aujourd'hui le besoin le plus vital et le moins satisfait, l'équipement collectif le plus social mais aussi le plus rare, source de la joie de vivre, mais cible privilégiée des manœuvres du béton.

Parcs et jardins, intensément fréquentés — le square du Temple, au cœur de Paris, reçoit chaque année quatre-vingt mille visiteurs à l'hectare, — sont l'investissement public qui donne le plus de joie aux plus faibles, la seule richesse des « exclus » : personnes âgées, infirmes, malades, enfants, pauvres, tous ceux qui, faute d'argent ou de santé, ne peuvent s'évader pendant le week-end.

La verdure est aussi l'arme la plus efficace contre la montée des quatre grandes fléaux qui, sinon, feront exploser la civilisation citadine : pollution de l'air, bruit, isolement, angoisse.

Les espaces verts sont les seuls refuges contre les nuisances urbaines, les seules oasis d'air pur et de silence. La forêt de Boulogne a motivé moins de fumée et deux tiers de moins d'anhydride sulfureux que le seizième arrondissement. Dans le jar-

din de Luxembourg, le bruit est cinq fois moins fort que dans les rues voisines.

L'espace vert joue également un rôle sociologique capital. Les jardins unissent une ville. Foyers d'amitiés, lieux de jeux, de rencontres et d'échanges, ils sont des « creusets » de la vie communautaire. Mais aussi de la vie de repos, de promenade, d'inspiration, où le citadin retrouve ce contact vital avec la nature sans lequel il se révolte ou s'effondre.

Paris étouffe par son extrême pénurie en parcs et en jardins publics : moins de 1,5 m<sup>2</sup> par habitant. Or une chance extraordinaire s'offre à nous : l'aménagement des abattoirs désaffectés de La Villette, 55 hectares appartenant à l'Etat dans cette zone nord-est de Paris, est scandaleusement déshéritée en espaces verts.

Demain, nous pouvons changer la vie des habitants de La Chapelle, Pantin, Aubervilliers, Pré-Saint-Gervais, ces centaines de milliers de victimes de toutes les nuisances urbaines, en faisant surgir sur La Villette le plus beau parc de Paris. Seul

il réunirait les charmes de la verdure et de l'eau, traversé par le canal Saint-Denis et le canal de l'Ourcq, dont la rencontre forme un plan d'eau remarquable qui peut devenir l'un des sites parisiens les plus originaux.

Sur ces 55 hectares, les bâtiments datant de Napoléon III et couvrant une dizaine d'hectares devraient être conservés pour une animation culturelle — déjà remarquablement entreprise depuis deux ans. — 5 hectares seraient affectés à la construction de cinq cents H.L.M. Resterait 40 hectares pour un vaste parc, plus étendu que le parc Montsouris et le jardin du Luxembourg réunis. Depuis un siècle, aucun grand espace vert n'a été réalisé dans Paris. En créant cette magnifique réserve de nature — et en dehors des « beaux quartiers », — M. Giscard d'Estaing affirmerait spectaculairement sa volonté d'un « nouvel urbanisme » au service d'un idéal humaniste.

### Gigantisme et profits

Hélas, le projet d'aménagement présenté par la préfecture de Paris est une banale version de cet urbanisme pompéien plus dévastateur que deux guerres mondiales : gigantisme et profits ; une masse énorme de béton aggravant encore l'enlèvement dans la capitale la plus surpeuplée du monde : 400 000 m<sup>2</sup> de logements, 150 000 m<sup>2</sup> de bureaux et d'équipements, 100 000 m<sup>2</sup> de locaux industriels, des tours atteignant 37 mètres.

Le parc, limité à 15 hectares, serait totalement saturé par la fréquentation des usagers de ces nouveaux bâtiments : quinze mille habitants et dix mille employés. Il n'en résulterait donc aucune amélioration pour les prolétaires en espaces verts du nord-est de Paris. Situation d'autant plus scandaleuse que le grand parc coterait par là-même que l'urbanisation massive se payerait fort cher : plus de 400 millions de NF pour les gros travaux d'infrastructure.

Humanisme ou matérialisme ? L'opération de La Villette est à la croisée des chemins. Et son destin préfigurerait le nouvel avenir de Paris.

(\*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, auteur de « Sociologie de la nature » (Stock éd.).

APPARTEMENTS - MAISONS - USINES - BUREAUX

## CONTRE LE VOL

cette menace permanente

## le nouveau radar hyperfréquences DI 50 d'ALARME 2000

une supériorité technologique sans concurrence

- sirène d'alarme intégrée
- portable, léger, peu encombrant
- fonctionne sur piles (autonomie 2 ans) sans branchement ni installation
- dissimulable, indéchiffrable, il traverse placards, meubles et cloisons
- rayon de protection réglable de 2 à 30 mètres

ÉCONOMIQUE ET FIDÈLE LE DI 50 EST À L'AVANT-GARDE DE LA TECHNIQUE MONDIALE

POUR VOTRE SÉCURITÉ VOUS DEVEZ EN SAVOIR PLUS

remplir et retourner ce bon à : ALARME 2000 Distr. 199 8, rue Guéin 75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part plus amples informations sur le DI 50.

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

## AVIS DE CONCOURS

Le Ministère de la Justice, recrute

## 120 SURVEILLANTS

pour ses établissements pénitentiaires Postes à pourvoir à PARIS

Concours les : 3 avril, 6 mai et 10 juin.

Ouverts aux personnes de nationalité française, âgées de 21 à 35 ans, libérées des obligations militaires.

- Niveau requis : Certificat d'Études Primaires
- Salaire de départ : 2.000 F. environ
- Promotion interne possible.

Pour tous renseignements, écrire à Pierre LICHOU S.A., sous référence 6711 10, rue de Louvois - 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

سكس في الاول





# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## BILLET

### Paysans-travailleurs : attaque sur trois fronts

« Créer un syndicat de classe et de masse », telle est la principale décision du premier Conseil national des associations paysans-travailleurs qui s'est réuni, vendredi 26 et samedi 27 février, à Polisy. Cette instance, qui regroupe les délégués de quelque vingt associations départementales, se réunira désormais dans l'inter-ville des congrès pour donner des consignes au collectif national qui élève tous les mois afin de coordonner les activités du mouvement.

Le conseil national a décidé d'élargir la base du mouvement « pour offrir une alternative crédible, face au syndicalisme unitaire et corporatiste qui défend l'exploitation familiale et non pas le travailleur ». Dans cette perspective, les paysans-travailleurs, qui se définissent comme des paysans moyens, modernisés et endettés, n'ont pas d'alliance syndicale avec les autres syndicats dissidents, mais la participation à des luttes communes marquant les revendications particulières. L'action du mouvement va se développer essentiellement dans trois secteurs :

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

### UN COMMANDO DE VITICULTEURS DÉTRUIT QUATRE-VINGTS CUVES DES ÉTABLISSEMENTS RAMEL

Une centaine de viticulteurs ont envahi ce lundi 1<sup>er</sup> mars à 3 heures du matin les entrepôts des établissements Ramel, négociants

en vins à Meximieux (Ain). Ils ont brisé à coups de hache les vannes de quatre-vingts cuves, dont le contenu s'est répandu dans les entrepôts. En outre le « commando » a crevé les pneus et cassé les pare-brise de vingt et un camions-citernes.

Les viticulteurs sont venus à bord de deux autocars immatriculés dans l'Hérault. — (A.F.P.)

[Les vignes du Midi repoussent aux établissements Ramel d'être l'un des plus gros importateurs de vins italiens.]

● **RECTIFICATIF**. — Dans l'article « L'économie en trompe-l'œil », il fallait lire, page 20, dans les éditions du 29 février 1<sup>er</sup> mars : « Tout ce qui abaisse le coût de production, tout ce qui amoindrit la compétitivité de la firme est finalement créateur d'emplois ici ou ailleurs. Alfred Sauvy a très justement dénoncé, avec l'emportement qu'on lui connaît et encore dans son dernier livre, l'hérésie qui consiste à croire qu'on facilitera l'emploi en ralentissant le rythme de la substitution du capital au travail. »

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et amorcer les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,06 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

## SYNDICATS

### EN HAUTE-NORMANDIE

### Un délégué C.F.D.T. est condamné pour diffamation envers un délégué F.O.

De notre correspondant

Rouen. — M. André Thibault, secrétaire de l'union régionale C.F.D.T. de Haute-Normandie, a été condamné, vendredi 27 février, par le tribunal correctionnel de Rouen à 500 francs d'amende et à verser 1 000 francs de dommages et intérêts à M. Sanson, délégué F.O. de la coopérative laitière de Haute-Normandie.

Les faits remontent à l'automne 1975. À la suite d'un conflit qui avait éclaté en avril 1975 dans les usines de ce groupe laitier, le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise, la fédération de l'agriculture C.F.D.T. et l'union régionale avaient publié un dossier pour faire connaître les raisons sociales, économiques et politiques de ce conflit qui a agité les campagnes et les usines de Seine-Maritime pendant plusieurs semaines. Dans cette plaquette intitulée : « Le conflit Nova-C.L.E.N. », une affaire de gros sous ? Une agression contre les syndicats ? Un enjeu politique ? Les patrons paysans veulent-ils la guerre ? », la C.F.D.T. reprochait ce

qu'avait été, selon elle, l'action de la section F.O. de l'entreprise. Documenté à l'appui, elle avançait que M. Sanson avait démissionné de la C.F.D.T. obtenu une promotion, puis créé la section F.O. En outre, plusieurs commentateurs à caractère polémique sur l'attitude de cette section pendant la durée du conflit, avaient motivé une double plainte, celle de M. Sanson qui réclamait 50 000 francs de dommages et intérêts et celle de la fédération F.O. de l'agriculture, qui demandait le franc symbolique.

S'il a bien reconnu qu'il y avait eu diffamation envers M. Sanson, le juge a estimé la plainte de la fédération F.O. irrecevable et l'a condamnée aux dépens, suivant en cela l'argumentation de l'avocat de la C.F.D.T. selon lequel les faits incriminés ne relèveraient que de la polémique entre organisations rivales.

À l'issue d'une conférence de presse, la C.F.D.T. a fait remarquer que le Syndicat F.O. ne contestait pas les faits relatés dans le dossier, mais seulement les commentaires. Elle a également fait mention d'initiatives patronales en Haute-Normandie qui favorisent la création de sections syndicales rivales pour contourner la C.F.D.T. dans divers établissements.

La C.F.D.T. estime aussi avoir été l'objet de manœuvres visant à diminuer sa représentativité aux élections à la chambre d'agriculture. En effet, la liste des électeurs d'une des usines du groupe C.L.E.N. n'a pas été transmise en temps utile à la préfecture par le maire de la commune de Royville (Seine-Maritime). Dans cette liste, M. Sanson, qui n'a pas pu de ce fait être présenté, il se trouve, coïncidence malheureuse, que le maire de la commune est élu de la C.L.E.N. et adhérent à F.O.

JACQUES GRALL

### L'UNITÉ D'ACTION C.G.T.-C.F.D.T. « PLAFONNE » reconnaît le leader cédestiste de la métallurgie

« Il nous semble qu'après une période de développement assez dynamique de l'unité d'action, on plafonne actuellement. Les tensions à la base sont importantes et une véritable dynamique ne s'engage pas entre nos organisations et les travailleurs », déclare M. Jacques Chénèque, secrétaire général de la Fédération générale de la métallurgie C.F.D.T. dans un interview accordé à la Gazette ouvrière, dont le numéro 5 sortira mercredi 3 mars.

Pour le leader de la Fédération de la métallurgie, qui prépare une nouvelle plate-forme revendicative, « les problèmes théoriques et les discussions de sommaire sur la conception du socialisme, sur les relations syndicales-partis conduisent à l'impasse ». Nous voulons, ajoute-t-il, réintroduire un processus d'action par la discussion avec les travailleurs de leurs préoccupations sur le tas.

Dans son prochain numéro de février-mars 1976, la Gazette ouvrière écrit quelle avait été lancée par « des militants syndicaux de la C.F.D.T. et de la C.G.T. et des intellectuels qui veulent confronter leurs pratiques et leurs analyses ».

\* Prix de vente, 10 F. B.P. 128, 75000 Paris Cedex 20.

● **M. CHARPENTIER : LA C.G.C. A RETROUVÉ SON UNITÉ.** Le président de la Confédération générale des cadres s'est réuni, samedi 26 février, à Metz, que son organisation ait « retrouvé son unité, qui se manifeste dans le congrès extraordinaire de Versailles, le 6 mars prochain. » M. Charpentier a ajouté que « si des responsables gouvernementaux ont pu espérer, en raison de l'écroulement de la C.G.C., prendre des mesures contraires aux intérêts de l'encadrement, il est temps qu'ils modifient leur point de vue. Le gouvernement doit dire s'il veut enfin comprendre les problèmes des cadres ou s'il préfère les voir reprendre leurs manifestations. »

## FAITS ET CHIFFRES

● **M. ANDRÉ BERGERON**, secrétaire général de Forces ouvrières, s'est élevé, au cours d'une réunion tenue samedi 26 février à Cherbourg, contre « la lenteur des négociations pour le renouvellement des grands contrats de la fonction publique et du secteur nationalisé ». Selon M. Bergeron, le gouvernement en est responsable. « Ce jeu à l'assaut », a-t-il ajouté, le secrétaire général de F.O. « Il faut maintenant abattre toutes les cartes. Notre organisation va agir en conséquence. »

● **M. SEGUY : LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DEPUIS PÉTAÏN.** — Cidique l'action du président de la République et du premier ministre, M. Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré samedi 26 février, à Sarreguemines (Vosges) : « Au vingt et unième mois de ce gouvernement, sa politique économique et sociale est la plus institutionnelle que l'on connaisse depuis Pétain. » M. Seguy a, d'autre part, reproché

à la FEN et à F.O. d'avoir « capitulé devant les forces du pouvoir ». — (Corresp.)

● **LES ÉBOUEURS DE BREST** ont repris le travail ce lundi 1<sup>er</sup> mars, après avoir obtenu une « prime de panier » journalière de 12,65 francs. Ils étaient en grève depuis le 10 février. Selon la C.F.D.T., qui était à l'origine du mouvement, le conflit aurait pu être réglé beaucoup plus rapidement sans « la position intransigeante de l'entreprise (...) et le refus de la communauté urbaine, pendant deux semaines, de mettre son poids dans la balance ». — (Corresp.)

● **UN AN D'OCCUPATION DE L'ORINE GRIFFET À MARS-SEILLE.** — Les grévistes ont tenté, lundi 1<sup>er</sup> mars, à l'occasion de cet anniversaire, de placer deux barrages, avec des grues, à l'entrée et à la sortie de l'autoroute. Quelques incidents se sont produits avec les forces de l'ordre, qui ont arrêté les grévistes. Deux ouvriers ont été appréhendés puis relâchés.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La Caisse nationale de crédit agricole a, au cours du 1<sup>er</sup> mars 1976, un emprunt obligataire d'une durée de quinze ans, amortissable en dix séries égales de 1982 à 1991. Les souscriptions sont libérables, soit en numéraire, soit par échange des titres C.N.C.A. 5,75 % 1985 ou 5,75 % 1986. Les titres, d'un nominal de F 1 000, sont remis et remboursés au pair. Le taux d'intérêt nominal est de 10,20 %, soit un coupon de F 102

payable le 13 mars de chaque année et pour la première fois le 13 mars 1977. Le taux de rendement actuariel brut à l'émission est de 10,15 % pour les souscripteurs en numéraire. De taux est porté à 10,33 % pour les porteurs de titres 5,75 % 1985 et 5,75 % 1986. L'émission en numéraire sera close sans préavis. L'émission par voie d'échange se poursuivra jusqu'au 19 mars 1976.

### ÉMISSION DU 8<sup>e</sup> EMPRUNT GROUPE DES QUATRE SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE L'EST DE LA FRANCE

310 000 000 DE FRANCS - 10,20 %  
Garanti par l'État  
Taux de rendement actuariel brut : 10,20 %

Cet emprunt, d'une durée de quinze ans, est représenté par 310 000 obligations de 1 000 francs nominal, émises au pair et amortissables en treize ans après deux années de différé.

Le service de l'emprunt sera assuré conjointement par les 4 S.D.R. de l'Est de la France pour les montants respectifs suivants :

CENTREST S.D.R. de Bourgogne et de Franche-Comté	F 127 000 000
LOIREX S.D.R. de Lorraine	F 79 500 000
SADE S.D.R. de Alsace	F 73 500 000
CHAMPREX S.D.R. Champagne-Ardenne	F 30 000 000

L'admission à la Cote officielle de la Bourse de Nancy sera demandée. Souscriptions reçues dans les banques.

B.A.L.O. du 23 février 1976.

Visa C.O.B. n° 76-25 du 17 février 1976.



### BANQUE DUPONT

Banque L. Dupont et Cie  
et Banque Journal et Cie réunies

Au cours de sa séance du 25 février 1976, le conseil d'administration sous la présidence de M. Jean Roquette a arrêté les comptes de l'exercice 1975.

Le bilan se totalise à F 2.585.472.628, dont F 2.584.472.628 l'année précédente et l'ajout de F 1.000.000.000 de bénéfices nets de F 5.357.132,97 contre F 4.353.322,52 en 1974. Il en résulte une augmentation d'une somme de F 788.820, montant d'une provision pour investissement devenue disponible de F 2.168.342.442,88 en progression de 21,5 %.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 23 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 6 F (impôt payé au Trésor).

### BANQUE ODIER BUNGENER

COURVOISIER - O.B.C.

Le conseil de la Banque O.B.C. lors de sa réunion du 24 février 1976 a procédé à l'arrêté des comptes de l'exercice au 31 décembre 1975.

Le total du bilan s'élève à F 685.753.328 et les dépôts de la clientèle sont passés de F 503.325.473 à F 470.117.035 soit une augmentation de 18,4 %.

Le bénéfice net de l'exercice, compte tenu d'une plus-value à long terme de F 888.891 s'élève à F 616.686 contre F 7.428.008 en 1974 dont F 2.301.886 de plus-values à long terme.

Le conseil a d'autre part, décidé de porter le capital social de la Banque de F 12.250.000 à F 20.000.000 par incorporation de réserves de F 8.400.000 et par souscription au pair de F 8.400.000.

À la suite de la prise de participation de 10 % de la Société d'Études et de Participations Financières « Finance Participations » dans le capital de la Banque, le conseil proposera à l'assemblée de nommer cette Société comme administrateur ; elle sera représentée par son directeur général Monsieur Robert MORANT.

### BANQUE VERNES

ET COMMERCIALE DE PARIS

Le conseil d'administration s'est réuni le 26 février 1976 et a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975. Le total du bilan de la Banque a atteint 2 780 691 927 F et le total « bilan » hors bilan a atteint 4 787 215 800 F environ.

Le bénéfice net de l'exercice après tous amortissements, provisions notamment pour l'impôt s'élève à 26 394 985 F contre 18 042 611 F pour l'exercice 1974.

Si l'on fait abstraction de plus-values à long terme et des éléments exceptionnels du compte de pertes et profits, la progression des résultats de la Banque par rapport à 1974 ressort à 23 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 21 avril prochain la distribution aux actionnaires d'un dividende de 12,50 F par action auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 6,25 F, soit un total de 18,75 F contre 17,25 F pour l'exercice 1974.

### SCHLUMBERGER LIMITED

Le conseil d'administration de Schlumberger Limited vient de déclarer un dividende trimestriel de 20 cents. Ce dividende est payable le 15 avril aux actionnaires enregistrés à la date du 22 mars 1976.

M. Jérôme Seydoux a démissionné de ses fonctions de directeur général pour se consacrer, en France, à de nouvelles activités. Il demeure administrateur et membre du comité financier.

M. Jean Riboud a été réélu dans ses fonctions de président-directeur général.

M. Roland Gentin a été nommé directeur général adjoint responsable de la gestion opérationnelle. Sa nomination au poste d'administrateur sera proposée à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

### MARTIN ET LUNEL

Filiée à 65 % de Legrand S.A., la société Martin et Lunel occupe l'une des premières places parmi les fabricants de pièces de courant industrielles et anti-déflagrantes.





## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE  
— ESPAGNE : la vague d'agitation sociale est la plus importante de ces dernières années.

3. LE XXV<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C.  
D'UNION SOVIÉTIQUE

4. AFRIQUE  
— La candidature du Front Polisario suscite d'âpres débats à l'O.U.A.

5-7. AMÉRIQUES  
— La Havane entend concrétiser la « solidarité de combat » dans le tiers-monde.

8. PROCHE-ORIENT  
— M. Robin affirme qu'il n'a jamais donné son accord aux États-Unis sur une formule de non-hébergement.

9-11. BARREIN  
PLAQUE TOURNANTE  
DU GOLFE  
— Une sorte de Hongkong du Proche-Orient ?  
— Une économie de services.

12-13. ASIE  
— « Sri-Lanka, ou la réforme à pas comptés » (II), par Gérard Viretelle.  
— CHINE : la presse étend ses critiques à une « ligne favorable à la voie capitaliste ».

14. DÉFENSE  
— La presse américaine continue à reprocher à Paris et à Bonn de favoriser des exportations de matériels nucléaires.

14-16. POLITIQUE  
— La préparation des élections cantonales.

17-18. ÉDUCATION  
— Le congrès de l'UNCAL et du Syndicat des personnels de l'enseignement.

**EUROPA**  
PAGES 19 A 28  
— L'Europe vend mal ses produits agricoles.  
— Le pouvoir nourrit-il son homme ?  
— La crise des échanges Est-Ouest.  
— Entre les lignes du rapport Tindemann.  
— Une gestion plus serrée.

28-29. SPORTS  
— RUGBY : championnat de France.  
— FOOTBALL : coupe de France.  
— JUDO : championnats de France.

29. RELIGION  
— Paul VI décrépé.

30-31. ARTS ET SPECTACLES  
— THEÂTRE : Le Rire du fou à Asberville.  
— La Nuit des rois à l'Odéon.

32. JUSTICE  
— TRIBUNAL DE SOISSONS : peines d'emprisonnement avec sursis requises contre huit des neuf inculpés de la catastrophe de Vercy.

40. LA RÉGION PARISIENNE  
— Cent quatre-vingt projets pour l'aménagement de La Vilette : espaces verts ou immeubles, le choix n'est pas fait.

41. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS  
— La fermeture de lignes de la S.N.C.F.

41-42. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE  
— AGRICULTURE : attaque sur trois fronts des paysans-travailleurs.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (32)  
Annonces classées (33 à 38)  
Aujourd'hui (39) ; Carrefour (39)  
« Journal officiel » (32) ; Météorologie (32) ; Mots croisés (32) ; Soupe (32).

**Amazonie**  
E. Carot, sur l'Oyapock, à la rencontre des Indiens Cayana dans la forêt vierge, à la frontière Brésil-Guyane. Prix 100 F. 100 jours d'expédition en Amazonie.  
**EXPLORATOR**  
15, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. 66.66.24. Documentation sur demande.

## Au congrès de Moscou Nous n'abandonnerons jamais l'internationalisme prolétarien

déclare M. Brejnev

De notre correspondant

Moscou. — Le vingt-cinquième congrès du parti communiste soviétique a terminé, lundi matin, la première partie de ses travaux. Les délégués du congrès ont adopté à l'unanimité une résolution « approuvant entièrement la ligne politique et l'activité du comité central », et « approuvant le rapport du comité central et émettant le vœu de s'aligner sur les dispositions et tâches énoncées par Leonid Brejnev dans le rapport du comité central ».

M. Brejnev a prononcé ensuite une brève allocution, affirmant notamment que : « Nous avons été unanimes à proclamer l'internationalisme prolétarien, l'amitié entre les peuples et la lutte pour la paix. C'est notre politique et nous ne l'abandonnerons jamais », a souligné le secrétaire général.

Dans son allocution, le secrétaire général a, d'autre part, remercié les auteurs « qui ont prononcé de bonnes paroles à l'endroit du comité central, du bureau politique et du secrétaire général ».

« Ce congrès, comme il va de soi, a été atteint, nous concentrons

notre attention sur les insuffisances qui existent encore chez nous, sur les tâches qui n'ont pas été résolues ».

En fin de matinée, d'autre part, M. Brejnev a reçu M. Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien. Un communiqué devrait être publié dans l'après-midi sur cette rencontre.

Le congrès avait suspendu ses travaux pour la journée du dimanche 28 février : ces vingt-quatre heures de trêve ont été mises à profit par les délégués, et certains invités étrangers, pour se livrer à diverses activités militantes, tant à Moscou qu'en province.

Certaines délégations étrangères ont cependant préféré faire du tourisme, par exemple la délégation italienne, conduite par M. Berlinguer, qui s'est rendue au monastère de Zagorsk.

Samedi dernier, le congrès avait entendu, outre celle de M. Brejnev, une certaine nombre d'interventions de délégués soviétiques et d'invités étrangers.

Samuel Agmon, président du parti communiste espagnol, a été également entendu, en audience privée, M. Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais. M. Cunhal est le premier des invités étrangers à avoir été honoré de cette façon. — J.A.

(Lire nos informations pages 1 et 3.)

## Alors que le marché des changes est réouvert en Italie

LE COURS DE LA LIRE  
SE STABILISE

Le net redressement de la lire constaté depuis le milieu de la semaine dernière s'est confirmé lundi matin 1<sup>er</sup> mars, jour de la réouverture officielle du marché des changes en Italie. En fait, le cours de la lire avait constamment été coté entre banques depuis le 24 janvier, date à laquelle la Banque d'Italie avait décidé de cesser provisoirement toute intervention. La réouverture du marché signifie dans les faits que l'assentiment d'urgence est prêt à nouveau à effectuer des opérations de soutien, étant entendu que les opérations en question respectent à sa discrétion puisque la lire reste une monnaie flottante.

Lundi matin, le dollar était coté sur la base de 788 à 789 lire, soit un cours très proche de celui de vendredi après-midi (794). Le léger pincement relatif du rattrapement du dollar observé contre toutes les devises. A Paris, le cours s'élevait aux environs de 5,52 F pour 1 000 lire (contre 5,56 vendredi). Ces différentes cotations correspondaient à une dévaluation de 12 % par rapport aux cours du 28 janvier, qui étaient de 686 lire pour 1 dollar et de 6,53 F pour 1 000 lire. Mais la lire, au cours de la période de quarante jours pendant laquelle la Banque d'Italie s'est tenue à l'écart du marché, a été cotée nettement plus bas. Elle avait touché le fond le 21 février, date à laquelle le cours du dollar était monté jusqu'à 808 lire, soit un pourcentage de dévaluation de presque 18 %, qui correspondait à Paris à un cours de 5,32 F pour 1 000 lire. Le taux de base des banques commerciales italiennes a été lundi relevé de 12 % à 14 %.

A Paris

## LE P.C. PROTESTE CONTRE L'INTERDICTION D'UNE MANIFESTATION DE L'AMICALE DES ALGÉRIENS EN EUROPE

La manifestation que l'Amicale des Algériens en Europe avait prévue samedi 28 février, à 14 h. 30, devant le consulat d'Algérie, rue d'Argentine à Paris (8<sup>e</sup>), afin de protester contre plusieurs attentats, a été interdite. Les manifestants qui s'étaient présentés au lieu de rassemblement se sont dispersés sans incidents.

De son côté, M. Jean Colpin, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du parti communiste français, a fait diffuser une déclaration exprimant au nom du parti communiste une protestation contre l'interdiction de cette manifestation.

Dans sa déclaration, M. Colpin note que la mesure d'interdiction a été prise « en vertu de l'application d'une loi de 1935 qui interdit aux étrangers de manifester ». « Cette interdiction confirme le caractère antidémocratique du pouvoir et ne peut qu'encourager les auteurs des attentats », ajoute M. Colpin.

D'autre part, à Clermont-Ferrand, le parti communiste, le P.S.U., la C.G.T. et la C.F.D.T. ont protesté contre l'interdiction.

Le numéro du « Monde » daté 29 février - 1<sup>er</sup> mars 1976 a été tiré à 534 082 exemplaires.

## DECORATION LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :

■ Velours contemporains à dessins « patchwork » et « design »  
■ Nouveaux tissus Jacquard.  
■ Toiles et chinés, imprimés anglais, américains, suédés, italiens.  
■ Tweeds et tissages spéciaux écru - blancs - beige.  
■ Nouveaux lampas et tapisseries de style.

de 28<sup>e</sup> à 175<sup>e</sup> le mètre  
(tous nos articles sont en stock)

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## Le débat sur la libéralisation de l'avortement en Italie

« Hitler a sa revanche », écrit « l'Osservatore romano »

Le débat sur le projet de loi libéralisant l'avortement a repris devant le Parlement italien dans des conditions particulièrement difficiles pour la majorité. M. Aldo Moro est contraint de le faire passer avant le 20 avril, faute de quoi se déroulerait le référendum abrogatif de la loi actuellement en vigueur. On aboutirait ainsi à une totale absence de législation, si la loi était abrogée. Mais la démocratie chrétienne n'approuve pas le principe moral du nouveau texte qu'elle est politiquement contrainte de voter. Les socialistes sont réticents. Les communistes cherchent un compromis. Et l'extrême droite s'apprête à pousser l'obstruction. C'est dans ces conditions que le pape a décidé d'intervenir sans ménager ses prises de position.

De notre correspondant

Rome. — Le Saint-Siège n'a cessé de répéter qu'il était contre l'avortement. Mais la manière particulièrement sévère dont il le rappelle dans un éditorial de « l'Osservatore romano », publié le 29 février, mérite attention. Les hommes politiques italiens ne s'y tromperont pas, eux qui s'apprêtent à modifier la législation de leur pays en matière d'interruption de grossesse. Les vœux avortés : si un Etat légalise l'avortement, il « agit illégalement et fait des lois qui n'ont pas de consistance éthique ». Curieusement, cet éditorial n'est pas cité ce lundi 1<sup>er</sup> mars dans les principaux quotidiens d'Italie.

Le journal du Vatican n'hésite pas à évoquer Hitler pour défendre son point de vue. Après avoir dénoncé « l'énorme légèreté et l'absence de respect des droits de l'homme » contenus dans la loi, il écrit : « Ce n'est pas un progrès mais une régression vers la barbarie. Sans évoquer ici le souvenir du Teygote (1), il suffit de nommer Hitler, les chambres à

gaz, la stérilisation des êtres humains, la génocide, l'élimination des malades incurables et des vieillards, l'euthanasie : tous les maillons d'une même chaîne. »

Dans la législation des pays occidentaux qui ont admis l'avortement, « Hitler a sa revanche ». Pour « l'Osservatore romano », « on ne peut avoir aucun doute sur le caractère immoral déshumanisant et criminel de l'avortement ». Celui-ci est un triple échec : « Echec de la vie et du droit à la vie, échec de la société, échec de l'Etat qui se montre toujours plus incapable de remplir sa fonction de tuteur et de promoteur des droits de tous et spécialement des plus faibles et des sans-défense. »

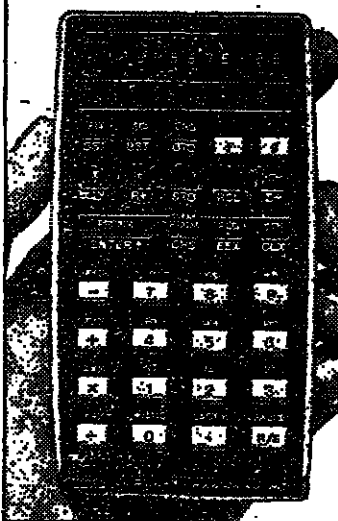
À propos de ce dernier point, le quotidien du Vatican explique : « L'Etat, en particulier l'assemblée législative, qui renonce à sa fonction de discipline, de magistrature, de défense et de promotion des droits de tous et spécialement des plus faibles et des sans-défense. »

Parlant de l'Italie, « l'Osservatore romano » est loin de prendre les mêmes précautions qu'il y a un an et demi pour la France. Une fois de plus, « l'Osservatore romano » confond les « deux Rome » quand il définit ainsi, sans autres précisions, « le changement de route qui devrait porter à une nouvelle loi » : une loi « qui condamne et punisse l'avortement comme violation du droit d'un être humain à la vie » ; une nouvelle loi : celle qui devrait condamner et punir l'avortement mais tendre à en éliminer les causes, notamment en secourant les mères qui se sont trouvées « dans des difficultés particulières ». Pour ces cas, on peut prévoir des circonstances atténuantes et même, dans quelques cas, des peines purement symboliques, mais sans aller sur le principe de l'indivisibilité et de la punissabilité de l'avortement comme délit contre la vie. »

(1) Selon la tradition, les Spartiates jetaient de cette manière les enfants malades ou nés avec une infirmité.

## A 'la Règle à Calcul', découvrez les plus récents calculateurs scientifiques de poche Hewlett-Packard.

**HP-25**  
programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements fonctions trig, log, deg, rad, grd, conversions rec/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications.  
1 116 F ttc



**HP-21**  
5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad.  
570 F ttc

**HP-22**  
calculateur universel - scientifique, statisticien, économiste - y, Z, A, droite de tendance - amortissements, annuités.  
954 F ttc

**la Règle à Calcul**

65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.  
Tél. : 033 02.63.033.34.61

1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP

HEWLETT PACKARD

## ECHANGE : forine à l'année contre 2 heures par semaine.

(s'adresser au Vitatop)

Deux heures par semaine, dans un Vitatop Fitness Club, cela suffit pour effacer vos excès de fatigue, de poids, de souci et renforcer votre tonus.

Vitatop, des méthodes et des installations uniques en France : gymnase, saunas, bains glacés, salles de relaxation, salles de vapours d'eucalyptus, bain à remous, solariums, bain turc, piscine, bar.

Ouverts de 9 h à 21 h, samedi de 9 h à 17 h, dimanche de 9 h à 13 h.

Venez nous voir ; ou, pour recevoir une documentation, envoyez cette annonce, accompagnée

de votre carte de visite au club de votre choix.

Club Montparnasse  
118-122, rue de Vaugrassat - 75006 Paris - Tél. : 544.38.81  
Club Miallie  
58, bd Gervin-Saint-Cyr - 75017 Paris - Tél. : 758.12.34  
Club Lyon 100, cours Gambetta, 69007 Lyon - Tél. 69.65.76

**Vitatop**  
365 jours de forme par an.

CLUBS

صلى الله عليه وسلم